

The Library
of the



University of Wisconsin

2^e ÉDITION DE 1861

XVI^e SIÈCLE

MÉMOIRES

DE

MARTIN ANTOINE DEL

sur les

TROUBLES DES PAYS-BAS

DURANT

L'ADMINISTRATION DE DON JUAN D'AUTRICHE

1576-1578

TEXTE LATIN INÉDIT

TRADUCTION FRANÇAISE, NOTICE & ANNOTATIONS

PAR

AD. DELVIGNE

CHAMBRÉ DE LA VILLE DE MALINES

ET PROFESSEUR AU SEMINAIRE ARCHIDIOCESAIN DE LA MÊME VILLE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE PORTUGAISE ROMAINE D'ARCHÉOLOGIE

DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE BRUXELLES

DE L'ACADÉMIE D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES

TOME PREMIER



BRUXELLES, GAND & LEIPZIG

C. MUQUARDT

HENRY MERZBACH, SUCCESSEUR

MDCCCLXIX

La notice paraîtra conjointement avec la suite de l'ouvrage, qui compte cinq livres. Nous prévenons le lecteur que M. A. DEL RIO a publié ses MÉMOIRES SUR LE GOUVERNEMENT DE FUENTÈS, sous le même pseudonyme ROLANDI MYRTE ONATINI que nous retrouvons ici. Ce pseudonyme forme à peu près l'anagramme de son nom.

COLLECTION DE MÉMOIRES

RELATIFS

A L'HISTOIRE DE BELGIQUE

*MÉMOIRES DE MARTIN-ANTOINE DEL RIO SUR
LES TROUBLES DES PAYS-BAS DURANT L'AD-
MINISTRATION DE DON JUAN D'AUTRICHE.*

ROLANDI MYRTE ONATINI

I. C.

COMMENTARII

DE

TUMULTU BELGICO

AB ADVENTU

JOANNIS AUSTRIACI

AD

GREGORIUM XIII. PONT.

MAX.

Société de l'histoire de Belgique.

XVI^e SIÈCLE

MÉMOIRES

DE

MARTIN ANTOINE DEL RIO

SUR LES

TROUBLES DES PAYS-BAS

DURANT

L'ADMINISTRATION DE DON JUAN D'AUTRICHE

1576-1578

TEXTE LATIN INÉDIT

AVEC

TRADUCTION FRANÇAISE, NOTICE & ANNOTATIONS

PAR

AD. DELVIGNE

CHANOINE DE LA MÉTROPOLE DE MALINES

ET PROFESSEUR AU SÉMINAIRE ARCHIÉPISCOPAL DE LA MÊME VILLE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE PONTIFICALE ROMAINE D'ARCHÉOLOGIE

DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

DE L'ACADÉMIE D'ARCHÉOLOGIE DE BELGIQUE

TOME PREMIER



BRUXELLES, GAND & LEIPZIG

C. MUQUARDT

HENRY MERZBACH, SUCCESSEUR

MDCCCLXIX

F465796000
9501
31

MÉMOIRES

SUR LES

TROUBLES DES PAYS-BAS

—♦—

1550-1578

COMMENTARIORUM LIBER

DE

TUMULTU BELGICO

AB ADVENTU JOANNIS AUSTRIACI

Fº 1º. Narraturus novos motus, Gregori XIII Pontifex maxime, ab Joannis Austriaci adventu in Belgio ortos; præsertim a reconciliatione, inter eum, Regis Catholici ex patre fratris sui nomine, et delegatos ordinum, qui Bruxellæ convenerant, celebratam : facturum operæ pretium videor, si paullo altiore initio repetiero, qualis fuerit status provinciarum, quæ mens optimatum, quæ studia ordinum, ab ultimo Philippi Regis, in Hispaniam discessu. Sic enim præter casus eventusque rerum, qui plerumque fortuiti sunt, ratio etiam causæque, qui verus historiæ fructus, intelligentur.

Qua in re non eloquentia vel orationis lenocinium, sed simplicem veritatem et nudam fidem, sine cuius-

MÉMOIRES

SUR LES

TROUBLES DES PAYS-BAS

DEPUIS L'ARRIVÉE DE DON JUAN D'AUTRICHE

Au Souverain Pontife, Grégoire XIII.

J'entreprends le récit des nouveaux troubles survenus en Belgique à la suite de l'arrivée en ce pays de don Juan d'Autriche, et tout particulièrement, des désordres qui suivirent la réconciliation signée, au nom de son frère naturel le Roi Catholique, entre lui et les délégués des États rassemblés à Bruxelles. Je ferai quelque chose de fort utile, ce me semble, si je reprends mon récit d'un peu plus haut ; si je fais connaître l'état des provinces, l'esprit des grands, les aspirations des divers ordres depuis le retour du roi Philippe en Espagne. De cette façon, l'on parviendra à comprendre, non pas seulement des faits et des événements isolés dans lesquels le hasard a sa grande part, mais on en pénétrera les raisons et les causes ; ainsi l'on retirera de l'histoire son véritable fruit.

Pour atteindre ce but, je ne recourrai point aux séductions de l'éloquence ou de la diction, je me

quam odio vel assentatione, profiteor; continua iurisdictione et præsentî instituto edoctus, nihil gratiæ vel indignationi tribuere, neque incerta pro compertis, neque pro dubiis explorata narrare. Equidem tradendis vel interfui, vel ab iis qui aut præfuerint aut interfuerint, vel etiam ex publicis actis, literis et monumentis ea accepi. Quo facilius fuit conciones, legationes et epistolas non, ut plerique faciunt, ex arbitrio ad ingenii ostentationem comminisci; sed revera, sicuti habitæ vel scriptæ sunt, ad fidem proponere.

Quapropter etiam, plerumque novis magistratibus et dignitatibus, provinciis quoque urbibusque, nova potius, quibus utimur hodie, nomina quam antiqua illa, quæ dubia sunt, nec satis nota, nec satis accommodata nostris institutis; dare malui. Ac ne agnomina quidem, cognominave barbara, ut fit a nonnullis, quasi Romana forent, Latine proposui; contentus, quam minimum fieri potuit, illa inflectere nonnihîl, et ad Latini sermonis consuetudinem aliquantulum inclinare: ut et illorum notitia non difficilis sit futura, et orationis filum decursusque non omnino interrumpatur.

contente d'exposer sans voiles la vérité simple; je n'éprouve de la haine pour personne et je ne me sens point disposé à la flatterie. Une longue pratique dans la magistrature, tout autant que l'œuvre à laquelle je mets la main, m'ont appris à ne rien accorder ni à la faveur, ni à l'indignation, à ne pas considérer l'incertain comme avéré, ni le doute comme la science. Tantôt j'ai été acteur dans les faits que je vais raconter; tantôt j'en ai acquis la connaissance soit par ceux qui y présidèrent ou y prirent part; enfin, j'ai eu la ressource des actes publics, des lettres, des documents officiels. C'est ainsi qu'il m'a été plus facile de relater fidèlement, conformément à leur réalité, les discours, les missions et les lettres dont j'aurai à parler; je n'ai pas dû les travestir à l'instar d'autres écrivains, qui par ce procédé prouvent leur génie inventif.

Aussi ai-je préféré presque toujours qualifier les nouvelles fonctions et dignités, les villes et les provinces, des appellations admises aujourd'hui, plutôt que de recourir à d'anciens noms, douteux, peu connus, peu en rapport avec nos mœurs actuelles. Je n'ai point voulu, à l'instar de quelques-uns, traduire en latin des noms de famille ou des qualificatifs barbares et faire passer, en quelque sorte, pour Romains ceux qui les portaient; je me suis borné à faire subir à ces noms une légère inflexion, la moindre possible, et à les rapprocher quelque peu des tournures de la langue latine. Ainsi il ne sera pas difficile de reconnaître le vrai nom sous ce vêtement d'emprunt; d'autre part, le fil du discours et le développement des idées ne souffriront point d'interruption.

Fº I vº.

Tibi vero potissimum Gregori PP. optime et sanctissime, hæc dedicanda putavi; quod iis, senescentis apud Belgas Catholicæ religionis mala, sublato pene divino cultu profligataque sacrorum rituum disciplina, copiose narrantur: nimirum ut; qui maximus Christi vicarius animo semper pro fidei Catholicæ defensione excubasti; summam illam, quam cum egregia propensione conjunxit deus, potestatem, ad impendentem Christianæ reip. perniciem repellendam convertas. Quod fuit quidem hactenus a te sedulo factum: ea tamen in contentione te ipsum ut vincas oportet. Ita futurum spero, ut sæva illa et legitimis imperiis inimica pestis, quæ per Germaniam, Angliam, finitimasque provincias, ad extremos usque Belgas pervasit; ibidem penitus extinguatur: ne ad Italiæ, Hispaniæque interitum, aliquando malum erumpat, quod ferri sanarive postea non possit.

Belgiæ,
quæ Philippo II
Hisp: Regi
paret.
descriptio.

Belgiæ Galliæ complures imperant. Major pars Philippo Hispaniæ regi paret; quæ septemdecim provincias continet, ducatus Brabantiae, Limburgi, Lutsemburgi, Geldriæ: comitatus Flandriæ, Artesiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Namurci, Zutphaniae; dominia Mechliniæ, Ultrajecti, Frisiæ, Groeningæ, Transiselaniæ, et Marchionatum sacri imperii. Totus tractus, ab orientali latere et Amisia flumine, cingitur ditionibus comitis Frisiæ Orientalis, Ducis Cliviæ et Episcopi Monasteriensis: inde versus Meridiem habet vicinos, Episcopum Leodien-

C'est à vous tout particulièrement, pape Grégoire, très bon et très saint, que j'ai cru devoir dédier ces Mémoires. J'y raconte en détail les maux qu'a endurés la vieille religion catholique chez les Belges, par la suite de la suspension presque complète de l'exercice du culte et de la ruine de tout enseignement doctrinal. Vicaire puissant du Christ, vous vous êtes toujours appliqué à la défense de la foi catholique; Dieu vous en a donné le plus vif désir et vous avez en main la souveraine puissance à l'effet de détourner de la chrétienté les désastres dont elle est menacée. Jusqu'à présent vous vous êtes acquitté de ce devoir avec soin; il vous faut néanmoins dans cette lutte vous surmonter vous-même. Aussi, cette cruelle contagion, hostile à tout pouvoir légitime, qui, en passant par l'Allemagne, l'Angleterre et les provinces voisines, a pénétré jusqu'aux confins de la Belgique, s'y éteindra-t-elle totalement, je l'espère. Qu'elle ne devienne jamais pour l'Italie et pour l'Espagne un de ces maux affreux et incurables qui causerait leur ruine!

La Gaule Belgique a plusieurs souverains. Sa plus grande partie est sous l'obéissance de Philippe, roi d'Espagne. Cette partie comprend dix-sept provinces : les duchés de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre; les comtés de Flandre, d'Artois, de Hainaut, de Hollande, de Zélande, de Namur, de Zutphen; les seigneuries de Malines, d'Utrecht, de Frise, de Groningue, d'Over-Yssel et le marquisat du Saint-Empire. Tout ce pays, à l'est et du côté de l'Ems, est entouré par les possessions du comte de la Frise orientale, du duc

Description
de la Belgique
soumise
à Philippe II,
roi d'Espagne.

sem, Archiepiscopos Coloniensem et Trevirenssem, Lotharingiæ ducem, Episcopum Cameracensem, et Regem Franciæ, qui in Occidentem usque procurrit : cetera Oceano ambiuntur.

Incolarum varii mores, leges et consuetudines valde diversæ : sermo vel Theutonicus vel Gallicus. Qui
 Fº 2 rº. Theutonico utuntur Germani inferiores; qui Gallico, recepta magis quam antiqua voce, Walones nominantur. Hæc pars Galliæ Belgiæ, multis de causis, totius Belgii appellationem meruit; atque ita deinceps a nobis vocabitur.

Belgii
 gubernatio
 et politia.

Itaque Belgium, postquam Mariæ, filiæ Caroli Audacis et Maximiliani Primi, Friderici Imp. filii, matrimonio, ad Austriacam familiam devolutum, raro Principum suorum præsentia fovetur, quoniam Austrii, Hispaniæ, Italiæ et Indiæ regnis aucti, aliquamdiu a Belgio abesse coguntur; gubernatorem illi, nomine suo, cum summo imperio, præficere consueverunt; qui principis vicarius eandem fere quam ille potestatem obtinet : nisi quod officia quædam ad generalem gubernationem pertinentia, et summæ aliquot dignitates (ut Præsidium, Cancellariorum, status et privatæ curiæ consiliariorum) ex arbitrio Principis conferuntur; cuius etiam nomine, leges, sanctiones et constitutiones omnes promulgantur.

de Clèves et de l'évêque de Munster. Au midi, il a pour voisins l'évêque de Liège, les archevêques de Cologne et de Trèves, le duc de Lorraine, l'évêque de Cambrai et enfin le roi de France, dont les possessions forment sa frontière occidentale. Le reste est baigné par l'Océan.

Les mœurs des habitants varient; leurs lois et coutumes diffèrent beaucoup; leur langue usuelle est le flamand ou le français. Ceux qui parlent la langue flamande sont désignés sous le nom de bas Allemands. Quoique le mot ne soit pas ancien, c'est plutôt à l'usage que nous devons l'appellation de Wallons qui sert à désigner ceux dont le français est l'idiome familier. Diverses causes ont fait attribuer à cette partie de la Gaule Belgique, dont nous venons de parler, le nom de Belgique; nous l'appellerons ainsi désormais.

Le Mariage de Marie, fille de Charles le Hardi et de Maximilien I, fils de l'empereur Frédéric, fit passer la Belgique à la maison d'Autriche. Désormais elle jouira rarement de la présence de ses princes, car les acquisitions des royaumes d'Autriche, d'Espagne, d'Italie et des Indes nécessiteront parfois des absences. C'est ainsi que nos souverains s'habitueront à placer à la tête du pays un gouverneur exerçant le suprême pouvoir en leur nom. Ce lieutenant de l'autorité suprême résumait à peu près en lui toute la puissance, à part quelques hautes dignités dont la nomination demeurait réservée au prince : celles de présidents, de chanceliers, de membres du conseil d'État ou privé, par exemple. Les lois, sanctions et dispositions en tout genre sont promulguées au nom du souverain.

Gouvernement
et adminis-
tration
de la Belgique.

Gubernatori tria concilia adjuncta sunt, cum quibus de rebus omnibus communicet, permissa tamen illi libera decidendi potestate, vel ex numero suffragiorum, vel ex sententia pauciorum, ut ipsi æquius videbitur. Consilia tria sunt, status, privatum, et finantiarum. Quorum primum illud, non habet certum consiliarium numerum, neque alius ei ordinarie præsidet quam princeps vel eius vicarius; in eo tractantur; quæ ad pacem aut bellum, aut omnino ad gubernationem vel tuitionem provinciæ pertinent. Secundo, cum preside, modo plures, modo pauciores consilarii intersunt, qui de omnibus aulicorum et plerisque etiam Provincialium fere omnium (Nam Brabantii alii quoniam nonnulli in negotiis iuridicis huius concilii auctoritatem repudiant) causis iustitiæ, iurisdictionis, politiæ ac gratiæ cognoscunt: Privatum vocatum fuit; quia olim ante consilii status institutionem, principi intimum erat. Tertium porro, quod finantiarum vocari diximus, tres præfectos, unum thesaurarium, unum receptorem generalem, tres delegatos, duos scribas et alios quosdam ministros habet; ad quos ærarii bonorum, et pecuniæ Regis administratio ac dispensatio spectat. Præter ista palatina, quæ semper principem sequuntur, concilia, in singulis provinciis alia provincialia sunt; aquorum plerisque, ad magnam Mechliniæ curiam provocatio conceditur: paucis disceptatio summa et provocatione superior competit, ut Brabantiæ, Geldriæ, Hannoniæ et Frisiæ; in quibus iure summæ et ultimæ sententiæ indicatur.

F^o 2 v^o.

On a adjoint au gouverneur trois conseils avec lesquels il traite de toutes les affaires. Il lui est cependant facultatif de se rallier sur une décision à prendre, soit à l'avis qui a recueilli la pluralité des suffrages, soit à l'opinion de la minorité; il choisit librement l'avis qui lui paraît le plus équitable. Ces trois conseils sont : le conseil d'État, le conseil privé et le conseil des finances. Les membres qui composent le premier ne sont pas en nombre déterminé; il a pour président, d'ordinaire, soit le prince, soit son représentant. On y traite de tout ce qui se rattache à la paix ou à la guerre et tout ce qui concerne le gouvernement et la protection des provinces. Le second a un président qui siège toujours avec quelques conseillers dont le nombre varie; cette assemblée connaît de toutes les affaires de justice, de juridiction, de police et de grâce, soit qu'elle concernent les personnages de la cour, soit les sujets de presque toutes les provinces, à l'exception des Brabançons et de quelques autres qui récusent la compétence de ce conseil. On lui a donné le nom de conseil privé, vu qu'il formait jadis le conseil intime du prince avant l'établissement du conseil d'État. Le troisième conseil c'est-à-dire celui des finances, compte trois chefs : un trésorier, un receveur général, trois commis, deux greffiers et quelques autres subalternes; ils sont chargés de l'administration et des dépenses du trésor public et de la cassette royale. Outre ces trois conseils qui siègent au palais et suivent le prince partout, il y a encore des conseils dans chaque province; pour la plupart d'entr'eux, il est permis d'en appeler de leurs décisions au grand conseil de Malines.

Ceterum tota provincia in tres ordines, ecclesiasticorum, nobilium et plebeiorum dividitur; quos status appellant: horum, indicente principe, vel particulares uniuscuiusque provinciæ, vel totius Belgii generales conventus fiunt: Quandocumque vel novarum legum ferendarum, vel tributi exigendi, vel pacandæ, defendendæ et restituendæ in integrum provinciæ causa, id Principi expedire videtur. Generalis statuum conventus Bruxellæ haberi solet: quia Brabantiae extra patriam nihil licet in publicum statuere. In eo non ex suffragiorum pluralitate (quia comprehensioni locus non est): sed tantum ex communi consensu statuunt, consuetudine potius antiqua, quam certo aliquo privilegio; qua etiam consuetudine, nihil ab initio extorquere Princeps consuevit.

F° 3 1^o.

¹ Régulièrement les résolutions devaient être prises à l'unanimité des suffrages des trois ordres; mais en pratique le gouvernement fit souvent prévaloir le principe de la *compréhension* (en flamand *vervanghenisse*), c'est-à-dire que le dissentiment d'une ville ou de l'arrière-membre d'une ville n'empêche pas la mise à exécution de la résolution prise par la majorité.

Il serait difficile de fixer l'époque à laquelle remonte la mise en pratique de la *compréhension*; mais on doit croire qu'elle était fort ancienne, puisque dans la *Joyeuse Entrée* que les États de Brabant imposèrent à la duchesse Marie de Bourgogne, le 29 mai 1477, ils insérèrent l'article 93, portant en substance que:

Quand les États étaient réunis et opéraient sur une matière, et surtout es causes qui pourraient porter préjudice au pays, l'assentiment des deux États ne pourra pas emporter le troisième. Si un État ou ville ne veut pas consentir, le consentement des autres ne pourra lui porter préjudice: la ville ou État qui n'a

Quelques-uns d'entr'eux connaissent des affaires en dernier ressort et rendent un arrêt définitif : ce sont les cours de Brabant, de Gueldre, de Hainaut et de Frise.

Chaque province se compose de trois ordres : le clergé, la noblesse et la bourgeoisie; ils constituent ce que l'on appelle les États. Ils forment, sur l'ordre du prince, tantôt les États particuliers à chaque province, tantôt les États-Généraux de Belgique, soit qu'il s'agisse de porter de nouvelles lois, de frapper de nouveaux impôts, de pacifier une province, de la défendre ou de la rétablir dans son entier. Le prince demeure juge de l'opportunité des mesures à présenter. La session des États-Généraux se tient, d'habitude, à Bruxelles, parce qu'aucune disposition légale ne peut être prise en Brabant en dehors de l'enceinte du pays. Les décisions n'y sont pas prises à la pluralité des suffrages, vu qu'il n'y a point lieu à la compréhension¹; une coutume ancienne plutôt qu'un

pas consenti au subside ou à la charge ne devra rien supporter; ceci, sauf les causes qui regardent notoirement l'intérêt général du pays.

Cette disposition ne se retrouve pas dans la Joyeuse Entrée de Philippe le Beau; elle ne fut plus même renouvelée à l'avenir.

Le chef-président De Pape (*Traité de la Joyeuse entrée*, § 28) a cru pouvoir inférer du non-renouvellement de cette clause, « que les trois États ont jugé ne pouvoir insister en ce qu'il n'y « échèrait pas de compréhension ».

Cette interprétation paraît quelque peu forcée en présence de la résistance offerte par les États de Brabant aux demandes de subsides, nécessitées par la guerre de Gueldre et l'acquisition de l'évêché d'Utrecht, sous Charles-Quint.

Le 4 juin 1528, les prélats, les nobles et les villes d'Anvers et de Bois-le-Duc avaient accueilli la proposition du gouvernement, en y mettant pour condition « qu'il plût à l'empereur de pren-

Utile sane reip. institutum, quod, animi, nostri depravatio et corruptela, in principum perniciem detorsit : neque desunt ex superiori memoria infinita exempla, neque ullum illustrius eo ; quod hac ætate vidimus, quodque his commentariis vero et copiose proponetur.

Philippi Regis
e Belgio
discessus.

Anno MDLIX pace cum Henrico II. Gallorum Rege facta, Philippus II. Hispaniæ catholicus Rex, rebus ita postulantibus, celeri navigatione Hispaniam petiit; Belgii administratione Margarethæ Austriacæ, duci Parmensi, sorori suæ consanguineæ, commissa; additis eidem consiliariis, quos ex procedentibus et cæteris provinciæ ordinibus optimos prudentissimosque delegerat. Reliqua quoque omnia antequam discederet, probe disposuerat, quæ ad religionem retinendam, iustitiam tuendam et universam remp. conservandam facere videbantur. Quod

« dre à sa charge la quote-part des villes de Louvain et de
« Bruxelles, si l'on ne parvenoit à les induire, par voie amiable,
« à se conformer au vote d'Anvers et de Bois-le-Duc, et de four-
« nir au paiement de leur portion d'icelle dépense, ou, à défaut
« de ce, de les y faire contraindre par exécution ». Marguerite
d'Autriche accepta ces conditions, et, par un acte de compré-
hension daté du 27 juin 1528, elle déclara que le vote de Lou-
vain et de Bruxelles, deux villes récalcitrantes, était compris
dans celui des autres membres des États.

Jérôme Van der Noot, chancelier de Brabant, reçut, en exécution de cet acte de compréhension, l'ordre de faire procéder par la chambre des comptes à l'assiette de la part contributive

privilege quelconque a fait prevaloir l'usage d'un vote unanime ; le prince s'est également accoutumé dès l'origine de ne rien exiger au moyen de la contrainte. Mesure bien salubre à l'État et qui est devenue une source de ruine pour les princes, grâce à la dépravation de notre esprit et de nos mœurs ! Les âges précédents ne manquent pas d'exemples innombrables à alléguer ici ; il n'y en a pas de plus frappant que celui dont nous avons été témoins de nos jours et que je me propose d'exposer dans ces Mémoires en toute vérité et avec détails.

L'an 1559, Philippe II, le roi catholique, avait fait la paix avec Henri II, roi de France. Il s'empressa de reprendre la voie de mer pour retourner en Espagne, où il se trouvait appelé par l'état des affaires. Il avait confié l'administration de la Belgique à Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, sa sœur issue du même sang que lui. Il lui avait donné un conseil composés d'hommes choisis par lui avec soin, tant dans les rangs de la noblesse que parmi les divers ordres des provinces, hommes dont il s'était assuré la fidélité et l'extrême prudence. Il avait pris également avant son départ toutes les mesures qui

Le roi Philippe
quitte
la Belgique.

de chacun des quatre quartiers de Brabant. On sait que, sur son refus de sceller un acte notoirement illégal et contraire aux stipulations de la Joyeuse Entrée, Marguerite irritée lui arracha le sceau des mains, et, en présence du conseil privé, scella elle-même les lettres-patentes.

Voir M. GACHARD, *Documents inédits concernant les troubles de la Belgique sous le règne de l'empereur Charles VI*, introduction, p. v ; M. POULLET, *Histoire de la Joyeuse Entrée de Brabant et de ses origines*, mémoire couronné par l'Académie royale de Belgique, p. 49 ; M. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, IV, 208.

tamen (quæ futuri incertitudo) unde remedium expectabatur, mali inde origo manavit.

Initia
Belgarum
tumultuum.

Fº 3 vº.

Vix catholicus Rex abierat; cum nonnulli optimates, incertum quibus causis, omnia turbare cœperunt; propius vero, ambitione et avaritia impulsos, quæ duo barbarum et seditionum efficacissimæ causæ solent esse. Guillelmus enim de Nassau, princeps Orangius cum fratre Ludovico comite a Nassau, Joès, Marchio Bergensis, Flores de Montmorency, baro de Montigny, cum comitibus, Lamoraldo, Egmondano, Philippo de Montmorency, Hornen, Antonio de Lalaing, Hoochstratano, Guillermo Bergensi, et Flores de Palant, Culemburgio graviter querebantur Antonium Perrenottum, Granvelleanum, Atrebatensium episcopum, quum e status consiliariis, duci Parmensi ab intimis consiliis esse, solum summa quæque tractare; neque sibi potiore, vel æquali saltem ex parte, negotia concedi; indignum hoc generis sui nobilitate, indignum maximis erga Regem meritis. Quo, non Perrenotti labore, proximis superioribus bellis, suo sanguine, illustres ad D. Quinctini fanum et ad Gravelingam, de Gallicis victorias partas. Scilicet ipsorum egregiè habitam rationem; hominem novum prælatum. quid reliqui, præter inane nomen dignitatis, quo se tueri vel amicos iuvare queant? cuncta sacerdotia et præfecturas ad Perrenotti nutum: solis cognatis, familiaribus, clientibus eius dividi. consumptis opibus familiæ decora restare: sed et hæc, quia non aliter poterant,

semblaient réclamées pour le maintien de la religion, la sauvegarde de la justice et le salut de l'État. Et néanmoins, tant l'avenir est incertain, l'origine du mal s'est rencontrée là même où l'on croyait avoir découvert le remède.

A peine le roi catholique eût-il quitté nos provinces, que quelques nobles, sans qu'on sache trop pourquoi, commencèrent à tout bouleverser. Ils paraissent y avoir été plus particulièrement poussés par l'ambition et l'avarice, deux causes très efficaces de perturbations et de séditions. Guillaume de Nassau, prince d'Orange; Jean, marquis de Berghes; Floris de Montmorency, baron de Montigni; les comtes Lamoral d'Egmont, Philippe de Montmorency, de Hornes; Antoine de Lalaing, d'Hoogstraeten; Guillaume, Van den Berg; Floris de Palant, de Culenbourg formulaient les plus graves plaintes à charge d'Antoine Perrenot de Granvelle, évêque d'Arras.

Commencement
des troubles
en Belgique.

A les entendre, il formait à lui seul, le conseil intime de la duchesse de Parme, à l'exclusion des autres conseillers d'État et traitait seul les affaires les plus importantes. Bien loin de prendre connaissance des affaires majeures, eux n'en voyaient pas même la moitié leur être déferée; la noblesse de leur naissance, les services signalés qu'ils avaient rendus au Roi prouvaient l'indignité de pareils procédés. Dans la précédente guerre, était-ce le labeur d'un Perrenot, ou bien leur sang qui avait illustré les noms de Saint-Quentin et de Gravelines, lorsqu'on triompha des Français! Au lieu de tenir hautement compte de leurs services, on leur préférait un homme nouveau. A part le vain titre de leur dignité,

fraude subdole convulsa. Affectatam recens cardinalatus dignitatem, ut in publicis conventibus et sessionibus priorem locum nobilioribus debitum occuparet. Sic antiquæ nobilitatis titulis, sic inveteratæ potentiæ illudi.

F° 4 r°.

Quæ omnia auxerat in maius Renard Burgundus, notæ industriæ et facundiæ multis obitis legationibus; cui cum Granvellano ex æqualibus studiis æmulatio, inde invidia, et ex invidia gravissimum et pertinacissimum odium. Infirma hæc malorum, quæ postea Belgio acciderunt, principia; nisi durum egestatis telum accessisset; eo perniciosius, quod in altiora ascenderat. Hiidem namque optimates, et eorum exemplo ceteri nobiles, dum nulla externæ luxuriæ instrumenta omittunt; verum, quæ exteri singula, simul illi omnia consecantur: brevi facultatibus exciderant, et abliguritis patrimoniis, ad publicas functiones anxie aspirabant, de publico privatam inopiam sublevaturi. Quocirca de malis artibus ad summam potestatem enitendum sibi putabant, nec expectandum ulterius; dum, per momenta gliscente eadem, quæ in abundantia fuerat, libidine et luxu, non modo res iampridem consumpta, sed fides etiam, quæ nutabat, plane deficeret. Quæren-

que leur restait-il en vue de leur propre avancement et de l'aide qu'ils pouvaient prêter à leurs amis? Tous les bénéfices ecclésiastiques, toutes les charges étaient à la merci de Granvelle; ses seuls parents, familiers et clients allaient se les partager. Un beau nom était la seule chose qui eût échappé au naufrage de la fortune des seigneurs; et encore la fraude allait en diminuer l'éclat, autant que faire se pouvait. Le cardinalat, auquel Granvelle avait été récemment élevé, lui accordait la préséance due aux nobles, dans toutes les réunions publiques et assemblées. C'est ainsi qu'il se jouait des titres d'antique noblesse et d'un pouvoir que le temps avait consacré.

Le bourguignon Renard, connu par l'activité et l'éloquence qu'il avait déployées dans les missions dont on l'avait chargé, avait beaucoup contribué à aggraver ces rumeurs. D'émule qu'il était jadis de Granvelle dans la carrière qu'ils avaient parcourue ensemble, il en devint envieux; cette envie engendra une haine des plus fortes et des plus opiniâtres.

Voilà les faibles commencements des maux qui frappèrent plus tard la Belgique. Ajoutez que les grands se trouvaient aux prises avec le besoin; ce dernier mal était d'autant plus grave qu'ils avaient eu les visées trop hautes. Ils n'avaient mis aucun frein à leur luxe; et la noblesse de second rang n'avait pas tardé à les suivre. A l'étranger, on ne poursuivait au moins qu'un genre de luxe; ici, tous à la fois. Cet état de choses avait entraîné la destruction de leurs fortunes. Pour réparer les brèches faites aux patrimoines, la noblesse se mit avec ardeur à la poursuite des fonctions publiques; le trésor de l'État devait

dam itaque viam qua, non per longas ambages, sed per compendia summum ad fastigium potentiæ perveniatur.

Procerum
querimonie.

Initio in principis Orangii (qui privatas et secretiores ob causas ceteros in fraudem pertraxerat) ædibus consilio; optimum visum, missis ad Regem arrogantiae et querimoniarum plenis literis, quibus illum vel nihil vel acerbè responsurum credebant (iis Orangius, Egmondanus et Hornensis comites subscripserant), et palam ubique criminando formam gubernationis, veluti ab Hispanis introductam; gubernatricem, Regem ipsum, animos Ordinum abalienare. Querebantur de nova Episcopatum erectione; de abbatiarum, sine ordinum generalium consensu, incorporatione; de Sacrosancti Œcumenici Tridentini concilii promulgatione. His antiqua patriæ privilegia labefactari; ut quæ in Hispania contra hereticos quæstiones et iudicia exercentur (Hispanicam inquisitionem nominant) in Belgium paullatim inveherentur. Qua invecata, mox Regem et Hispanos, in pessimam servitutem provinciam redacturum, nisi initio resistat. Cavendum summopere, ne patientia et dissimulatione malum alerent.

venir en aide à sa détresse. Dès lors les mauvais moyens pouvaient être mis en œuvre, pensaient-ils, pour tendre au souverain pouvoir; il était même superflu d'attendre plus longtemps. Le plaisir et le luxe avaient disparu avec l'abondance; la foi, elle-même, déjà branlante, n'allait pas survivre à ce naufrage des fortunes. Il ne restait donc qu'à trouver la route qui conduisit directement, et non par de longs détours, au faite de la souveraine puissance.

Le prince d'Orange par suite de causes spéciales et secrètes surpassait les autres en tromperie; c'est dans sa demeure que l'on tenait les réunions. On trouva très utile pour les besoins de la cause d'adresser au Roi des lettres hautaines et remplies de doléances. On s'attendait à ne pas recevoir de réponse, ou à n'en recevoir que d'acerbés à ces lettres souscrites par le prince d'Orange, les comtes d'Egmont et de Hornes. On critiquait en public la forme de gouvernement, comme si les Espagnols l'eussent introduite; la gouvernante, le Roi lui-même s'aliénaient, disait-on, les esprits dans les États. On se plaignait de l'érection des nouveaux évêchés; de l'incorporation des abbayes sans l'avis des États-Généraux; de la promulgation du saint concile œcuménique de Trente. Toutes ces mesures, continuait-on, battaient en brèche les antiques privilèges de la nation; la mise à la question et les jugements usités en Espagne à l'endroit des hérétiques, — ce qui s'appelle l'Inquisition espagnole, — allaient insensiblement s'établir en Belgique. L'Inquisition une fois importée, le Roi et les Espagnols auraient

Plaintes
des grands.

Belgarum
pretensiones.

Turbabant ista populum, inclinatis ad peiora credendum animis multorum; qui iam pridem vicinarum regionum commerciis et contagione venenum heresis hauserant, et serpente latius tabe, quidvis libere credendi licentiam (conscientiæ vocant libertatem) maximopere expetebant. Præterea totam gubernationis rationem mutari debere, iidem optimates contendebant; deesse videlicet status concilio iustam auctoritatem, neque consiliariorum numerum sufficere. Nam non modo pacis bellicque, sed aerarii quoque, gratiæ, ceteraque politiæ et jurisdictionis negotia; quæ in aliis consiliis tractantur; ad status concilium pertinere: deque illis ibi, non ex arbitrio gubernatricis, sed suffragiorum pluralitate, concludi debere: ut, non, quod gubernatrici placeret, sed quod plerisque consiliariorum videretur, constitutionis et iudicati vim obtineret. Assumendos etiam in idem concilium alios quosdam optimates, inprimis marchionem Berghensem et baronem Montignijum: prius tamen Granvellanum a gubernaculis amovendum: nolle alioquin amplius se conciliis interesse; potius omnia in peius ruere passuros.

Unicum malorum esse remedium, si Ordinum

bientôt réduit le pays à la pire des servitudes, à moins qu'on ne résistât dès l'abord. Il fallait donc bien se garder à tout prix d'augmenter le mal, soit par patience, soit par dissimulation.

Ces rumeurs agitaient le peuple, porté en général à accueillir les bruits sinistres. Le contact avec les pays voisins avait communiqué à beaucoup de personnes le venin de l'hérésie; la contagion s'étendant davantage, on réclamait la licence de tout croire (ce qui s'appelle liberté de conscience). Ces mêmes grands prétendaient qu'il fallait changer toute la forme de gouvernement. A les entendre, le conseil d'État n'avait pas l'autorité qui lui revenait de droit, et le nombre de ses membres n'était pas suffisant. C'était au conseil d'État à statuer, non-seulement sur les affaires ayant rapport à la paix ou à la guerre; mais le trésor public, les affaires de grâce, et autres questions de police et de juridiction, ressortissantes à d'autres départements, auraient dû lui appartenir. Les conclusions à prendre auraient dû l'être, non au choix de la gouvernante, mais à la pluralité des suffrages. Ce n'aurait pas été le bon plaisir de la gouvernante, mais l'avis auquel la majorité se serait ralliée, qui aurait obtenu force de loi. Il aurait fallu appeler à cette assemblée d'autres grands; en premier lieu, le marquis de Berghes et le baron de Montigni. Cependant il fallait arracher tout d'abord à Granvelle les rênes du gouvernement; ils ne voulaient plus siéger avec lui dans les conseils; et plutôt que de céder sur ce point, ils auraient laissé tout s'écrouler.

Exigences
des Belges.

L'unique remède à ces maux était la réunion des

generalis conventus primo quoque tempore haberetur : sperantes sic solidam se gubernationem nancisci, et Rege potentiores fieri posse. Jam enim ab illo tempore omnes eorum actiones eo tendebant, ut adempta Regi, quam a majoribus acceperat, summi imperii potestate, nudo maiestatis nomine relicto; reipsa solum protectoris, vel Genuensium aut Venetorum ducis imaginarium ius obtineret : vis penes statuum ordines esset, quibus ipsi ad nutum imperarent. Sic se non æquo, sed superiore loco competituros cum Rege confidebant.

F° 5 r°.

Belgarum
factiones.

Deinde, ut huiusmodi mala gradatim crescunt, ab iisdem factiones inite, et in servorum discoloribus vestimentis, signis quibusdam palam indicatæ. Fasciculis erat sagittarum una colligatarum, concordiae et unitæ potentiae symbolum.

Factionem sagittariorum appellabant; dicentes, non nisi contra Granvellani (a quo unum e suis neci destinatum fingeant) et sequacium vim eam se iniisse. Quorum furor deterius erupturus videbatur, nisi Granvellanus cardinalis, prætextu matris invisendæ, revera Rege tacitè id probante, in Burgundiam profectus, perficiendæ cædis potestatem gladiatoribus illis eripuisset. Optimatum exemplo, ceteri nobiles, quidam etiam a factione illa immunes, nacti quorum sub alis tegerent, longè gravius et perniciosius coniurarunt. Caroli. V. Imp. contra hereticos et pravi exempli homines, sacras ad eum

États-Généraux, au premier moment opportun. Ils espéraient ainsi s'emparer du pouvoir, s'y consolider, l'emporter en force sur le Roi. Dès cette époque déjà tous leurs efforts n'avaient d'autre but que d'enlever au Roi la souveraineté que ses ancêtres lui avaient transmise et de ne lui laisser que le nom de majesté. Il n'aurait plus eu, en fait, d'autre droit que celui d'un protecteur, ou le pouvoir fictif d'un doge de Gènes ou de Venise. La puissance résiderait dans le sein des États; ceux-ci n'auraient eu qu'à lui imposer leurs volontés. Ce n'était donc pas à armes égales, mais de haute lutte qu'ils comptaient l'emporter contre le Roi.

Des maux de ce genre gagnent de proche en proche. Ces mêmes grands formèrent des partis, reconnaissables à la couleur de leur livrée et à certaines marques de distinction portées en public. L'un de ces partis avait pris un faisceau de flèches, symbole de concorde et d'union des forces.

Factions
en Belgique.

On l'appelait la faction des archers. Ils s'étaient vus forcés, disaient-ils, de recourir à ce moyen violent, pour se mettre à l'abri des fureurs de Granvelle et de ses partisans. N'avaient-ils pas imaginé que Granvelle destinait l'un d'eux à la mort ! Dans leur rage, ils se seraient portés à de plus graves extrémités, si le cardinal Granvelle, avec l'approbation tacite du Roi, n'eût pris le chemin de la Bourgogne, sous prétexte, d'aller rendre visite à sa mère. En quittant le pays, il enlevait à ces forcés l'occasion de consommer leur crime.

L'exemple des grands fut contagieux. Le restant des nobles, jusque là étrangers à l'association, assurés

diem sanctiones, accusabant : illas nimis duras, a se nullo modo tolerari, nec religionem imperari, nec principes subditorum conscientias legum laqueis irretiri posse.

Coniuratio
contra
pragmaticas
sanctiones
Caroli V.

Ideo solemniter se Juramento et diris execrationibus deponentes invicem obstringuntur, ad mutua auxilia contra omnes, a quibus fidei causa quisquam vexaretur; nominatim, contra magistratus, qui sanctiones illas exercere conarentur.

Hac coniuratione aperta fuit fenestra, per quam omnes hereses in Belgium involarent: cuius participes fuisse constat præter maiorem Belgicæ nobilitatis partem, magnates nonnullos; auctores vero, intimos dictorum optimatum familiares; in quorum domibus, quotidie hæc scientibus ipsis et probantibus tractabantur.

Fº 5 vº.

Libelli
supplicis
armata oblatio.

Mox coniurati magno numero Bruxellam venerunt, ducente Henrico de Brederoda, Dno de Vianen, quo tanquam instrumento uti Optimates credebantur. Petebant a duce Parmensi, sanctiones illas Caroli. V. rescindi, et penitus aboleri hispanicæ inquisitionis memoriam; cuius tamen introducendæ nec mentionem quidem a Rege factam viri fide digni affirmabant.

désormais d'un appui, donnèrent à la conspiration un caractère beaucoup plus grave et plus dangereux. Ils s'attaquèrent aux placards édictés par l'empereur Charles-Quint contre les hérétiques et les hommes scandaleux. On ne devait pas tolérer plus longtemps, disaient-ils, ces placards d'une dureté excessive ; la religion ne se commandait point et les princes ne pouvaient enlacer les consciences de leurs sujets dans un réseau de lois.

Aussi la faction se lia-t-elle par un serment solennel. On eut recours à de terribles imprécations pour garantir ses membres contre toutes les vexations, auxquelles chacun d'entr'eux pourrait être en butte à cause de sa foi, et nommément contre les poursuites des magistrats qui se seraient efforcés de mettre les placards à exécution.

On se ligue
contre les
Pragmatiques
de
Charles-Quint.

Ce complot était une porte grande ouverte à toutes les hérésies qui envahirent la Belgique. Il est avéré qu'outre la majeure partie de la noblesse belge, quelques hauts dignitaires y prirent part. Quant à ses auteurs, ce furent les familiers des grands. Chaque jour les affaires du complot, à leur su et avec leur approbation, se discutaient dans leurs hôtels.

Bientôt après, les confédérés en grand nombre arrivèrent à Bruxelles, sous la conduite d'Henri de Brederode, seigneur de Vianen, dont on croyait que les grands se servaient comme d'instrument. Ils demandaient à la duchesse de Parme l'abrogation des lois de Charles-Quint, l'abolition entière et sans retour de l'Inquisition espagnole. Et cependant des hommes dignes de foi affirmaient la chose : le Roi n'avait pas même songé à l'introduire en Belgique.

Présentation
à main armée
de la requête
du compromis.

Assumserant iam ab illo tempore coniurati Geusiorum nomen : propterea, quod consternatæ duci Parmensi, quidam e proceribus dixerat; non esse cur timeret huiusmodi tumultus, concitatos a Geusiis : quæ vox, egenos et mendicos significat, eademq de causa illi cochlearia, fentallulas et alia mendicantium leprosororum e ligno simbola in galeris gestabant : nummos etiam cuderant, in quorum aversa facie adscriptum erat, se Regi ad fundam sive follem avarius usque fideles permansuros : eum scilicet follem innuentes, quo, ex Francisci instituto fratres Minoritæ mendicare piatim consueverunt.

Conventus
Trudonensis,
et eius
decretum.

Successit ad sancti Trudonis, oppidum leodiense Brabantiae finibus proximum, conventus. Eo venerunt, ad dictum diem comes Ludovicus, Brederodius, et ex toto Belgio plus quam trecenti nobiles : et adfuere deputati sectariorum (quorum jam plerisque in civitatibus consistoria videbantur) simul acturi de causa Religionis, ut dicunt, reformatæ per universum Belgium introducenda et stabilienda.

¹ Ce témoignage de Del Rio, contemporain des événements qu'il raconte, est conforme à celui de Jacques de Wesenbeke touchant l'origine du mot Gueux. Le pensionnaire d'Anvers, mort en 1577, écrit : « ... Quelcung de leurs contraires avoit dit en « court, par mocquerie, quand ilz y comparurent la première « fois : Voylà entrer de beaux geux : que vault aultant que brim- « beurs. A l'occasion de quoy ont incontinent esté appelez et « retenu le nom de geux. » — *Mémoires*, p. 189, édition de la *Société d'histoire de Belgique*.

D'un autre côté, dans les *Mémoires de Viglius et d'Hopperus*, publiés également par la Société, on voit ces deux hommes, à

Les conjurés avaient déjà pris alors le nom de Gueux. Ce surnom avait pour origine un propos qu'avait tenu à la duchesse de Parme un des hauts dignitaires. Il lui avait dit, pour la rassurer, qu'elle n'avait rien à craindre de leurs désordres excités par des Gueux¹. Ce mot sert à désigner des indigents et des mendiants. Pour le même motif, les conjurés attachèrent à leur chapeau des cuillers, de petites écuelles et d'autres objets en bois dont se servent les lépreux mendiants. Ils battirent même des pièces de monnaie sur l'avvers desquelles on avait gravé : *Fidèles au Roi jusques à la besace*, par allusion à cette besace qu'emploient les Frères-Mineurs, selon la règle de l'établissement de Saint-François.

Les nobles se réunirent bientôt à Saint-Trond, ville liégeoise située aux confins du Brabant. Le comte Louis, Bréderode, plus de trois cents membres de la noblesse s'y donnèrent rendez-vous à date fixe. Dans la plupart des villes les sectaires avaient déjà leurs consistoires ; leurs députés comparurent à cette assemblée pour y traiter en commun des moyens d'introduire et d'établir, dans toute l'étendue de la Belgique, la religion réformée, ainsi qu'ils l'appellent.

Assemblée
de Saint Trond,
ses résolutions.

même sans doute d'être bien informés, déclarer qu'ils ne connaissent pas l'origine de ce sobriquet. — Voir pages 148 et 311.

Enfin, Marguerite écrivant au roi, dit : « Ils se sont donné le nom de *gueux* et on ne sait encore ce qu'ils veulent dire par là, sinon que gueux signifie proprement un vaurien, un vagabond. »

En présence de ces témoignages contradictoires, nous ne sommes guère plus avancés qu'il y a quelque vingt ans, alors que M. Gachard émettait ses doutes sur l'authenticité du propos attribué au baron de Berlaymont. — *Bulletins de la commission royale d'histoire*, 1^{re} série, XIII, 292.

Decretum unanimi consensu : in tota provincia uno eodemque die deleri sanctorum imagines, frangi statuas templor., ipsa templa profanari, sacra omnia et deo dicata donaria deripi ; è Geneva, Germania et Anglia ministros (sic concionatores suos vocant) accersiri ; militum delectus haberi : ne forte a Gubernatrice vel Rege conatus ipsorum impedirentur. Missi ad eum conventum ab Orangio et Egmondano legati dixere non displicere dominis suis, quæ agebantur : orare tantum moderatius se gererent, initio modestia, post viribus agendum. Congregatorum causam, semper curæ sibi fore, neque quos semel in patrocinium susceperint deserturos ; quin potius quandocumque vocarentur, se equi desint, vel pedibus se advolaturos.

Annus 1566.

Iconoclastia
et lues divina
et Humana
malestas.

Fº 6 rº.

Anno postea MDLXVI ex conventus illius decreto secutæ, in universo fere Belgio imaginum et statuarum deiectiones, templorum spoliationes, antiquissimar. bibliothecarum (quæ in monasteriis erant) direptiones ; deniq, multis sacerdotibus et monachis necatis, pluribus per verbera et tormenta usq ad summum periculum affectis, totius divini et humani iuris eversio ; irrumpentibus passim concionatoribus ; qui suam quisque singulis in oppidis sectam profitebantur, et consistoria sua palam liberè usur-

On prit à l'unanimité les résolutions suivantes : détruire par tout le pays, en un seul et même jour, les images des saints, briser les statues des églises et profaner les églises également ; dissiper le patrimoine consacré à Dieu ; faire venir des ministres (c'est le nom de leurs prédicants) de Genève, d'Allemagne et d'Angleterre ; avoir des troupes fraîches, en cas que le roi ou la gouvernante missent obstacle à leurs projets. Les envoyés d'Orange et d'Egmont, qui parurent à cette réunion, déclarèrent que ces mesures ne déplairaient point à leurs maîtres ; ils recommandèrent seulement la modération dans l'action ; la modestie était de mise au début ; plus tard, on recourrait à la force ouverte.

La cause des confédérés demeurerait toujours, ajoutaient-ils, l'objet de leur sollicitude ; jamais ils n'abandonneraient ceux dont ils avaient déjà pris la défense ; plutôt que de les abandonner, ils voleraient à leur aide chaque fois qu'ils en seraient requis, alors même qu'à défaut de chevaux, il ne leur resterait d'autre ressource que celle de marcher à pied.

L'an 1566, en exécution des mesures prises à Saint-Trond, on détruisit les images et les statues dans la Belgique presque entière ; les temples furent dépouillés, et l'on saccagea les plus antiques bibliothèques conservées dans les monastères ; l'on massacra des prêtres et des moines ; les coups et des tortures de tout genre mirent la vie d'autres en danger ; tout droit divin et humain fut renversé ; les prédicants firent invasion de ça de là ; chacun d'eux professait les croyances de sa secte ; dans toutes les villes

L'Iconoclasme
et insultes
à la majesté
divine
et humaine.

pabant : Optimatibus non ignaris, sed ad ea conniventibus et, ut ferebatur, clam faventibus. Etenim vel vulgo notum, haec omnia facta videntibus Egmondano in Flandria, Orangio Antverpiæ, et Hornano Tornaci, circumcursantibus huc et illuc Comite Ludovico et Brederodio ; qui illa strennue admodum procurabant.

Rebello.

Quinetiam, collecto a coniuratis milite, res in apertam rebellionem erupit. Occupatæ ab iis Valencenæ, Silvaducis, Antverpia et Traiectum Bataavorum : Amsterdamum navibus aliquot prope Antverpiam paratis per insidias tentatum : Walckria, Princeps zelandicarum Insularum capta, nisi, emto Rammekenensis arcis præfecto, Regii prævenissent. Mox cæsi ad Lanoij oppidum in Flandria, et Oestervelam in Brabantia rebelles : Valencenæ, paucorum dierum obsidione et tormentis militaribus, se dedere

¹ Le capitaine était Roland de Ghistelles. Sa conduite, dans ces circonstances, fut plus qu'équivoque. Il refusa de recevoir la compagnie des gens de pied du seigneur de Beauvoir, que la gouvernante lui avait envoyée, « s'excusant sur la petitesse et « incapacité de la place ». La gouvernante, ayant égard à ces raisons, ordonna qu'il y laissât entrer cinquante hommes seulement. Alors il alléguait « que comme ses soldats et ceux du sieur « de Rhenax (lieutenant de Beauvoir) estoient de divers langage, d'autre naturel et des humeurs contraires, ils ne s'accorderoyent aucunement » ; de plus, il déclara « qu'il n'estoit « aucunement d'intention d'y admettre aucuns, sans charge « expresse de Mons^r. le prince d'Orange, es mains de qui il « avoit fait le serment, et duquel il avoit reçu la place ». Plus tard (10 mars), il offrit d'obéir à la gouvernante, mais en demandant que les gens à introduire dans la place fussent de la même

les prêches avaient toute liberté de s'affirmer au grand jour. Ces mouvements, dont les grands avaient connaissance, s'étaient faits avec leur connivence, et même, disait-on, avec leur appui secret. Il était, en effet, de notoriété publique que tout s'était passé sous les yeux du comte d'Egmont en Flandre, du prince d'Orange à Anvers, et du comte de Hornes à Tournai. Le comte Louis et Bréderode avaient fait diverses courses pour prêter au mouvement un appui énergique.

Ce n'est pas tout. Les conjurés rassemblèrent des troupes et la chose tourna en une rébellion ouverte. Ils occupèrent Valenciennes, Bois-le-Duc, Anvers et Utrecht ; à l'aide de quelques navires stationnés à proximité d'Anvers, ils tentèrent de s'emparer par surprise de la ville d'Amsterdam ; Walcheren, la plus importante des îles Zélandaises, allait tomber en leur pouvoir, si les royalistes n'eussent prévenu leur mouvement, en gagnant le commandant du fort de Ramekens¹. Cependant la rébellion fut

langue et religion que ceux qui y étaient déjà. Ce ne fut qu'après la défaite d'Austruweel que sa soumission fut complète. Il fit dire alors au capitaine de Flessingue, « qu'il estoit prest à obéir à tout ce qu'il plairoit à S. A. luy commander pour le service du Roy, protestant vouloir toujours continuer en la sainte foy catholique ». La gouvernante ne se trompa pas sur la valeur de ces protestations. « Quant au capitaine de Zeebourg, » écrivait-elle le 20 mars au sieur de Catthem, par toutes ses belles paroles dont il use, il ne nous donne satisfaction ny contentement... » Ghisteltes eut beau renouveler son serment dans les derniers jours du mois de mars, et les soldats sous ses ordres, le 8 avril ; cela n'empêcha pas la duchesse de le mander à Bruxelles et de confier à un autre la garde du château de Zeebourg. — Voir une note de M. GACHARD, *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. II, *Introduction*, p. CXIX.

coactæ ; Amsterdamum, Antverpia, Traicetum, et Silvaducis insidiis coniuratorum, admoto tantum exercitu, erepta ; ipsi, reiecta supellectile et sarcinis, fugerunt.

F^o 6 v^o.

Albani
adventus et
gubernatio.

Quædum in Belgio geruntur Catholicus Rex ; precibus ducis Parmensis et nobilium quorundam, qui fidi permanserant impulsus ; Ferdinandum Alvarum A Toledo Albae ducem cum exercitu bonis subsidio mittit. Sola adventus fama, quia repente rebellium animi conciderant, aliquomodo componi motus videbantur ; sed mox apparuit interea malum, uti ignem sub cineribus sopitum, latuisse, paullo post maiore vi exarsurum. Vix aderat Albanus, cum Orangius, et comites Ludovicus, Hoochstratanus, Culenburgius et Berget Brederodius aliiq profugiunt. Marchio Bergensis et Montignius, in Hispaniam antea missi, ibidem

¹ Il s'agit du combat de Lys-lez-Lannoy, livré à peu de distance du village de Wattrelos. Philippe de Noircarmes et le comte de Roeux furent mêlés à cette affaire dont l'issue fut glorieuse pour les armes de Philippe II (29 décembre 1566). Vingt canons de campagne et quinze bannières furent pris par les troupes espagnoles. — P. PRUVOST, *Histoire de Wattrelos*, ouvrage couronné par la Société impériale des sciences de Lille. Tourcoing, 1865.

² Philippe de Lannoy, chevalier, seigneur de Beauvoir, gentilhomme de bouche de la duchesse de Parme, avait été nommé par commission du 13 novembre 1566, chef de deux compagnies d'arquebusiers, de deux cents têtes chacune, pour la garde de sa personne. Jean de Marnix, ayant été forcé de quitter Anvers, s'était embarqué pour l'île de Walcheren ; et après avoir échoué dans sa tentative, comme Del Rio l'a rappelé, il s'était retrans-

écrasée à Lannoy¹, ville de Flandre, et à Austruweel, en Brabant². Il suffit d'un siège de quelques jours pour forcer Valenciennes à capituler. Amsterdam, Anvers, Utrecht, Bois-le-Duc se virent délivrées du joug des confédérés, dès que l'armée royale se présenta devant leurs murs ; les confédérés se mirent à fuir, en abandonnant leurs bagages et leur butin.

Pendant que ces événements s'accomplissaient en Belgique, le roi Catholique, à la prière de la duchesse de Parme et de certains nobles demeurés fidèles, résolut d'envoyer au secours des bons, Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d'Albe, à la tête d'une armée. A la seule nouvelle de sa venue, le mouvement sembla se calmer en quelque sorte, parce que les rebelles étaient découragés ; mais le mal ne tarda pas à se révéler avec plus d'intensité, à l'instar d'un feu qui a couvé sous la cendre. Le duc d'Albe était à peine arrivé, que déjà le prince d'Orange, le comte Louis, les comtes d'Hoogstraeten, de Culenbourg, Van den Berg et de Bréderode prirent

Arrivée et
gouvernement
du duc d'Albe.

ché à Austruweel, où des sectaires échappés au désastre de Lannoy étaient venus le rejoindre. C'est le 12 mars 1567 que Beauvoir reçut l'ordre de disperser ce rassemblement. Il était accompagné des trois cents arquebusiers qui étaient à Bruxelles et d'une partie de la garde ; il devait se renforcer en route d'une enseigne de gens de pied de la garnison de Lierre, et de deux enseignes du comte d'Egmont qui se trouvaient au Sas de Gand, sous les ordres du seigneur de la Motte.

La bataille eut lieu le 13 mars. La plus grande partie des factieux furent mis à mort. La déroute fut totale pour Jean de Marinx. Il fut hâché en pièces après avoir vaillamment combattu. Il avait offert vainement 2,000 écus pour sa rançon. Tous ses papiers, ainsi que ses étendards, tombèrent au pouvoir du vainqueur.

incertum an naturali morte obierint. Bruxellæ in Egmondanum et Hornensem, qui remanserant, causa cognita, Regis iussu animadversum. Præcipua capita accusationis; non modo noluisse, quæ poterant, prohibere, verumetiam coniuratos consilio et opera iuvisse.

Primum
Albanum
edictum.

Secundum.

Metus inde consciis similium suppliciorum, et multorum indies cuiuslibet ordinis et conditionis, Abbatum etiam, in exteras regiones fugæ. Jussi tandem edicto publico manere, non satis se ab antiqua licentia continebant. Propterea catholici, quidam etiam statûs consiliarii, querebantur passim fractores imaginum, templorum prædones, Ministros, Consistoriales, quique contra Regem Antverpiæ in Mera et alibi in acie steterant, et aliis multis se gravissimis sceleribus contaminaverant, impune ante oculos et ora omnium versari, et tantum non civibus bonis insultare. Pessimi rem exempli, hac impunitate, graviolem in posterum licentiam, facile provocaturam.

Quæ iustæ querelæ aliud edictum elicuerunt; quo sancitum, ut hisce criminibus obnoxii per cunjsq loci magistratus conquirerentur, convicti

la fuite. On doute si le marquis de Berghes et Montigny, envoyés en Espagne auparavant, y moururent de mort naturelle.

Par ordre du Roi, l'on informa contre d'Egmont et de Hornes; la cause entendue, ils furent condamnés au dernier supplice. Les principaux chefs d'accusation portaient sur ce que ces seigneurs, peu contents de n'avoir pas défendu le mal qu'ils auraient pu empêcher, avaient aidé les confédérés de leurs conseils et de leur appui.

La crainte d'éprouver un sort analogue augmenta de jour en jour le nombre des personnes de tout ordre et de toute condition, même des abbés, qui mirent leur salut dans la fuite. Un deuxième édit força beaucoup de personnes à demeurer en Belgique; mais elles ne se gardèrent pas suffisamment de leurs anciennes erreurs. Aussi des plaintes éclatèrent-elles parmi les catholiques; quelques-uns même des conseillers d'État y firent écho. Les briseurs d'images, disait-on, les ravageurs des temples, les ministres, les membres des consistoires, ceux qui à Anvers, sur la place de Meir et ailleurs, s'étaient mesurés avec les forces royales, et s'étaient souillés des excès les plus graves, pouvaient se montrer impunément devant tout le monde à visage découvert, du moment qu'ils respectaient les bons citoyens. C'était là un pernicieux exemple; cette impunité assurée à de tels excès ne pouvait qu'appeler une recrudescence des désordres.

Ces plaintes si fondées provoquèrent un nouvel édit. Il statuait que les magistrats locaux poursuivaient ceux qui seraient prévenus d'avoir trempé

Premier édit du
duc d'Albe.

Second édit.

F^o 7 r^o.

more maiorum punirentur, profugii citarentur, et in contumaces exili pœna ferretur. Publicato edicto scelerum atrocitas et reorum multitudo supplicia exacerbavit, quod tam multis grassantibus, exemplo opus esse apparebat. Innumeri enim passim plerisque in civitatibus igne, gladio, ense necati. Crudele hoc rebellionis et coniurationis sociis visum, belloque vindicandum.

Bellum ab
Orangio et
fratre
susceptum
gestumque
infeliciter.

Primi mons de Vilers et mons de Dieu cum sociis e Gallia milite delecto irrupentes, Sancii Avilæ virtute, tribus millibus cæsis prope Daelheymium capti, Bruxellæ decollati. Comes Ludovicus cum exercitu Frisiam invadit, Arenbergium comitem, maligno Braccamontii convicio lacescitum, alacrius quam cautius occurrentem fundit; amisso tamen ex prælio fratre suo Adolpho, quem rumor est mutuis vulneribus Arenbergio commortuum : deinde vicissim ab Albano, tota belli mole superveniente, profligatus, vix nando srapha in Amisia flumine apprehensa, evasit. Paulo post Orangius cum Hoochstratano et ceteris profugis, et Germanorum equitum octo, peditum sex millibus,

¹ Gonzalès de Bracamonte commandait les dix enseignes du tercio de Sardaigne qui faisait partie du corps d'armée du duc d'Albe, à son arrivée dans les Pays-Bas.

Del Rio, répété par beaucoup d'historiens, suppose que ce sont les paroles acerbes de Bracamonte qui ont déterminé le comte d'Arenberg à livrer bataille à Louis de Nassau, sous les murs de l'abbaye d'Heyligerlée. C'est là une erreur, réfutée par Bernardin de Mendoça dans ses *Commentaires*, liv. III, ch. 2.

dans les derniers troubles ; les fugitifs devaient être cités à comparaître ; la peine de l'exil devait frapper les contumaces. Après la publication de l'édit, la gravité des forfaits jointe à la multitude des prévenus, accrut l'horreur des supplices ; et cependant il fallait poser un exemple, vu que tant d'hommes s'étaient laissés entraîner.

Dans la plupart des villes, le feu, le glaive, l'épée atteignirent les coupables en quantité innombrable. Cette répression parut cruelle aux rebelles et aux confédérés ; la guerre fut leur vengeance.

Le seigneur de Villers et le seigneur de Dhuy et leurs alliés, auxquels s'était jointe une troupe française d'élite, furent écrasés près de Daelhem, grâce à la valeur de Sanche d'Avila ; trois mille hommes restèrent sur place ; de Villers et de Dhuy furent décapités à Bruxelles. Le comte Louis avait envahi la Frise. Il battit le comte d'Arenberg qui, piqué au vif par une plaisanterie amère de Bracamonte¹, était allé au devant de son adversaire avec plus d'ardeur que de prudence. Adolphe de Nassau disparut dans la mêlée ; un bruit populaire veut que lui et d'Arenberg se seraient mutuellement blessés à mort. Louis de Nassau dut supporter à son tour, dès l'arrivée du duc d'Albe, tout le poids de la guerre ; complètement écrasé, il eut peine à

Succès de la
guerre
entreprise par
le prince
d'Orange et son
frère.

Le combat fut engagé par l'ardeur des Espagnols, et contrairement aux intentions de leur chef, ainsi que cela arrive d'ailleurs assez fréquemment à la guerre. Mais il semble peu probable que le comte d'Arenberg ait cédé à la menace ou à la pression de ses troupes et ait ordonné un combat qu'il désapprouvait, dit M. le général Guillaume, dans l'édition de *Mendoza*, publiée par la Société d'histoire de Belgique, I, 100.

Mosæ vado, præter Albani opinionem traiecto, in Brabantiam irrupit, conatu maiore quam successu. Nam Albani (cui semper cauta consilia potius cum ratione, quam prospera et casu placuerant, et nunc eo magis placebant, quod Belgæ militi non satis fidebat) cunctatione, et sollertia, nulla re memorabili gesta, clade etiam pone Geut amnem non procul a Thenis in Brabantia accepta, fugienti similis, et Hoochstratani comitis morte consternatus (qui ex vulnere decesserat) magni exercitus non magnas reliquias, per Cameracensem ditionem in Franciam; inde in Germaniam reduxit.

Pacis
disciplina.

Abolitio prima.

Rebellibus eiectis provincia, reversus Bruxellam Albanus ad pacis res constituendas haut satis auspicato se contulit. Primo provincialium animos suppliciorum ademto metu componendos ratus, pœnæ remissionem Regio nomine iubet in singulis urbibus promulgari.

Fº 7 vº.

Altera pecuniæ, in qua reip. nervi sunt, conqui-
rendæ cura, alieno, nimirum iam concitatis provin-
cialium animis, tempore suscepta. Quoniam expedire
videbatur, provinciam non externis, ut antea, opibus
niti; sed ipsam penes se habere unde militem aleret,

s'échapper au moyen d'une barque qu'il avait saisie en se jetant dans l'Ems.

Peu de temps après, le prince d'Orange, le comte d'Hoogstraeten et les autres fugitifs, secondés par un corps de huit mille cavaliers allemands, et de six mille fantassins, réussirent, contrairement aux prévisions du duc d'Albe, à franchir un gué de la Meuse. Ils firent invasion en Brabant; mais le succès ne répondit pas à leurs efforts. Le duc d'Albe, en effet, que la prudence dirigeait toujours plutôt que les faveurs du hasard, se laissa d'autant plus conduire par elle que les soldats belges lui inspiraient moins de confiance. Temporisant, toujours en alerte, sans aucun fait d'armes notable, il réussit à faire essuyer au prince d'Orange une défaite sur les bords de la Gette, non loin de Tirlemont. Le prince, consterné par la mort du comte d'Hoogstraeten qui avait succombé à sa blessure, chargé du poids d'une défaite, ramena les débris de ses troupes par le Cambrésis, en France; et de là en Allemagne.

Les rebelles étaient maintenant expulsés de toute l'étendue des Pays-Bas. Revenu à Bruxelles, le duc d'Albe eut la chance moins heureuse, dans ses tentatives pour faire refleurir la paix au sein des provinces. Pour calmer les esprits effrayés par l'appareil des supplices, il ordonna de publier une amnistie au nom du Roi.

La paix.

Première
amnistie.

Un autre souci le préoccupa, celui de se procurer de l'argent, lequel est le nerf de l'État. Les nationaux avaient été souvent aigris de ce que l'on s'adressât à des emprunteurs étrangers. Il parut donc utile de ne plus recourir aux capitaux de l'ex-

Decimi denarii
et vicesimi
exactio.

seq contra bellorum casus tutaretur. Communicato quod a Belgis quibusdam (Noyrcarmium, Schezum, Scheyffium, Boyschotum fama insinuat) acceperat, ut ea ratione immensum sibi pararet odium, cum statuum ordinibus consilio, concessa a plerisq tributi nomine ad illam rem, in rerum mobilium decimi, in immobilium venditione, vicesimi denarii exactio.

Et iam multis in locis colligebatur, verumtamen quia multæ se difficultates offerebant, placuit eius loco vices centena florenorum milia omnes simul provincias annuatim ad sexennium tribuere: primis quidem duobus annis hac redemptionis summa Regem contentum esse debere; quattuor reliquis posse, pro arbitrio suo, vel eandem summam petere, vel per collectionem minuatiim tributum exigere. Vixdum exacto biennio cum provinciales in reddenda redemptionis summa tardiores, collectio autem certior et utilior videbatur; Albanus collectionem fieri instituit, adhibita moderatione quadam, ut minus gravis pensuris fieret. Quippe non pro omni re vendenda pendì, sed pro iis tantum speciebus rerum, quibus hominum vita non continetur; nec pendì quotiescumq hæ species venderentur, sed semel tantum, in earum ultima functione. Sed, vel, quia res ipsa per se erat

¹ « Gaspar de Schetzenberg, dit Schetz, chevalier, comte du « Saint-Empire, baron de Wesemael, seigneur de Grobben- « donck, Hingene, Heyst, Gestel », était trésorier général. Il était assez suspect au peuple; ainsi les Bruxellois voulurent l'enfermer au *Broodhuys* comme traître, en 1577, au mois de septembre, lors des négociations des États avec don Juan.

Jean Scheyfve, chevalier, seigneur de Rhode-Sainte-Agathe, fut nommé chancelier de Brabant par lettres-patentes du 18 fé-

térieur ; on pouvait trouver en Belgique les ressources nécessaires pour la solde des troupes et la défense du pays. Il fit part de ce projet, qui lui avait été inspiré par quelques Belges, — la rumeur publique accusait Noircarmes, les seigneurs de Schetz, de Scheyfve et Boisschot¹, — aux États des provinces. La plupart votèrent cette imposition : le dixième denier frappait les meubles, le vingtième les immeubles.

Déjà l'impôt était perçu dans beaucoup d'endroits. Cependant sa perception n'étant pas exempte de difficultés, on trouva bon d'y substituer une contribution annuelle de deux millions de florins, payable durant six années. Les deux premières années, il fallut bien que le Roi se contentât de cette somme ; les quatre autres, il lui était loisible ou de la demander globalement, ou de faire procéder en détail à son recouvrement. Les deux années étaient à peine écoulées, que la rentrée des fonds commença à éprouver des lenteurs. Le recouvrement individuel de l'impôt parut la mesure la plus assurée et la plus utile à la fois dans les conjonctures du moment.

En conséquence de cette résolution, le duc d'Albe ordonna la levée de l'impôt, tout en recommandant une certaine modération, afin qu'il ne fût pas trop à charge aux contribuables. Il fallait percevoir

vrier 1558. Il résigna ses fonctions le dimanche 6 décembre 1579, en faveur de Liesfeld. — Voir pour ce dernier point les *Mémoires anonymes*, publiés par la Société, V, 35.

Jean-Baptiste Boisschot, avocat fiscal au conseil de Brabant. Les Bruxellois l'arrêterent comme suspect en 1578. Après avoir suivi quelque temps le parti des États, il se rallia à don Juan.

Philippe de Sainte-Aldegonde, seigneur de Noircarmes, est beaucoup plus connu que les trois précédents.

perdifficilis, quod Belgarum divitiæ mercatura potissimum constant vel quia nihil tam facile, quod difficile non fiat si facias invitus, quorumdam novis rebus per quietis publicæ invidiam studentium opera factum; ut populo plane impossibilis hæc denarii decimi et vicesimi collectio videretur.

Secunda
Orangii in
Belgium
expeditio.

Po 8 ro.

Hinc primo aversio animorum a Rege; deinde, ut fit, cum multi in hoc ulcere tanquam angues existerent, grave vulgi odium. Intenti in omnem motum heretici et rebelles profugi; qui prius de reditu spem omnem abiecerant, nactos se commodam redeundi occasionem intelligentes; sicuti prius odioso hispanicæ inquisitionis prætextu plebem commoverant: ita nunc illius tributi exaggeratione, additis patriæ et libertatis speciosis nominibus, præcipientes, populos ad rebellionem impulerunt. Vlissingenses sane quidem, sed nimia incuria imperfecta arce, haut difficulter, excesserunt; postquam Lumeius cum aliquot piratis Bryla facilem in reliquam Hollandiam aditum patefecisset. At conatus huiusmodi, ut muscas elephantibus solent, imprudenter contemnentes.

l'impôt, non sur tout ce qui pouvait faire l'objet d'une vente, mais seulement sur ces espèces de choses qui ne sont pas indispensables à la vie ; encore cet impôt ne devait pas être perçu à chaque vente distincte, mais alors que l'objet est arrivé à sa fonction dernière.

Toutefois, soit que la chose présentât d'elle-même de sérieuses difficultés chez les Belges, dont le commerce forme la principale source de richesses, soit que la chose la plus aisée devienne difficile, si vous la faites malgré vous ; les manœuvres de quelques hommes, ennemis de la tranquillité publique, réussirent à faire croire au peuple que la perception du dixième et du vingtième denier était tout à fait impossible.

Les esprits s'aigrirent contre le Roi ; la plaie s'envenimant de plus en plus, on en vint à une haine déclarée. Les hérétiques et les rebelles fugitifs étaient attentifs au moindre mouvement. Ceux qui avaient perdu tout espoir de rentrer dans leurs foyers, comprirent qu'ils allaient trouver ici l'occasion désirée. Naguère, on avait soulevé le peuple sous prétexte de s'opposer à l'Inquisition espagnole ; maintenant, c'était au denier de fournir le prétexte que l'on cherchait. Il suffisait d'en exagérer les charges, d'invoquer les beaux noms de patrie et de liberté ; et le peuple se lancerait dans la rébellion. Les habitants de Flessingue, mal contenus par une forteresse en mauvais état, se soulevèrent sans trop de difficulté, après que Lumey, en compagnie de quelques pirates, se fut assuré la Brielle. C'était la clef de la position en Hollande. On eut l'imprudence de mépriser cette attaque ; des éléphants se soucient-ils des mouches !

Seconde
expédition du
prince d'Orange
en Belgique.

Orangius etiam cum fratre, nova spe aucti, et ab hollandis aliisque nonnullis vocati, collecta undiq manu rebellium, sicariorum, latronum, et facinorosorum, in Hollandia, Valencenas et Montes; in Flandria Teneramundam, item Mechliniam; et multa oppida in Traiectensi et Transiselana ditione, in Hollandia, Zelandia, Geldria et Frisia, partim fraude, partim spontanea deditione occupavit.

Albani
victorie.

Contra tot urbium amissione excitatus Albanus celerissimo noctis unius intervallo Valencenas recepit. inde Montes obsidione cingit, et muros tormentis machinisq militaribus quatit. Urbs erat loci natura et arte munitissima, eamq comes Ludovicus cum firmo præsidio tenebat, et erant in itinere Gallorum Germanorumq valida auxilia. Sed fusus, capto præfecto Genlisio, memorabili pugna Gallorum exercitus. Orangius autem, qui soluturus obsidionem cum magnis copiis e Germania advenerat multis amissis, per Mechliniam, in Geldriam magnis itineribus redire coactus fuit. Ita, auxilio desperato, deditionem Montenses fecerunt.

Mechliniæ
direptio.

Receptis Montibus, Mechlinia ab Orangiis turpissime deserta, nullo negotio expugnata, direptioni militum exponitur; quod sæpius requisiti se dedere noluerant oppidani. Eadem celeritate Frisica, Gel-

Le prince d'Orange et son frère, animés d'un nouvel espoir, répondirent à l'appel des Hollandais et autres; ils réunirent en Hollande, sous leurs drapeaux, tous ceux qui voulurent les suivre, rebelles, assassins, voleurs, gens sans aveu. Tantôt par fraude, tantôt par reddition volontaire, ils occupèrent Valenciennes et Mons, Termonde en Flandre et Malines. Beaucoup de villes des pays d'Utrecht et d'Over-Yssel, de Hollande, de Zélande, de Gueldre et de Frise eurent le même sort.

Le duc d'Albe, que la perte de tant de villes surexcitait singulièrement, reprit très rapidement Valenciennes en une seule nuit. Puis il serra Mons de près et battit ses murailles en brèche. Cette ville était très forte, tant par sa position topographique que par les travaux d'art qu'on y avait exécutés. Le comte Louis s'y était solidement retranché avec une bonne escorte; et des renforts considérables de Français et d'Allemands étaient en marche pour venir à son secours. Une action décisive mit l'armée des Français en déroute; son chef, Genlis, fut fait prisonnier. Le prince d'Orange, qui arrivait au secours de la place avec de nombreuses troupes levées en Allemagne, fut ainsi forcé de battre en retraite. Il traversa Malines et se replia sur la Gueldre, à grandes journées, laissant en chemin beaucoup d'hommes. Il ne resta plus aux Montois, auxquels tout espoir était enlevé, qu'à capituler.

Après la prise de Mons, Malines fut lâchement abandonnée par les partisans du prince d'Orange. Sans qu'elle dût subir en aucune façon le sort de la guerre, on la livra à la cupidité des soldats, sous

Victoires du
duc d'Albe.

Sac de
Malines.

F^o 8 v^o.
Nardense
excidium.

drica et Transiselana oppida recuperata. Eodem tempore Nardenses, dedentes sese ad unum fere omnes necati; ipsum oppidum cœdibus et flamma exhaustum, ut solæ ruinæ manserint, memoria dignissimæ, vel pœnæ magnitudine, vel causa secutorum. Nec enim aliud, æque pertinaciam Hollandorem obfirmavit, ceterorum autem Belgarum animos magis ab Hispanis avertit.

Paucis ante diebus non defuerant, qui Regi Catholico persuaderent, Belgicos motus, Albani in sumendis suppliciis severitate, pertinaci denarii decimi exactione et hispani militis effrenata insolentia rursus excitatos, et erga filium Fridericum nimia sive indulgentia sive propensione quæ ut nec prorsus vere nec omnino falso narrabantur : quippe vir, cetera magnus et naturæ suæ obstinatione, et aliena culpa, nonnūq^m labebatur. Mittendum ideo alium gubernatorem, qui contrario instituto militem coaceret, severitatem clementia temperaret, et leni imperio, abalienatos provincialium animos, Regi reconciliaret.

¹ C'est-à-dire à la levée des impôts.

prétexte que, pour en avoir été requis à plusieurs reprises, ses habitants ne s'étaient pas rendus à discrétion. Les villes de la Frise, de la Gueldre et de l'Over-Yssel rentrèrent promptement dans le devoir. Les habitants de Naarden s'étaient livrés au vain-

Destruction de
Naarden.

queur ; ils furent pour ainsi dire massacrés jusqu'au dernier ; le carnage et les flammes eurent raison de cette cité, au point qu'il n'en resta que des ruines. Ces ruines devaient effrayer, soit par la gravité du châtiment, soit par les conséquences qu'entraîne une rébellion. Rien cependant qui ait autant confirmé les Hollandais dans leur obstination, ni qui ait aigri davantage l'esprit des autres Belges à l'endroit des Espagnols.

Sur ces entrefaites, il s'était trouvé des personnes qui avaient persuadé au roi catholique que la recrudescence des troubles en Belgique avait pour raison d'être les supplices, la sévérité déployée par le duc d'Albe pour exiger la rentrée du dixième denier¹ et la licence effrénée des Espagnols. On accusait encore le duc de montrer ou trop d'indulgence ou trop de tendresse à son fils Frédéric. Ce qui s'en racontait, n'était ni tout à fait vrai ni entièrement faux ; car cet homme si grand, du reste, par la ténacité de sa volonté, tombait parfois dans des fautes, entraîné qu'il était par l'influence d'autrui. Il s'en suivait, comme conclusion, que l'envoi d'un autre gouverneur était devenu nécessaire. A celui-ci incomberait la mission d'arrêter les désordres de la soldatesque, de tempérer la sévérité par la clémence et de ramener au roi, par la douceur de ses procédés, les esprits qu'il s'était aliénés.

Medinæ Cœli
dux in Belgium
venit ut statim
ruat.

Quibus solita facilitate Rex credens, Medinæ Cœli ducem in Belgium mittit, cuius humanitas et comitas Belgis erat iampridem cognita. Sectarios id multo audaciores reddidit, quod formidabiles se Regi putabant et indulgentiam eius animi demissionem interpretabantur.

Albanum etiam, ut cui successor venerat, quemq; discessurum frustra putabant, minus vereri et paullatim contemnere coeperunt. Mansit tamen, neque illi Medinensis successit, post parvum tempus, quo in Belgio fuerat, incertis et arcanis ex causis a Rege revocatus. Scio id mirum plerisq; visum, nec immerito: præsertim quod Medinensi in Flandriam appulso, præter opinionem redditæ Regis læræ, quibus iubebatur, nihil pro potestate gerere; donec Albanus sponte gubernatione decederet. Quod ipsum, ut par est, aegerrimè semper tulisse constat, et difficulter admodum a Rege, a quo se delusum querebatur, placatum fuisse.

Harlemi et
Alcmarii
expugnationes.

Interea, quia Albanus podagræ doloribus vexatus ab exercitu aberat, bellum in Hollandia lente ducitur, et Harlemium mutuis cladibus valde nobilitatum, vix tandem a Regiis recipitur, et (dato ad se munendum hollandicis urbibus otio, militari seditione, eaq; pacanda, quod ætatis reliquum erat, consumto): minime apto tempore Alcmaria a Regiis frustra oppugnatur. Comes a Boussu, infeliciter

Prima
Hispanorum
seditio.

La facilité connue avec laquelle le roi accueillait toujours de pareilles rumeurs, eut le résultat attendu : le duc de Medina Celi, connu des Belges pour sa bienveillance et la douceur de son commerce, fut envoyé ici. Cette mesure accrut beaucoup l'audace des sectaires ; ils se crurent désormais redoutables et virent dans l'indulgence royale un indice de faiblesse.

Le duc de Medina-Celi arrive en Belgique pour disparaître aussitôt.

Le duc d'Albe, dont le successeur était arrivé sur les lieux et au départ sérieux duquel on ne croyait pas, perdit en considération et tomba dans le mépris. Il demeura néanmoins à la tête des affaires. Le duc de Médina ne recueillit point sa succession ; après un court séjour, il fut rappelé par le roi pour des causes incertaines et secrètes. Cette conduite fut trouvée fort étrange par beaucoup de personnes, et non sans raison : surtout parce que Médina, conformément aux instructions qu'il avait reçues du roi, avait ordre de ne poser aucun acte d'administration, à son arrivée en Flandre, jusqu'à ce que le duc d'Albe se fût spontanément retiré. Il est certain que pareil procédé, comme de juste, l'irrita très vivement ; il se prétendait joué par le roi et celui-ci eut beaucoup de peine à l'apaiser.

La goutte, sur ces entrefaites, éloigna le duc d'Albe de l'armée. La guerre en Hollande subit des lenteurs ; et les soldats royaux parvinrent à grande peine, après des pertes mutuelles et éclatantes, à entrer dans Harlem. Ce retard permit aux autres villes de se fortifier ; puis survint une révolte des troupes ; le reste de l'été se passa à l'apaiser. L'on saisit une époque peu opportune pour assiéger Alk-

Siège d'Harlem et d'Alkmaar.

Premier soulèvement des Espagnols.

Bossutus
capitur.

Fº 9 r.

commisso navali prælio, desertus a suis, strenue pugnans a sectariis capitur. Maturavit ea res consilium Regis iampridem cogitantis de mittendo aliquo, qui comiter imperaret. Albano, Belgii statu si non plane collapsio, saltem valde malinato, nutanteque; intempestive admodum, surrogat Ludovicum Requesennium, Magnum D. Jacobi ordinis Regni Castellæ commendatorem, virum pacis quam belli artibus instructiorem, iussum, leni gubernatione et indulgenter querimoniis medendo, factiosos reducere.

Requesennius
Albano
succedit.

Altera
criminum
abolitio.

Initio igitur administrationis, ministris aliis et gubernandi ratione plane diversa, ab ea quam Albanus tenuerat, et Hieronymi Rodæ potissimum consiliis usus; ut caritatem pararet loco autoritatis: primo militum licentiam coercuit, mox abolitionem amplissimam rebellibus et proscriptis proposuit; qua, volentes cum Rege in gratiam redire, et catholice Romanæ ecclesiæ reconciliari, in bona, honores ac patriam restituit. Eam abolitionem hollandi, quia se belli fortuna superiores nihil venia egere putabant, omnino contemserunt: ex ceteris provinciis redierunt plerique, mala recuperandorum bonorum cupidine potius, quam quod vere ipsos pœniteret. Nam bonis divenditis, magna pars ad rebelles denuo transfugerunt: mansere ceteri, ut catholicorum actiones, consilia, cogitationesque explorarent et suos de iis certiores facerent. Sic eventus docuit

maar. Cette tentative échoua. Le comte de Boussu, Boussu est pris. ayant livré un combat naval malheureux, abandonné des siens, fut fait prisonnier par les sectaires, après avoir déployé une grande valeur.

Ces insuccès hâtèrent la résolution, arrêtée par le roi depuis longtemps, d'envoyer quelqu'un qui commanderait avec douceur. Si la Belgique n'était pas strictement perdue pour Philippe, sa situation était au moins grave et ébranlée; et le roi remplaça très mal à propos le duc d'Albe par Louis Requesens, grand commandeur de l'ordre de Saint-Jacques au royaume de Castille. Homme plus propre aux choses de la paix qu'à celles de la guerre, il avait ordre de ramener les factieux par la douceur de son administration et d'apaiser leurs plaintes par son indulgence.

Au début de son administration, Requesens prit d'autres ministres. Le régime ne ressemblait nullement à celui qu'avait suivi le duc d'Albe. Aidé des conseils de Jérôme Roda, Requesens voulut mettre l'affection au lieu et place de l'autorité. A cet effet, il réprima la licence des soldats; il proposa aux rebelles et aux proscrits une large amnistie; il offrit à ceux, qui étaient désireux de rentrer en grâce avec le roi et de se réconcilier avec l'Église romaine, la remise de leurs biens et dignités ainsi que le retour dans la patrie. Les Hollandais repoussèrent entièrement cette amnistie, les hasards de la guerre les ayant mis à même de se passer de pardon. Il en fut autrement dans les autres provinces, où la plupart des sujets rentrèrent dans le devoir, poussés plutôt par le désir de récupérer leurs biens que par un repentir sincère. De fait, la plus grande partie de ces derniers n'eut

Requesens
succède au duc
d'Albe.

plus damni, qm utilitatis, religioni et Regi hanc abolitionem attulisse.

Tertia
Ludovici
comitis
expeditio et
mors.

Po 9 v°.

Victoria
Moychiana.

Secunda
Hispanorum
seditio.

Sub idem tempus redierat Comes Ludovicus cum aliquot Gallorum cohortibus et Germanorum turmis, et a Traiecto superiore, per dextram ripam Mosæ capto itinere, haud procul Neomago, positis castris in Moij-Kij campis, maiora francorum auxilia expectabat; bona spe fretus, quod hispanos seditiose stipendia sua postulare intellexerat. Qui tamen a Sanchio Avila, post victoriam id rectius peti, persuasi, assumtis secum Walonibus, et Italiis aliquot, Epirotisque levis armaturæ, Nassavianos ad pugnam eliciunt. Commisso prælio, fusæ rebellium copiæ, Ludovicus comes cum fratre Henrico et Christophoro Palatini Comitis filio, desiderati. Magna victoria, si Regiis ducibus illam prosequi licuisset. Obstitit peditis hispani, propter non soluta stipendia cœpta ante pugnam seditio: quæ adeo exarserat, ut hostiliter infesto impetu Antverpiam (ubi aderat Requesenius) ingressus, non obscure connitente Sanchio arcis præfecto, non nisi plene solutis stipendiis, educi potuerit.

pas plutôt vendu ses biens qu'elle repassa à l'ennemi; les autres demeurèrent au pays, mais pour espionner les actes, les résolutions, les pensées même des catholiques et en informer leurs adhérents. C'est ainsi que l'événement prouva que cette abolition des édits du duc avait été plus nuisible qu'utile à la religion et au roi.

Vers ce même temps, le comte Louis ayant réuni quelques troupes en France et en Allemagne, avait pris sa route le long de la rive droite de la Meuse à partir d'Utrecht. Il avait assis son camp à Mookerheide, non loin de Nimègue; il y attendait des renforts considérables qui devaient venir de France. Il était plein d'espoir dans le succès, car le manque de solde avait mis les Espagnols en état de révolte. Louis en était informé. Mais Sanche d'Avila parvint à persuader aux soldats qu'il avait sous ses ordres, qu'ils réclameraient leur paye avec plus de justice après la victoire. Il prit avec lui les Wallons, quelques Italiens et les Albanais armés à la légère et alla livrer bataille aux partisans de Nassau. Le combat une fois engagé, les troupes rebelles furent écrasées complètement. Louis, son frère Henri, Christophe, fils du comte palatin, restèrent sur le carreau. C'était une victoire d'une grande portée, s'il eût été possible aux commandants de l'armée royale d'en poursuivre ultérieurement les résultats. La mutinerie des fantassins espagnols y mit obstacle; leurs réclamations d'avant le combat, au sujet de l'arriéré de leur paye, se firent jour avec une nouvelle fureur, au point qu'ils se jetèrent dans Anvers, où Requesens se trouvait

Troisième
expédition du
comte Louis
Sa mort.

Victoire de
Mook.

Seconde
mutinerie des
Espagnols.

Middelburgo
Orangius
potitur.

Ita manibus elapsa solvendi obsidione Middelburgi occasio. Fidele hoc in Walacria Deo, Regi et patriæ oppidum, plus anni spatio ab Orangio artissima obsidione premebatur; et omne inediæ et famis detrimentum, singulari Mondragonii, qui præsidio militum præerat, fortiter ferebat: cum missæ subsidio naves aliquot duce Juliano Romero, non longe a Bergis ad Sommam, unde solverant, a Geusia classe ceteris vel depressis, vel captis, paucæ effugerunt. Urbs fame compulsa (quod jam coria et soleæ, quibus vescebantur, defecerant) et auxilio desperato, dedita.

Requesenius
ordinu
conventu
indieit.

Nondum desperabat Requesenius lenitate et indulgentia obstinationem rebellium pervinci posse. Quare non animadvertens tam aversis a Rege et fide catholica animis in summum se Regium imperium et authoritatem periculum adducere, convenire Bruxellam ordines generales iubet.

Fº 10 1º.

Postquam convenerant, liberalissime in conventu, Regio nomine pollicetur, privilegiorum, si qua violata essent, redintegrationem; denarii decimi et vicesimi, reddita litterarum obligatione (qua collectionem illam Ordines comprobarant) abolitionem:

pour le moment. En dépit des efforts signalés d'Avila, commandant de la citadelle, on ne parvint à les en faire sortir, qu'après les avoir entièrement satisfaits.

On laissa ainsi échapper l'occasion de délivrer Middelbourg assiégée. Cette ville de l'île de Walcheren, demeurée fidèle à Dieu, au roi et à la patrie, était serrée de près par le prince d'Orange depuis une année et au delà. Elle supportait avec courage les étreintes de la faim et du besoin, encouragée qu'elle était par la présence de Mondragon, commandant des troupes, jusqu'à ce qu'une flottille commandée par Julien Romero eût eu ses vaisseaux ou pris, ou coulés à fond par la flotte des Gueux. De cette flottille qui avait appareillé du voisinage de Berg-op-Zoom, peu de navires échappèrent. La ville, pressée par la faim, — car déjà les cuirs et les semelles dont on s'était nourri faisaient défaut, — ayant perdu tout espoir d'être secourue, capitula.

Orange prend
Middelbourg.

Requesens continuait à ne pas désespérer de ramener les rebelles par la douceur et l'indulgence. Il ne remarquait point qu'en présence de l'éloignement qu'éprouvaient les esprits pour le roi et la foi catholique, il était souverainement dangereux de mettre en péril l'autorité et le pouvoir du roi. C'est ce qu'il fit cependant en ordonnant la convocation des États-Généraux.

Requesens
convoque les
États-généraux

Dès que ceux-ci furent réunis, il promit très libéralement, au nom du roi, le rétablissement des privilèges, s'il en existait, qui eussent été violés; l'abolition du dixième et du vingtième denier avec remise aux États des lettres par lesquelles ils avaient au-

novi concilii turbarum (ita vulgo vocabant) dissolutionem, et fiscalium causarum, quæ in eo pendebant, ad antiqua concilia provincialia remissionem : deniq in posterum sic regendam provinciam, quemadmodum vivente Carolo V. gubernabatur.

Qua ratione sublati indignationum caussis et, iis quæ vulgo palam rebelles postulabant, concessis; spes magna affulserat, non modo provincias, quæ continebantur adhuc in officio, Regi plane devinciendas; sed eas quoque, quæ defecerant, ad pristinam obedientiam redituras. Paucis acriore iudicio apparebat; aliud palam a rebellibus peti, aliud clam agi : iugum illos Regium excutere et calvinismum, aliasque sectas invehere conari; proq Monarchia, Democratiam, sed Anarchiæ proximam, introducere in Belgium velle. Paulo ante Requesennius minus etiam malos offenderat, Hieronijmum Rodam Murcianum, novo exemplo in status consilium assumendo. Inquiebant, eo facto exteris omnibus Hispanis potissimum ad honores, magistratus et ad intima concilia aditum parari. Sic provinciarum arcana Hispanis hostibus suis aperiri.

Odii Belgarum
contra
Hispanos
causæ.

Erant enim quatuor hominum in Belgio genera, qui hispanos iam hostium loco habebant : unum

torisé la perception de cet impôt; la dissolution du nouveau conseil, connu vulgairement sous le nom de conseil des troubles; quant aux causes fiscales qui ressortissaient à cette assemblée, elles feraient retour aux anciens conseils des provinces; enfin les Pays-Bas seraient remis sur le pied de l'administration établie par Charles-Quint.

On enlevait de cette façon aux rebelles toute cause de mécontentement; on leur concédait ce qu'ils semblaient demander généralement. Tout faisait donc espérer que, non seulement les provinces jusqu'alors contenues dans le devoir, allaient se rallier décidément au roi, mais encore que celles, qui lui avaient fait défection, lui obéiraient comme autrefois. Il parut cependant à quelques hommes d'un jugement plus perspicace que les rebelles tenaient publiquement un langage qui n'était pas d'accord avec leurs machinations; qu'ils tendaient de tous leurs efforts à secouer le joug royal et à établir le calvinisme et d'autres sectes; qu'enfin ils voulaient substituer, à la monarchie en Belgique, une démocratie, mais voisine de l'anarchie. Requesens, peu de temps auparavant, avait également indisposé les esprits prévenus en appelant au conseil d'État Jérôme Roda, de Murcie. Cette nouveauté, disait-on, ouvrait à tous les étrangers, et surtout aux Espagnols, la route des honneurs, des magistratures, des conseils les plus importants. Les Espagnols, ennemis des Belges, allaient donc connaître de leurs affaires les plus secrètes.

Il y avait, en effet, aux Pays-Bas quatre classes de personnes, pour lesquelles les Espagnols étaient des

F^o 10 v^o.

eorum qui odio religionis quam meminèrant ab illis conservatam inimicitias profitebantur : alterum, qui per simulationem amicitiae summa beneficia consecuti, non amplius se illis egere credentes, nefariam prodicionem moliebantur : tertiam, qui cum propter inertiam suam eadem assequi non possent, invidebant laudi dignitatiq ipsorum : quartum, qui cum custodes reip. esse deberent, justitiam, dignitates, munera et functiones vendere cupiebant, et hispanos obstare credebant.

Quod odium in dies gliscebat magis et magis, quia videbant cum solo Roda iustitiae aerarii et status causas omnes communicari, neq et alterius cuiusquam praescripto pacis et belli munia administrari. Quae res creditur Magnatibus, in his Arscho-tano Duci, aversionis a Rege causam, exulceratis prius animis, praebuisse. Neque hoc Requesennium fallebat : sed neglectis remediis sanioribus, hoc ipso magis accendebatur ad pacem cum Orangio faciendam. Regi q persuadet, non aliter res turbatas componi posse. Movebant Regem, cum alia multa, tum quia hoc unum omnes flagitabant.

Itaque placuit rebellibus sine mora permitti quaecumque postularent; Dummodo ne quid concede-

ennemis. Les unes affichaient leur hostilité en haine de la religion que ceux-ci avaient maintenue ; les autres avaient réussi, grâce à un faux semblant d'amitié, à en obtenir les plus grandes faveurs ; dans la croyance où elles étaient de pouvoir désormais se passer d'eux, elles préparaient leur trahison. Une troisième classe, ne pouvant arriver si haut par suite de son inertie, jalousait les honneurs et les dignités dont ils étaient en possession. Une quatrième, enfin, se recrutant parmi ceux-là même, qui auraient dû être les gardiens de l'État, voulait mettre à prix la justice, les dignités, les charges, les fonctions et croyait que les Espagnols étaient un obstacle à ce trafic.

Cette haine s'envenimait de jour en jour davantage. On voyait Roda avoir seul connaissance de toutes les affaires de justice, de finances, et d'État. Tout ce qui avait trait à la paix et à la guerre ne se décidait que de son avis.

Déjà l'on était excité contre le Roi ; et cet état de choses, on l'a cru, engendra chez les grands et surtout chez le duc d'Aerschot, la haine pour sa personne. Requesens ne l'ignorait pas non plus ; mais au lieu de recourir aux remèdes les plus efficaces, il se sentait d'autant plus excité à faire la paix avec le prince d'Orange. Il réussit à persuader au Roi qu'il n'y avait point d'autre moyen de ramener le calme. Sans parler d'autres motifs déterminants, disait-il, celui-là seul suffisait que tout le monde demandât la paix.

On trouva donc bon d'accorder sans retard aux rebelles toutes leurs demandes, du moment que ces

retur, quod Catholicæ fidei præiudicium faceret, vel diminueret imperium, quod hereditario iure Rex a maioribus suis acceperat; in quibus duobus provinciæ salus consistebat.

Conventus
Bredensis de
pace
facienda.

F^o 11 r^o.

Bredæ, in Brabantia, colloquium institutum. Quo missi Orangio et statibus Hollandiæ et Zelandiæ legati duo petebant: militem hispanum Belgio excedere, et unicuique credendi, quod velit, licentiam permitti. Responsum a Regiis legatis: Pace facta, hispanos et ceteros externos milites, ex Belgio discessuros; idq, si necesse sit, se datis obsidibus confirmaturos. Alterum, quo Regi legem dare velint, se non admittere. Iniquum et incivile, subditos aliam religionem tenere, quam Dominus colat, quamq a maioribus suis non accepissent. Edicto namq Germaniæ (quod Orangius semper in ore solitus sit habere) de Religione, cuilibet Principi et inferiori permitti; nullam in ditione sua religionem admittere, præter suam. Hoc si inferiori Principi licet, cur non et Regi, summum a Deo imperium habenti concedatur? ut tamen intelligant, nihil Regem amplius, quam pacem optare, et iniurias sibi factas publicæ utilitati et quieti condonare; passurum redire ad propria rebelles et bonis suis uti frui: ea lege, ut, qui Romanæ ecclesiæ scitis et sanctionibus parere nolint, ditione sua excedant, et alibi terrarum uti velint habitent; accepta potestate vendendi bona sua, intra proximum decennium. Interim illa per homines catholicos administrarent.

concessions ne continssent rien de préjudiciable à la foi catholique, ou qui diminuât les droits de la souveraineté que le roi avait reçue de ses ancêtres. Le salut des Pays-Bas dépendait du maintien de ces deux points.

Une conférence se réunit à Bréda en Brabant. Les députés du prince d'Orange, ainsi que ceux des États de Hollande et de Zélande qui y parurent, demandaient deux choses : le départ des troupes espagnoles et la permission accordée à chacun de croire ce qu'il voulait. Les envoyés du Roi répondirent : A la conclusion de la paix, les Espagnols et autres soldats étrangers quitteront la Belgique; au besoin, l'on donnera même des otages, en confirmation de cette promesse. Quant à l'autre point, ils n'admettaient point que l'on voulût faire la loi au Roi. Il leur paraissait injuste et impolitique que les sujets eussent une religion diverse de celle de leur souverain, et qu'ils ne tenaient point de leurs ancêtres. L'édit d'Allemagne, que le prince d'Orange avait toujours sur les lèvres, laissait à l'empereur et à ceux qui sont sous lui la liberté en matière religieuse; et lui n'admettait dans sa principauté d'autre religion que la sienne. Si un prince subalterne a ce pouvoir, pourquoi ne l'accorderait-on pas au Roi qui tient sa puissance de Dieu? Afin que les rebelles comprissent cependant que le Roi ne désirait rien tant que la paix et l'oubli des injures passées, le tout en vue du repos et de l'utilité publique, il leur accordait la faculté de rester dans leurs foyers et la jouissance de leurs biens. Il adjoignait cette condition que ceux qui ne voulaient se soumettre aux lois et à la discipline de

Conférence
à Bréda.

Quibus conditionibus a rebellibus repudiatis, discessum re infecta, sumto tamen tempore, ad deliberandum et Regis placitum expectandum. Ab adventu Requesenii, belli rigore; quo Albanus usus fuerat; remisso, liberiora commercia hinc inde existebant, et multis ultro citroque sub fide publica commeandi facultas data: captivorum quoque permutationes fieri et bellum lentius duci: quæ omnia post Bredanum colloquium aucta adeo, ut vix bellum videretur. Addebant hæc hollandis et zelandis animum: vi armorum, a potentissimo et infensissimo Rege, misericordiam sese extorsisse, et iam ab illo timeri iactabant.

F^o 11 v^o. Ceterarum, quæ Regi parebant provinciarum ordines gravius quotidie, contra Hispanum militem et Regios ministros odium concipiebant, ac Orangii. quem admirari et diligere iam pridem cœperant, nunc partibus non obscure favebant, apertis signis testantes, prospero Regionum successu tristari se plurimum, adverso maximopere gaudere, quinetiam tum vitio verti, pro Rege militare, vel regium dici: adversam partem consilio operaq; iuvare, pulchrum et gloriosum.

l'Église romaine, devaient quitter ses domaines, se fixer, à leur choix, un autre domicile et avoir réalisé leurs biens endéans les dix années subséquentes. Leurs possessions, sur ces entrefaites, auraient des administrateurs catholiques.

Les rebelles repoussèrent ces propositions; on se sépara sans avoir rien conclu; on mit cependant un certain temps à délibérer et à attendre l'avis du Roi. L'arrivée de Requesens, qui s'était relâché de la rigueur que le duc d'Albe déployait dans ses campagnes, avait eu pour résultat de ménager ça et là des relations commerciales un peu plus fréquentes; de part et d'autre, on avait accordé des permis de séjour, sous la garantie de la foi publique; les prisonniers avaient été échangés et la guerre conduite avec plus de lenteur. Après la conférence de Bréda, ces relations s'étaient tant augmentées qu'il semblait que la guerre eût à peu près disparu. De leur côté, les Hollandais et les Zélandais sentaient que le succès de leurs armes avait arraché leur pardon à un roi très puissant et leur ennemi juré: cela les encourageait, et, dans leur jactance, ils se vantaient déjà qu'il les redoutait.

Les États des autres provinces demeurées fidèles au roi sentaient s'accroître, chaque jour, leur haine contre les soldats espagnols et les ministres du roi. On se déclarait ouvertement pour le prince d'Orange, en ne cachant pas le déplaisir que l'on éprouvait du succès des armées royales et en se réjouissant de leurs défaites. Combattre pour le roi, être qualifié de royaliste, devint un crime. Aider ses ennemis de ses conseils ou de sa coopération active, c'était là quelque chose de beau et de grand.

Bellum
a Requesenio
gestum.

Hyrgii
Victoriæ.

Hispanorum
virtus.

Zirixseæ
obsidio
et expugnatio.

F. 12 re.

Brabant
Orangio cur
favorint.

Requesenius, ut vidit Orangium nec mari nec terra quiescere, misso Hiergii Dno Geldriæ gubernatore, quædam opidula a Geusijs occupata, Audenvatram et Schoonhoviam in Hollandia, et Buren in Geldria recuperat. Deinde Scauvæ insulæ expugnationem animo volventem, rei magnitudo morabatur. Sed vicit difficultatem omnem Regii militis virtus: quam nec mare, quod pedites sine navibus transivere; nec hinc inde disposita hostium classis continuo tormentorum imbre, arcere potuit, quin illam vi ingressus, pugnatoribus cæsis, omnia loca munita brevi vel reciperet vel expugnaret, præter Zirixseam, primariam insulæ urbem: huius diuturna obsidio fuit, tum propter loci circumquaque fere mari cincti naturam, qui difficilem oppugnationem faciebat: tum propter Orangii diligentiam, qui egregie urbem munierat, et frequenter novis comitatibus obsessos levabat: tum etiam propter præsidarii militis pertinaciam, a quo non nisi necessariorum rerum inopia facta deditio: quam distulerat quia sperabat regium militem, maximis frigoris et inopiæ afflictum damnis, obsessis quam obsidentibus similiorem, penuria et egestate obsidionem relicturum, eam spem iniecerant plerique Brabantiæ proceres, aperte iam Orangio faventes: quod indignationis et odii recentes causæ ab incerto Requesenio fuerant præbitæ. Offenderat Abbates, ad parandas naves imperata paucarum selectarum arborum, quæstui et voluptati in monasteriis antiquitus servatarum non prorsus necessaria excissio. Nobiles Barlaymontium (cuius et quattuor filiorum strennuæ virtuti et fidelitati invidebant) Comititis titulo ornatum,

Dès que Requesens s'aperçut que le prince d'Orange ne s'accordait de relâche ni sur mer ni sur terre, il envoya le seigneur de Hierges, gouverneur de la Gueldre, reprendre quelques places de moindre importance, occupées par les Gueux : Oudewater et Schoonhoven en Hollande, Buren en Gueldre. Il méditait également une entreprise contre l'île de Schouwen; toutefois les difficultés, que présentait ce projet, l'arrêtaient. Mais la valeur des soldats royaux surmonta tous les obstacles : ni la mer qu'ils durent traverser à pied, faute de navires, ni la flotte ennemie échelonnée sur deux rangs entre lesquels il leur fallut passer, rien ne put arrêter leur élan. Ils pénétrèrent de vive force dans l'île, en défirent les défenseurs; tous les forts se rendirent promptement ou furent emportés par eux. Zierikzee seule, la capitale de l'île, résista. Le siège de cette place traîna en longueur pour plusieurs motifs. La mer lui avait fait une défense naturelle qui en rendait les approches peu aisées; puis le prince d'Orange, qui avait solidement fortifié la place et ne cessait de lui envoyer de nouveaux renforts, déployait une grande activité. L'obstination des assiégés qui ne cédaient qu'après être arrivés au dénuement extrême des choses nécessaires à la vie, fut une nouvelle cause de retard. Les assiégés espéraient, en effet, que les troupes royales, assaillies par le froid et le besoin et qui se trouvaient cernées à leur tour, auraient abandonné le siège, aux prises qu'elles étaient avec la misère et la faim.

Requesens
conduit
la guerre.

Victoires du
seigneur
de Hierges.

Valeur
des
Espagnols.

Zierikzee
assiégée et
emportée.

Les nobles Brabançons, déjà favorablement disposés, pour la plupart, au prince d'Orange, nour-

Les Brabançons
favorables au
prince
d'Orange.

præferri æqualibus, aplerisque Requesenio successorem destinari, querebantur. Populi, pars religioni catholicæ infesta, pars Orangio hispani nominis odio addicta, pars longo et calamitoso bello fessa, pars demum novo commercii rupti et lesæ fidei per Regium placitum (decretum vocant) vulnere, ad defectionem impulsa.

Conspiratio de
expellendis
Hispanis.

Sic a Brabantis facto initio, simul omnium fere provinciarum ordines, de Hispanis expellendis clam consilia capiunt. Primo conari solvere Zirixseam obsidione: quod ea capta, ceteras zelandicas insulas et hollandiam in deditionem venturas intelligebant, et pleriq jam insulanorum naves et piraticam cogitabant. Qua spe frustrati, Regiis in obsidione constanter permanentibus; alio mentem cogitationesq flexerunt. Et cum, nullum, difficili in tanta multitudine consensu, consilium satis placeret; fortuna insperato viam aperuit subita Requesenii morte.

rissaient cette espérance. Requesens, à son insu, avait récemment donné lieu à cette explosion de rancunes et de haines. Les abbés des grands monastères avaient été froissés de ce qu'il avait ordonné d'abattre, sans que la nécessité de cette mesure fût suffisamment prouvée, quelques arbres de choix que les moines depuis longtemps utilisaient pour leur profit ou leur plaisir. C'était avec peine que les mêmes nobles avaient vu Berlaymont élevé à la dignité de comte et préféré à ses pairs; le courage à toute épreuve et la fidélité de ses quatre fils leur portaient également ombrage. C'était encore à lui, à en croire leurs doléances, que la succession de Requesens allait échoir.

Quant au peuple, il comptait un parti hostile à la religion catholique; la haine du nom espagnol avait créé des partisans au prince d'Orange. Il en était d'autres que cette guerre longue et calamiteuse avait lassés; enfin, il s'en rencontrait que la cessation des affaires et la violation de la parole garantie par décret royal, poussait à la défection.

Les Brabançons donnèrent le branle au mouvement; les États de presque toutes les autres provinces prirent en secret, et en même temps, des mesures à l'effet d'expulser les Espagnols du pays. Il fallait d'abord faire lever le siège de Zierikzee. On comprenait que la prise de cette place entraînerait la soumission des autres îles zélandaises et de la Hollande; aussi leurs habitants songeaient-ils à confier leur salut à des navires et à mener la vie de corsaires. Trompés dans leur espoir par suite de la constance des soldats royaux, les Brabançons tournèrent

Complot
d'expulser les
Espagnols.

Requesenli
mors.

F^o 12 v^o.

Hannonis
arma
concessa.

Pauci peste, plures verius mœrore confectum tradunt, contracto morbo ex rerum desperatione; quia paucissimos a Rege stare, ceteros Orangio bene precari, eundem occulte Brabantorum et Flandrorum pecunia sublevari; deniq̃ causam Regiam, per hispaniense decretum commerciis fide sublatis, fere concidisse videbat: huius obitu convulsæ partes Regiæ, Orangio prorsus firmatæ. Vix scias expedieritne magis hunc virum; bonum alioquin et legationibus maximis parem, sed huic gubernationi, tantoq̃ bello valde imparem; non venire in Belgium an rebus adeo turbatis tam impestive non emori. Principio, nimia credulitate et facilitate; post angustiiis animi et militiæ ignorance. Regiam auctoritatem labefactaverat; quam moriens pene subvertit: cum aliis rebus, tum maxime, quod paullo ante mortem, cum in Hannonia turmas aliquot levis armaturæ tumultuose stipendia flagitantes et insolenter vagantes, coercere volens; suasu quorundam belgarum status consiliariorum, re non satis perpensa, rusticis hannoniis potestatem dederat, arma sumendi. Quam occasionem tam avide comes Lalainius arripuit, ut tota Hannonia: quam magni Ballivi titulo regebat; proclamari iusserit, cunctos armari et rusticos cum suppellectile aratorios etiam equos, ad arma emenda vendere oportere. Licet autem subito collecta paganorum illa multitudo,

leurs idées et leurs projets d'un autre côté. Aucun plan n'était parvenu à les rallier, — tant il est difficile de mettre une telle multitude d'accord, — lorsque la fortune vint inopinément à leur sourire par la mort subite de Requesens.

Quelques personnes attribuent cette mort à une fièvre pestilentielle; d'autres, avec plus de vérité, le font mourir de chagrin, tant il considérait comme désespérée la situation des choses. Il voyait, en effet, que le Roi n'avait que très peu de partisans. Par contre, le prince d'Orange avait les sympathies du grand nombre; les Brabançons et les Flamands le soutenaient par leurs subsides; enfin, le décret du Roi ne donnant plus au commerce les garanties suffisantes, la cause espagnole semblait à peu près perdue sans ressource. La mort de Requesens ébranla le parti royal et consolida la position du prince d'Orange. On en est à se demander s'il n'eût pas mieux valu que Requesens, honnête homme du reste, chargé avec succès des plus grandes ambassades, mais tout à fait incapable de supporter le poids du gouvernement des Pays-Bas et la conduite d'une pareille guerre, ne fût jamais venu en Belgique, plutôt que de mourir d'une façon aussi inopinée, et laissant les affaires dans un état aussi critique. Au début de son administration, sa trop grande crédulité et sa condescendance avaient ébranlé l'autorité royale; plus tard, son indécision et son ignorance de l'art militaire avaient obtenu le même résultat. D'autres mesures encore, et entre toutes celles qu'il prit peu avant sa mort, achevèrent de mettre le comble au désordre. Quelques escadrons,

Mort
de Requesens.

Le Hainaut
s'arme.

cum eorum duce Lallainio, minimo negotio ab equitibus seditiosis profligata fuerit; mansere tamen armati hannonii; et, mortuo Requesenio, exemplum relictum, quo inducti Brabantii eandem licentiam postea, ut dicetur loco suo, usurparunt.

Status
concilium
Requesenio
surrogatur.

Fo 13 r^o.

Crediderim etiam post illius mortem, non adeo desperatam fuisse causam Regiam; quin, si mature successor aliquis magni animi et notæ virtutis, Joannes Austriacus potissimum, ut nonnullis videbatur, missus fuisset, multa emendari, multa curari potuerint. Verum solita contatione, post longam deliberationem, commissa quibusdam status consiliariis Belgii gubernatio monitu potissimum Ioachimi Hopperi, status consilarii et sigilli Regii custodis qui Belgarum negotia, in aula hispanica curabat; et Regi persuaserat: omnium quæcumque

armés à la légère, mettaient quelque fracas à réclamer les arrérages de leur solde; ils s'étaient dispersés et se permettaient des exactions. En vue de réprimer ces insolentes démonstrations, il se déterminâ, sans réflexion suffisante et sur l'avis de quelques conseillers d'État belges, à permettre aux paysans hennuyers de prendre les armes.

Le comte de Lalaing, grand bailli du Hainaut, saisit cette occasion avec une telle promptitude qu'il fit proclamer dans sa province que tous les habitants avaient à s'armer; les gens de la campagne reçurent l'ordre de vendre leurs instruments aratoires et même leurs chevaux à l'effet de s'acheter des armes. Sans doute, la cavalerie espagnole mutinée eut promptement raison de ce rassemblement de paysans réunis à la hâte sous le commandement de Lalaing; cependant les Hennuyers demeurèrent en armes. Ce fut toutefois, Requesens mort, un exemple dont profitèrent les Brabançons pour réclamer en faveur du même abus, ainsi que nous le dirons en son lieu.

Je suis toutefois incliné à croire que, même après la mort de Requesens, la cause royale n'était pas si désespérée qu'elle paraissait. Si le successeur du défunt, en supposant qu'il fut un grand caractère et doué d'une vaillance reconnue, don Juan d'Autriche tout particulièrement, ainsi que plusieurs en jugeaient, avait été envoyé à temps, il aurait pu arrêter bien des choses et remédier à beaucoup d'autres. Néanmoins, après les délais habituels, après une longue délibération, ce fut à quelques conseillers d'État que le gouvernement des Pays-Bas

Le conseil
d'État
remplace
Requesens.

Belgio superioribus annis evenerant causam, ab Hispanorum superbia, avaritia et crudelitate manasse. Non exterorum, sed suorum imperio Belgas in officio continendos, periculum rex faceret. Se prædem vademq̃ existere, maximam statim rerum omnium in melius fore mutationem.

Itaque tantisper, donec regii sanguinis aliquis idoneus surrogaretur, duci Arschotano, Comitibus Mansfeldio et Berlaijmontio aliisque nonnullis traditæ simul Belgii habenæ.

Causæ quæ
Arschotanium a
Rege
avertunt.

Statim patuit eo facto, Regi decessisse vires, hostibus accessisse : orto, ut solet, inæquali multorum odio et æmulatione contendentium, imperio, inter ipsos gubernatores dissidio ; quod quidam Regii consiliarii aliq. ministri perfidiose excitaverant. Qui quotidie ducis Arschotani auribus insufflabant, ne æquari sibi comites pateretur, quos et dignitate et, ut aiebant, Regia voluntate præcederet. Non pari cum ceteris imperio a Rege delectum, sed primo loco, ut caput, nominatum ; cæteros tanquam membra illi subditos vel sane adjunctos tantum, videretne, Comitum et Hierⁱ Rodæ conspiratione, loco pelleretur. Illos ad manum exteris milites habere : provincialium se, plebis maxime, viribus muniret. Conciliaturum facile illorum animos, si hispanorum

fut remis. Joachim Hopperus, conseiller d'État, garde du sceau royal, chargé des affaires de Belgique à la cour d'Espagne, avait pris la principale part à cette décision. Il avait réussi à convaincre le Roi que tous les maux dont les Belges avaient souffert précédemment, prenaient leur source dans l'orgueil, l'avarice et la cruauté des Espagnols. D'après lui, des indigènes et non des étrangers ramèneraient les Belges dans la ligne du devoir. Le Roi jouait sa couronne. Lui, il se rendait caution et garant que, cela fait, les affaires prendraient aussitôt une meilleure tournure.

Il fut donc résolu que l'on remettrait quelque temps les rênes du pouvoir au duc d'Arschot, aux comtes de Mansfeld et de Berlaimont et à quelques autres, en attendant qu'on pût les remplacer par un représentant du sang royal, en état d'occuper ce poste.

Ce fait rendait patente la faiblesse du Roi et accrut la force de ses adversaires. Comme de coutume, il y eut haine et jalousie du côté des compétiteurs écartés et les gouvernants eux-mêmes ne demeurèrent pas d'accord. Quelques conseillers d'État, d'autres fonctionnaires encore, poussaient à ces divisions. Le duc d'Arschot entendait sans cesse retentir à ses oreilles des discours où on lui répétait qu'il ne pouvait tolérer en aucune façon que les comtes lui fussent préférés par le Roi, alors qu'il l'emportait sur eux en dignité, ainsi qu'on disait. Le Roi n'aurait pas dû le choisir au même titre que ses collègues, il aurait dû lui assigner le premier rang; quant aux autres membres, dont, lui, il était la tête, ils auraient dû lui être soumis ou tout au plus

Causes qui
éloignèrent le
duc d'Aerschot
du Roi.

odium, quos adversarii fovere credebantur, signo aliquo profiteatur. Non defuturam cœptis fortunam: et esse, qui id ipsum meditentur. Pulcherrimum patriæ liberatæ titulum ne cui alteri concederet. Proprio saltem periculo permoveretur. ab hispanis ipsum iam neci destinari.

F^o 13 v^o. Simul referebant temerarias militum hispanorum, (qui linguæ numquam satis moderari consueverant) de necando Arschothano et aliis aliquot, quos hereticos et Regis hostes vocabant, comminationes. Præterea spem præbebant, hac ratione Orangium induci posse, ut comitem Buranum Arschothani filiæ, et eiusdem filio, Chimai principi filiam suam matrimonio iungi pateretur: idq. maximum divitiarum et potentiae additamentum fore.

Quibus, raro bene sibi constans, Arschothani animo impulsus fertur, ut statum Belgii novare cupientibus ordinibus occulte favere inciperet. Morabatur tamen illud fratris Havraei ex Hispania reditus, qui præclara multa optimæ voluntatis Regiæ testimonia proferebat illud imprimis. Regem principio quidem tumultum, Hispanorum quorundam criminatione, graviter Belgis succensisse, et atro-

lui être adjoints. Il devait prendre garde que les artifices des comtes et de Jérôme Roda ne réussissent à le renverser. Ils avaient sous la main, à leurs ordres, les soldats étrangers ; c'était à lui de s'appuyer sur les provinces et en particulier sur le petit peuple. Il lui serait facile de gagner ce dernier, en affichant de la haine pour les Espagnols dont les adversaires étaient censés favoriser les vues. D'Arschot ne pouvait céder à quelqu'un d'autre l'honneur d'être le libérateur de sa patrie. En tous cas, le péril qu'il courait devait suffire à le mettre en garde contre les Espagnols qui déjà l'avaient désigné à la mort.

On colportait d'autres bruits encore sur le compte de ces soldats espagnols dont l'intempérance de langage était habituelle : ils avaient proféré des menaces de mort contre le duc d'Arschot et quelques personnages qu'ils qualifiaient d'hérétiques et d'ennemis du Roi. On laissait également entrevoir l'espérance qu'il aurait pu, de cette façon, se concilier la bienveillance du prince d'Orange, au point de marier sa fille au comte de Buren, et son fils, le prince de Chimai, à la fille du Taciturne. C'était le moyen le plus efficace d'augmenter et sa fortune et son influence.

Ces propos ébranlèrent, paraît-il, l'âme du duc d'Arschot, rarement conséquent avec lui-même et le poussèrent à favoriser sous main les États désireux de modifier l'ordre de choses existant en Belgique. Ce projet souffrit toutefois quelque retard par suite du retour d'Espagne de d'Havré, frère du duc. Ce personnage apportait beaucoup de preuves manifestes des excellentes dispositions où il avait

cissima quæq; consilia vehementer probasse. Verum sapientioribus aliorum, quibus Belgicæ res erant exploratiores, monitis inductum, omnino deinceps constituisse, benevolentia potius et comitate subditos, quam severitate et metu in officio retinere. Ideoq; iam delegisse sui sanguinis quemdam Principem, quem, ad Belgii gubernationem capessendam brevi sit missurus.

Quæ quidem Havræi affirmatio bonis, nonnullis grata; malis autem non admodum iucunda, saltem minime necessaria visa fuit. Arschothanum profecto non multum a sententia deflexit: imo hoc ille acrius operam omnem posuit, ut fratrem a Rege averteret atque ordinibus coniungeret: quod tandem perfecit.

Tertia
Hispanorum
et gravissima
seditio.

Hispani interea stipendia multorum mensium, ferocius, quam ex disciplina militari, flagitabant. Et diu ante Iulianus Romerus Arschothano duci et sociis prædixerat nisi capta Zirixsea militi debita stipendia solverentur, in præfectorum potestate non fore gravissimæ seditionis coercionem. prospicere se

¹ Voir, au sujet de ce siège, les nombreuses pièces réunies par M. Gachard, au nombre de 90, dans la *Correspondance de Philippe II*, tome IV, p. 543-658.

trouvé le Roi. Ainsi tout d'abord celle-ci : Sans doute au début des troubles, le Roi, sur l'accusation de plusieurs personnages d'Espagne, s'était gravement irrité contre les Belges et avait accordé son plein consentement aux mesures les plus violentes. Plus tard, mieux éclairé par l'avis de personnes plus sages et auxquelles la connaissance des affaires en Belgique était plus familière, il s'était définitivement arrêté à ramener ses sujets dans le devoir, plutôt au moyen de la bienveillance et de la douceur que par la sévérité et la crainte. Aussi avait-il déjà fixé son choix sur un prince du sang ; il allait l'envoyer en Belgique sans délai pour le mettre à la tête du gouvernement.

Cette assurance que d'Havré donnait des résolutions royales plut à quelques personnes bien disposées ; elle fut moins agréable à d'autres, ou du moins ne leur parut nullement nécessaire. A coup sûr, elle ne détourna pas le duc d'Arschot de ses projets ; bien plus, il employa encore davantage tous ses efforts à éloigner son frère de la cause du Roi et à le rallier à celle des États. Il finit par y réussir.

Les troupes espagnoles, sur ces entrefaites, se mirent à réclamer les arrérages de leur solde, — il s'agissait de plusieurs mois —, avec plus d'arrogance que n'autorisait la discipline militaire. Longtemps auparavant, Julien Romero avait prédit au duc d'Arschot et à ses amis que si l'on ne payait pas les troupes après la prise de Zierikzee¹, les commandants ne seraient point en mesure d'arrêter une rébellion des plus graves. Romero considérait ce

Troisième
mutinerie des
Espagnols,
la plus grave de
toutes.

illam imminuentem, posse in præsens parte aliqua stipendii numerata militum ferociam leniri : si diu morentur, necessario integram solutionem facientem : incipientem adhuc seditionem facilius nunc, quam adultam postmodum, flecti posse. Idem referebant cæteri duces, quotquot ab exercitu veniebant.

Quam ob rem ea pecunia, quam flandrici comitatus membra proportionem suam contribuerant, hispanicis stipendiis destinabatur, et impensa fuisset ; ac victor miles ex Schauvia insula, in Walacriam vel hollandiam summa belli conficiendi spe trajecisset : neque hostes per maximam desperationem, quasvis pacis condiciones accepturos se fuisse diffidentur. Sed omnia solitis artibus Principis Orangii turbata : qui Antverpiæ gubernatorem federicum Perrenot Champanignei Dominum, Sancii Avilæ odio, ad partes traxerat. Is cum videret eripi sibi per comitem Hannibalem Altaemsium Ordinibus tradendæ urbis, vel in ea pro libidine imperandi potestatem ; Bruxellam profectus, Arschotano et ceteris suadet : non expedire exhausto belli sumtibus ærario, et misere per tot annos vexata civitate, diutius illam tot inutilium militum præsidio vastari. dimittendum hannibalis militem et aliquod urbi confectæ respirandi spatium concedendum. Contra hannibal :

F^o 14 r^o.

Comitis
Altaempsii
missio
et præsagium.

F^o 14 v^o.

¹ Le comte Hannibal d'Altaemps, fils de la sœur du pape Pie IV (Jean Ange de Médicis) apprit le métier des armes dès son enfance, sous son oncle Jacques de Médicis, marquis de Marignan. A la demande de Requesens, il amena dans les Pays-Bas, au printemps de 1574, un corps de quatre mille Suisses et Allemands, qui faillit se mutiner dès le mois de juin suivant ; il

soulèvement comme imminent. Il était encore présentement possible d'adoucir le soldat en lui comptant quelques espèces. Si l'on tardait, il aurait fallu alors verser toute la somme due. Puis, il était plus aisé d'arrêter la sédition à son début qu'alors qu'elle aurait crû en intensité. Les autres chefs, revenus de l'armée, tenaient tous le même langage.

On destina en conséquence au paiement des troupes espagnoles les subsides que les membres du comté de Flandre avaient voté pour leur cote-part contributive. Ce subside eût été dépensé à cette fin et le soldat vainqueur eut passé de l'île de Schouwen dans celle de Walcheren ou dans la Hollande avec le souverain espoir d'achever la guerre; les ennemis, qui étaient alors aux abois, ne font pas difficulté de reconnaître qu'ils eussent accepté, en ce moment, les conditions de paix qu'on leur eut dictées, quelles qu'elles fussent. Mais les artifices habituels du prince d'Orange vinrent tout renverser. Il avait exploité la haine que Frédéric Perrenot, seigneur de Champagney, portait à Sancho d'Avila, pour l'attirer dans son parti. Champagney ne voyait donc pas que le comte Hannibal d'Altaemps¹ allait lui fournir le moyen de livrer la ville aux États, ou d'y commander en maître? Il se rend à Bruxelles et persuade au duc d'Arschot, et à d'autres avec lui,

D'Altaemps est
congedié;
sa prédiction.

fut question de le licencier en novembre, mais on ne put, faute d'argent pour le solder. Il est question, à plusieurs reprises, de la part que le comte d'Altaemps prit aux événements qui précédèrent, accompagnèrent et suivirent le sac d'Anvers, dans les *Mémoires du sieur de Champagney*, édités par M. DE ROBAULX DE SOUMOV, pour la Société d'histoire de Belgique.

non urbis misericordia, sed sui odio gubernatorem moveri et cupere, amoto se quem officere senserat, liberam Antverpiam Orangio tradere. Multo labore et vigilantia conatibus huiusmodi se hactenus occurrisset. Si excedere iubeatur, ante annum civitatem regi perituram, non peti a milite suo stipendii solutionem et posse illam adhuc semestri tempore differri.

Vera dicebat, sed prave creditum adversario, et dimisso militi Germano numerata pecunia; quam hispanorum stipendiis paratam fuisse diximus. Id eo consilio, ut; Antverpia erepta et fidelium militum decessione imbecilliores Regiæ partes fierent et, sic debilitati hispani, minore labore Belgio ejicerentur.

Præterea, ut eius belli, quod iam animo provinciarum ordines conceperant, causam non ipsi provinciales, sed hispani milites præbuisse viderentur

qu'il est inutile de faire supporter plus longtemps par la ville d'Anvers la charge qui résulte de l'entretien inutile d'une garnison aussi considérable, alors que les besoins de la guerre ont mis à sec le trésor public et que, durant tant d'années, la ville a souffert des vexations de tout genre de la part de ces soldats. Qu'on renvoie donc la troupe du comte Hannibal et qu'il soit permis à la ville épuisée de respirer quelque peu. A ces considérations d'Altaemps répliquait : « Ce n'est pas un sentiment de pitié envers la ville d'Anvers, mais une animosité personnelle qui excite le gouverneur contre moi ; il désire m'écarter, parce que je forme obstacle au dessein qu'il a de livrer au prince d'Orange la ville débarrassée de sa garnison espagnole. C'est à force de travail et de vigilance que j'ai résisté jusqu'à présent à des tentatives de ce genre. Si l'on m'ordonne de sortir, l'année ne s'écoulera pas, sans que la cité soit perdue pour la cause royale. Mes soldats ne réclament pas leur solde ; on peut encore en différer le paiement durant un semestre. »

D'Altaemps disait vrai ; mais, de propos délibéré, on préféra ajouter foi à son adversaire. On renvoya les troupes allemandes, après leur avoir compté l'argent destiné à la solde des Espagnols. Cette mesure avait un but : la perte d'Anvers et le renvoi des soldats fidèles allaient affaiblir la cause royale. Les Espagnols, une fois affaiblis, il deviendrait plus aisé de les expulser de la Belgique.

Mais il fallait que les soldats espagnols, et non les habitants des provinces, parussent fournir le motif à cette guerre décidée dans l'esprit des États. On

quos sciebant non laturos indignationem aversæ pecuniæ, et nefarii illius consilii, quod iniisse ordines cum Orangio incerta fama ferebantur de transvehendis in Platæ insulam hispanis, et ibi subductis navibus deferendis : ut vel hostium telis, vel frigoris et famis iniuriis, ad unum omnes conficerentur.

F^o 15 r^o.

Seditiosi
Alostum
occupant.

Neque ordines Belgii opinio fefellit, nam hispani pedites, qui in Zirixseensi obsidione fuerant, præter recentem victoriam accepta tam insignita iniuria ferociores, fugatis suis ducibus, novum sibi militiæ Tribunum, quam vocant electum, præfecerunt. Quo ducente, primo Herentalsum, mox, non longe a Bruxella, Asscham furentes venerunt : demum frustra, nova quædam et insolita petentes, pacare æquis conditionibus conatis comite Mansfeldio, Juliano Romero, et Francisco Montesdoça Alostum in Flandria hostiliter, occisis aliquot civibus, et Regio quodam accenso suspendio necato, vi occupaverunt. Inde jam excidium Antverpiæ, Bruxellæ et Mechliniæ minabantur : graviore erga Bruxellenses odio, qui nunquam satis pacati, nuper manifesta inobedientiæ et arrogantis audaciæ signa præbuerant.

¹ Le 27 juillet. — Voir les pièces réunies à propos de cette

savait que ces troupes ne supporteraient pas sans indignation le détournement des sommes destinées à les solder, non plus que ce bruit incertain qui circulait d'un projet élaboré en commun par le prince d'Orange et les États, de les déporter dans une île de la Plata ; là, on les abandonnerait dans les navires mis à sec, et soit les traits de l'ennemi, soit la faim et la soif auraient eu raison d'eux jusqu'au dernier.

Les États ne furent pas trompés dans leur attente. En effet, les fantassins espagnols, revenus du siège de Zierikzée, devenus plus insolents encore par l'injure qu'on leur faisait que par l'éclat de leur triomphe, mirent leurs commandants en fuite et placèrent à leur tête un nouveau chef, auquel ils donnèrent le nom d'*Eletto* (Élu)¹. Sous la conduite de celui-ci, ils se précipitèrent avec fureur sur Herenthals ; puis, se lancèrent sur Assche, bourg peu distant de Bruxelles. Enfin, après que le comte de Mansfeld, Julien Romero et François de Montedoca se fussent inutilement employés à mettre un terme, par d'équitables propositions, à leurs nouvelles et insolites exigences, ils s'emparèrent de vive force de la ville d'Alost, en Flandre. Ils y massacrèrent quelques citoyens, brûlèrent la potence et massacrèrent un officier du roi. Ils menaçaient de là Anvers, Bruxelles et Malines. Leur haine à l'endroit de Bruxelles était d'autant plus à redouter, que les habitants de cette ville n'avaient pas toujours été suffisamment paisibles ; naguère encore, ils avaient donné des signes manifestes d'insubordination, d'arrogance et d'audace.

Les mutins
s'emparent
d'Alost.

mutinerie dans la *Corresp. de Philippe II*, t. IV, p. 659-738.

Bruxellensium
furor et
petulantia.

Tunc avide accepto, quem diu occupaverant, prætextu militarium minarum arreptis armis permissu gubernatoris tumultuantes, in publica via hispanum quemdam innumeris vulneribus confoderunt. Qua cæde efferati, alios quæsitura in comitis Berlaijmontii domum vi irrumpunt, fingentes hispanos in ea et arma occultari. Nec hispani, nec arma inventa; nihilominus eadem calomnia Hierⁱ Rodæ et ceterorum, quos oderant, domos scrutati, nihil insolentiæ prætermiserunt. Deinde Alphonsum Vargam, Hier^m Rodam, et Julianum Romerum casu in platea obvios, invadunt et fuga se in Regis palatium recipere compellunt, ubi vix a mortis periculo securi per multos dies latuerunt.

Hispani hostes
declarati.

Neq prius seditiosi Bruxellenses furere desierunt, quam publico edicto hispani rebelles Regi et provinciæ hostes declarati.

Tandem Marchionis Havrei ex Hispania reditu, mitigatis paullo magis animis, Roda, cum sociis, Palatii latebris, et urbe ab Arschothano duce educitur: quia imparati statuum ordines, ab iis quæ futuro bello erant necessaria metuebant, ne a Sanchio Avila opprimerentur: qui ipsis per epistolam minatus fuerat, accessurum se cum milite ad Bruxellam quia plurimum valebat, facile ab ipso initio

L'insolence de cette soldatesque fut alors le prétexte, que les Bruxellois guettaient depuis longtemps pour courir aux armes, avec la permission du gouverneur. Ils s'en saisirent avidement. Ils se réunirent en tumulte et frappèrent de mille coups un Espagnol qu'ils rencontrèrent en rue. Rendus plus cruels, par le sang qui coule, ils vont à la recherche d'autres victimes; ils entrent par force dans l'hôtel du comte de Berlaymont, en colorant cette violation sous le faux motif que des Espagnols et des armes y seraient cachés. On ne trouva ni Espagnols, ni armes; néanmoins cette même calomnie fut mise à profit pour faire une visite domiciliaire chez Jérôme Roda et chez d'autres personnages qui leur étaient odieux; ils n'omirent aucun genre d'excès. Les séditieux rencontrèrent accidentellement en rue Alfonse Vargas, Jérôme Roda et Julien Romero; ils se ruèrent sur eux et les contraignirent par la fuite à se réfugier dans le palais du Roi. C'est dans cette retraite que ces fonctionnaires trouvèrent à peine leur salut durant de longs jours.

Les Bruxellois ne mirent un terme à leurs fureurs, qu'alors qu'un décret, émané du pouvoir, eut déclaré les Espagnols traîtres au Roi et au pays.

Enfin, le retour du marquis d'Havré, revenu d'Espagne, calma quelque peu les esprits. Roda et les compagnons de son sort purent sortir de leur cachette. Ils quittèrent la ville sous la conduite du duc d'Arschot, parce que les États manquant des choses nécessaires pour entrer en campagne, craignaient d'être accablés par Sancho d'Avila. Celui-ci leur avait adressé une lettre par laquelle il les menaçait de

Bruxelles en
fureur
et en agitation.

Les Espagnols
déclarés
traîtres au pays.

F^o 15 v^o. intelligeret: quid Belgæ conabantur; nec tamen vellet ipse armorum initia facere; plurimum verebatur ne, quod fieri posse videbat, Regius exercitus per totam provinciam dispersus ex improvise opprimeretur. Quare cum Frunspergo, Poluildero et Fuggero Germanorum tribunis, aliisque nonnullis militum præfectis re communicata summa celeritate omnes militum, qui in officio manebant, copias prope Antverpiam contrahere cœpit. Verum id, etsi summo studio fieret perfici tamen non potuit, quin priusquam convenirent, cunctis iam Belgarum populis secreto mandatum de Hispanis, sociis, et amicis eorum ubivis locorum inventis impune iugulandis. Eius mandati formula penes quemdam Wasicæ provinciæ Baillivum, in prælio a Falconeti equitibus captum reperta.

¹ Georges de Frondsberg ou plutôt Freundsperg, d'un château situé près de Schnawat, dans l'Erschland, était colonel d'un régiment d'infanterie allemande. Pour perpétuer le souvenir des services qu'il rendit à la cause royale, lors du sac d'Anvers, on fit frapper, en son honneur, une médaille avec cette légende: *Georgius baro a Freundsberg, dynasta in Mindelheim. Ætatis 42.* Au revers, on voyait les soldats des États-Généraux, chassés de la ville, se jeter par troupes dans l'Escaut, avec cette autre légende: *Perseverantia rerum victrix.* Anno 1576. — VAN LOON, t. I, p. 221.

Nicolas, baron de Polweiler, grand bailli et gouverneur de Haquenau, était colonel d'un régiment de gens de pied allemands. — *Les Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas*, publiés par la Société, contiennent, t. I, p. 329-333, des lettres de ce personnage aux États-Généraux, en octobre 1576,

savait que ces troupes ne supporteraient pas sans indignation le détournement des sommes destinées à les solder, non plus que ce bruit incertain qui circulait d'un projet élaboré en commun par le prince d'Orange et les États, de les déporter dans l'île de Westvoorn ; là, on les abandonnerait dans des navires mis à sec, et soit les traits de l'ennemi, soit la faim et la soif auraient eu raison d'eux jusqu'au dernier.

Les États ne furent pas trompés dans leur attente. En effet, les fantassins espagnols, revenus du siège de Zierikzée, devenus plus insolents encore par l'injure qu'on leur faisait que par l'éclat de leur triomphe, mirent leurs commandants en fuite et placèrent à leur tête un nouveau chef, auquel ils donnèrent le nom d'*Eletto* (Élu)¹. Sous la conduite de celui-ci, ils se précipitèrent avec fureur sur Herenthals ; puis, se lancèrent sur Assche, bourg peu distant de Bruxelles. Enfin, après que le comte de Mansfeld, Julien Romero et François de Montedoça se fussent inutilement employés à mettre un terme, par d'équitables propositions, à leurs nouvelles et insolites exigences, ils s'emparèrent de vive force de la ville d'Alost, en Flandre. Ils y massacrèrent quelques citoyens, et firent périr par la potence un partisan du roi. Ils menaçaient de là Anvers, Bruxelles et Malines. Leur haine à l'endroit de Bruxelles était d'autant plus à redouter que les habitants de cette ville n'avaient pas toujours été suffisamment paisibles ; naguère encore, ils avaient donné des signes manifestes d'insubordination, d'arrogance et d'audace.

Les mutins
s'emparent
d'Alost.

mutinerie dans la *Corresp. de Philippe II*, t. IV, p. 659-738.

Bruxellensium
furor et
petulantia.

Tunc avidè accepto, quem diu occupaverant prætextu militarium minarum arreptis armis permissu gubernatoris tumultuantes, in publica via hispanum quemdam innumeris vulneribus confoderunt. Qua cæde efferati, alios quæsituri in comitis Berlaijmontii domum vi irrumpunt, fingentes hispanos in ea et arma occultari. Nec hispana, nec arma inventa; nihilominus eadem calomnia Hierⁱ Rodæ et ceterorum, quos oderant, domos scrutati, nihil insolentiæ prætermiserunt. Deinde Alphonsum Vargam, Hier^m Rodam, et Julianum Romerum casu in platea obvios, invadunt et fuga se in Regis palatium recipere compellunt, ubi vix a mortis periculo securi per multos dies latuerunt.

Hispani hostes
declarati.

Neq prius seditiosi Bruxellenses furere desierunt, quam publico edicto hispani rebelles Regi et provinciæ hostes declarati.

Tandem Marchionis Havrei ex Hispania reditu, mitigatis paullo magis animis, Roda, cum sociis, Palatii latebris, et urbe ab Arschothano duce educitur : quia imparati statuum ordines, ab iis quæ futuro bello erant necessaria metuebant, ne a Sanchio Avila opprimerentur : qui ipsis per epistolam minatus fuerat, accessurum se cum milite ad Bruxellam quia plurimum valebat, facile ab ipso initio

Les mesures prises par Sancho d'Avila déplurent non seulement aux divers ordres des provinces, mais les conseillers d'État eux-mêmes s'en montrèrent offensés. Ceux-ci lui firent signifier par lettre qu'il porte atteinte à la majesté du Roi, celui qui, de son chef, sans le consentement du souverain, rassemble les troupes royales. D'Avila leur avait répondu : « Je ne me suis pas déterminé à cette résolution par mon autorité privée ; c'est de commun accord avec tous les chefs militaires. Ceux-ci rendront raison, quand ils le jugeront nécessaire, des motifs très justes qui ont provoqué leurs actes et leur entreprise. Quant à moi, je n'ai jamais rien eu plus à cœur que la fidélité et le service de mon Roi. »

Il répondit également à l'assemblée des Bruxellois ainsi que je l'ai dit. Il faut, disait-il, que ceux-ci permettent aux commandants espagnols, à Roda et aux autres conseillers, de s'en aller librement où il leur plaira et qu'ils puissent, d'après leur convenance, se maintenir à la tête du gouvernement où le roi les a placés ; il se chargerait, du reste, de réclamer les armes à la main ce qu'on n'accorderait pas à ses justes demandes. Cette lettre n'obtint d'autre succès qu'une entrevue, à jour fixé, entre les conseillers d'État, Sancho d'Avila et les chefs allemands. L'entrevue eut lieu à Willebroeck, village à proximité de l'Escaut, entre Bruxelles et Anvers. On convint dans cette entrevue d'un traité qui permit à Roda, Romero, Vargas et autres Espagnols cachés à Bruxelles, dans un état voisin de la captivité, de se rendre en toute sécurité à Anvers ;

Rassengemil in
Hispaniam
Legatio.

Ab his eodem tempore Rassengemius cum Francisco Vasseuro secretario in Hispaniam mittitur, ut Regem de præsentī Belgii statu certiozem faceret, eiꝑ denunciaret; non aliter Belgicos motus componi posse, quam revocatis Hispanis et pace cum Orangio facta.

Consiliarii
Regii
capiuntur et
vexantur.

Quæ dum in aula Regia tractantur, Bruxellæ a Glijmesio, Gallicanæ brabantiæ Dioceto sive Baillivo jussu Baronis Hæsii (quem Ordines Brabantiae tumultuarie a se collecto militi præfecerant: quam illis temere et pernicioso exemplo, ad sui tantum defensionem, ut aiebant, potestatem, status concilium concesserat), Belgii pro rege gubernatores, comites Mansfeldius et Berlaijmontius, cum aliis aliquot status et privati concilii senatoribus, in ipsa curia, in quam effractis ianuis irruperat Dnus de Glimes, comprehenduntur. Sed statim a captivis dimissi nonnulli; retenti ambo comites, et Assonvilius et Ludovicus Del-Rio: quem propter singularem erga Regem fidem et multis annis egregie testatam industriam, vehementiori, quam ceteros odio prosequabantur, et ideo per multos menses Bruxellæ gravissimis iniuriis vexatum, intempesta nocte in Zelandiam ad Orangium avexerunt, et usq ad pacem factam cum Austriaco, detinuerunt: non alia de causa, quam quia in Turbarum consilio valde fidam et diligentem operam navaverat. Eiusdem

¹ Maximilien Vilain, baron de Rassenghien, gouverneur de Lille, Douay et Orchies, souverain bailli d'Alost et de Grammont.

marcher sur Bruxelles avec ses troupes, parce qu'il importait beaucoup qu'elles sussent, dès l'origine ce que préparaient les Belges. Quant à lui, il ne voulait point commencer les hostilités. Il craignait toutefois beaucoup, et l'entreprise était possible, que l'armée royale, dispersée dans toute l'étendue du pays, n'eût été surprise à l'improviste. Aussi, après s'être ouvert de son projet avec Frondsberg, Polweiler et Fugger¹, commandants des Allemands, ainsi qu'avec d'autres chefs, Sancho se mit-il à rallier promptement, dans le voisinage d'Anvers, tous les corps qui étaient de service. Quelque diligence qu'on y mit, ce projet ne put recevoir sa pleine exécution, sans que les soldats espagnols eussent été informés, dès avant leur réunion, de l'ordre secret, qui avait été donné aux Belges de leur courir sus ainsi qu'à leurs auxiliaires et à leurs amis, et de les égorger sans merci, en quelque lieu qu'on les rencontrât. Dans une escarmouche, les cavaliers de Alconeto avaient fait prisonnier un bailli du pays de Waes, sur lequel on trouva la copie de cet ordre².

en réponse à celle que ceux-ci lui avaient adressée. Il avait été à la solde de Philippe II dès 1557, sur la recommandation de Granvelle.

Charles Fugger était de la famille des riches banquiers d'Augsbourg, facteurs du roi d'Espagne à Anvers. Son régiment était formé de 11 enseignes. — *Correspondance de Philippe II*, t. III, 246.

² Jean de Alconeta, c'est ainsi que Bernardino de Mendoça l'écrivit, était un capitaine d'arquebusiers à cheval. Le fait, dont il est ici question, est raconté au livre XV, ch. vii des *Commentaires* du célèbre lieutenant du duc d'Albe. — Voir l'édition publiée par la *Société d'histoire de Belgique*. Nous jugeons inutile de faire l'éloge de ce travail soigné par MM. le général GUILLAUME et LOUMYER.

concilii odium afflxit Antonium Del Rio, thesaurarium generalem confiscationum, ab Hæzio Barone domo egredi et obsignato ærario aliquamdiu, quicquam pro potestate gerere prohibitum.

F° 16 r°. Satis constat quod Lindenses fratres, D. Gertrudis et Parci Abbates qui una cum Villariensi Abbate et Marolio, et quodam Lovaniensi pensionario, aliisque nonnullis iampridem cum Orangio sentiebant.

Nam non obscuris indiciis apparebat Orangio auctore facinus patratum non alia de causa, quam ut tam nefario scelere fidem Ordinum sibi obstringeret: quibus sperabat numquam cum Rege concordiam vel pacem ullam in posterum fidam futuram: sic necessario illos ipsius auxilium et fidem imploratuos.

¹ Charles Van der Linden, abbé de Parc, était un homme des plus remarquables. Ce fut à ses instances que l'on dut l'acte de concordat émané de Philippe II, en 1564, tendant à empêcher le retour des commendés. Il fit également partie de la députation qui alla porter au pied du trône les plaintes des Belges contre le dixième denier, au mois de mai 1572. Le prince d'Orange, par respect pour ce prélat, arrêta ses bandes indisciplinées qui se proposaient de saccager l'abbaye. Ce digne ecclésiastique fut le fondateur du collège des Prémontrés à Louvain. Il mourut, le 22 décembre 1576, à Louvain. — *Recherches historiques sur*

auprès du prince d'Orange, et on l'y retint jusqu'à la signature de la paix avec don Juan d'Autriche. Toutes ces vexations n'avaient d'autre raison d'être que la fidélité et le zèle qu'il avait déployés comme membre du conseil des troubles. C'est également un sentiment de haine pour ce même conseil des troubles qui fit une victime d'Antoine del Rio, chargé des confiscations avec le titre de trésorier général. Le baron de Hèze le força de quitter sa demeure, mit les scellés sur sa caisse et lui interdit l'exercice de ses fonctions.

Il est assez avéré que les frères Van der Linden, abbés de Sainte-Gertrude et de Parc¹ ainsi que l'abbé de Villers, celui de Maroilles, un certain pensionnaire de Louvain et d'autres personnages, partageaient déjà la manière de voir du prince d'Orange. Les preuves qui prouvaient que celui-ci était l'auteur réel du coup d'état étaient loin d'être obscures.

Cet attentat si criminel n'avait d'autre fin que de lui garantir la fidélité des États; tout espoir devait disparaître de les réconcilier jamais avec le Roi et de faire la paix. Par suite, les États devaient nécessairement recourir à lui et implorer son assistance.

l'ancienne abbaye de Parc, par M. l'abbé F.-J. Raymaekers. *Revue catholique*, Louvain, t. XVI, 663.

Jean Van der Linden, abbé de Sainte-Gertrude, à Louvain, mourut le 23 janvier 1585. Il fut député par les États vers le prince d'Orange, en 1577, avec Champagney, Elbert Leoninus et Liesvelt. C'est cette fameuse résolution du 6 septembre, par laquelle les États suppliaient le Taciturne de venir immédiatement à Bruxelles, à l'effet d'aviser avec eux sur les besoins du pays.

Justificatio
sequestrationis.

Initio Bruxellensem magistratum adhortatus ad hoc fuerat : sed illi, a tam scelesto facinore abhorrentes, litteras ipsas Status conciliariis exhibuerunt. Mox igitur falsus spe sua, militarem turbam eâ non ægre impulit idipsum nonnullis ut dixi ex Ordinum consiliariis non improbantibus. Unde nimirum vel non acutis admodum apparere cœpit et addunt nonnulli Arschotanium quoq et Havræum cum aliis quibusdam ex statuum Ordinibus Baroni Hæsiō ministros istius audaciæ, et sceleris auctores fuisse. Nullus tamen eorum adeo frontem perfricuerat, ut hoc palam profiteri auderet; contenti omnes urgente furoris conscientia, antequam accusarent, defensionem proponere, edito libello: quam SEQUESTRATIONIS IUSTIFICATIONEM, inscripserunt. In eo aiebant

¹ P. Bor, fol. 169 et 170, t. I de l'édition en 6 volumes de ses *Nederlantsche Oorloghen*, donne le texte flamand de cette pièce. On n'y dit pas qu'elle fut publiée soit au nom des États de Brabant, soit en celui du magistrat de Bruxelles. Elle parut néanmoins chez Michel de Hamont, imprimeur juré de Sa Majesté. Nous croyons utile de la résumer, alinéa par alinéa.

« Il est avéré que les Espagnols jalousaient la prospérité des Pays-Bas.

« Pour se rendre maîtres de la Belgique, ils ont tâché d'y faire arriver le duc d'Albe avec une armée.

« Celui-ci, très fort sur la doctrine de Machiavel, a décapité les nobles, sous prétexte qu'ils ne résistèrent point, dès le principe, aux novateurs; il a bâti d'énormes forteresses, levé d'odieux impôts, s'est rendu coupable d'excès de tout genre; il n'a reculé ni devant le massacre des sujets du roi, ni devant les violences à l'égard des femmes et des filles.

« Après que les troupes espagnoles ont séjourné dix ans dans le pays, celui-ci s'est trouvé ruiné. Quant aux soldats qui n'étaient plus régulièrement payés, ils se sont indemnisés au moyen du pillage.

« C'est surtout après le siège de Zierikzée que ces soldats ont

Au début, le prince d'Orange s'était adressé au magistrat de Bruxelles pour le pousser à cette mesure extrême; mais celui-ci eut horreur d'un tel forfait et même communiqua la lettre au conseil d'État. Trompé bientôt dans son espoir, il poussa sans peine une troupe de militaires à réaliser ses vues, et plusieurs membres des États ne blâmaient pas la mesure. Par là il se fit que les gens même peu perspicaces crurent voir dans le duc d'Arschot, dans le marquis d'Havré et quelques autres membres des États de Brabant, des complices du baron de Hèze et les auteurs de cet attentat. Nul d'entr'eux cependant n'avait dépouillé toute pudeur, au point d'en faire l'aveu en public; tous se contentèrent, avant même l'énoncé de l'accusation, tant le remords les y contraignait, de présenter leur défense dans un pamphlet publié sous le titre de : *Justification de la séquestration* ¹. A les en croire, ils n'avaient

Défense
de la
séquestration.

entendu marcher sur Bruxelles, la saccager et se payer à leur façon. Mais apprenant que les habitants faisaient bonne garde, ils se sont retirés sur Alost.

« Déçus dans leur espoir, ces farouches soldats n'en persistèrent pas moins à dire qu'ils mettraient Bruxelles à feu et à sang, qu'ils la détruiraient entièrement, sans épargner même les enfants.

« Sur les représentations des États de Brabant, le conseil d'État a déclaré rebelles ces féroces soldats et a autorisé chacun à leur courir sus.

« Mais voici que le conseil d'État n'exécute pas l'édit qu'il a lancé contr'eux; il leur est même secrètement favorable. Tel est du moins le bruit général, et l'on est loin de manquer de preuves évidentes à l'appui.

« Ce qui plus est, le conseil d'État aurait armé des fantassins et de la cavalerie pour venir en aide aux rebelles.

« En somme, les membres du conseil d'État ont témoigné de

non captos a se fuisse Regios ministros et Belgii gubernatores, sed sequestratos; neque in ullo Regiæ maiestatis contemptu, vel privatis inimicitiis; sed, quia illos omnes sciebant aut cum hispanis, quos paullo ante hostes et rebelles iudicarant, sentire et perniciosius eorum conatibus favere; aut saltem non, ut poterant et debebant, restitisse. Eorumdem iussu hispanos equites prope Bruxellam accessisse, et paratum militem, qui rebelles iuvaret, status brabantiæ impediret. Verendum propterea fuisse, ne plebs armata in senatorum necem rueret, unde divinar humanarumq rerum omnium perturbatio nasceretur. Iccirco se maluisse, per hanc sequestrationem depulso periculo, e malis, minimum eligere.

leur peu d'affection et de respect pour la défense du pays. Ils se sont efforcés d'y maintenir les rebelles jusqu'à l'arrivée de nouveaux renforts d'Espagne.

« Si l'on vient à considérer attentivement la triste situation du pays, il n'y avait qu'un seul moyen, moyen unique et nécessaire, de porter remède à cette situation : il fallait mettre aux arrêts, pour quelque temps, les membres du conseil d'État.

« Les auteurs de la mesure n'ont voulu toutefois nuire en rien soit aux intérêts de la religion catholique, soit aux droits et hauteurs de Sa Majesté et n'entendent en rien se soustraire à l'autorité du roi. Mais ils ont voulu assurer l'indépendance du pays, en le débarrassant d'une soldatesque étrangère. Sa Majesté, informée du véritable état des choses, ne voudra jamais, on en est convaincu, imposer au pays un gouvernement tyrannique ou une administration qui ne lui convient pas.

point réduit en captivité les ministres du roi et les gouverneurs de la Belgique; ils s'étaient bornés à les séquestrer. Cette résolution n'avait pour mobile ni le mépris de la majesté royale, ni des rumeurs privées. Mais on les savait tous, ou d'accord avec les Espagnols, déclarés peu auparavant traîtres et rebelles, favorables aux criminelles tentatives de ces derniers; ou du moins n'ayant pas résisté à ceux-ci-autant qu'ils eussent dû et pu le faire. C'était également sur l'ordre de ces mêmes conseillers que la cavalerie espagnole s'était rapprochée de Bruxelles; et c'étaient les états de Brabant qui auraient mis obstacle à ce que cette troupe bien équipée volât au secours des rebelles. Il était par conséquent à redouter que le peuple ne vînt à main armée réclamer la mort des conseillers; et cette démarche ne pouvait qu'amener le bouleversement de toutes choses divines et humaines. Ils avaient donc préféré écarter tout danger au moyen de cette séquestration; car entre les maux il faut choisir le moindre.

« Enfin un chacun est prié de considérer qu'il y avait pour les États un devoir naturel de légitime défense. Il fallait briser cette servitude et ce honteux esclavage *que toute nation libre et généreuse a le devoir de mépriser et de détester plus que la mort.*

« Les remontrants se réservent de développer davantage cette justification et de particulariser certains détails, s'ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas été suffisamment compris et que leurs explications n'ont pas paru satisfaisantes à tout le monde. »

Voici le titre exact de cette pièce : *Justification du saisissement et dégradation d'aucuns seigneurs du conseil d'État et aultres aux Pays-Baz*; 6 pages in-4°, sans le frontispice.

Cur quidam ex
captis
consiliariis
dimissi.

Fo 16 v^o,

Imperium
Belgii
ad plebem
decidit.

Pauci fucum non videre. Nam cum statuum Ordines non tantum hispanorum expulsionem moliri, sed etiam cum Orangio conspirare. Sed deerat illis auctoritas statuendi, quod volebant, in tanta consiliariorum status a Rege provinciæ præfectorum paucitate. Quare xv septemb. anno MDLXXVI Viglium Zuichemum, rerum consilii status præsidem, Sasbautum privati consilii præsidem. Præpositum Fonchium eiusdem curiæ conciliarium, una cum Regiis secretariis Bertijo et Scarenbergio dimittunt; ut Brabantiae et Hannoniae statuum delegati (qui tum soli Requesenii iussu, ut supra diximus), Bruxellæ convenerant. (Flandri enim, Insulenses, Duasenses, Orchiienses, Namurcenses, Geldri, Frisii et Artesii diversis temporibus postea venere) quidvis pro arbitrio, sub umbra concilii status, edicere possent. Eius enim concilii, cui, relicta imperii imagine, libere consulendi potestatem eripuerant, nomen, edictis omnibus, ad plebem et simpliciores fallendum, præfigebatur. Igitur ab illo tempore, non penes status concilium (quod statuum delegati oppresserant) nec penes ipsos deputatos quibus zonarii, sutores, tabernarii, opifices atque omnis illa fex et sentina urbis, Hæcio Barone addicta manus, et Orangii flabellum, imperabant); sed plane penes audacissimum quemq et seditiosissimum, potestas atq imperium fuit.

¹ Jean Fonck, né à Amersfort, prévôt et archidiacre de Notre-Dame à Utrecht, passa en 1580 en Espagne, où il devint conseiller d'État, garde des sceaux au suprême conseil de Flandre et de Bourgogne, et chancelier de la Toison d'or.

² Jean-Baptiste Berty, secrétaire des conseils d'État et privé,

Peu de gens ne virent pas qu'on leur en imposait. Tout le monde croyait que les États ne poursuivaient pas seulement l'expulsion des Espagnols, mais conspiraient avec le prince d'Orange. Les États manquaient toutefois de l'autorité nécessaire pour agir à leur gré, en présence du petit nombre de conseillers d'État chargés par le roi de l'administration du pays. Aussi, le 15 septembre 1576, Viglius de Zuichem, président du conseil d'État, Sasbout, président du conseil privé, le prévôt Fonck¹, conseiller à la même cour, ainsi que les secrétaires royaux Berty² et Scharenberger³ furent-ils relâchés. Les députés des États de Brabant et de Hainaut, (les seuls qui se fussent alors réunis sur l'ordre de Requesens), à Bruxelles, ainsi que nous l'avons dit plus haut, purent désormais prendre toutes les résolutions qu'il leur plairait, sous le couvert du conseil d'État. Les représentants de la Flandre, de Lille, Douai et Orchies, de Namur, de la Gueldre et de la Frise se joignirent ensuite à eux, à diverses époques. Le conseil d'État avait vu son pouvoir lui être arraché, on ne lui en avait laissé que l'ombre; son nom néanmoins paraissait en tête de tous les édits à l'effet de tromper le peuple et les gens simples. A partir de ce moment, par conséquent, la puissance et le commandement se trouvèrent concentrés, non dans les mains du conseil d'État auquel les délégués des provinces les avaient arrachés,

Motifs de la mesure qui fit relâcher quelques conseillers d'État.

Le pouvoir en Belgique tombe aux mains de la populace.

mort à Namur en 1579. Ses *Notules* du conseil d'État, 5 mars-18 avril, 26 juillet-3 septembre 1576, sont publiées par M. GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, IV, 475 et suiv.

³ Secrétaire d'État pour la correspondance avec l'Allemagne.

Acta Hieron.
Rodæ.

Quare omnia illa Bruxellensia edicta, post status consiliariorum captivitatem promulgata, plerisque, non Regia edicta; sed iniqua, falsa, turbulenta, popularia et seditiosa decreta, censenda videntur. Quod cum Hier' Roda sentiret; qui solus e status consilio perditorum manus effugerat; Antverpiæ, pro generali Belgii gubernatore, se gerebat: quia solus libertate potiebatur. Contra delegati Bruxellæ iussere, ne quis illi, effecto Regio sigillo gubernationem usurpanti, pareret.

Fº 17 rº.

Alterum
contra Hispanos
edictum.

Belgæ prope
Thenas fusi.

Eodem tempore per totum fere Belgium renovatur edictum; quo cunctis passim arma imperata, contra hostes hispanos et eorum socios et fautores; quo nomine comprehensi, quicumque Regis catholici stipendia merebant, et summi ordinis captivitatem ægre ferre videbantur. Et cædis ac prædarum initium et, optimo cuique perniciem quæri apparebat. Paulo ante Alphonsus Vargas et Julianus Romerus, cum solo equitatu prope Thenas (Brabantiae oppidum) Ordinum copiis magnam levitatis et stultitiæ notam inusserant. Quorum pedites Glimesius, levis

ni non plus dans celles des députés eux-mêmes (car des ceinturiers, des cordonniers, des aubergistes, des artisans, bref, la lie et la sentine d'une ville, ralliés au baron de Hèze, boute-feu du prince d'Orange, commandaient en maîtres); mais ces pouvoirs se trouvaient concentrés chez le premier venu qui montrait le plus d'audace et d'esprit séditieux.

C'est pourquoi l'on n'a pas généralement considéré comme décrets émanés du pouvoir royal, la plupart des édits promulgués à Bruxelles, postérieurement à l'arrestation des conseillers d'État. Il ne faut y voir que des arrêts dictés par la méchanceté, la fausseté, la violence, la conspiration, la révolution. Jérôme Roda en était bien convaincu, lui seul échappé de tous les conseillers aux mains de ces forcenés; jouissant seul de la liberté, il se conduisait à Anvers en qualité de gouverneur général de la Belgique. Par contre, les délégués de Bruxelles défendirent à tous et à chacun d'obéir à cet usurpateur du gouvernement qui avait contrefait le sceau royal.

Actes de
Jérôme Roda.

On renouvela en même temps, par la Belgique presque entière, l'édit qui ordonnait à un chacun de prendre les armes contre l'ennemi commun, les Espagnols, leurs alliés et adhérents. Sous ce nom l'on comprenait tous ceux dont le traitement était payé sur le trésor du roi et qui paraissaient supporter avec peine la captivité des représentants du pouvoir souverain. On cherchait, la chose était apparente, à commencer les massacres et le pillage, et à consommer la ruine des bons. Peu auparavant Alfonse Vargas et Julien Romero, suivis seulement de leur

Nouvel édit
contre
les Espagnols.

Défaite des
Belges près de
Tirlemont.

armaturæ Beuverus ducebat : cataphractis Arscho-tani ducis et Marchionis Havrei, Baro Ainchius præerat ; qui Cameracensem arcem Baroni Cycquio per prodicionem capto et Bruxellam misso, contra amicitiaë, cognationis et hospitii iura, paucis ante diebus eripuerat.

Simul egressi Lovanio, tanquam ad exploratam victoriam, et multos cives disciplinarum liberalium studiosos, ad hispanicæ internecionis spectaculum, invitaverant. Venerantque eo nimis creduli, ad spolia post victoriam emenda, interpolatores ; quos hiantes fortuna decepit. Nam Belgæ sic se commissa pugna gesserunt ; ut merito dubitetur, jactantiores ne ante prælium rebelles, an fugaciores in eo fuerint. Vix hoste viso, amissis aliquot signis militaribus, et militibus plus ducentis mortuis, multis etiam vulneratis, reliqua pars Lovanium, pars Bruxellam continuato cursu fugerunt. Pari fere fortitu-

¹ Il s'agit du combat de Vissenaeken livré le 14 septembre 1576. Adrien de Rubempré, baron de Réves, seigneur de Bièvre, commandait la cavalerie légère. Les *Mémoires anonymes* parlent en ces termes des étudiants de l'université de Louvain qui avaient suivi la troupe des États : « Aucun clercqz estudians à Louvain, comme nouveaux, ayant mal estudié en faict de guerres, allèrent vers ledict lieu d'icelle deffaitte sans armes, avec leurs robbes et mules...., » t. I, p. 210. — Voir les *Commentaires de Bernardino de Mendoza*, liv. XV, ch. XI, XII.

cavalerie, avaient rencontré à proximité de Tirlemont¹, ville brabançonne, les troupes des États et avaient châtié leur grande imprévoyance et leur folie. Le seigneur de Glymes commandait l'infanterie; les troupes légères étaient sous les ordres du seigneur de Bièvre; le baron d'Ainchies avait sous lui les cuirassiers du duc d'Arschot et du marquis d'Havré. Le baron d'Ainchies s'était rendu maître de la citadelle de Cambrai, en s'emparant, quelques jours auparavant, au mépris des droits de l'amitié, du sang et de l'hospitalité, du baron de Cycques et il l'avait dirigé sur Bruxelles.

Ces mêmes capitaines sortirent, un jour, ensemble de Louvain. Assurés qu'ils étaient d'un triomphe, ils avaient invité un grand nombre d'habitants de la ville et les étudiants de l'Université à venir assister au massacre des Espagnols, comme on va à un spectacle. Quelques brocanteurs trop crédules étaient venus là également pour acheter les dépouilles des vaincus. La fortune leur réservait un grand étonnement. Car on put douter à bon droit, dès le commencement de l'action, si les Belges montrèrent plus d'arrogance avant la lutte que de précipitation dans leur fuite rapide. Ils se donnèrent à peine le

STRADA, liv. VIII, rapporte le fait d'après notre auteur; les *Commentaires de J.-B de Tassis*, liv. III. n° 24, fixent cette action de Vissenaeken au 14; il en est de même d'HARÆUS, dans ses *Annales*, III, 234. Les *Mémoires anonymes* donnent la date du 16. Malheureusement nous ne trouvons pas dans la *Correspondance de Philippe II*, telle que la publie l'honorable et savant M. Gachard, la lettre d'Alonso Vargas, annonçant au roi le succès de ses armes en cette rencontre, t. IV, 395. P. BOR, assigne le 14 septembre, *fête de l'Exaltation de la Sainte Croix*, dit-il pour préciser le jour.

F^o 17 v^o.Trajecti ad
Mosam
expugnatio
direptioq.Antverpia ab
ordinibus
capta,
ab Hispanis
recepta
diripitur.

dine et eventu semel in Flandria, prope Scaldim fluvium, cum Falconeti equitibus; in Brabantia ter omnino, apud Walemium, Dufflas et Liiram (ubi Floyonius captus) cum Romero pugnatum. Postea Nivellam, Germanici præsidii ignavia ordines receperunt. Trajectum ad Mosam sive Germanorum qui præsidio inerant, culpa; sive franci Montesdocæ industria; sive Alphonsi Vargæ virtute, vi captum, hispani diripuerunt. Qua clade territi Antverpienses, magno in timore versabantur propter Sanctii Avilæ et Champagnei Dni levissimis de causis inveteratam dissensionem. Ille hispanum; hic, Ordinum militem in urbe intromittere conabatur. Comes Ouersteynius, qui præsidiario urbis Germano præerat, cui se parti adiungeret, dubitabat. Tandem Champagneus illum ad suas partes traduxit; nihilominus placuit neutros admitti; sed communi ope consilio, integram et partium studio liberam regi urbem servare: ut nec ordines Ouersteniensi militi urbis; neque Avila et Hier^a Roda, arcis ingressum hispanis præberent. quæ conditiones mutuis utrimque chirographis et iureiurando firmatæ dicuntur. Post biduum Champagneus et Ouersteynius nec imminenti ab arce periculi, nec solenniter datæ fidei memores, Ordinum copias, Marchione Havreo, comite Egmondano, Beerselo, Beivero Capperro et Goygnio ducibus, in civitatem introducere.

¹ Florent de Berlaymont, seigneur de Floyon, était le plus jeune fils de Charles de Berlaymont. Plus tard, le 10 avril 1578, il fut nommé colonel de dix enseignes d'infanterie wallonne. La *Biographie nationale* le dit septième fils de Charles de Berlaymont. Rappelons en passant que ce dernier avait quatre fils

temps de voir l'ennemi, perdirent quelques drapeaux, laissèrent plus de deux cents morts et beaucoup de blessés; une partie d'entr'eux se réfugia dans Louvain, le reste courut tout d'une traite jusqu'à Bruxelles. La cavalerie d'Alconeta combattit également avec un courage et un succès analogue, près des rives del'Escaut, en Flandre; Julien Romero tint la campagne en Brabant et se mesura à trois reprises avec les troupes des États, à Waelhem, à Duffel et à Lierre (c'est là que le seigneur de Floyon¹ fut fait prisonnier). La lâcheté du commandant des troupes allemandes permit aux États de reprendre Nivelles. Soit qu'il faille attribuer ce résultat à la faute des Allemands de la garnison, soit à l'adresse de François de Montesdoca, soit à la valeur d'Alfonse Vargas, Maestricht fut pris de vive force et livré au pillage. Cette défaite effraya les Anversois et les remplit d'une grande crainte. Ils savaient en effet que des causes fort futiles avaient occasionné un dissentiment profond entre Sancho d'Avila et Champagney. L'un s'efforçait d'introduire dans la ville les troupes espagnoles, l'autre celles des États. Le comte d'Eberstein², chef des soldats allemands, flottait entre les deux partis; Champagney réussit à le rallier à sa cause. On convint néanmoins de n'admettre aucun des deux corps de troupes. Il fut entendu de commun accord que l'on conserverait

Prise et sac de
Maestricht.

Anvers pris
par les États.
repris par
les Espagnols.

dans l'armée; les autres entrèrent dans l'Église. L'un d'eux, Louis, devint archevêque de Cambrai.

² Otto d'Eberstein, comte d'Eberstein, était un cadet de la maison de Bade.—Voir BERNARDINO DE MENDOÇA *Commentaires*, édition citée, t. I, pp. 36, 285.

F° 18 r°.

Quo cognito Sanctius Avila, impiger et providus militiæ dux, urbana ædificia quater tormentis et diruere ex arce cœpit. Hispani quoque Alostenses, qui se nondum ceteris coniuxerant, hoc periculo commoti; et Alfs Vargas cum equitatu et tribus Germanorum peditum signis a superiori Traiecto; Romerus autem cum reliquo exercitu a Liira, quasi ad dictum diem, eodem fere tempore arcem Antverpiensem ingrediuntur. Alostenses seditiosi toto die cibum non sumserant, oblatum reiecerunt; se vel occubituros vel cœnatueros in urbe inquietos. Et verborum iactantiam virtute æquarunt. Statim enim non curatis corporibus, nulla quiete sumta, cum ceteris militibus incredibili alacritate et impetu, triplicem cum profunda fossa aggerem altissimum, latissimumque a Belgis contra irruptiones ex arce subito exstructum, cæsis fugatisque propugnatoribus superaverunt. Inde cædes magis quam prælium fuit : donec ad forum ventum. Ibi,

au Roi la ville entière, libre de tout engagement à un parti, de telle façon que les États n'ouvriraient pas la ville aux soudards d'Eberstein et qu'Avila et Jérôme Roda ne fourniraient pas aux Espagnols l'entrée de la citadelle. Ces conditions, on l'assure, furent signées de part et d'autre, et confirmées par serment. Deux jours après, Champagney et Eberstein, oublieux du péril que la citadelle récelait dans son sein et de leur parole solennellement donnée, introduisirent dans la ville les troupes des États, sous le commandement du marquis d'Havré, du comte d'Egmont, des seigneurs de Beersel, de Beveren, de Capres et de Goingsnies.

Sancho d'Avila, ayant appris la nouvelle, en vaillant et prévoyant chef qu'il était, commença de la citadelle à bombarber et à renverser les édifices de la ville. Les Espagnols qui étaient à Alost, ne s'étant point encore ralliés aux autres, ce danger les mit en émoi. Alfonse Vargas avec sa cavalerie et trois enseignes de fantassins allemands arrivés d'Utrecht; Romero, avec le reste des troupes, arrivé de Lierre; tous entrèrent presque en même temps dans la citadelle d'Anvers, comme s'ils se fussent donné rendez-vous à date fixe. Les mutins d'Alost qui n'avaient pas pris de nourriture durant tout le jour, refusèrent celle qu'on leur offrit; nous succomberons, disaient-ils, ou bien nous souperons en ville. Et ils montrèrent un courage égal à cette bravade. Aussitôt sans prendre la moindre précaution, sans s'accorder de repos, ils franchirent avec une célérité et un élan incroyables les trois remparts élevés et les profonds fossés que les Belges avaient

cum multi se milites recollegissent et una cum civibus armatis e domo civica et altioribus aliquot edificiis pugnarent, hæsit aliquamdiu victoria.

Fo 18 vo.

Sed igne domibus iniecto, et vagante incendio territis oppidanis, certe jam nullo repugnante præda et ditissimæ civitatis avido militi direptio concessa. Capti ab Hispanis Egmondanus, Capperus et Goygnius; mortui Ouersteinius et Beiverus: Havreus cum Champagneo tempestive fuga salutem quæsierant, eandem Berselus ab ignoto Burgundo milite parva pecuniæ summa redemit. Sic Ouersteynii perfidia; Havrei et aliorum ducum sive inscitia, sive temeritate; militis etiam pavore et trepidatione, pulcherrima Europæ civitas, nobilissimum Belgii emporium direptione, cæde, incendio pene deletum. Victoris avaritiæ, iræ, non ratio vel imperium, sed satietas et lassitudo finem imposuit: nihilq illorum prætermisum, quæ belli more, et iure victoriæ, et licentia militari, et hostili odio committi potuerunt.

Qua in expugnatione præcipua fuit Alostensium,

préparés pour se mettre à l'abri d'une attaque de la citadelle; les défenseurs des remparts furent battus et mis en fuite. Puis après, ce fut plutôt un massacre qu'un combat, jusqu'à ce qu'ils arrivèrent sur la Grand'Place. Beaucoup de soldats s'y étaient réunis; une lutte s'engagea entre les citoyens armés qui s'étaient postés dans la maison communale et sur quelques-uns des édifices les plus élevés; la victoire fut ici quelque temps hésitante.

Mais le feu prit aux maisons; la terreur des habitants laissa l'incendie promener sa fureur. On n'allait plus rencontrer de résistance devant un butin assuré; on accorda donc au soldat avide le pillage de l'opulente cité. Egmont, Capres, Goignies furent faits prisonniers par les Espagnols; Eberstein et Beveren furent tués; le marquis d'Havré et Champagny cherchèrent à temps leur salut dans la fuite. Le seigneur de Beersel racheta sa vie d'un soldat bourguignon inconnu pour quelques pièces de monnaie. Ainsi la perfidie d'Eberstein, l'impéritie ou la témérité de d'Havré et des autres chefs; l'épouvante et le désordre du soldat ruina presque complètement la plus belle cité de l'Europe, le plus noble comptoir de la Belgique, au moyen des pillages, des massacres et de l'incendie. Ce ne fut ni la raison ni le commandement qui mirent un terme aux fureurs du soldat avide et irrité; ce fut la satiété et la lassitude. Aucun genre d'horreur ne fut épargné; ni celles qu'autorisent les mœurs de la guerre ou le droit du vainqueur, ni celles qu'engendre la licence de la soldatesque ou la haine de l'ennemi.

Les mutins d'Alost eurent le principal rôle dans'

qui seditionis maculam virtute nitebantur eluere, fortitudo : neque piget socios fateri, sine ipsis victoriam parari nequivisse. Eoq major Belgicorum ducum culpa, quos constat minimo negotio Alosto venientes Schaldis fluvii, prope Hellegatam, transitu arceri potuisse; cum deni duodeniq unica scapha singulis vicibus traiciebant.

Moniti a rusticis duces Belgæ, id vel imperitia vel arrogantia neglexerunt. Ingressi deinde civitatem; cui arx imminebat, unde militem immitti posse, atq immissum iri valde verisimile; quasi ad lautum convivium, non cruentum prælium venissent, se gesserunt. Compertum habeo victorem hispanum, si altero die turmas aliquot Mechliniam misisset, oppido civium fuga deserto sine pugna potiri potuisse. Ipsi Bruxellenses æque, ac si hostis teneret muros, trepidabant. Sed prædæ in refertissima urbe dulcedo, verum victoriæ fructum Hispanis excussit; sive quod scientes vincere, victoria uti nesciebant.

Status Belgici
Bell.

Capta Antverpia plane formidabiles Hispanicæ partes factæ. Nam præter hanc urbem, verum Belgii

¹ *Hellegat*, passage d'eau sur le Rupel, entre les communes de Ruysbroeck et Niel, à une fort petite distance de Rupel-

cette attaque; on eût dit qu'ils avaient à cœur de racheter par leur bravoure la faute de leur rébellion. Leurs compagnons n'éprouvent aucun chagrin à reconnaître que sans eux, ils n'eussent pu obtenir la victoire. Ceci aggrave la faute des chefs belges. Il leur eut suffi avec fort peu d'efforts d'arrêter au passage du fleuve, l'Escaut, près de Hellegat¹, les mutins venant d'Alost; en effet ceux-ci n'avaient qu'une seule barquette sur laquelle ils passaient dix ou douze à la fois.

Les paysans prévinrent les chefs belges; mais ces derniers par incapacité ou par jactance, ne tinrent point compte de ce renseignement. Puis les Espagnols entrèrent dans la ville, dominée par une citadelle d'où l'on pouvait lancer des troupes et d'où on en lancerait vraisemblablement; ils se conduisirent comme des gens qui vont à un splendide banquet et non à un combat sanglant. Je suis persuadé qu'il eut suffi à l'Espagnol victorieux d'envoyer le lendemain, quelques escadrons à Malines, pour s'emparer sans combat d'une ville abandonnée par ses habitants en fuite. Les Bruxellois tremblèrent également, comme si l'ennemi était déjà dans leurs murs. Mais l'attrait du pillage dans une cité où tout se rencontrait à profusion, fit perdre aux Espagnols le véritable fruit de leur triomphe; ou plutôt, sachant vaincre, ils ne surent pas user de la victoire.

La prise d'Anvers rendait la position des Espagnols réellement redoutable. Sans parler de cette cité, le

État
de la guerre en
Belgique.

monde. Venant d'Alost, les mutins traversèrent le *Petit-Brabant*.

F^o 19 r^o.

ærarium, armamentarium et horreum; Lynam, Traiectum inferius, Bredam, Bergas ad Sommam; Ultraiectensem, Valencensem et Gandensem munitissimas tres arces tenebant: Silvæ ducis Germani, Hispanis quam Belgis amiciores inerant: Frisia, nondum rapto Barone Billijo, patebat. Transiselana præsidia vel in neutram, vel in ipsorum potius amicitiam inclinabant. Non contemnendas equitum turmas Erricus dux Bruinsuijensis, ab iis conductus, parabat. Regia voluntas utram in partem vergeret incertum: verisimilius, ægrè laturum concilii sui iniuriam et emicantem claris notis Bruxellensium delegatorum diu meditatam cum Orangio coniunctionem. Palam enim Bruxellenses conficiendo bello ducem Orangium flagitabant, præsentibus procures ut imperitos militiæ et sola nobilitatis gloria stolidè feroces, vel etiam Hispanos occultè iuvantes, aspernabant. Nobilium vero pars non parva, Henrici. III. Gallorum regis fratrem, Franciscum Valesium, Alençonii ducem vocandum potius censebant; qui cum magno exercitu in procinctu esse dicebatur. Acerrimis consilii istius auctoribus, Gallorum Regis legato Monduceto, et Philippo comite Lallainio; cuius in Hispanos et socios gravissimum odium indatum, quod superioribus annis ab equitatu fusum, per iocum militarem, non comitem, sed comitellum, propter staturæ brevitatem nominavissent.

vrai trésor de la Belgique, son arsenal et son grenier d'abondance, ils étaient maîtres de Lierre, Maestricht, Breda, Berg-op-Zoom; ils tenaient trois puissantes forteresses Utrecht, Valenciennes et Gand; les Allemands à Bois-le-Duc sympathisaient davantage avec les Espagnols qu'avec les Belges; la Frise leur était ouverte, le baron de Billy n'étant pas encore pris. Les garnisons de l'Over-Yssel étaient encore neutres ou penchaient plutôt pour les Espagnols. On avait traité avec le duc Eric de Brunswick et le renfort de cavalerie qu'il avait sous ses ordres n'était pas à dédaigner. Il était incertain sans doute, de quel côté pencherait la volonté du roi. Le plus vraisemblable était qu'il supporterait difficilement l'affront infligé à son conseil d'État et l'accord que les députés de Bruxelles avaient préparé de longue main avec le prince d'Orange, accord dont les preuves étaient manifestes. Les députés à Bruxelles demandaient hautement qu'on confiât au prince l'achèvement de la guerre. Les chefs actuels étaient l'objet de leur mépris, soit à cause de leur impéritie militaire et de leur orgueil nobiliaire poussé jusqu'à la folie, soit qu'ils fussent secrètement favorables aux Espagnols. Une partie notable de la noblesse estimait qu'il fallait appeler François de Valois, duc d'Alençon, frère du roi de France Henri III; on le disait à proximité du pays en compagnie d'une grande armée. Ce projet avait pour auteurs Mondoucet, ambassadeur du roi de France et le comte Philippe de Lalaing. La haine profonde que celui-ci avait vouée aux Espagnols prenait sa source dans une défaite que leur cavalerie lui avait

Arcis
Valencenensis
deditio.

Gandensis
arcis deditio et
muliebris laus.

F^o 19 v^o.

Dum hæc in Brabantia geruntur; in Hannonia, Valencenensis arx, non sine præfecti ignominia, ordinibus tradita. Dispari virtute, cum Hispanico præsidio, in arce Gandensi Alonso de Alamos Maldonado et Mondragonii uxor, virilis animi mulier, obsidionem multorum mensium ferebat. Quamvis enim propter propugnatorum paucitatem, pulveris tormentarii aliarumq rerum defectum, non difficilis expugnatio videbatur; tamen, non nisi honestissimis conditionibus, subsidii desperatione, magna etiam murorum parte tormentis diruta, deditionem fecit. Captam postea, nescio an contra fidem datam. Marchio Havreus, tanquam in triumphum cum ceteris captivis, hac illac circumduxit. Potuisset arcis Gandensis obsidio solvi, si Germani Teneramundæ præsidiarii, Sanchio Avilæ et Romero transitum dare, vel Alostenses seditiosi, ipsis petentibus, se coniungere voluissent. Quod unum, inter cetera, scelestè a seditiosis factum, multum sane ad universum belli conficiendi eventum Ordinibus profuit.

fait éprouver, quelques années auparavant; et à la suite de cette défaite, ils ne l'appelaient plus le comte, mais le petit comte, par suite du peu d'élévation de sa taille.

Pendant que ces choses se passaient en Brabant, la citadelle de Valenciennes en Hainaut, fut livrée aux États, non sans que son commandant se couvrit de honte. Depuis plusieurs mois, Alonzo de Alamos Maldonado et l'épouse de Mondragon, femme d'un cœur viril, aidés de la garnison espagnole, soutenaient un siège disproportionné avec les ressources qu'offrait la citadelle de Gand. Le petit nombre des défenseurs, le manque de poudre et d'autres choses paraissaient rendre l'assaut facile; ce ne fut toutefois qu'après avoir perdu tout espoir de secours et quand les canons eurent fait une large brèche dans les murailles, que cette dame se rendit, aux plus honorables conditions. Réduite plus tard en captivité, est-ce contrairement à la parole donnée, je ne sais, le marquis d'Havré la promena, çà et là, en triomphe avec les autres prisonniers. Il y eût eu moyen de faire lever le siège de la citadelle de Gand, si les Allemands en garnison à Termonde, avaient voulu accorder le passage à Sanche d'Avila et à Romero, ou si les mutins d'Alost s'étaient réunis à eux, comme ils le demandaient. Cette seule preuve, entre autres, du mauvais vouloir des mutins, vint aider puissamment les États à précipiter l'issue de la guerre.

La citadelle de
Valenciennes
capitule.

La citadelle de
Gand se rend.
Éloge
d'une femme.

COMMENTARIORUM

LIBER II

F^o 20 r^o.

Hic status erat Belgii, cum in Brabantia intellectum, venisse, et esse Luxemburgi Joannem Austriacum, Caroli V. Imp. filium, missum a Rege Catholico ad Belgium gubernandum. Magna celeritate et periculo, per totam Franciam, veredariis equis, cum duobus tantum comitibus uno ex iis Octavio Gonzaga Melfi Principis fratre transiverat, et ne dignosceretur, eius se famulum finxerat. Primum Luxemburgi Navio, fido Regiis partibus, se cognoscendum præbuit, ab eoq hospitio exceptus fuit. Tanta festinatione, ex aula hispaniensi discesserat, ut commentarios præceptorum (quæ gubernatoribus a Rege dari solent, ut ex iis provinciam bene administrent) secum ferre nequiverit; quos postea Rasengemii Dns in Belgium rediens attulit.

¹ Melfi et Molfeta sont deux principautés situées dans la Basilicate, au royaume de Naples. Nous nous sommes prononcé pour Molfeta, parce que nous avons rencontré cette désignation dans Strada, Moréri et l'édition espagnole de notre auteur.

² Jean de Naves, sieur de Sivry, prévôt de Marville, avait reçu du duc d'Albe la charge de commissaire général des vivres et munitions de l'armée. Au mois de juin 1576, il reçut du conseil d'Etat la mission de négocier le licenciement des troupes allemandes et d'en passer montre. Au mois d'août de la même année, le conseil d'État l'envoya au devant des troupes espagnoles mutinées, qui avaient abandonné Zierickzee. M. GACHARD, au tome IV de la *Correspondance de Philippe II*, a donné le

COMMENTAIRES DE DEL RIO

LIVRE DEUXIÈME

Tel était l'état des choses en Belgique, alors que la nouvelle se répandit en Brabant de l'arrivée de don Juan d'Autriche, fils de l'empereur Charles-Quint, appelé par le Roi Catholique au gouvernement des Pays-Bas. Don Juan se trouvait à Luxembourg. Ce n'était pas sans péril qu'il avait mis une grande célérité à traverser toute la France, au moyen de chevaux de poste, en compagnie de deux amis, dont l'un était Octave Gonzague, frère du prince de Mol-feta¹; afin de ne pas être reconnu, il s'était fait passer pour le laquais d'Octavio. Arrivé à Luxembourg, il se fit d'abord reconnaître au seigneur de Naves² dévoué à la cause royale, qui le reçut dans sa demeure. Le nouveau gouverneur avait quitté la cour d'Espagne avec tant de précipitation, qu'il n'avait pu emporter avec lui les instructions dont le roi avait l'habitude de munir les administrateurs des provinces, à l'effet de leur servir de règle de conduite; le seigneur de Rassenghien lui remit ses instructions à son retour en Belgique.

texte des instructions dont on munit le négociateur, ainsi que les six lettres qu'il échangea à ce propos, soit avec les mutins, soit avec le gouverneur de Bruxelles. Plus tard, de Naves fut nommé superintendant de l'armée royale, par lettres patentes du 11 octobre 1577. Il devint conseiller d'État et mourut en 1599.

illis clementissimo et optimo Rege dignissima mandata continebantur, in hanc sententiam; ut statim ab adventu, per totum Belgium, « pro quiete, « pace et tranquillitate publica, supplicationes decerneret. Ad eam reducendam omnes cogitationes « et actiones suas dirigeret: provinciam iis legibus « et moribus regeret, quibus Caroli V imperio regerentur, privilegia, iura, consuetudines, immunitates quas illo vivente Belgæ habuerant, diligenter tueretur: si qua ex iis violata vel temerata « reperirentur, statim illa restauraret. In publicis « negotiis, collateralium et provincialium conciliorum opera et prudentia uteretur: iisdem et præfectis et magistratibus pristinam auctoritatem relinqueret. Turbarum concilium, causis quæ in eo « pendent ad provinciales curias remissis, aboleret. « Justitiam accurate omnibus administraret. Malos « suppliciis, bonos præmiis afficeret. Bene de Religione et regio obsequio meritorum nomina sibi « mitteret, et adscriberet quomodo unumquemque remunerari posset. Amplissimam superiori rebellione « delictorum commissorum abolitionem omnibus « præter solum Orangium, caput malorum omnium, « concederet. Cataphractorum turmas et ordinaria « limitaneorum militum præsidia, ad Caroli V. imperatoris disciplinam et ordinem redigeret; in « iisdem Belgarum et Hispanorum promiscua et « æquali opera uteretur. Superiores Germanos paulatim e numeris expungeret. Hollandos Zelandosque « primo clementia, humanitate et indulgentia ad « officium reducere tentaret: sin pertinaces esse « pergerent, ad eos bello subiugandos cum Statuum

F^o 20 v^o.

Voici le sens de ces instructions dignes, vraiment, du plus clément et du meilleur des princes. Dès son arrivée aux Pays-Bas, le gouverneur devait ordonner par tout le pays des prières à l'effet d'obtenir le repos, la paix, la tranquillité publique. C'était vers ce but que devaient converger toutes ses pensées, tous ses actes. Le pays devait être régi par les lois et coutumes en vigueur au temps de l'empereur Charles-Quint. Le gouverneur devait veiller avec sollicitude au maintien des privilèges, droits, coutumes, immunités dont les Belges avaient été en possession du vivant de ce prince. Si quelque privilège avait subi quelque violence ou quelque atteinte, il fallait le rétablir dans son intégrité. Pour l'administration des affaires, le gouverneur devait faire appel au zèle et à la prudence des conseils collatéraux et des conseils des provinces; leur laisser à eux aussi bien qu'aux gouverneurs et aux magistrats leur antique autorité; abolir le conseil des troubles et envoyer aux cours provinciales les causes encore pendantes devant cette juridiction; rendre justice à tous sans distinction; agir sur les méchants par la perspective des supplices et sur les bons par celle des bienfaits. Don Juan devait envoyer une liste de personnes qui s'étaient signalées par leur dévouement à la religion et à la cause royale, et indiquer la manière dont il désirait les voir récompensées. Il devait accorder la plus large amnistie possible, pour tous les délits commis durant les troubles précédents; il n'y avait que le prince d'Orange seul qui fût exclu de cette faveur, vu qu'il était la cause de tout le mal arrivé. Les escadrons de cuirassiers et les garnisons

« ordinibus rationes ineat et vires coniungat. Dicat
« brabantiae ordinibus, se quoad incorporatarum ab-
« batiarum toties petitam separationem brevi, quod
« e Repub. sit ordinaturum. Quod autem ad Flan-
« driæ membrorum supplicationem de confiscatione
« bonorum; placere sibi, ut omnia maneant in eo
« statu, quo erant Caroli V. tempore; permetteret
« tamen ut interea in magno Mechliniensi concilio
« ius suum persequantur. Videret autem et cum
« Status concilio deliberaret an idem Duacensibus,
« Orchiansibus et Insulensibus concedi expediat.
« Porro sententiam contra Ultraiectinos ab Albano
F^o 21 r^o. « latam, se rescindere, et eos in integrum resti-
« tuere. »

Alia quoque nonnulla Commentariis istis conti-
nebantur, summæ optimæq. erga subditos Regiæ
voluntatis signis refertissima. Addunt quidam se-
creto Austriaco per literas mandatum.: Ut solius

habituelles des frontières devaient être réduits au chiffre d'hommes et à l'organisation réglés par Charles-Quint. Il fallait y admettre des Belges et des Espagnols en nombre égal; et éloigner insensiblement des cadres les Allemands. Quant aux Hollandais et aux Zélandais, c'était par la clémence, la douceur, la bonté qu'il devait s'efforcer d'abord de les faire rentrer dans le devoir. Si ceux-ci persistaient dans leur obstination, le gouverneur s'entendrait avec les États et concentrerait ses forces pour les soumettre les armes à la main. Don Juan était également chargé de dire aux États de Brabant que le roi réglerait prochainement, à la satisfaction générale, la séparation si souvent réclamée des abbayes incorporées aux évêchés. Aux membres de la Flandre qui lui avaient adressé une supplique concernant la confiscation des biens, c'était son bon plaisir que tout demeurât dans le statu quo existant sous Charles-Quint; il consentait néanmoins sur ces entrefaites, que les intéressés eussent recours au grand conseil de Malines pour la reconnaissance de leur droit. Don Juan devait également aviser et délibérer avec le conseil d'État sur la question de savoir si cette même faveur devait être accordée aux habitants de Douai, Orchies et Lille. La sentence portée par le duc d'Albe contre Utrecht était cassée; ceux qu'elle frappait étaient rétablis dans l'intégrité de leurs droits.

Ces instructions renfermaient quelques autres points encore témoignant hautement des belles et excellentes dispositions qui animaient le roi à l'égard de ses sujets. Il en est quelques-uns qui affirment

Rodæ consilio in gubernatione instituenda, uteretur : postea vero scriptum eidem a Rege, colloquio Rodæ abstineret ; sed consilia et præcepta ab eo, Balthazaro Lopezio traderentur, a quo ipse acciperet. Id, reprehendendum magnopere non videtur. Nam si, ut recte proditum, e portu solventibus, ii qui iam in portum ex alto invehuntur, prædicere summo studio solent, et tempestatum rationem et prædonum et locorum ; quod natura adfert, ut eis faveamus, qui pericula, quibus nos perfuncti sumus, ingrediuntur : cur non a Roda potuerit discedente veniens Austriacus consiliis præceptisq; instrui ? Cuius magna cura erat, in non admittendis ad colloquium, vel conspectum hispanici exercitus præfectis ; quorum vir ullum ad se venire patiebatur, tanta severitate, ut illis adversari et actiones illorum improbare videretur.

Ordinum delegati, statim initio, ut fama increbuit, venisse Austriacum, misere Luxemburgum Isschæ dominum, cum incivilibus mandatis ; ut

¹ Antoine de Withem, seigneur d'Isque, après la mort de sa mère en 1554. Le 8 septembre 1576, il fut chargé de présider à la publication de la résolution des États de Brabant, qui convo-

que don Juan avait des instructions secrètes ; notamment, qu'il lui aurait été enjoint de ne consulter que Roda seul pour l'administration du pays. Plus tard, le roi écrivit à don Juan d'éviter tout rapport apparent avec cet homme, mais de recourir à l'intermédiaire de Balthazar Lopez pour en recevoir des conseils et des avis. Cette façon de procéder ne semble guère répréhensible. Car s'il est vrai, ainsi qu'on l'a dit avec raison, que les marins expérimentés ont la coutume de renseigner avec le plus grand soin ceux qui vont quitter le port, concernant les précautions à prendre en cas d'une tempête, d'une attaque de pirates, ou par rapport aux lieux qu'il s'agit de visiter ; il est également naturel, que nous venions en aide à ceux qui vont affronter les périls que nous avons courus nous-mêmes ; — pourquoi don Juan, à son arrivée dans ce pays, n'aurait-il pas pu recourir aux lumières et aux avis de Roda retiré des affaires ?

Don Juan avait grand soin de ne pas admettre à ces entrevues les chefs de l'armée espagnole ; il ne souffrait même pas leur présence. Il poussa la sévérité si loin au point de ne permettre à aucun d'entre eux d'arriver jusqu'à lui ; cette conduite devait le faire passer comme leur étant hostile et désapprouvant leurs procédés.

Les députés des États, aussitôt qu'ils eurent appris l'arrivée de don Juan à Luxembourg, lui envoyèrent le seigneur d'Isque¹ avec des ordres grossiers.

quait les États-Généraux. De son union avec Josine de Noyelles, il n'eût qu'une fille, Honorine. Il mourut en Artois, l'an 1578. M. Alph. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, III, 494.

F^o 21 v^o.

percunctaretur « Ordinum Belgii nomine; quis esset? ad quid venisset? quæ Regis mandata attulisset? » eaq sibi inspicienda dari postularet; vel accedere saltem Bruxellam Austriacum, ut ordines statuum ea intelligerent. Id eo consilio, uti liberum iis esset postmodum videre, an illum ad gubernationem admitti expediret; et si expedire videretur, quibus id conditionibus faciendum : ut olim cum Orangio constituerant. Ad quem paulo ante, pace Gandavi inita, legatos miserant Fresinium et Leoninum, qui ipsi hæc omnia significarent, simulq postularent, statim sibi auxilio mitti, duodecim Schotorum signa, quæ se missurum receperat.

Invitus hoc munus susceperat Iscanus et susceptum propter cuiusdam exteri nobilis improbitatem pene deseruerat. Fertur enim incerto licet rumore (ut in secretis occultisque rebus) quo die Bruxella discessurus erat, summo mane, venisse ad ipsum Crevecœurius Bonivetus; qui ex Belgica nobilitate uxorem acceperat, et tunc Bruxellæ aiebat se litis cuiusdam prosequendæ gratia hære, sed post apparuit Alençonii causam egisse. Tum Iscano; bonam illum legationem suscepisse, dixit, gratulari amico, malle tamen non factum. Mirari ille, neq satis, quid sibi vellent hæc verba intelligere. Tandem respondit : Invitum quidem se hoc munere fungi : quod tamen susceperit, non deserturum : neque

Celui-ci était chargé de s'enquérir, au nom des États de Belgique qui il était, dans quel but il était venu, et de quelles instructions le roi l'avait muni. Ce seigneur devait demander à examiner ces instructions; ou don Juan devait se rapprocher de Bruxelles, pour que les États en prissent connaissance eux-mêmes. Cette démarche avait pour but de leur laisser ultérieurement la faculté de décider s'il convenait d'accepter le nouveau gouverneur; et encore dans ce cas, de stipuler à quelles conditions on le recevrait, ainsi qu'ils l'avaient arrêté jadis de concert avec le prince d'Orange. Quelque temps auparavant, alors que les négociations étaient encore pendantes à Gand, les États avaient député vers le prince le seigneur de Frésin et Elbert Leoninus, à l'effet de le tenir au courant de tout et de lui demander en même temps de mettre sans délai à leur disposition douze enseignes de soldats écossais. Il promit ce secours.

Le seigneur d'Isque avait accepté sa mission contre son gré; la perfidie d'un seigneur étranger fut sur le point de le faire manquer à sa parole. Une rumeur vague, comme il s'en produit à propos des affaires secrètes et cachées, rapporte que le jour qu'il allait quitter Bruxelles, Crèveœur sire de Bonnivet était venu le trouver de grand matin. Ce seigneur s'était uni en mariage à une dame de la noblesse belge. Il affirmait être retenu à Bruxelles par un procès dont il avait commencé la poursuite; plus tard on s'aperçut qu'il était un émissaire du duc d'Alençon. Il aurait dit au seigneur d'Isque: Vous vous êtes chargé d'une bonne commission; je vous en félicite en qualité d'ami; j'eusse toutefois préféré que vous n'eussiez

F^o 22 r^o.

putare illius susceptione quidquam, quod se dignum non sit, admissum : neq. causam videre, cur suscipere non debuerit. Quia, inquit Bonivetus, legationis huius ea conditio est : Ut vix evitare possis et Austriaci et Ordinum indignationem. Una ratio superest, præclare de patria et orbe Christiano merendi. Si admissus ad colloquium, quisque ille est, Austriacum, consutis fraudibus et dolis ad Belgas fallendos venientem, pugione confodas. Exhorruit ad vocis vœsaniam Ischānus, et quasi scelere contaminaretur, acerbè obiurgatum abire iubet. Mox Luxemburgum festinat. Adit Austriacum et sive insita verecundia, sive nefarii illius consilii memoria, consternatus, vix mandata promit. Austriacus, etsi legationis indignitatem ægre ferebat, satis tamen clementer, quis esset, respondit : venisse ut tam diu desideratam pacem constituat, et provinciam gubernet : non vero se consuevisse mandata Regia et potestatem datam confingere, sed habere penes se autographum, quem quando et quibus necesse putet sit ostensurus.

pas accepté ce message. Son interlocuteur fut surpris de ce langage et ne comprenait pas trop le sens de ces paroles. Cependant il répondit : C'est bien malgré moi que je m'acquitte de cette fonction. Je ne veux pas toutefois abandonner une entreprise commencée, et je ne crois pas qu'en acceptant la mission proposée, j'aie commis quoi que ce soit de déshonorant. Il n'y a, d'après moi, aucun motif de décliner les offres que l'on m'a faites. Mais, répliqua Bonnivet, voici le résultat certain de votre démarche : vous ne pourrez éviter qu'avec peine le ressentiment de don Juan et celui des États. Il ne vous reste qu'un seul moyen de bien mériter tout à la fois et de la patrie et du monde chrétien. Don Juan n'a d'autre but en arrivant ici que de tromper les Belges par des fraudes et des ruses habilement ourdies ; eh bien, que le premier venu admis à son audience, le perce d'un coup de poignard ! A l'énoncé d'un projet aussi insensé, le seigneur d'Isque fut saisi d'horreur. Il accabla Bonnivet de reproches et lui ordonna de se retirer, comme s'il se fut déjà souillé de ce crime. Puis il fit diligence pour se rendre à Luxembourg. Aussitôt arrivé il fut trouver don Juan. Mais soit timidité naturelle, soit ressouvenir d'un conseil aussi perfide, il se troubla et put à peine s'acquitter de sa mission. Don Juan, tout en supportant difficilement l'indignité d'un pareil procédé, lui répondit avec assez de douceur et lui fit connaître qui il était. Je suis venu, dit-il, pour rétablir la paix désirée depuis tant d'années et pour gouverner ces provinces. Je n'ai point l'habitude de feindre des ordres royaux et des pouvoirs reçus ; j'ai sur moi un autographe dont je donnerai

Iscani reditus
Bruxellam et
mentis
diminutio.

Ita dimissus Iscanus Bruxellam redit, ibiq a Statuum ordinibus male præter spem excipitur. Nam variis atq ridiculis omnium interrogationibus fatigatus, et aperto quorundam, quod Austriacum laudasset, convitio corruptelæ et proditiōis petulanter laccessitus, iniuriæ magnitudine de recto mentis statu decidit, et vix aliquot septimanis postea sanitatem recuperavit.

Interea dum hæc ab Isschano geruntur, visum Status concilio, haut alienum a munere suo futurum si et ipsi, peculiari legatione Austriaci adventum gratularentur; simul eundem de publico rerum statu instituerent, sed ne id quidem facere audebant: quoad per Arschothanum voluntate Ordinum explorata, et ab eorum conventu, Hæsiōq licentia impetrata; ad id Fonchius Præpositus delectus fuit. Is nihil sibi ad summam diligentiam reliqui faciens, singulari prudentia et dexteritate mirum quantum brevi tempore Austriacum, satis alioquin propensum per se, ad pacem conficiendam inflammavit.

Fº 22 vº.

Bruxellensis autem ordinum conventus, clade Antverpiense perterritus, maturavit pacem, quam cum Orangio facere iampridem cogitabat. Ab utrisq

communication en temps convenable et aux personnes devant lesquelles je croirai nécessaire de l'exhiber.

Après avoir été congédié de cette manière, le seigneur d'Isque reprit la route de Bruxelles. Les États, contre tout espoir, le reçurent mal. Tout le monde le lassa par des questions ridicules de toute espèce. Il avait fait l'éloge de don Juan; on lui reprocha ouvertement et sans ménagement sa vénalité et sa trahison. Cette grave injure l'affecta au point qu'il en perdit l'esprit; quelques semaines s'écoulèrent avant qu'il put recouvrer la santé.

Le seigneur
d'Isque
retourne à
Bruxelles. Il est
atteint
d'aliénation
mentale.

Pendant que le seigneur d'Isque s'acquittait de sa mission, le conseil d'État avait cru qu'il n'était nullement en dehors de ses fonctions d'envoyer une députation particulière à don Juan à l'effet de le féliciter de sa venue dans le pays et de le renseigner en même temps sur l'état des choses. Les membres du conseil n'osèrent toutefois se porter à cette démarche, qu'après avoir fait sonder les dispositions des États par le duc d'Arschot et avoir obtenu leur consentement ainsi que celui du seigneur de Hèze. On députa vers le prince le prévot Fonck. Celui-ci déploya la plus grande activité. Chose étonnante, sa prudence singulière et son habileté réussirent en fort peu de temps à enflammer don Juan d'un désir ardent de faire la paix. Le prince, d'ailleurs, s'y sentait naturellement assez porté.

Les États rassemblés à Bruxelles, effrayés par le désastre d'Anvers, conclurent alors avec le prince d'Orange l'alliance que celui-ci méditait depuis

Gandavum cum magna potestate legati missi fuerant, a quibus integro fere mense, de conditionibus concordiae disceptatione consumto, pax inita, in hanc sententiam.

I Primo ut omnes iniuriæ, offensiones et damna, superiore bello a Provincialibus invicem illata, vel data, perpetua oblivione ac si numquam accidissent, obliterentur.

II Secundo, Brabantos cum sociis ab una parte et Orangium cum suis ab altera pacem facere et fœdus percutere; et mutuam operam, consilium et auxilium ad Hispanos et alios externos milites Belgio expellendos, et arcendos polliceri : neq invicem sibi defuturos ; sed pro confœderatorum defensione, bona sua et vitam impensuros.

¹ Nous donnons cet acte d'après un imprimé in-4° appartenant à la Bibliothèque royale de Bruxelles; il est daté du VIII^e jour de novembre XV^e soixante-seize, et signé :

Ian VAN LINDEN, abbé de Sainte-Geertrude ; GISLAIN, abbé de Saint-Pierre ; F. MATHIEU, abbé de Saint-Gislainse ; Jan DE MOL ; François DE HALEWIJN ; Charles DE GAVRE ; Elbertus LEONINUS ; Q. DU PRET ; P. BEVERE ; Ph. DE MARNIX ; ARENT VAN DORP ; W. VAN ZUYLEN VAN NYEVELT ; A.-V. MYLE ; Pierre DE RYCKE ; Ians COMNIRCK ; P. BUYS ; Andrien DE JONGHE VAN DER ZUCHELEN.

Moi président,
(Signé) Jan DE PENNANT.

quelque temps. De part et d'autre, des députés munis de pleins pouvoirs furent envoyés à Gand. Un mois presque entier fut employé à discuter les conditions d'union. La paix fut arrêtée en ces termes¹.

I. Premiers. Que toutes offences, iniures, mesfaits et dommages, advenuz à cause des troubles entre les inhabitans des Provinces, comprinses en ce present traicté en quelque lieu ou manière que ce soit, seront pardonnez, oubliez, et reputez pour non advenuz, de sorte que à l'occasion d'iceulx, n'en sera iamais fait mention, ny en faict moleste ou recherche sur aucuns.

II. Et suyvant ce, promettent lesdicts Estats de Brabant, Flandres, Haynault, etc. Ensemble ledict Seigneur Prince, Estats de Hollande et Zelande, avecq leurs associez; d'entretenir d'oresenavant en bonne foy et sans dissimulation et par les habitans desdicts pays faire entretenir, ferme et inviolable paix; accord et amitié: Et par ainsi assister l'un l'autre en tout temps et à toutes occurences, d'advis, conseil et de faict, et y employer corps et biens: et signament pour expulser et tenir hors de ces pais lessoldatsEspaignolz et autres estrangiers et forains; s'estans efforcez hors de termes de droit d'oster la vie aux Seigneurs et Nobles, d'appliquer à eulx les richesses, et au surplus renger et tenir la commune en perpetuelle servitude. Pour aquoy furnir, ensemble à tout ce que sera requis pour resister à ceulx qui de faict leur vouldroient en ce contrarier lesdicts confederez et alliez, promettent aussi se tenir prestz, et se rendre prompts et appareiller à toutes contributions et impositions necessaires et raisonnables.

III. Expulsis Hispanis et sociis, pacatoq Belgio; operam daturus utrimque, ut Generalis Ordinum Belgii conventus ex more celebretur, quo celebratus fuit, quando piæ memoriæ Imp. Carolus V. Philippo Regi catholico Belgii imperio cessit. Quo in conventu actum iri, de otio et tranquillitate provinciæ restauranda; de Religione Hollandiæ et Zelandiæ, Bommeliæ, et locorum associatorum; de restitutione arcium, propugnaculorum, tormentorum, machinarum, navium et reliquarum rerum ad Regem pertinentium; quas Orangius et socii eius superioribus tumultibus occupaverunt. Huic congregationi, et deliberationi, et deliberatorum resolutioni, eiusque executioni, neutram partem, vel moram, vel impedimentum ullum adlaturam.

F° 23 r°.

III. In posterum liceret quibuslibet provincialibus tuto et libere per totam Belgium habitare, versari, proficisci et negotiari. Ut tamen Orangiis vel alteri cuiquam non liceat extra Hollandiam, Zelandiam et socias ditiones, quicquam contra publicam pacem, vel Catholicum Romanam religionem moliri, aut facere, vel causa illius cuiquam ullum damnum aut iniuriam inferre vel irritare, vel offendere : sub

III. Oultre ce est accordé, que incontinent apres la retraitte des Espaignolz et leurs adherens, lorsque toutes choses seront en repos et seureté, les ambedeux parties seront tenuës d'avancer et procurer la convocation et assemblee des Estatz generaulx, en la forme et maniere que se feist au temps que feu de treshaulte memoire l'Empereur Charles feist la cession et transport de ces pays bas es mains du Roy nostre Sire. Pour mettre ordre aux affaires des pays en general et particulier, tant au fait et exercice de la Religion esdicts pays de Hollande, Zelande, Bommel et lieux associez, que la restitution des fortresses et artilleries, batteaulx et aultres choses appartenantes à Sa Maiesté, que durant lesdicts troubles ont esté prinses par lesdicts de Hollande et Zelande et autrement : comme pour le service de sa Maiesté, bien et union des pays l'on trouvera convenir. En quoy ne pourra d'ung costel n'y d'autre estre donné aucun contredit ou empeschement, dilay ou retardement, non plus au regard des ordonnances, déclarations et résolutions, que y seront faictes et données, que en l'exécution d'icelles, queles quelles soyent, à quoy les ambedeux parties se submettent entierement et de bonne foy.

IIII. Que doresenavant, les inhabitans et subiectz d'ung costel et d'autre, de quel pays de pardeça ou de quel Estat qualité ou condition qu'ils soient pourront par tout hanter, frequenter passer et repasser, demeurer et traffiquer, marchandement et autrement, en toute liberté et seureté. Bien entendu qu'il ne sera loisible n'y permis à ceulx de Hollande et Zelande, ny à autre de quel pays, qualité, ou condi-

pœna quietis publicæ violatæ, ad ceterorum exemplum.

V. Pro maiori autem securitate, ne quis facile captioni vel reprehensioni vel periculo exponatur. Omnes sanctiones de hæresi ad id tempus promulgatas, Albani etiam criminales constitutiones, suspendi et sustineri, donec a Generali Ordinum conventu aliud statuatur : Dummodo, ut dictum est, offensionibus et schandalis abstineatur.

VI. Orangium, summum maris præfectum, et Regis vicarium, in Hollandia, Zelandia et locis associatis manere ; et in earum urbibus, oppidis, arcibus et locis libere, cum iisdem iudicibus, præfectis et magistratibus qui nunc sunt, sine ulla mutatione nisi ipso volente, imperare, sicut nunc imperat donec post Hispanorum discessum ab Ordinem generali conventu aliud iubeatur.

VII. Quoad ceteras urbes et loca comprehensa quidem in mandatorum Regio Diplomate, quæ nunc tamen Orangio non obediunt, ab aliis occupata : mansuram litem indecisam, donec ea loca et urbes se reliquis provinciis coniunxerint, et huic

F^o 23 v^o.

tion qu'il soit de attenter aucune chose par deça, hors dedicts païs de Hollande et Zelande, et aultres lieux associez, contre le repos et pays publicque, et signamment contre la religion catholicque romaine et l'exercice dicelle, ny à cause de ce injurier ou irriter aucun, de faict ny de parolles, ny le scandaliser par actes semblables, à paine destre puniz comme perturbateurs du repos publicq à l'exemple d'autres.

V. Et afin que ce pendant, personne ne soit legierement exposé à quelque reprimse, caption ou dangier, tous les placars cy devant faicts et publiez, sur le faict d'heresie, ensemble les ordonnances criminelles faictes par le Duc d'Alve, et la suyte et execution d'icelles, seront surceez et suspenduz, iusques à ce que par les Estatz generaulx autrement en soit ordonné. Bien entendu que aucun scandal ny adviengne en la maniere susdicte.

VI. Que ledict seigneur Prince demeurera Admiral general de la Mer et Lieutenant pour sa Majesté de Hollande et Zelande, Bommel et autres lieux associez. Pour par tout commander comme il faict presentement, avecq les mesmes Iusticiers, Officiers et Magistratz, sans aucun changement, et ce au regard des villes et places que son Excel^{te} tient presentement, iusques à ce que par les Estatz generaulx apres la retraitte des Espaignolz autrement en soit ordonné.

VII. Mais touchant les villes et places comprises en la commission qu'il a de Sa Maïesté, qui ne sont à présent soubz l'obeyssance et commandement de son Ex^{te}. Ledict point demeurera en surcaence, iusques à ce que s'estans icelles villes et places iointes

confederationi subscripserint ; et Orangius iis satisfactione data caverit, de omnibus, unde se ipsius imperio, vel quoad Religionem, vel aliter, damnum accepturas putabunt. Ne provinciæ ab invicem separentur, et inde dissensio vel discordia nascatur.

VIII. Interim nullæ constitutiones, sanctiones, iussa, promissiones, legis actiones, aut exemptiones iuris aut rei iudicatæ, in iis provinciis aut locis, quæ ab Orangio gubernantur, vim habebunt ; præter eas, quas Orangius, vel concilium, præfecti, aut magistratus eiusdem approbaverint vel decreverint. Sine præiudicio tamen futuri temporis, quoad ius provocationis ad magnam Mechliniæ curiam.

IX. Ultro citroque superiori bello captos, præcipue Comitum Bossuum, libertate donari, sine ulla lytri datione solutis tantum expensis in captivitate factis. Nisi tamen ante datam pacis redemptionis prætia soluta, vel conventa fuerint.

X. Orangium et alios omnes, cuiuscumque qualitatis vel conditionis, eorumque viduas, liberos et heredes, utrimque honoribus, ordini et omnibus ceteris restitui, ideoque posse ingredi et recuperare possessionem, omnium Dominiorum, bonorum, prærogativarum, actionum et nominum, nec venditorum, nec alienatorum, eo statu in quo nunc sunt. Ad quam effectum, omnia Eremodicia, contumacias, sententias, executiones et captivitates

à ceste union et accord avecq les autres Estatz, son Excel^{te}. leur aura donné satisfaction, sur les poincts esquels elles se trouveroient interessees soubz son gouvernement, soit au regard de l'exercice de la religion ou autrement, afin que les Provinces ne soyent demembrees, et pour eviter toute dissention et discord.

VIII. Et ce pendant nulz Placcars, Mandemens, Provisions ny exploitz de Iustice, auront lieu esdicts pays et villes regies et gouvernees par ledict Seigneur Prince, si non ceulx qui par son Excel^{te} ou par le conseil, magistratz, ou officiers illecq seront approuvez ou decernez, sans preiudice pour le temps advenir, du resort du gran Conseil de sa Maiesté.

IX. Est aussi pourparlé, que tous prisonniers à cause des troubles passez, nommeement le conte de Boussu, seront eslargiz franchement et librement sans payer rançon, mais bien les despens de prison, n'estoit toutesfois, que avant la date de cestes, icelles rançons fussent payees, ou qu'il en fust convenu et accordé.

X. Davantaige est accordé, que le dict Seigneur Prince et tous autres seigneurs, chevaliers, gentilzhommes, particulieres personnes et subiects, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, ensemble leurs vefues, douaigieres, enfans et heritiers, d'ung costel et d'autre, sont restituez en leur bon nom, fame et renommee : Et pourront aussi apprehender, et se mettre en possession de toutes leurs S^{rs}, biens, prerogatives, actions et credits, non

F^o 24 r^o.

ab initio tumultuum anni MDLXVI. Superiorum bellorum causa, data vel facta, rumpi, irrita fieri, et revocari; eorumq; acta, exempla, et memorias, e diariis et publicis commentariis auferri; et deleri; neq; cuiquam necesse fore ullum inductionis aut deletionis illius, præter hanc pacem, testimonium impetrare aut quærere. Non obstantibus ullis incorporationibus, iuribus, consuetudinibus, privilegiis et præscriptionibus vel exceptionibus, quæ omnes, quoad tumultus superiores, cessabunt; utpote, quibus per hunc tractatum specialiter derogatur, potissimum iuri disponenti; generalem derogationem non valere, nisi specialis eorumdem mentio præcesserit.

XI. Comprehendi hoc tractatu, Comitem Palatinam, defuncti Brederodii viduam quoad Vianem et alia bona, ad quæ vel ipsa vel ab ea causam habentes, ius aliquod prætendunt.

XII. Etiam Comitem de Buren, quo urbe, castro et territorio Burensi, post discessum Hispanorum, ut suo utatur fruaturq;.

XIII. Deleri, dirui et prosterni columnas, trophæa

estans venduz ou alienez, en tel estat que lesdicts biens sont presentement. Et à cest effect tous defaults, contumaces, arrests, sentences, saisissements et executions, donnees et faites, depuis le commencement des troubles, de l'an Xv^e soixantesix, tant pour le fait de la Religion, que pour le port d'armes, avecq ce qui est ensuyvi, sont cassez, revocquez, extraints et annulez. Et seront iceulx, ensemble toutes procédures, escripts, actes et actitats, pour ce faicts et advenuz, mis à neant et royez es registres : sans qu'il soit besoing en prendre ou obtenir autre enseignement ou provision que ce present traicté. Nonobstant aucunes incorporations, droicts, coustumes, privileges, prescriptions, tant legales, conventionnelles et coustumières, que locales, ni aucunes autres exceptions au contraire. Lesquelles en ce fait et en toutes autres choses concernans lesdicts troubles, cesseront et n'auront lieu, comme estant à ce (si avant que besoing soit) especiallement derogué par cestes, et aussi au droit disposant, generale derogation non valoir sans specification precedente.

XI. Bien entendu, que en ce sera comprinse et ioyra du present benefice, Madame la Contesse Palatine, auparavant vefue du feu seigneur de Bredode, en tant que touche Vianen et autres biens, ou que icelle ou en ayans cause y ont droit.

XII. Semblablement sera icy compris le Conte de Bueren, si avant que touche les villes, chasteau et pays de Bueren ; pour par ledit Seigneur Conte en ioyr par retraicte de la garnison, comme de son propre.

XIII. Et seront aneantis, demolis et abbatus les

inscriptiones et alia monumenta, ab Albano ad dedecus supradictorum et aliorum, erigi iussa.

XIII. Unumquemque in posterum usurum frui-
turumq fructibus dictorum Dominiorum et bonorum,
usufructuum, donationum propter nuptias, loca-
tionis pensionum, censuum et reddituum super
quosvis constitutorum, etiam quorum iam solutio
ceciderat ante pacis, sed tamen adhuc soluta non
sunt.

XV. Ea scilicet lege, ut quicquid inde post
D. Johannis anni MDLXXVI, festum deberi cœpe-
rit, maneat eorum; qui in iis se ius habere conten-
dunt; receptorum etiam a confiscationum quæstore
iisdem restitutione facienda.

XVI. Quorum vero annorum proventus, a Rege
recepti, confiscationis titulo fuerint; pro iisdem
annis quilibet, a solutione onerum realium et hy-
pothecarum super ea bona constituturam liber erit.
Sicuti etiam utrimque liberatio conceditur a præ-
statione reddituum, assignatorum super bona, quibus
quominus Dni frui possent, per superiores tumultus
factum fuit; pro rata scilicet temporis, quo
istud impedimentum duravit.

XVII. Supellectilis et reliquorum bonorum no-
bilium utrimq consumptorum, venditorum, vel quovis
modo alienatorum, nullam restitutionem faciendam.

Pilliers, Trophées, Inscriptions et autres signaulx que le Duc d'Alve a fait ériger en deshonneur et blasme, tant des susnommez que de tous autres.

XIII. Touchant les fruicts desdictes seigneuries et biens, le cours et arrieraiges des douaires, et usu-fruicts, fermes, cens et rentes assignées, tant sur sa Maiesté, que pays et villes, et tous autres qui avant la date de cestes sont escheuez, et toutesfois non payez ny receuz par sa Maiesté ou en ayans cause, chascun en pourra respectivement ioyr et prouffiter.

XV. Bien entendu, que tout ce que est escheu, tant desdicts heritaiges et rentes, que autres biens, depuis la S^t Jehan Xv^eLxxvi dernier passé, demeurera au prouffit de ceux y ayans droict; nonobstant que par le receveur des confiscations ou autre, en fut receu quelque chose, dont en ce cas se fera restitution.

XVI. Mais si avant que aucunes années desdictes fermes, rentes ou autres revenus, fussent à tiltre de confiscation saisies et receuës de par sa Maiesté, chascun sera pour semblables années francq, libre et quicte des charges reelles et ypothecques assignées sur ses biens, comme l'on sera aussi d'ung costel et d'autre, tenu francq, libre et quicte de toutes rentes assignées sur les terres et biens, dont à cause des troubles passez l'on n'a peu iouïr, le tout à rate du temps, que iceluy empeschement a esté fait à l'occasion susdicte.

XVII. Quant aux cathels et meubles domestiques, et autres, qui d'ung costel et d'autre sont consummez, venduz, ou autrement alienez, personne n'en aura aucune restitution ny recouvre.

XVIII. Quod attinet ad prædia, domos et redditus, et alia immobilia, confiscationis titulo vendita vel alienata; deputandos a statuum generali conventu, in singulis provinciis, et earundem ordinibus, arbitros; qui cognoscent, de quæstionibus quæ incident, et ex æquo ac bono, tam proprietariis antiquis, quam emtoribus et venditoribus de evictione et regressu satisfaciant.

XIX. Idem futurum, de lapsis et reliquiis personalium obligationum, et omnibus actionibus ac querelis, occasione superiorum tumultuum intentandorum.

XX. Omnes prælatos, ecclesiasticos, quorum ordinaria sacra, Abbatiæ, Dioceses, aut assiduitas sunt extra Hollandiam vel Zelandiam in iis tamen provinciis bona habent, eorundem bonorum proprietatem et usumfructum recuperare, sicuti de laicis dictum, volumus.

F° 25 r°.

XXI. Ecclesiasticos vero, qui in iisdem provinciis vel professionis habitum susceperant, aut ibidem beneficia vel præbendas possidebant assidua habitatione; sed extra easdem habitatum postea profugerunt; quia maior pars bonorum ad ipsos pertinentium alienata est; in posterum accipere, congrua et consentanea æquitati alimenta, cum iis qui in dictis præbendis remanserunt; vel sane iis eorundem bonorum usumfructum permitti, prout Ordinibus illarum provinciarum videbitur: idq. per

XVIII. Et au regard des biens, immeubles, heritaiges, maisons et rentes, qui à tiltre de confiscation seront venduz et alienez, lesdicts Estats generaulx deputeront Commissaires en chascune Province et hors des Estats d'icelles, pour prendre cognoissance des difficultez, si aucunes si representent, afin d'en donner raisonnable satisfaction, tant aux anciens propriétaires, que aux acheteurs et vendeurs des biens et rentes susdictes, pour leur regres et eviction respectivement.

XIX. Le semblable se fera pour le cours et arrieraiges des rentes et obligations personnelles, et de toutes autres pretensions, plainctes et doleances, que les intéressez à cause desdicts troubles voudront cy apres d'ung costel et d'autre intenter et mettre enavant, en quelque maniere que ce soit.

XX. Que tous Prelats et autres personnes ecclesiastiques, dont les abayes, dioceses, fondations, et résidences sont situées hors de Hollande et Zélande, et toutesfois ont des biens en iceulx païs, retourneront à la propriété et iouissance de leurs biens, comme il est dict cy dessus au regard des seculiers.

XXI. Mais entant que touche les personnes religieuses et autres ecclesiastiques, qui esdictes deux Provinces et lieux associez ont faict profession ou y sont prebendez, et toutesfois s'en sont retirez ou ont demeuré hors d'icelles, attendu que la pluspart de leurs biens sont alienez, leur sera d'icy enavant attribuée raisonnable alimentation avecq ceulx qui y sont demeurez, ou aultrement leur sera permis la iouissance de leurs biens, au choix et option toutesfois desdicts Estats : le tout par provision et iusques

modum provisionis, donec super iis, quæ ulterius prætendunt a generali Ordinum conventu, aliud quid statuatur.

XXII. Præsentis tractatus vi irritas fieri et revocari omnes donationes, exheredationes et ceteras inter vivos et mortis causa dispositiones privatorum; quibus propter superiores tumultus, veri heredes legitima sua successione aut parte aliqua illius privati vel frustrati fuerint.

XXIII. Quoad fieri poterit, citissime a conventu generali Ordinum rationem iniri, qua aureæ et argenteæ monetæ prætium in toto Belgio exæquetur: quod Hollandi et socii ad belli sumtus ferendos in immensum auxerant.

XXIV. De Hollandorum et Zelandorum precibus (qui a ceteris provinciis flagitaverant, ut partem æris alieni, quod ipsi duabus¹ Orangii expeditionibus contraxerant, in se susciperent) in generali Ordinum conventu cognosci.

¹ Les deux expéditions de 1568 et 1572.

à ce que sur leurs ulterieures pretentions soit ordonné par lesdicts Estats generaulx.

XXII. En oultre est accordé que toutes donations, exheredations et autres dispositions : *Inter vivos vel caussa mortis*, faictes par personnes privées et particulieres, par où les vrays heritiers, pour cause desdictes troubles ou de la Religion, sont deboutez, amoindriz ou desheritez de leur succession droituriere, seront en vertu des cestes tenuës pour cassees et de nulle valeur.

XXIII. Et comme ceulx de Hollande et Zelande; pour tant mieulx furnir aux fraiz de la guerre, ayent mis à hault pris, toutes espèces de monnoye d'or et d'argent, lesquelles ne auroient à eschiller ou allouer en autres Provinces sans grande perte; a esté pourparlé, que les deputez desdicts Estats generaulx adviseront au plustost que possible sera, d'y prendre un pied general à ce que le cours desdictes monnoyes, se puist égaller au plus presque faire se pourra, pour l'entretènement de ceste union, et du commun train de marchandises d'ung costel et d'autre.

XXIV. Au surplus, sur la remonstrance faicte par lesdicts Estatz de Hollande et Zelande : afin que la generalité de tous lesdicts Pays-bas, vouloist prendre à sa charge toutes les debtes par ledict Seigneur Prince contractées pour faire ses deux expéditions et grosses armées, à quoy tant ceulx de Hollande et Zelande, que les Provinces et villes s'estans rendues à son Ex^{te} en sa dernière expedition, se seroient obligées comm'ils disent : iceluy poinct

XXV. Liberum esse provinciis, territoriis et urbibus Belgicis, quæ nunc hostibus favent, quandoque volent huic fœderi se coniungere, et eius beneficio frui.

F^o 25 v^o. Quibus conditionibus pax inita Gandavi, Octava Novembris, et nimia conventus Bruxellensis facilitate, plura Orangio concessa, quam ante rebellionem obtinuerat; Regis ratione nulla habita, sed eiusdem auctoritate plane prostituta : Demum de religione et fide, illiusque exercitio statuendi potestas statuum Ordinibus, quorum duo de laicis constant, temere ab iis, qui concedere non poterant, permissa. Paulo ante etiam Orangio, pro cautione. Novumportum concesserant, urbem in Flandria opportuno loco et commodo portu ad mare sitam. Quin etiam, nisi enixè ab Episcopo Brugensi, comite de Reulx et bonis nonnullis laboratum fuisset, ne arx Secusana eidem traderetur, Flandriæ comitatum, vel maiorem eius partem tyrannidi suæ princeps Orangius, per ordinum inscitiam et stuporem, iam tum sibi subiecisset. Nam, cum omnis Flandria Teuto-

Cur
Orangius arcem
slusensem
adeo
expetiverit.

¹ Remi Druitius qui fut évêque de Bruges de 1569 à 1594.

² Lors du siège du château de Gand, Jacques de Hennin, seigneur d'Auxy ou de Haussy, avait reçu du Taciturne quinze enseignes de piétons et quelques pièces de grosse artillerie. De son chef, il lui avait promis l'Ecluse en garantie.

Les États s'étant refusés à cette concession, del Rio nous a

est remis et laissé à la discretion et determination desdicts Estatz generaulx, auxquelz, estans toutes choses appaisées, s'en fera rapport ou remonstration, pour y prendre tel regard qu'il appartiendra.

XXV. En ce commun accord et pacification, ne seront compris pour ioyr du benefice d'icelle, les pays, Seigneuries et Villes tenans parti contraire. Jusques à ce qu'ils se seront effectivement ioints et uniz à ceste confederation, ce qu'ils pourront faire quand bon leur semblera.

La paix fut signée à Gand, le 8 novembre, aux conditions citées. La trop grande faiblesse des États-Généraux assemblés à Bruxelles, fut cause que l'on fit au prince d'Orange plus de concessions qu'il n'en avait obtenues avant les troubles. Quant au roi, on n'en tint aucun compte; son autorité fut entièrement répudiée. Les ordres des États, dont deux se composent de laïques, outrepassant leurs pouvoirs, se permirent de régler, de leur chef, ce qui concernait la religion, la foi et l'exercice du culte. Peu auparavant, le prince d'Orange avait reçu en garantie Nieuport, ville de Flandre, située avantageusement au bord de la mer et dont la rade était commode. Bien plus, sans l'intervention pressante de l'évêque de Bruges¹, du comte de Rœulx et de quelques autres honnêtes gens qui s'opposèrent à ce qu'on lui livrât l'Écluse², le comté de Flandre, ou du moins sa

dit par quelles influences, Guillaume obtint Nieuport. Il menaçait de retirer ses troupes, si on ne lui donnait hypothèque. Mémoire de Laurent METZIUS, *Correspondance de Philippe II* t. IV, p. 767, 780.

nica, in quatuor membra dividatur, Brugas, Gandavum, Ipras et Franconatem dititonem; hanc ultimam, quod fere tota pagis constet, ceteris adijcere haut difficile fuisset. Gandenses quidem occupata arce, addictissimos habebat : Ipresses, occupato Novoportu, Ipræ fluminis commoditatibus arcere poterat, atque ita, subducto commerciorum usu, paulatim subigere. Arce Seclusana accepta maiori etiam detrimento Brugenses affecisset; quorum civitas perducta in cataractam Seclusanam, (unde urbi nomen), fossa, omnem lanarum et ceterarum mercium, naviumque ipsarum commoditatem ab eo portu mutuatur; qui unus ex optimis securissimisq Europæ portibus conset. quingentarum et amplius navium capax.

F^o 26 r^o. Arx ipsa licet veteris structuræ, loci tamen natura et manu satis munita est. Ea accepta, impositoq præsidio, totam Flandriæ oram maritimam, Caletes usq Orangius, subigere se posse sperabat, et paulopost minori labore in continentem pervadere. Magnum hoc Hollandiæ et Zelandiæ præsidium

¹ Le Swyn, sur la rive droite duquel est située la ville de l'Écluse, alimente le canal au moyen duquel Bruges se trouve en communication avec la mer.

plus grande partie, eût subi le joug tyrannique du prince d'Orange dès cette époque, par suite de l'inexpérience et de la frayeur des États.

La Flandre en effet se compose toute entière de quatre membres : Bruges, Gand, Ypres et la châtellenie du Franc ; cette dernière n'étant formée pour ainsi dire que de villages, il n'eût pas été fort difficile de l'adjoindre aux trois autres membres. Depuis la prise de leur citadelle par les États, les Gantois étaient tout à fait dévoués au prince d'Orange ; par l'occupation de Nieuport, il gênait la liberté des communications sur l'Yperlée et pouvait soumettre peu à peu les habitants d'Ypres en les frappant dans leurs relations commerciales. S'il entraît en possession de l'Écluse, il eût atteint davantage encore les Brugeois ; car c'est au moyen d'un canal prolongé jusqu'à l'écluse à sas d'où la ville a pris son nom¹, que les Brugeois tirent toutes les laines et autres marchandises ; c'est à l'Écluse que les Brugeois sont redevables des avantages que ce port peut offrir aux vaisseaux et qui l'ont fait considérer comme l'un des meilleurs et des plus sûrs de l'Europe. Il peut contenir cinq cents navires et au delà.

La citadelle, quoiqu'elle soit d'ancienne construction, est cependant suffisamment forte par sa position naturelle et par l'art. Si le prince d'Orange en obtenait la possession et s'il réussissait à y mettre une garnison, il pouvait espérer se rendre maître de toute la côte maritime de la Flandre jusqu'à Calais, et, plus tard, avec moins de peine, il se serait avancé davantage encore dans l'intérieur du pays. Ce devait être un grand secours pour la Hollande et

fore, ereptis hispanicæ classi, cum omnibus portubus, tota Gallici et Germanici Oceani navigatione.

Legationes
ad
Austriacum.

Superiore pace inita misere statuum Ordines ad Austriacum legatos Abbatem Marollensem et Dominum de Crecques cum mandatis, specie honestioribus, æque tamen reipsa protervis, quibus cum respondisset; venirent ad se magnates aliqui, cum ampliori potestate: venerunt cum Abbate D. Gisleni et Havreo Marchione, Liedekerkius et Meetkerkus; quibuscum nihil concludi potuit, quod Austriacus statim hispanos Belgium exire jubere, et pacem Gandavi factum confirmare verebatur.

Geldri se
statibus
coniungunt.

Interea certis nuntiis adfertur, Geldros cum Hyrgio gubernatore suo, sese Ordinibus coniunxisse. Quo cognito, Barlaymontius Comes a Bruxellensibus ex arctiore custodia relaxat^r. Affecerat enim Hyrgius alio quoq^{ue} beneficio Ordines, Frisicis præsidiis ad partes eorum traductis. Frisiam et Groeningenensem ditionem multis iam annis Gaspar Roble-

¹ Ferdinand d'Yve. Le 29 décembre 1577, le prince d'Orange le fit entrer au nouveau conseil d'État; le 9 avril 1579, les États-Généraux l'envoyèrent prendre part aux négociations du congrès de Cologne. Là, paraît-il, il se laissa gagner par le duc de Terranova, ambassadeur de Philippe II. Des lettres patentes du 30 novembre 1579 confirmèrent l'abbé de Maroilles dans sa charge de conseiller. Il mourut à Mons, le 9 avril 1599.

Eustache de Croy, seigneur de Querecques, grand-maître de l'artillerie du roi, nommé le 12 mars 1578, grand-veneur du pays et comté de Flandre en l'absence du comte de Berlaymont « tenant partie contraire à la patrie ».

la Zélande que d'interdire aux navires espagnols la libre circulation dans la Manche et dans la mer du Nord et de leur en fermer tous les ports.

La Pacification étant signée, les États envoyèrent à don Juan, l'abbé de Maroilles¹ et le seigneur de Crecques. Ces ambassadeurs étaient chargés d'ordres, d'une grande politesse apparente, mais au fond très blessants. Il répondit aux délégués qu'il désirait s'aboucher avec quelques grands personnages, munis de plus amples pouvoirs. Les seigneurs de Liedekerke² et de Meetkerke se présentèrent à lui, en compagnie de l'abbé de Saint-Ghislain et du marquis d'Havré. Don Juan ne put traiter avec ces négociateurs; il hésitait à donner l'ordre aux Espagnols de sortir immédiatement de Belgique et à sanctionner la paix signée à Gand.

Sur ces entrefaites, l'on apprit de source certaine que les Gueldrois, d'accord avec de Hierges leur gouverneur, avaient passé au parti des États. A cette nouvelle, les habitants de Bruxelles tirèrent le comte de Berlaymont de son étroite captivité. Le baron de Hierges avait encore rendu un autre service à la

² Charles de Redelghem, seigneur de Liedekerke.

Adolphe de Meetkerke entra plus tard au conseil d'État.

Matthieu Moulart, abbé de Saint-Ghislain et évêque nommé d'Arras, était un homme fort remarquable. Il joua un rôle prépondérant lors de la réconciliation des provinces wallonnes avec Philippe II. Il reçut la bénédiction abbatiale à Saint-Ghislain, le 14 janvier 1565, et conserva la direction de ce monastère jusqu'au 1^{er} octobre 1577, jour où il fit son entrée à Arras. — Voir pour sa vie, les *Annales de l'abbaye de Saint-Ghislain* dans les *Chroniques belges inédites, Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, VII, 636-688.

Frisia etiam.

Billij
captivitas.F^o 26 v^o.

sus, Baro Billijus, magna fama et opinione omnium pro Rege gubernabat. Erat ille veteranus miles, cum quo plurimas victorias contra rebelles obtinuerat. Is miles tum temporis vel quod natura Gallorum ingenia levia sunt, et in omnem eventum facile moventur, vel sane propter dilatam multorum mensium stipendii solutionem, et severissimè nihilominus exactam militarem disciplinam, a præfectis suis erat abalienata voluntate.

Eo cognito Ordines, frustra primo per Stellam quendam eorum fidelitatem tentare cœperunt: quod, cum ipso rapto et quæstioni subiecto, non succederet, mox traducto ad se Bresillio, nobili Bruxelensi, qui signifer unius cohortis sub Billijo fuerat, per illum militibus integram solutionem stipendiorum, et alia nonnulla pollicentur.

¹ Gaspard de Robles, seigneur de Billy. En 1566, Marguerite l'avait nommé gouverneur de Philippeville. Après la mort du comte de Meghem, il reçut le gouvernement de la Frise. Il décéda en 1585. Portugais d'origine, il s'était marié avec une « dame de ces pays, et par laquelle il avoit acquis ladite seigneurie de Billy ». — *Mémoires anonymes*, I, 121.

² François Martini Stella, ou Van der Sterre, était pensionnaire de la ville de Bruxelles. Le 13 septembre, il s'était rendu au comptoir du receveur général des confiscations, Antoine del Rio, et il avait mis sous scellés « les registres et enseignements » y estant ». D'après Bor, Stella arriva, le 10 novembre, à Gro-

cause des États, en attirant les garnisons de la Frise dans leur parti. La Frise et Groningue reconnaissaient pour gouverneur Gaspar de Robles, baron de Billy¹, qui avait acquis une grande réputation et s'était fait un nom, en les administrant, durant de longues années, au nom du roi. C'était un vieil officier; illustré par différentes rencontres dans lesquelles il avait triomphé des rebelles. A cette époque ce capitaine, avait fini par s'aliéner les sympathies des lieutenants sous ses ordres, soit par suite de cette légèreté naturelle au caractère des Français que le moindre événement impressionne si facilement; soit par suite des retards qu'avait subis la paye des troupes, sans que la discipline rigoureuse des soldats de Billy, en eût ressenti la plus légère atteinte.

Quand les États eurent connaissance de l'état des choses, ils essayèrent de corrompre la fidélité des troupes en envoyant parmi elles un certain Stella². Cette tentative échoua; l'émissaire lui-même fut saisi et mis à la question. Les États s'adressèrent alors à Brégilles, gentilhomme bruxellois, jadis porte-étendard d'une compagnie sous les ordres de Billy. Il fut chargé par eux de garantir aux troupes le paiement intégral de leur solde et de leur faire quelques autres promesses.

ningue. Il fut arrêté incontinent après son arrivée dans cette ville par ordre de Billy, qui lui fit endurer les plus cruelles tortures, le fit mettre à la question pendant douze heures sans parvenir cependant à lui arracher le secret de sa mission. C'est durant sa convalescence qu'il eut l'occasion de voir quelques soldats et de préparer les voies à la chute de Billy, en semant le mécontentement parmi ses troupes. — Voir les détails de cette affaire dans les *Mémoires anonymes*, I, 214-218.

Bresilius (hunc enim nefariæ proditiōis insimulari comperio) quod ab Hijrgio in eam sententiam litteras acceperant, inclinatis iam animis, facile milites omnes ad Sacramenti violationem induxit. Nam militari seditione a Luizij (incertum an eo ignaro) militibus, Groeningæ excitata; ut convenerat, ceteri milites accurrunt, et Billijum cum capitaneis suis vinciunt, et in tetrum carcerem detrusos, ibidem per multos menses omni iniuriæ et maleficii genere petulantissimè vexarunt. Secuti exemplum ceteri per Frisiam universam præsidarii, omnes suos præfectos, uno Sterckio excepto, qui effugerat, captos Ordinibus tradiderunt. Ita Frisia se coniunxit; qui ad eam gubernandum Baronem Villanum miserunt. Ea veterani militis, et duarum provinciarum accessione validè firmatæ Belgarum partes; quibus etiam sub idem tempus se decem vexilla militum Mondragonii turpi a suis tectis perfugio coniunxerant. Perfugæ Mondragonii, Arscho-tano; Frisii, Champagneo traditi. Sed hi sero confecta pace ex Frisia venerunt: illi præcipuum robur partium fuerunt, longa exercitati ducis disciplina imbuti. Iisdem diebus circiter duo Scotorum millia, et alia viginti signa Orangiorum ducibus Templo et Bertoloentis Frisio pirata, cum aliquot veteranorum ex Gallia hereticorum cohortibus, subsidio Ordinibus venerunt. Templii miles, fraude Joannis Haghensis hominis seditiosi Bruxellam intromissus; sed biduo postea, Catholicis id postulantibus, excedere coactus, se reliquis copiis coniunxit, prope Mechliniam; ubi lustrato exercitu, simul apud municipium D. Catalinæ Waver, inter Mechliniam et

Fo 27 r^o.

Mondragonii
milites
profugiunt.

Statuum castra
et miles.

J'ai la preuve de la criminelle trahison de Bréguilles. Il lui fut facile d'entraîner tous les soldats à la violation de leur serment ; les lettres que le seigneur de Hierges avait fait circuler parmi eux, avaient déjà préparé les esprits. En effet, les soldats de Luysy (est-ce à son insu, je l'ignore) se soulevèrent à Groningue. A cette nouvelle, ainsi qu'elles en étaient convenues, toutes les autres troupes accoururent. Billy et ses capitaines furent chargés de liens, jetés dans un cachot, où durant plusieurs mois, ils demeurèrent en butte à toute espèce d'injurés, de mauvais traitements et d'insolences. Les garnisons répandues par toute la Frise, imitèrent l'exemple donné à Groningue. Elles livrèrent aux États leurs commandants captifs, si l'on excepte Sterckx qui avait pris la fuite. C'est ainsi que la Frise se rallia aux États ; le baron de Ville fut envoyé pour la gouverner en leur nom. L'appoint que de vieilles troupes et deux provinces apportaient au parti Belge, consolida fortement la position de celui-ci. Vers ce même temps, dix enseignes des soldats de Mondragon quittèrent honteusement leurs cantonnements pour s'unir également aux États. Les transfuges du corps de Mondragon furent livrés au duc d'Arschot ; ceux de la Frise, à Champagny. Ceux-ci arrivèrent tardivement après la conclusion de la paix ; quant à ceux-là, ils constituèrent la principale force du parti belge, pénétrés qu'ils étaient des principes de discipline puisés à l'école d'un chef expérimenté. A peu près dans le même temps, 2,000 Écossais, vingt enseignes envoyées par le prince d'Orange sous le commandement de Van den Tynpel et de Bertholoens, cor-

Lijram castra posuerunt. Quæ fuere tripartitæ ,
propter continuas Catholicorum et hereticorum de
religione contentiones.

Proxima Lijra castra , Mondragonii perfugis ;
remotiora , ad dexteram , Orangiis ; ad sinistram ,
Ordinum militi attributa. Summus militiæ præfec-
tus erat Dux Arschotanus , vicarius eiusdem Comes
Lallainius ; castrorum cura Valentino Mothæ domino
commissa. Scoti prope Leodiensem agrum , ad equi-
tatus excursiones impediendas consederant ; sed ab
eo magnam cladem accepissent , nisi Leodienses cives
fugientibus transitum præbuissent , et pulvere tor-
mentario iuissent. Ab iisdem hispanis equitibus ,
turba Immerseelii , quæ Helmontii in Campinia erat ,
multis cæsis , et oppido expugnato , profligata , ipse
dux vix fuga evasit.

saire frison, et quelques cohortes de vieux routiers, huguenots français, vinrent au secours des États. Un stratagème de Jean Van der Haegen réussit à faire pénétrer dans Bruxelles le corps sous les ordres de Van den Tynpel; mais à la demande des catholiques, ce même corps fut forcé de se retirer deux jours après et se rallia aux autres troupes des États, non loin de Malines. L'armée des États y fut passée en revue; puis elle établit ses cantonnements dans la commune de Wavre-Sainte-Catherine, située entre Malines et Lierre. Il fallut cependant bientôt répartir cette armée en trois corps distincts, par suite des discussions incessantes en matière de religion, qui éclataient entre catholiques et hérétiques.

Le camp le plus rapproché de Lierre reçut les transfuges de Mondragon; on plaça les hommes engagés pour compte du prince d'Orange à l'extrême droite; ceux au service des États, à l'extrême gauche. Le duc d'Arschot avait le commandement-général; le comte de Lalaing était son lieutenant; la garde des camps était confiée à Valentin seigneur de la Motte. Les Écossais s'étaient établis à proximité des frontières liégeoises en vue d'entraver les excursions de la cavalerie espagnole; ils eussent éprouvé toutefois de grandes pertes, si les habitants de la principauté n'eussent offert passage aux fuyards sur leur territoire et ne leur fussent venus en aide en leur fournissant des munitions de poudre. Les cavaliers espagnols mirent en déroute le corps d'Immerzeel, stationné à Helmont dans la Campine, et lui tuèrent beaucoup d'hommes; c'est à peine si le commandant trouva son salut dans la fuite.

F^o 27 v^o.Nobillium
rapacitas et
depraedationes.

Aliam exercitus sui partem Ordines circa Schal-
dim opportunis locis disposuerant, ut hispanis, qui
Antverpiæ erant, fluminis usum eriperent. E Flan-
drico latere Rupelmondam et arcem Burgensem; e
Brabantico, Telonium, Iaram, Cleijdalæ et alia
quædam castella præsidiis munierant. Quibus in
locis, maxima præfectorum cupiditate et rapacitate,
quicquid ibi rari vel prætiosi fuit, direptum. Cleije-
dalæ potissimum, sive quod domum illam optimis
imaginibus et supellectile prætiosa instructam oc-
cupaverant, sive quod propter Antonii del Rio his-
pani, Cleijdalæ Domini, odium impunius se peccare
putabant. Inde ablatas multas nobilis artificii ima-
gines, et totam Martini Antonii del Rio bibliothecam
omnium linguarum et artium excusis et manuscrip-
tis libris instructissimam, ut redderet Lallainius
nec precibus nec jure ab eo potuit impetrari; verum
eorundem partem potissimam Magni Mechliniensis
Concilii decreto in apparitoris cuiusdam domo se-
questratam, ipso Paschatis die vi extulit et eripuit
singulari et summæ curiæ. Regis et diei contemtu.
Eadem licentia ceteri nobiles in bonorum facultates
grassabantur, omnia in eo institio¹ communia, oc-

¹ *Institio, onis*, est un terme très rare, mais d'une latinité fort classique. Cicéron l'emploie dans sa 1^{re} *Tusculane*. *Institium*, employé par notre del Rio, est une forme qui sent la décadence.

Par ces mots, *in eo institio*, littéralement, *durant ce temps d'arrêt*, l'auteur des Mémoires, avec cette concision voisine de l'obscurité, qui est parfois le caractère des écrivains latins de la Renaissance, veut désigner cette éclipse du pouvoir, cette absence de tout gouvernement en Belgique, depuis le moment de l'arrestation du conseil d'État jusqu'à l'arrivée de don Juan. Pendant plus de deux mois, l'anarchie put se donner pleine carrière.

Les États avaient échelonné une autre partie des troupes à leur solde, le long du cours de l'Escaut; ils avaient établi leurs postes à des endroits bien choisis pour interdire l'usage du fleuve aux Espagnols qui se trouvaient dans Anvers. Rupelmonde et Burgt sur la rive de Flandre; Tolhuys, Laer et Cleydael ¹, et quelques autres châteaux sur la rive de Brabant, avaient reçu une garnison. L'extrême cupidité et la rapacité des chefs fit mettre au pillage tout ce que ces endroits renfermaient de raretés et d'objets de prix. Le château de Cleydael fut tout particulièrement ravagé par ces pillards, soit qu'ils s'y sentissent attirés par les tableaux remarquables et le splendide mobilier dont il était orné; soit que la haine vouée à Antoine del Rio, espagnol, seigneur de Cleydael, leur assurât l'impunité. Ni les supplications, ni les voies de droit ne réussirent auprès du seigneur de Lalaing pour lui faire ordonner la restitution des nombreux tableaux si artistement achevés, et de la bibliothèque entière de Martin-Antoine del Rio, riche en manuscrits et en livres imprimés appartenant à toutes les littératures, qu'il avait trouvés dans cette demeure. Bien plus, un arrêt du grand conseil de Malines ayant consigné la partie la plus considérable de la bibliothèque de Cleydael au domicile d'un huissier, de Lalaing, en dépit de la sainteté du jour, le dimanche de la grande Pâque², enleva de vive force cette bibliothèque au mépris de l'autorité du Roi et de la cour suprême. Les autres mem-

¹ Tolhuys et Laer sont des dépendances de la commune de Schelle. Le château de Cleydael se trouve sur le territoire de la commune d'Aertselaer.

² C'était le 7 avril 1577.

F° 28 1^{re}.

cupanti concedi dictitantes. Maxima in eo genere laus in Frisia, Villani, Bruxellæ Hæsii gubernatoris : cuius inter, cætera præclara facinora, illud non minimum, quod una cum Arschotano intempesta nocte assumpto secum uno militum signo, Bruxellæ in franciscanorum monasterium irruperit, prætextu hispanorum ibi occultatorum : quam calumniam falsiss : fuisse apparuit, nullis ibi inventis, direptis tantum a diligentissimis scrutatoribus, omnibus cibariis quæ piorum eleemosinis boni religiosi accepta, pro necessaria corporis refectione servarant. Adeo ut postridie illis, et cibo et potu abstinendum pene fuerit : nisi Arschotanus, forte pœnitentia ductus, subvenisset, missis duobus vini cantharis. Qualia multa ab iisdem eo maiore fiducia perpetrabantur, quod paucis ante diebus Orangii consilio, quodam fœdere inito ad mutuam opem sese omnes statuum Ordines adstrinxerant, eius forma, non multum ab Helvetico (quorum Rempubl. in Belgium introducere nonnulli cogitabant) fœdere dissimilis, huiusmodi fuit :

bres de la noblesse se passèrent les mêmes libertés à l'égard des propriétés possédées par les bons citoyens; ils allaient répétant partout que, durant ce temps d'arrêt que subissait le gouvernement, tous les biens tombaient dans le domaine commun, et devaient être attribués à l'occupant. De Ville s'acquît en Frise la plus grande réputation par ce genre d'exploits; ainsi que de Hèze, à Bruxelles, dont il était gouverneur. Entre les hauts faits de ce dernier, nous citerons celui-ci qui n'est pas le moindre de tous. Une nuit, en compagnie d'Arschot, il prit avec lui une enseigne de soldats et fit irruption dans le monastère des Franciscains à Bruxelles, sous prétexte de chercher des Espagnols qu'il prétendait y être cachés. La fausseté de cette calomnie devint patente par l'insuccès de la perquisition. Toutefois les chercheurs les plus adroits firent main basse sur toutes les provisions que ces bons religieux tenaient de la générosité de personnes pieuses et qui étaient nécessaires à leur subsistance. A telles enseignes que, le lendemain, les Franciscains eussent dû se priver pour ainsi dire de toute nourriture et de toute boisson, si d'Arschot, saisi peut-être d'un regret, ne fut venu en aide à leur détresse par l'envoi de deux pots de vin. Ces nombreuses exactions se commettaient avec d'autant plus de sécurité que, peu de jours auparavant, sur le conseil du prince d'Orange, tous les ordres des États s'étaient liés les uns aux autres par un nouveau pacte, se jurant soutien mutuel. Voici la teneur de cette Union; la forme ne diffère guère de celle de la république helvétique, que plusieurs songeaient à introduire en Belgique.

Fœdus
Belgicum.

« Nos subscripti Prælati, ceteriq̃ ecclesiastici,
« Magnates, nobiles, urbium et arcium Magistra-
« tus, aliiq̃ Ordines Belgii in hac urbe Bruxellensi
« congregati, subditi imperio Serenissimi Regis
« Philippi, supremi nostri Domini, et Principis
« naturalis, NOTUM facimus universis, quod videntes
« communem nostram patriam, oppressione hispa-
« norum plusquam Barbara et tyrannica affligi,
« fuerimus coacti, inter nos fœdus percutere, ad
« armis, consilio, pecunia et milite invicem iuvan-
« dum, contra eosdem hispanos, et eorum socios ac
« fautores, publico edicto Regi rebelles et Belgii
« hostes pronunciatos.

Fº 28 vº.

« Quod fœdus postea fuit Gandense pace, et auc-
« toritate et consensu concilii Status (cui a Rege
« Belgii gubernatio commissæ est) confirmatum.
« Nunc autem quia necessarium iudicamus, ad
« consequendum finem huic fœderi propositum,
« summam constantiam et fidelitatem in mutui
« auxilii perpetua præstatione adhibere : et quia
« omnis suspicionis, malevolentiae aut dissensionis
« materiam amoveri cupimus, et vim effectumque
« fœderis istius sine fraude promoveri et procurari :
« ne quis provincialium ullam sinistrè suspicandi
« vel querendi iustam causam habeat, et ut nihil a
« quoquam dolosè in patriæ et communis defensio-
« nis præiudicium committatur, vel ei necessarium
« per negligentiam vel conniventiam omittatur :
« Virtute mandati et procurationis nostræ, invicem

« Nous soubsignés, Preslats, Gens d'Eglise, Seigneurs, Gentilhommes, Magistrats et Gens de Justice, Villes, Chastelannies, et autres, faysans et representans les Estats des Païs-bas, assemblés presentement en la Ville de Bruxelles, et autres estans sous l'obéissance du tres-haut, tres-puissant, et tres-illustre Prince le Roy Philippe, nostre souverain Seigneur, et Prince naturel. Sçavoir faysons, à tous presens et à venir, que nous, voyans nostre commune Patrie oppressée, par l'oppression, plus que barbare et tyrannique, des Espaignols, avons esté esmeus, poussés et forcés, de nous unir et joindre par ensemble pour assister les uns les autres, d'Armes, de Conseil, de Gens, et d'Argent, contre lesdicts Espaignols, et leurs Adherans, déclarés rebelles de Sa Majesté, et d'estre nos Ennemis.

« Et que ceste union et conjonction a esté depuis consentie par la Pacification dernièrement faicte, le tout par autorité et aggregation du Conseil d'Estat, commis par Sa Majesté au Gouvernement general des susdicts Païs. Et d'autant que la bonne intention des deputez de ceste Union requiert toute fidelité, constance et Tresve de part et d'autre pour toujours, et que nous ne voulons aucunement, que par quelque malentendu, il y ait quelque mauvaise volonté en nous, mais au contraire, que les affaires de ladite Union puissent estre avancés, procurés et exécutés, en toute sincerité, fidelité, et diligence, en telle sorte qu'aucun des Habitans et Sujets desdits Païs, n'ait occasion legitime, de s'en mescontenter, ou de nous en sçavoir mauvais gré. Partant, et spécialement afin d'éviter, que rien ne se face infidelement,

« pro nobis et successoribus nostris promissimus et
« promittimus, bona fide, ut homines Christianos,
« viros bonos, et probos compatriotas decet, perpe-
« tuo sancte et religiose fœdus istud observare et ut
« alii sic observent, præstare; interdicta unicuiq ab
« eo discedendi vel a ceteris fœderatis se seiungendi
« omni facultate. Quod fœdus initum fuit a nobis,
« pro fidei Catholicæ Romanæ Apostolicæ defensione;
« pacis observatione; hispanorum expulsionem; Ma.^{ti}
« Regiæ debitæ obedientiæ conservatione; commodo-
« rum et tranquillitatis patriæ, omnium privilegio-
« rum, immunitatum, jurium, statutorum, consue-
« tudinum et rituum nostrorum tuitione : propter
« quæ omnia, non modo fortunas nostras, sed vitam
« etiam, si necesse fuerit, impendimus. Præterea
« non licebit cuquam e nobis, sive clam sive palam
« vel indirectè, ullum consilium inire, vel consen-
« tire, vel communicare, cum iis qui hoc fœdere
« non sunt comprehensi; neq etiam quæ in conventu
« nostro proponentur vel decidentur, ullo modo
F^o 29 r^o. « iisdem revelare. Debebit autem unusquisq id se-
« qui, quod communi suffragio nitetur et suam vo-
« luntatem ad generalem decisionem conformare.
« Quod si aliqua provincia, territorium, civitas,
« oppidum, pagus, arx, domus, villa vel locus,
« obsidione, oppugnatione, impetu vel alia quavis
« ratione prematur aut vexetur : vel si cui nostrum
« ob navatam contra hispanos et socios, vel aliis re-
« bus ad id bellum pertinentibus operam, in cor-
« pore, bonis, honore aut dignitate, per inquisitio-
« nem, incarcerationem, vel pecuniæ pro capite suo
« oppressionem vel aliam iniuriam, ulla lesio, de-

et au prejudice de nostre commune Patrie, en la juste et legitime defence d'icelle, ni aussi que rien puisse estre obmis par negligence ou connivence, de ce qui est, ou pourrait estre necessaire pour ladite defence : Nous avons, en vertu de nostre Pouvoir, et Commission, respectivement et autrement, pour nous et nos Successeurs, promis et promettons en bonne foy, comme bons chrétiens, Gens d'honneur et vrais amateurs de nostre Patrie, de tenir et entretenir inviolablement, et pour toujours, ceste Union, Association et Alliance commune, sans qu'aucun de nous s'en puisse desunir, ou separer par simulation, feintise secreete intelligence, ni par aucune autre maniere, que se soit, à la consecration de nostre sainte foy, et de la Religion Catholique, Apostolique, et Romaine, accomplissement de la susdite Pacification, et quant à l'expulsion des Espagnols, et de leurs Adherans, sous la deuë obeïssance de Sa Majesté, au bien et repos de nostre Patrie, ensemble pour maintenir et conserver tous et chacun nos Privileges, Droicts, Franchises, Statuts, Coustumes, et Usances anciennes. A quoy nous employerons tous les moyens qui nous seront possibles, sont Argent, Gens, Conseil, Biens, voire la vie mesme, s'il en est de besoing. Et que nul de nous ne pourra en particulier, donner aucun conseil, advis ou consentement, ni tenir communication secrette ou particuliere, avec ceux qui ne sont pas de ceste Union, ni au contraire leur révéler en aucune manière, ce qui est ou sera traicté, advisé ou arresté en nostre commune Assemblée, ains il faudra qu'il s'accommode et se conforme à tout ce

« trimentum vel molestia fiat; pollicemur, omnem
 « opem et auxilium iis ferre, sive armata manu sive
 « aliter, et captorum liberationem procurare. Cete-
 « rum si qui singulis huius fœderis capitibus, non
 « satisfecerint, ullum eorum violantes; illi nobili-
 « tate, Gentilitiis insigniis et nomine, honore et
 « dignitate exauctorati, militari etiam sacramento
 « soluti; pro periuris, perfidis et patriæ suæ hosti-
 « bus habebuntur; coram Deo et hominibus, et
 « perpetuam ignominia atq infamiae notam incur-
 « rent ».

Rassengemii
 captivitas.

Huic fœderi postea nona Januarii renovata, tres
 Statuum ordines et Status concilium subscripserunt.
 Paulo post ex Hispania reversus Rassengemius,
 convento in itinere Austriaco Bruxellam venit; om-
 niaq illa de egregia Regiæ voluntatis commuta-
 tione; quæ ab Havræo narrata et ab Austriaco postea
 confirmata fuerant; attestabatur. Ibi actum cum eo,
 ut fœdus comprobaret. Neque ille abnuebat, sed orabat
 prius id se, legere paterentur : nolle iis, quorum
 sententiam ignoret, subscribere. Ægerrime tam exi-
 guam moram quidam ex Ordinibus tulerunt, et Ras-

F^o 29 v^o.

que portera nostre commune et generale resolution. Et que si quelque Province, Estats, Païs, Ville, Chasteau, ou Mayson venoit à estre assiégée, affaiblie, envahie, endommagée, ou oppressée en quelque façon que ce soit, ou que quelqu'un de nous, ou autre, s'estant comporté valeureusement pour la Patrie, et defence d'icelle, contre lesdits Espaignolz, ou en d'autres affaires, lesquels en dependent, tant en general qu'en particulier, vienne à estre recherché, emprisonné, rançonné, endommagé, travaillé, oppressé ou inquiété, en sa personne, en son bien, honneur, estats, ou autrement : nous promettons de l'assister par tous les moyens susdicts, et notamment, de procurer et poursuyvre la délivrance de tels prisonniers, soit par force et violence, ou autrement : sur peine d'estre demis et dégradé de noblesse, de nom, d'armes et d'honneur, et d'estre tenus comme parjures, desloyaux et Ennemis de nostre Patrie, devant Dieu, et devant tous les hommes, et d'encourir pour jamais, note d'infamie et de lacheté. »

Cette alliance fut renouvelée, le 9 janvier; les trois ordres des États et le conseil d'État apposèrent leur signature. Peu après, Rassenghien revint d'Espagne à Bruxelles, après avoir rencontré don Juan sur sa route. Il témoignait qu'un changement s'était opéré dans l'esprit du Roi, chose déjà racontée par d'Havré et confirmée plus tard par don Juan. On s'occupa ensuite de lui faire souscrire l'Union. Il ne s'y refusait point; mais il priait les États de souffrir qu'il prit lecture des articles qu'elle renfermait. Je n'ai pas l'habitude, disait-il, d'apposer mon

Rassenghien
captif.

sengemii libertatem metu iniecto compescendam rati, quod fieri velint, Joanni Hagensi, Bloijero, Seroelsioq seditiosorum antesignanis, exponunt : quorum egregia opera et industria similibus in rebus uti consueverant. Qui noctu Rassengemium domo extractum in custodiam tradunt. Quod, ut statim Arschotano, dubium an ignoranti, nunciatum fuit, accersito ad se Havreo; iubet quavis ratione captum liberare. Havræus itaq Hæsium in lectulo cubantem adiens, quærit ab illo, iussune eius ea comprehensio facta? Jurat Hæsius sanctissimè, se tum primum id intelligere. Suspicio erat magna de periurio : quod Bloijerum Hæsii Œconomum, sine Hæsii iussu, hoc ausurum non fuisse apparebat.

Inde Havræus in domum civicam, in qua Gildæ (sic iuratos urbis defensores, quasi socios, vocant) excubabant, contendit : ab iis quærit, an ipsi Rassengemium in carcerem duci jusserint? Negant omnes. E regione domus civice, publica quædam ædes sunt quibus Panis nomen: in his Rassengemius asservabatur. Eo properans Havreus, petit a custodibus, illum sibi tradi. respondent se sine Hæsii iussu, custodiæ suæ commissum, dimittere non posse.

nom au bas d'actes dont j'ignore le contenu. Les États furent très vivement blessés de cette demande de délai, quelque insignifiant qu'il fut, sollicité par Rassenghien. Ils donnèrent toute latitude à Jean Van der Haegen, Bloyere et Seroels, d'agir à leur guise vis-à-vis de ce seigneur, afin d'enchaîner sa liberté en le dominant par la terreur. C'est à ces chefs d'émeutiers que les États, utilisant leurs services et leur génie inventif, recouraient, d'habitude, dans des cas analogues. Rassenghien fut enlevé nuitamment de sa demeure et jeté en prison. Dès que le duc d'Arschot fut informé de l'affaire, — on doute s'il l'ignorait, — il appela le marquis d'Havré et lui ordonna d'élargir le détenu, quel que fut le motif de son arrestation. D'Havré alla trouver de Hèze qui reposait au lit et lui demanda si c'était par son ordre que cette prise de corps s'était faite. De Hèze affirma par les serments les plus sacrés qu'il en recevait alors la première nouvelle. Il y avait grandement lieu de soupçonner un parjure ; car il était apparent que de Bloyere, intendant du baron de Hèze, n'eût pas osé se porter à cette extrémité, sans l'ordre de son maître.

De là Havré se rendit à l'hôtel de ville, où les Gildes (on appelle de ce nom les défenseurs assermentés de la cité, comme qui dirait compagnons), montaient la garde. Il s'informa auprès d'elles, si elles avaient donné l'ordre d'incarcérer Rassenghien. Tout le monde nia. Vis-à-vis de l'hôtel de ville se trouve une halle, connue sous le nom de Broodhuys ; Rassenghien y était renfermé. D'Havré s'y rendit en hâte et demanda aux geôliers de le lui livrer. Ceux-

Recurritur ad Hæsium; qui victus pudore, simul quia satis monitum, putabat; ne amplius Ordinum conventus decreta exequi moraretur, dimitti hominem patitur. Dimissus, nihil amplius causæ dixit, quin statim fœderi subscriberet.

F^o 30 r^o.

Ut autem tam gravi iniuria affectus pacaret^r, et quod eius opera multis in rebus indigebant, dicis causa inquire in auctores cœptum. Omnis culpa in Haghensem collata : sed ille iudices non infensos, verum propicios nactus, solita audacia, iuri et iudicio illudit; tanta protervitate et petulantia, ut appareret, longe potentiorum atque adeo Ordinum ipsorum iussu, ab eo facinus susceptum et patratum fuisse. Eiusdem fœderis exemplar in Brabantiae summam curiam missum, ut ei consilium subscriberet : sed invento prætextu malè concepti supplicis libelli, quo id petebatur, in aliud tempus dilata Senatus approbatio.

¹ Henri de Bloyere était un véritable tribun. Voir les *Mémoires anonymes* publiés par la Société, t. I, 247, 248. Jean Vander Haeghen était un ancien mercier, disent les auteurs de l'*Histoire de Bruxelles*.

L'arrestation de Rassenghien eut lieu le 18 janvier 1577, vers dix heures du soir. Les auteurs de cet acte, s'inspirant sans doute, du factum rappelé plus haut, au sujet du coup d'état

ci répondirent que sans ordre du baron de Hèze, ils ne pouvaient relâcher celui qui avait été remis à leur garde. On recourut à de Hèze. Honteux du rôle qu'il jouait, et persuadé que Rassenghien, averti suffisamment par cette leçon, ne mettrait plus désormais de retards à exécuter les décisions des États, il permit de l'élargir. Dès qu'il fut relâché, Rassenghien n'eut rien de plus pressé que de souscrire l'Union ¹.

Il fallait toutefois apaiser l'homme qu'une si grave injure avait irrité : les États avaient besoin de ses services pour beaucoup de choses. On commença une enquête comme si l'on faisait faire un procès aux auteurs de cet attentat. Toute la faute en fut rejetée sur Van der Haeghen. Celui-ci réussit à trouver non des juges sévères, mais favorablement disposés au contraire ; avec son audace habituelle, il se joua du droit et des tribunaux. Son effronterie et son insolence furent telles qu'il devenait apparent qu'il n'avait pu se charger de l'exécution d'un pareil attentat, que, sur l'ordre de personnages beaucoup plus puissants que les seigneurs incriminés, c'est à dire sur celui des États eux-mêmes. Le conseil de Brabant reçut également copie d'un exemplaire de l'Union, à l'effet d'y souscrire. Mais cette cour renvoya son approbation à un autre temps, sous prétexte que la supplique où cette demande se trouvait consignée, contenait un vice de formé.

du 4 septembre précédent, se crurent obligés de publier un mémoire justificatif. Il occupe quatre pages de petit texte dans les *Mémoires anonymes*, où on l'a réimprimé. T. I, 248, 249, 250, 251.

Erat interea tanta in Bruxellensi Ordinum conventu perturbatio et rerum omnium voluntatumque confusio, ut facile cuilibet appareret, non posse diutius reip. statum consistere. quare pleriq. Orangium respiciebant, solum hunc sapere et labentem Belgii statum sustinere posse dicentes. Præter ceteros, hoc summo studio consequi nitebantur, Hæsius et Abbas Gertrudanus, misso Bloijero una cum litteris, et mandatis, ut Orangio persuaderet, ne Bruxellam venire differret, neq hanc Belgio optanti operam recusaret. verum ille, qui nemini fidus nulli fidere consuevisset. xiiii Februarii, Middelburgo respondit; se, nec hollandos zelandosq deserere, sine dedecore; nec sine periculo, propter quorundam, qui vitæ eius insidiarentur, odia in Brabantiam venire posse.

Imperatoris
legatio.

F^o 30 v^o.

Venerant subidem tempus Bruxellam Rodolphi. II. Imperatoris ad res componendas legati, Leodiensis Episcopus, Baro Wynenbergius, Doctor Gailius et Juliacensis ducis delegati; quorum adventus ma-

¹ M. GACHARD a publié l'instruction remise à Henri de Bloeyere et souscrite par d'Havré, de Lalaing, de Fresin, de Bersele et de Hèze. Elle porte la date du 23 janvier 1577. La lettre à laquelle del Rio fait allusion est datée du 24. L'instruction pour le sieur de Bloyere, renvoyée par le prince d'Orange à Bruxelles, est du

Il y avait en ce moment, un tel désordre dans l'assemblée des États-Généraux à Bruxelles, la confusion de toutes choses et des volontés était si grande, que chacun voyait avec évidence, que les affaires ne pouvaient demeurer plus longtemps dans cette situation. Aussi tournait-on généralement les yeux vers le prince d'Orange; lui seul était sage, disait-on, et capable de soutenir la Belgique sur le penchant de sa ruine. Parmi ceux qui s'efforcèrent surtout d'accréditer cette opinion, il faut citer entre autres le baron de Hèze et l'abbé de Sainte-Gertrude. Ils envoyèrent de Bloyere au prince d'Orange. Ils lui avaient remis des lettres et l'avaient chargé de persuader au prince, qu'il ne devait ni retarder son arrivée à Bruxelles, ni refuser ce service à la Belgique qui le désirait¹.

Le prince d'Orange, infidèle à tous les partis, avait contracté l'habitude de ne se fier à personne. Aussi répondit-il, de Middelbourg, le 14 février, qu'il y aurait déshonneur pour lui à abandonner les Hollandais et les Zélandais; et que ce n'était pas sans péril qu'il viendrait en Brabant, par suite de la haine que certaines personnes lui avait vouée et qui pourrait aller jusqu'à attenter à sa vie.

Au même moment, les ambassadeurs de l'empereur Rodolphe II, étaient arrivés à Bruxelles : c'étaient l'évêque de Liège, le baron de Winnenberg, le docteur Gail et des députés du duc de Juliers².

26 janvier. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 189, 192, 194, 195.

² L'évêque de Liège était Gérard de Groesbeck, issu d'une maison distinguée de la Gueldre. Il avait été élu prince-évêque en avril 1564. Il fut créé cardinal en septembre 1578 et mourut

gnum Ordinibus calcar addidit ad pacem cum Austriaco maturandam. Et magna iam pacis spes cunctis affulserat, quod Ordinum legati ab eo impetraverant, ut commodioris et facilioris negotiationis caussa, a Luxemburgo discederet et vel Lovanium vel Mechiliniam veniret. Quod ut securius faceret, pro custodia et salutis tuitione, præter cautionem ab Ordinibus generalibus in scriptis dandam, eosdem ipsi optionem permittere; tot satellitum deligendi, et iis talem ducem præficiendi, qualis et quot ipsi sufficere viderentur: eosdem illi iusiurandum præstaturos conceptis ab ipso verbis. Ea omnia statuum Ordines, e suo vel delegatorum suorum numero obsidibus datis et in Leodiensis antistitis potestate donec pax ineatur futuris, confirmaturos.

Quibus conditionibus cum Austriacus acquievisset, et tempus ad obsides et stipatores deligendos

le 28 décembre 1580. Sa prudence, son éloquence, sa force d'âme l'ont rendu justement célèbre. — Voir FOULLON, *Historia Leodiensis*, III, 305, 313.

Philippe, baron de Winnenberg, était chef du conseil aulique.

André Gail était assesseur de la chambre de Spire.

Le duc de Juliers avait envoyé Werner de Gimnich, drossard de Juliers et Jean Louverman.

¹ Les députés des États-Généraux, l'abbé de Saint-Ghislain, le marquis d'Havré, le vicomte de Gand, le baron de Liedekerke

Leur mission toute pacifique, leur présence, stimula puissamment les États à hâter la conclusion de la paix avec don Juan.

Tout le monde avait vu luire avec bonheur l'espoir d'une paix prochaine, dans la concession que don Juan avait faite aux délégués des États. Le gouverneur, en vue de rendre les négociations plus aisées et plus faciles, allait quitter Luxembourg et s'établir à Louvain ou à Malines. Pour le rassurer encore davantage au sujet de la garde de sa personne et de la défense de ses jours, les États, outre la garantie qu'ils lui remettaient par écrit, lui laissaient la faculté suivante :

Il était autorisé à choisir autant de troupes qu'il croirait nécessaires et à mettre à leur tête tel chef qu'il lui plairait ; ce chef et les soldats lui prêteraient serment d'après une formule qu'il rédigerait lui-même. A l'appui de leurs promesses, les États donneraient comme otages ou des membres choisis dans leur assemblée ou l'un ou l'autre des ambassadeurs ; ces otages demeureraient en la puissance de l'évêque de Liège jusqu'à la conclusion de la paix.

Don Juan donna son acquiescement à ces conditions ; il demanda un temps normal pour choisir les otages et sa garde du corps¹. Puis il arriva à Marche

et le maréchal Adolphe de Meetkercke reçurent, le même jour, réponse à leurs propositions. Don Juan choisit, pour sa garde, le seigneur de Hierges, avec un régiment de trois mille hommes. Il demanda pour otages le marquis d'Havré, le vicomte de Gand, le seigneur de Montigny et l'abbé de Sainte-Gertrude, lesquels seraient mis entre les mains de l'évêque de Liège et gardés au château de Huy. — M. GACHARD, *Actes des États-Généraux des Pays-Bas*, I, 262, 263.

Januarius
M.D.LXXVII.
Austriacus
venit Marcham
et in Hoeljam.

F^o 31 r^o.

constitui petiisset, Marcham Faminæ Kal. Januarii anni M.D.LXXVII venit; unde mox Leodiensis episcopi precibus permotus, Huyum, quarto a Marcha lapide, proficiscitur : ne pacem morari videretur. Huij agens, ab Arschothano et Status concilio petiit, ut in re tanti momenti se consilio iuvare, et scripto sententiam suam comprehensam sibi mittere velint. Potissimum de Hispanis Belgio educendis, et Gandensi pace comprobanda; quæ duo sine Regii imperii et religionis diminutione, vix concedi posse videantur. Velle se non nisi maturè, et re penitus perspecta, in hoc negotio procedere.

Consilii status
censura.

Ab iis XXIII. Januarii rescriptum in hanc sententiam. « Non tantum ad tumultus ipsos, quantum
« ad causas eorum respicere Austriacum debere.
« Manasse illa ex nimia Albani in sumendis suppliciiis crudelitate; intolerandis pecuniarum et
« tributorum aliorum, decimi potissimum et vicesimi denarii exactionibus; inhumana gerendi
« belli ratione, præsertim in Zutphaniæ, Nardæ et
« Harlemii expugnatione et Mechliniæ contra fas
« et militiæ iura direptione; necnon insolentissimi
« et dissolutissimi militis immensa multitudo; quorum maior in destruenda, quam tuenda provincia
« usus fuerit; neglectam quoque stipendii solutionem.
« Inde consecutas tot militares seditiones. Fuisse has
« quidem satis idoneas ad concitandam provinciam
« causas; sed illam tamen potentiolem, quod cunctis apparebat, omnes Albani et Requesenii actiones semper tetendisse; ad redigendum Belgium,

en Famenne, le 1^{er} janvier 1577. Touché par les prières de l'évêque de Liège, il se mit en route pour Huy, situé à huit lieues de là : il ne voulait pas sembler mettre des retards à la conclusion de la paix. Durant son séjour à Huy, il s'adressa au duc d'Arschot et au conseil d'État pour l'aider de leurs avis dans une affaire de cette importance et pour lui faire connaître par écrit, leur manière de voir. Il lui paraissait surtout, qu'il ne pouvait consentir à deux conditions : au départ des Espagnols et à l'acceptation de la Pacification de Gand, sans nuire au prestige de l'autorité royale et de la religion. Il ne voulait s'avancer dans cette voie qu'avec précaution et après une étude approfondie des choses.

Le 23 janvier Don Juan reçut une réponse conçue en ce sens :

« Don Juan doit moins se préoccuper des troubles considérés en eux-mêmes que des causes qui les ont fait naître. Ils trouvent leur origine dans la trop grande cruauté des supplices ordonnés par le duc d'Albe; dans l'insupportable lourdeur des contributions et autres impôts, notamment le dixième et le vingtième denier; dans la façon inhumaine dont la guerre avait été conduite, surtout lors de la prise de Zutphen, de Naardem et de Harlem, ainsi que dans la mise à sac de Malines contrairement à toute équité et aux règlements militaires; dans cette multitude considérable de soldats, adonnés à tout genre d'insolences et de désordres, qui avaient mieux réussi à détruire le pays qu'à le protéger; enfin dans la négligence que l'on avait mise à solder les troupes, négligence qui avait donné lieu à tant de mouvements séditieux de la part des soldats.

« instar bello acquisitæ provinciæ, in perpetuam
« servitutem.

F^o 31 v^o.

« Qua indignitate, et recenti militum rebellione,
« et minarum acerbitate, arma provinciales sum-
« sisse. Coactos etiam se fuisse statuum Ordinibus,
« quorum capiti rebelles minabantur, militum de-
« lectum permittere. Postea quidem id Regi dis-
« plicuisse, et eum iussisse arma deponi; sed tunc
« in ipsorum potestate non fuisse arma, quæ ad sui
« defensionem Brabantis concesserant, iisdem ex-
« torquere. Maxime quia rebelles hispani prope ad
« urbem Bruxellensem accesserant, ideo nullum
« aliud remedium sibi occurrisset, ad aliquam saltem
« auctoritatis et imperii imaginem retinendam,
« quam tempori cedere, et se cum Ordinum gene-
« ralium voluntate conformare. Adhuc eam neces-
« sitatem durare, et debere Austriacum eadem con-
« niventia, armis ac vi abstinere atq. hanc reip.
« navem non robore, sed peritia in tantis procellis
« regere.

« Nunc enim, non cum paucis nobilibus (ut supe-
« riores gubernatores bellum gesserunt), sed cum
« universis totius Belgii Ordinibus dimicationem

« Les causes énumérées suffisaient par elles-mêmes à exciter le soulèvement des provinces; cependant il était une cause plus puissante encore, à savoir : la persuasion générale où l'on était que les actes du duc d'Albe et de Requesens avaient toujours tendu à l'asservissement perpétuel de la Belgique, comme s'il se fût agi d'un état conquis.

« L'indignité d'un pareil traitement, la récente rébellion des troupes et les graves menaces auxquelles ils étaient en butte, avaient poussé les habitants à prendre les armes. Le conseil d'État avait été aussi prié de permettre aux États de lever une armée, vu que les Espagnols révoltés en voulaient à leur tête. Plus tard, à la vérité, cette résolution avait déplu au Roi et il avait ordonné qu'on déposât les armes; mais le conseil d'État n'avait pas alors assez de pouvoir pour arracher aux mains des Brabançons, les armes qu'il leur avait accordées pour leur défense. D'autant plus, que les rebelles s'étant rapprochés de Bruxelles, ils n'avaient trouvé, pour retenir au moins un semblant quelconque d'autorité et d'empire, d'autre remède à cette situation, que de céder aux circonstances et de se conformer à la volonté des États-Généraux.

« Cette nécessité subsistait encore. Don Juan devait user de la même condescendance, s'abstenir de tout recours aux armes et à la violence; conduire habilement et non par la force, le navire de l'État à travers une aussi rude tempête.

« Maintenant il ne s'agissait plus de lutter contre quelques nobles, ainsi que l'avaient fait les gouverneurs précédents, mais contre tous les États de

« suscipiendam. Simul enim omnes provincias con-
« pirasse : iisq̄ constitutum, mori potius, quam his-
« panos diutius in Belgio tolerare. Fore cum hydra
« Lernæa certamen, uno capite succiso, bina
« denuo, e vulnere, pullulatura. Neq̄ vero cum
« solis hisce provinciis pugnandum; sed cum vicinis
« etiam principibus; quibuscum Belgæ fœdere
« coniunguntur; et apud quos æquale hispanici
« nominis odium. Ita bellum dubium, anceps, peri-
« culosum, sumtuosum, et sempiternum; victoriam
« ipsam, vastata multitudine militum et licentia
« belli civilis et stipendiorum magnitudine provin-
« cia, regi infructuosam fore.

« Præterea, quid futurum existimet, si interim
« Rex Catholicus moreretur? Omissurosne occa-
« sionem vicinos principes et non suam partem sin-
« gulos occupaturos? Sane non defore illis posses-
« sionis titulos, neq̄ retinendi causas : maxime
« Cliviæ duci, quoad Geldriam; Neversio, quoad
« Brabantiam; Saxoni, quoad Frisiam; aliis, quoad
« reliquas provincias. Sic in singularum urbium et

¹ Adolphe, créé premier duc de Clèves par l'empereur Sigismond, avait épousé en secondes nocces Marie de Bourgogne, fille de Jean sans Peur. Il mourut en 1445, ayant eu de Marie plusieurs enfants dont l'aîné, Jean I^{er}, lui succéda. Ce prince s'était uni en mariage, l'an 1455, à Isabelle de Bourgogne, comtesse de Nevers, fille de Jean de Nevers et de Rhétel. Il mourut en 1481. La ligne directe se continua par Jean II, Jean III, Guillaume. Sibylle, fille de Guillaume épousa le duc de Saxe, Jean-Frédéric I^{er}. Guillaume eut quelques différends au sujet de la

la Belgique entière. Toutes les provinces s'étaient en effet mises d'accord; elles s'étaient décidées à mourir plutôt que de tolérer plus longtemps les Espagnols dans le pays. Il en serait d'elles comme de l'hydre de Lerne; une tête ne serait pas coupée que deux autres renaîtraient de la blessure. Et ce n'est pas avec les seules provinces belgiques qu'il faudrait engager la lutte, mais encore avec les princes voisins. Les Belges leur sont unis par des traités; chez ces princes, l'Espagnol est l'objet d'une égale haine. La guerre est chanceuse, incertaine, dangereuse, coûteuse, perpétuelle; et la victoire elle-même demeurerait infructueuse pour le Roi, dans un pays ravagé par une nombreuse soldatesque, déchiré par la guerre civile et épuisé par la lourdeur des charges militaires.

« Puis qu'arriverait-il, si le roi catholique venait à décéder? Les princes voisins laisseraient-ils échapper l'occasion de s'emparer, chacun, de la partie de territoire qui serait à sa convenance? Certes, ils ne manqueraient pas de trouver des titres de propriété; les motifs ne leur feraient pas défaut pour retenir ces domaines. Le duc de Clèves réclamerait au sujet de la Gueldre; le duc de Nevers, le Brabant; le duc de Saxe, la Frise; d'autres, les provinces res-

Gueldre avec Charles-Quint. On n'a pas oublié non plus, tous les embarras suscités par cette succession à Marguerite d'Autriche, durant sa régence, pendant la minorité de son neveu.

Quant au Brabant, la succession du duché fut contestée à Philippe le Bon et à Charles le Téméraire par les comtes de Nevers, Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, fille de Philippe le Hardi et de Marguerite de Male, réclamaient le duché. Mais Philippe le Hardi avait eu un autre

« provinciarum recuperatione bella ex bellis nasci-
« tura.

F^o 32 r^o.

« Quanto melius, qualibet alia ratione totum Bel-
« gium simul conservare : quam in hanc huius-
« modi belli gerendi miseram necessitatem venire?
« Hollandiam certe et Zelandiam vi subiugari non
« posse. Caveret, ne ceteræ provinciæ alium domi-
« num quærere cogerentur, vel helveticæ reip. si-
« militudinem introducere. Eam plerosq, abalie-
« natisa Rege animis, propter superiora detrimenta,
« serio cogitare. Abalienationem hanc contrariis
« rationibus curandam, ut intelligantur anteacta,
« non a regiis mandatis, sed ministrorum culpa
« manasse. Videri sibi nullum ad eam rem ipso
« Austriaco aptiorem deligi potuisse : quia non
« hispanus, sed quasi Provincialis existimetur.
« Eoque studiosius ipsum solam, quæ restet ad
« Belgium pacandum, viam ingredi oportere, statim
« exterum militem educere, et pacem Gandensem
« comprobare. Ut postea ad gubernationem admis-
« sus, occurrere queat quorumdam desideriiis, qui
« reip. formam mutare conantur. Existimare se, si
« quidem dimittendi et in Italiam remittendi militis
« exteri, (ut dicit) protestatem a Rege accepisset;
« nullam esse causam, cur id facere differat. Aut si
« qua ipsi esse videatur, cur non audacter illam
« ordinum delegatis significet, ut eorum vel opera
« vel consilio iuvetur. Posse ipsum omnia sibi de

fls, nommé Philippe comme son père, qui fut comte de Nevers
et de Rhétel et succomba à Azincourt, en 1415. Son fils Jean,
comte d'Etampes, prit le titre de comte de Nevers après la mort
de son frère Charles, décédé sans postérité. Charles eut une fille,

tantes. Ainsi, au sein de chaque ville et de chaque province, la guerre donnerait naissance à la guerre.

« Combien ne vaut-il pas mieux de conserver toute la Belgique réunie ensemble, à l'aide d'un moyen quelconque, plutôt que d'en venir à cette cruelle nécessité de faire la guerre ! Et en outre, il n'y a pas possibilité de réduire par les armes la Hollande et la Zélande. Le gouverneur doit donc prendre garde, de ne pas pousser les autres provinces à chercher un nouveau maître, où à introduire chez elles quelque chose de semblable à la république helvétique. L'éloignement qu'éprouvent les esprits pour le Roi à la suite des désastres antérieurs, fait qu'on y songe sérieusement. Il faut donc remédier à cette aversion et faire comprendre que la responsabilité du passé retombe, non sur le Roi dont on aurait exécuté les ordres, mais sur des ministres coupables. Il semble au Conseil d'État qu'en vue d'amener ce résultat, le Roi n'aurait pu choisir quelqu'un de plus capable que Don Juan lui-même ; car on ne le considère pas comme un espagnol, mais bien comme un compatriote. Par conséquent, il importe d'autant plus, que le prince prenne la seule route qui soit encore ouverte pour l'apaisement des troubles : à savoir, le renvoi immédiat des troupes étrangères et la confirmation de la paix de Gand. De cette façon, il coupera court, lorsqu'il sera placé à

Isabelle, déjà mentionnée plus haut, puisqu'elle épousa Jean I^{er}, duc de Clèves.

Nous avons employé le mot *duché* de Nevers, parce qu'en effet Nevers fut érigé en duché et pairie, l'an 1538, par François I^{er}.

F^o 32 v^o.

« benevolentia et fide Ordinum tuto polliceri : neq
« vereri debere, ne quas illi fraudes vel insidias
« moliantur. Ad pacem vero Gandensem compro-
« bandam cum alia multa, tum illud maxime illum
« impellere debere : quod ab Ecclesiastico ordine
« testimonium acceperit, nihil per eam fidei Catho-
« licæ damni inferri. Quod autem ad regium im-
« perium et auctoritatem attinet, paratos esse se
« illi demonstrare, per eandem pacem nihil de iis
« decessisse. Et ut forte aliquid decessisset, Ma-
« gistri prudentis esse, in magna vi tempestatis
« naufragiiq periculo, iactum facere potius, quam
« a fluctibus demergi; et paucarum mercium iac-
« tura, totam navem servare.

« Prætera constare ea pace Principis Orangii
« conditionem valde deteriore factam. Nimirum
« illa convenisse; ut plurium provinciarum con-
« sensu et suffragio, de religionis exercitio statua-

la tête des affaires, aux projets de quelques personnages qui s'efforcent de changer la forme du gouvernement. Le Conseil d'État estime que, si Don Juan (comme il l'affirme) a reçu du Roi le pouvoir de renvoyer les troupes étrangères et de les diriger sur l'Italie, il n'y a point de raison qui puisse lui faire différer l'exécution de cette mesure. Si toutefois le prince croit avoir un motif qui explique ce retard, pourquoi n'en donne-t-il pas franchement connaissance aux délégués des États, afin d'en obtenir aide ou conseil? Il peut en parfaite sécurité attendre tous bons offices de la bienveillance et de la fidélité des États-Généraux ; il ne doit pas redouter de leur part ni fraude ni embûches. Pour ce qui concerne la ratification de la paix de Gand, le motif que voici doit lui paraître concluant : l'Ordre ecclésiastique lui a remis une déclaration attestant que le traité ne porte aucun dommage à la foi catholique. Quant à ce qui regarde la souveraineté et l'autorité du Roi, le Conseil d'État est prêt à lui démontrer que ce traité ne les lèse en aucune manière. Et si, par hasard, les droits du prince avaient souffert une atteinte, n'est-ce pas un acte de prudence de la part d'un pilote expérimenté, de jeter quelque chose à la mer, alors que la tempête gronde et qu'un naufrage est imminent, plutôt que d'être englouti par les flots? Ne vaut-il pas mieux perdre une partie de la cargaison et sauver le navire!

« Ce n'est pas tout. Il est évident que la Pacification a singulièrement compromis la position du prince d'Orange. Elle stipule en effet, que ce sera du consentement des provinces et à la majorité

« tur, neq dubitandum; quin, e septemdecim pro-
« vinciis, quindecim provinciarum calculo, Catho-
« lica Romana religio confirmetur. Sic Hollandos
« et Zelandos tandem invitos recepturos. Intelligere
« hoc illos, et queri se circumventos: et proinde
« nihil amplius timere, quam ne Austriacus Ordi-
« nibus concilietur, et instituto generalis Belgii
« conventu religionis controversia decidatur.

« Idcirco conari conciliationem impedire, et ex
« ipsius mora et dilatione, nova diffidentiae causas
« populo objicere: Quam ob rem orare se Austria-
« cum ut proposita occasione utens improborum
« conatus præveniat, et quod generositate animi
« sui dignum, confidendo mutuam confidentiam ab
« Ordinibus eliciat. hoc uno modo sibi videri diffi-
« cultates omnes perrumpi, et cunctas malevolo-
« rum calumnias dissolvi posse. Quod si præstite-
« rit; Orangium et socios, vel redituros ad officium
« sponte sua; vel, si pacem Gandensem, servare
« nolint, longe facilius coerceri posse, quam supe-
« rioribus annis; tum quia libenter Ordines non
« inviti auxilium Austriaco sunt adlaturi; tum
« etiam quod verosimile sit, orituram inter ipsos
« rebelles dissensionem, per quam Hollandia et
« Zelandia Regi possint recuperari ».

des suffrages, que l'on statuera concernant l'exercice du culte. Il n'est pas douteux que, sur dix-sept provinces, quinze émettent un vote favorable à la religion catholique. Ainsi donc, bon gré mal gré, les Hollandais et les Zélandais devront bien accepter la Pacification. Ils ont conscience de cette situation ; aussi se plaignent-ils d'avoir été circonvenus. Par suite, ils ne redoutent rien tant qu'une réconciliation des États avec Don Juan et une résolution décisive en cette matière, émanant d'une assemblée générale de Belgique. C'est pourquoi les Hollandais et les Zélandais emploient leurs efforts à entraver la réconciliation ; ces délais et ces retards fournissent au peuple de nouveaux sujet de défiance.

« Voilà les motifs qui engagent le Conseil d'État à supplier Don Juan de saisir la présente occasion pour briser les tentatives des méchants, et, ce qui serait digne de sa grande âme, pour mettre toute sa confiance dans les États qui le payeront de retour. Tel est l'unique moyen que l'on trouve afin de couper court à toutes les difficultés et réduire à néant toutes les calomnies colportées par la malveillance. Si Don Juan se résout à cette démarche, le prince d'Orange et ses alliés rentreront spontanément dans le devoir ; ou bien si ceux-ci ne veulent pas s'en tenir à la Pacification, il deviendra beaucoup plus aisé que jadis, de les réduire à l'obéissance. Parce qu'alors ce ne sera pas contre leur gré que les États viendront en aide à Don Juan ; puis, par ce qu'il est vraisemblable que la division éclatera parmi les rebelles et qu'ainsi le Roi pourra récupérer la Hollande et la Zélande ».

F^o 33 r^o.

Quibus rationibus propensior ad faciendam pacem Austriacus exstitit, sed nondum illi scrupulus omnis exemptus : quia, quæ secuta fuere, verebatur ne postea acciderent. Scilicet tumultuum causas, quas isti prætexebant, tempori et ipsorum timori, quam veritati accommodatiores esse. Status concilium habitare Bruxellæ, in loco minime tuto ad aliud suadendum : ab eodem proprium negotium agi, neq ab iis qui hispanos hostes declaraverant, et se statuum generalium Ordinibus coniunxerant, sine levitatis et inconstantiae nota aliud, quam suaserint, suaderi debuisse, vel sine mortis periculo potuisse. Eas quoq vires esse hispanorum partium ut, si eas sibi coniungeret, æquiores multo pacis condiciones foret impetraturus. Accedebat, quod incredibili levitate et inconstantia, quæ Ordines de custodum et stipatorum numero et præfecto concesserant, mox revocaverant et cum de Hispanorum discessu tractaretur, Ordinibus maritimam protectionem volentibus, et consentiente Austriaco : eandem postea Ordines iidem recusaverant prius etiam impetrata terrestri, et annuente Austriaco, Maritimam prætulerant : adeo ut nihil concludere, et data adimere, neque pactis stare ; sed solummodo Austriaco illudere velle viderentur. Fiebat hoc Orangii perfidia qui Ordinum cum Austriaco reconciliationem, exitium suum interpretabatur. Ideo per frivolas et simulationis, fraudisq suspensiones, animos Belgarum omnium turbabat.

Ces raisons firent incliner davantage Don Juan à conclure la paix. Cependant tous ses scrupules n'étaient point levés ; car il pressentait les conséquences qui suivirent réellement. D'après lui, les causes que le Conseil d'État assignait aux troubles étaient des prétextes ; ces assertions étaient l'effet des circonstances et de la peur bien plus que de la réalité. Le Conseil d'État habitait Bruxelles, lieu fort peu propre à lui inspirer des résolutions d'une autre nature. Il se constituait juge dans sa propre cause ; les gens qui avaient déclaré les Espagnols traîtres au pays et qui s'étaient réunis aux États-Généraux, ne pouvaient conseiller d'autres mesures que celles qu'ils proposaient, sans s'exposer au reproche de légèreté et d'inconstance ou sans courir un danger de mort. Les forces dont disposait le parti espagnol étaient encore telles, que, s'il les ralliait toutes à lui, il obtiendrait des conditions de paix beaucoup plus équitables. Il y avait d'autres raisons encore qui firent hésiter Don Juan : les États montrèrent une incroyable légèreté et une égale inconstance, en révoquant bientôt les concessions qu'ils avaient faites au nouveau gouverneur, concernant le nombre de ceux qui devaient former sa garde de corps et le choix du commandant de celle-ci. Puis, lors des négociations au sujet du départ des troupes espagnoles, les États avaient voulu qu'elles prissent la voie de mer et Don Juan y avait consenti. Plus tard, le prince avait demandé qu'elles suivissent la voie de terre, ils refusèrent la route par eau ; et c'était avec l'acquiescement du gouverneur, qu'ils avaient préféré l'une à l'autre. Il semblait donc que les États

Parte alia regis mandata pacem vel iniquissimis conditionibus bello præferri iubentia, et Religionis, quæ periclitari videbatur, conservandæ cupiditas, Austriacum impellebant, ut pacem mallet.

Attamen cum XXV et XXVI. huius mensis die,
F^o 33 v^o. de pacis conditionibus agere cœpissent, propter
eam, quam dixi ordinum levitatem, necnon Zueve-
gemii et aliorum (quos Ordines ad Austriacum
legatos miserant) protervam arrogantiam, et impu-
dentiam non ferendam, convenire non potuit, et
Austriacus Huyo, Marcham rediit; animo, ut præ
se ferebat, bellum gerendi, et Belgarum superbiam
iustis armis compescendi. Triduo tamen postea miti-
gatus continuis quorundam etiam sacerdotum et
monachorum precibus, scripsit Leodiensi episcopo,
iussurum se Hispanos terra discedere; seq paratum
Gandensem pacem confirmare, acceptis iam eccle-
siasticorum et Lovaniensis academiæ censuris, per
quas, ab eo consulti, unanimiter responderant; cunc-
tis Gandensis pacificationis capitibus diligenter exa-
minatis et perpensis, nihil in iis se invenisse, quod

Austriacus
Marcham redit.

Theologorum
et ecclesiastico-
rum censure.

ne voulaient rien conclure, qu'ils voulaient retirer ce qu'ils avaient donné et ne pas tenir à leur parole, mais seulement se jouer de don Juan. Tout ce manège avait pour cause la perfidie du prince d'Orange; il voyait en effet, la ruine de son influence dans la réconciliation des États avec Don Juan. C'est à l'aide de frivoles et ridicules soupçons d'hypocrisie et de fraude qu'il réussissait à porter le trouble dans l'esprit de tous les Belges.

D'autre part, les ordres du Roi étaient formels. Ils enjoignaient à Don Juan de préférer la paix même avec les conditions les plus défavorables, à une guerre; puis, le désir de sauver la religion qui semblait en péril, poussait également Don Juan à incliner vers la paix.

Le 25 et le 26 janvier, on avait ouvert les négociations. La légèreté des États à laquelle j'ai déjà fait allusion, et aussi l'arrogance effrontée et l'intolérable impudence de Zweveghem et des autres ambassadeurs des États auprès de don Juan, rendirent l'entente difficile. Don Juan quitta Huy et retourna à Marche. Il affichait l'intention de recommencer la guerre et de recourir aux armes, pour abattre avec justice l'orgueil des Belges. Néanmoins, après trois jours, les prières continuelles de quelques prêtres et de quelques moines réussirent à l'apaiser. Il écrivit à l'évêque de Liège, qu'il donnerait aux soldats espagnols l'ordre de quitter le pays et qu'il était prêt à ratifier la Pacification de Gand. Déjà il avait reçu de la part du clergé ainsi que de l'Université de Louvain, consultés par lui, une décision au sujet de ce traité. De leur avis unanime, la Pacification, dont

*

fidei vel religioni Catholicæ Romane ecclesiæ adversetur : quinimo potius (habita ratione temporis quo illa fuit inita et etiam præsentis, quo consulatur) ea omnia capita manifeste tendere et pertinere ad restaurationem et restitutionem fidei illius collapsæ et nutantis.

Quibus censuris partim in pergamenno partim in papyro scriptis, subscripserunt, quattuor Episcopi, duodecim Abbates, et quattuordecim aliis ecclesiasticis dignitatibus ac officiis præditi : item Lovanien-ses theologi novem, Jurisconsulti quinque. Accedebat ea epistola; quam Ecclesiastici ordinis Belgio nomine, de religionis in eadem statu, Episcopi
F^o 34 r^o. Brugensis, Namurcensis, Tornacensis, Yprensensis et Buscoducensis et vicarius officialisq Gandensis; ad Pontificem scripserant : qua profitebantur, si (utar propriis eorum verbis) Dei beneficio id obtineri posset, quod (sedatis bellorum tumultibus) Episcopi

¹ C'étaient les abbés de Vlierbeek, Villers, Saint-Michel à Anvers, Gembloux, Parc, Sainte-Gertrude, Diligem, Ninove, Maroilles, Hasnon, Cambron, Sainte-Marie, Waulsort et Hastières.

Par lettre datée de Namur, 24 décembre, les États s'étaient adressés à la faculté de théologie à Louvain, à l'effet de solliciter son avis sur la Pacification. Dès le lendemain, la faculté rendit sa décision. Cette déclaration doctrinale portait la signature de Jean Molanus, doyen de la faculté, si justement renommé par son savoir et son patriotisme; Michel Du Bay; Augustin Hunnaeus; Cornelius Ryneri; Robert Malcotius, curé de Saint-Pierre, à Louvain; Henri Gravius; Jean Lens; Laurent Gualteri; Henri Crockaert.

Ces mêmes noms, auxquels il faut ajouter trois autres, se trouvèrent au bas de la célèbre lettre du 20 mai 1573, par laquelle la

ils avaient examiné avec soin et pesé chacun des articles, ne contenait rien qui fût en opposition avec la foi ou la religion de l'Église catholique romaine; bien plus, si l'on tient compte du moment où le traité fut signé et même des besoins actuels dont il faut faire la part, tous les articles tendent manifestement au rétablissement et au retour de cette foi déchue et vacillante.

Ces décisions doctrinales, écrites les unes sur parchemin, les autres sur papier, furent souscrites par quatre évêques, douze abbés, quatorze autres ecclésiastiques en fonctions ou constitués en dignité; neuf membres de la faculté de théologie à Louvain et cinq jurisconsultes. On y avait joint la missive que les évêques de Bruges, de Namur, de Tournay, d'Ypres, de Bois-le-Duc, ainsi que le vicaire-général et official de Gand avaient adressée, au nom de l'ordre ecclésiastique de Belgique, au Souverain-Pontife, concernant l'état de la religion dans ces contrées ¹.

faculté de théologie de l'Université de Louvain demanda à Philippe II le rappel du duc d'Albe.

Les facultés de droit canonique et de droit civil délibérèrent le 26.

Leur déclaration, conforme à celle de la faculté de théologie, renferme toutefois la clause suivante : *Sub censura tamen et beneplacito Sedis Apostolicæ*. Elle porte les signatures de Jean Wamesius, Pierre Peckius, Jean Ramus, Michel Herenbaut et Jean de Bievene.

Martin Rythovius, évêque d'Ypres, fit en outre un mémoire particulier sur cette question.

La lettre des États, une copie de la déclaration des évêques, abbés et théologiens, mais sans les signatures, la déclaration de la faculté de théologie et le mémoire de Rythovius, ont été pu-

secundum canones liberè vacare possent pleniori repurgationi suorum districtum, fiducia rei tam bene inchoatæ in bonam se spem erigi, quod infra breve tempus veræ religionis observatio in Belgio, non tantum restauretur ad integritatem in qua erat ante ruinam ecclesiarum, sed et floreret supra quam ab annis centum et pluribus. Eum successum optatum plane impediri, aut multum saltem remorari belli tumultum, propter multas causas. Et esse religionem apud Belgas longe tolerabiliore loco quam plerisq̃ persuasum sit. Adeo ut si via restitutionis bene inchoata ab episcopis continuetur, sepositis armis et sine violentia, ad felicem exitum perducı posse : educto tamen prius extero milite; qui non modo religionem non conservet, sed exterminet potius. Status quoque concilium et imperii delegati, quoad Regis imperium ac auctoritatem, attento temporis præsentis et Belgii statu nihil de iis pace Gandensi, diminutum censuerant.

bliés en latin par Mgr DE RAM, dans les *Bulletins de la commission royale d'histoire*, 1^{re} série, XIV, 5 et suiv.

P. BOR, II, 208, donne la traduction flamande des deux déclarations émanées de l'Université de Louvain.

L'évêque de Bruges a été mentionné plus haut : c'était Remi Druitius.

Antoine Havet, dominicain, ancien confesseur de Marie de Hongrie, premier évêque de Namur.

L'évêque de Tournai ici rappelé était Guilbert Dongnyes; celui de Bois-le-Duc était Laurent Metsius.

Au tome IV de la *Correspondance de Philippe II*, p. xv-xxiv et 739-794, M. GACHARD a publié des pièces fort intéressantes écrites par ce prélat, notamment un travail destiné à Philippe, et concernant l'origine, les causes et les progrès des troubles aux Pays-Bas.

A Gand, le siège épiscopal était vacant, depuis le 11 avril 1576, par la mort de Corneille Jansenius. Le vicaire général, dont il

Dans cette adresse, — je me servirai de leurs propres termes, — les signataires faisaient hautement les déclarations que voici : Si, par la grâce de Dieu, la guerre vient à cesser et que les évêques, conformément aux saints canons, peuvent vaquer librement à une amélioration plus sérieuse de leurs diocèses, cet heureux début leur donne la foi et l'espérance qu'un bref délai suffira, non seulement pour rétablir dans son intégrité le respect que la religion avait conquis chez les Belges, et pour la remettre dans l'état où elle se trouvait avant le sac des églises, mais encore pour faire reflourir cette religion à tel point que sa situation soit au-dessus de ce qu'elle était, il y a cent ans et plus. Les désordres de la guerre mettent obstacle à cette heureuse issue tant désirée, ou du moins la retardent; et cela pour plusieurs motifs. La religion du reste se trouve en Belgique dans une position beaucoup plus supportable qu'on ne croit généralement. Cela est tellement vrai, que si l'on suit la voie que les évêques ont bien commencée, sans recourir aux armes ni à la violence, on peut en attendre un heureux dénouement. Il faut toutefois, comme mesure préalable, renvoyer les soldats étrangers; ceux-ci bien loin de sauver la religion, travaillent plutôt à sa ruine. Quant à ce qui concerne la souveraineté du Roi et son autorité, le Conseil d'État et les ambassadeurs impériaux ont déclaré que, vu les circonstances du temps et l'état de la Belgique, celles-ci ne recevaient aucune atteinte de la Pacification de Gand.

est ici question, doit être Henri Crabbeels, mentionné par Mgr DE RAM, *Synodicon belgicum*, archiepisc. Mechl., I, 231.

Eam censuram status concilium, ad Austriacum miserat, cui Concilii iussu secretarius Bertijus subscripserat : in ea censura addita fuit illa ratio, nihil Regiæ Ma.^{ti} per pacem eam decessisse, quod sciente et iubente status concilio, cui gubernatio Belgii a Rege concessa fuerat, eadem pax celebrata sit : hæc ratio non omnibus satisfaciebat, quibus videbatur, hoc esse potius fateri se vel sponte vel Bruxellen vi coactos Ordinibus consensisse, quam bonam sententiæ suæ causam reddere. Eiusdem ponderis esse inquebant, ceteras rationes ; adeoq. difficile, quæ falsa per se sunt, firmis rationibus adstruere. Ipsi etiam statuum Ordines, Orangium, ut Delphicum Apollinem, consuluerant ; quibus conditionibus expediret Austriacum ad gubernationem admittere. Responsum ab eo, Middelburgi prid. Kal. Jan. anno M.D.LXXVI. admodum prolaxis litteris, quas dignas puto memoria posteritatis, propter nefariam earum et singularem impudentiam.

Orangii
epistola ad
status.

« Binis litteris opinionem suam se illis indicasse ; nunc etiam tametsi vereretur, quibusdam visum iri se non bona fide, sed animi offensi turbatione vel belli producendi cupiditate, quæ dicturus sit dicere : optima tamen conscientia fretum, cuius testem Deum habeat, liberè sententiam suam significaturum.

Le Conseil d'État avait envoyé à Don Juan cette consultation, que le secrétaire Berty avait souscrite sur son ordre. On y ajouta ce motif que la Pacification n'avait lésé en rien les hauteurs de la Majesté Royale, vu que le traité avait été conclu au su et par commandement du Conseil auquel le souverain avait remis le gouvernement de la Belgique. Mais ce motif ne satisfît pas tout le monde. Il en est qui y voyaient plutôt un aveu que, soit de son propre mouvement, soit forcé par les violences des habitants de Bruxelles, le Conseil s'était rallié à l'opinion des États et ne donnait pas la vraie raison de sa manière de voir. Les autres motifs allégués sont de la même valeur, disait-on; il est difficile, par suite, que les choses qui sont fausses par elles-mêmes, puissent être basées sur de bonnes raisons. Les États avaient, de leur côté, consulté leur oracle de Delphes, c'est à dire le prince d'Orange, sur les conditions auxquelles il conviendrait d'admettre don Juan au gouvernement général. Le prince répondit, de Middelbourg, le 31 décembre 1576, par une lettre excessivement diffuse. L'effronterie éhontée et bizarre dont il y fait preuve la rend digne de passer à la postérité.

« Je vous ai déjà fait connaître, disait-il, ma manière de voir dans deux missives. Je crains, à la vérité, qu'il se rencontrera des hommes qui verront dans mon langage, non l'expression de la bonne foi, mais des inspirations dictées, soit par la rancune d'un cœur blessé, soit par le désir de prolonger la guerre. Rassuré toutefois par le témoignage de ma conscience, Dieu m'en est témoin, je vais librement vous manifester mon sentiment.

Missive du
prince d'Orange
aux États
Généraux.

« Hoc unum se semper in votis habuisse, videre aliquando Galliam Belgicam et inferiorem Germaniam, ut olim a tribus statuum generalium Ordinibus, sub debita Principi obedientia, gubernari. Longo tempore legitimam hanc gubernationem floruisse: sed postea multorum annorum successu abolitam, quorundam avaritia et ambitione, ad summum dignitatis culmen adspirantium, qui principibus eam odiosam fecerant, persuaserantq; unicuique Regiæ potestatis diminuendæ instrumentum esse, generalem ordinum conventum: et qui eum suaderent, rebellionem cogitare, Maiestatisq; lesæ reos censi oportere.

F° 35 1°.

« Ita nemini licuisse salubre hoc componendæ provinciæ remedium proponere. Quamobrem, lætatum se initio cum videret Ordines generales coisse, quod sperabat ipsos cupere maiorum suorum virtutem imitari, et recuperata legitima sua auctoritate, tot tam laudabilibus et antiquis adeo privilegiis confirmata; finem aliquem summis miseriis et inhumanæ tyrannidi imponere. Feliciter hoc ipsum ab iis hactenus cœptum, per pacem inter dissidentes provincias initam, minimo labore, pristina fere quiete et tranquillitate Belgio restituta.

« Intellecturum inde Regem (nisi malignis aliorum

« J'ai toujours souhaité de voir la Gaule Belgique et la Germanie inférieure constituer, comme jadis, un seul état gouverné par les trois ordres des États-Généraux et rendant au Prince l'obéissance qui lui est due. Pendant longtemps cette forme de gouvernement fut en honneur ; plus tard, par le cours accumulé des années, elle a été abolie. L'avarice et l'ambition de quelques-uns, désireux d'atteindre aux hautes régions du pouvoir, avaient rendu cette forme odieuse aux princes. On avait réussi à persuader à ces derniers que la réunion des États-Généraux, était un instrument ayant pour fin unique l'amoindrissement de la puissance royale ; que ceux qui poussaient à cette mesure, méditaient une rébellion et qu'il fallait les considérer comme coupables de lèse-majesté.

« Dans un tel état de choses, personne ne pouvait songer à ce remède salutaire qui devait sauver les provinces. Aussi ma joie a-t-elle été grande au début, en voyant la réunion des États-Généraux. J'espérais en effet, que vous imiteriez le courage de vos ancêtres et qu'après avoir repris votre légitime autorité, confirmée tant de fois par des privilèges si précieux et si anciens, vous imposeriez un dénouement quelconque, aux suprêmes désordres et à l'inhumaine tyrannie sous lesquels vous gémissiez. Vous avez heureusement débuté jusqu'à présent, en signant un pacte de paix entre des provinces divisées ; ce traité qui n'a guère coûté de peines, a suffi à rétablir en Belgique le repos et la tranquillité à peu près comme auparavant.

« Le Roi, à moins que des méchants ne prennent

F^o 35 v^o.

persuasionibus et culumniis mens eius et aures præoccupatæ fuerint) iccirco tam constanter nonnullorum precibus hanc congregationem generalem ordinem efflagitatam. quia nimirum verum hoc et unicum constituendi et restaurandi Belgii remedium esse intelligebant. Verumtamen quod videat eos pro solita sua facilitate et credulitate, toties nimium damnosa provinciæ, præbere aures mellitis Austriaci verbis; non posse non vereri se, ne ab eo et ceteris hispanorum parti addictis decipiantur. Quæsitas ab illis haut dubiè quaslibet dissolvendi conventus ipsorum rationes. Nullam commodiorem inventam, subito et inopinato Austriaci adventu. Eosdem suasisse Regi, ut illis præciperet aliquos sibi ex nobilitate et ceteris Belgii ordinibus conciliarios, assumere; ad, per huiusmodi fraudem, veluti latentem hamum; ignaros capiendum. Quasi vero cuiquam dubium esse possit, habiturum illud, sicut Dux Parmensis et successores eius habuerunt, alios quosdam interiorum secretorumq; consiliorum auctores: cum quibus, disceptata prius et decisa, ceteris illis imaginariis consiliariis proponantur. Sibi quidem accuratè expendenti petitiones Austriaci clarè apparere, integram illum et absolutam provinciæ gubernationem postulare, atq; ordinum auctoritatem delere et extinguere velle. Pro inde plus quam consulto opus esse, priusquam agere cum illo incipiant. Non enim de lana caprina, sed perpetua totius Belgii quiete et salute disputari. Cogitent se omnipotenti Deo, cuius imperio defensionem patriæ acceperint, strictam consiliorum suorum rationem reddituros. Scire se plurimas et

les devants et, par leurs manœuvres et leurs discours, s'emparent de son esprit et de ses oreilles, comprendra à cette nouvelle combien étaient fondées les réclamations de ceux qui persévérèrent dans leur idée de réclamer la convocation des États-Généraux. Ils savaient que c'était là le véritable remède, le seul capable de reconstituer la Belgique et de la replacer dans son ancienne situation. Néanmoins en vous voyant, avec cette facilité dont vous êtes coutumiers et cette crédulité trop souvent déjà fatale pour nos provinces, prêter l'oreille au langage mielleux de don Juan, je ne puis m'empêcher de craindre qu'il ne nous trompe, lui et tous les partisans du régime espagnol. Ils auront cherché sans aucun doute, toutes les raisons par lesquelles on pourrait provoquer la dissolution des États-Généraux. Il ne saurait s'en rencontrer de plus faciles à inventer que la venue imprévue, inopinée de don Juan. Ces mêmes hommes ont convaincu le Roi, qu'il faut charger les États-Généraux du soin de lui choisir quelques conseillers pris parmi la noblesse et les autres ordres de la Belgique ; cette ruse, à l'instar d'un hameçon caché, doit amorcer les imprudents. Comme s'il pouvait y avoir encore doute en effet, ainsi qu'on l'a vu sous la duchesse de Parme et ses successeurs, que quelques favoris seront tenus au courant des affaires intimes et secrètes ; ce ne sera qu'après que toutes les affaires d'administration auront été discutées et arrêtées entre eux, qu'elles seront soumises pour la forme aux autres membres du conseil. Si j'examine attentivement les demandes formulées par don Juan, il apparaît clairement que c'est le gouvernement du pays,

dolosissimas illis ab hispanis et sociis insidias, ubi minime putent, positas. Diligenter cavendum, ne in easdem, imprudentia et simplicitate sua, labantur. Sibi quidem cautum videri abunde. Si nihil cum Austriaco tractent, donec ante omnia, hispani et reliqui exteri milites Belgio excesserint : et apertè eidem denuntient (et quod denuntiarint re ipsa præsent) se non destituros interea a cœptis, sed omne studium impensuros, ad depellendam a cervicibus suis exterorum tyrannidem; et cavendum, ne semel depulsum iugum, rursus subire cogantur. Serio quoque provincialibus interdican, ne quis illorum Austriaco nomen det, idq ne fiat omni ratione prohibeant. Fore alioquin eam commodissimam rationem, qua proprio cultro iugulentur, et unita ipsorum concordia dissolvatur. Licere hæc ipsis, per plurima privilegia, potissimum per diplomata, læti introitus, tractatus Cortenbergensis aliaque concessa Antverpiæ anno M.CC.XXVI. et anno M.CCC.XX. confirmata postmodum a ducibus Joanne, anno M.CCC.LXXI. Wenceslao et uxore anno M.CCC.LXXII. et sequente. Debere unumquemque privilegia sua diligenter tueri : neq posse ipsos, sine summo dedecore, quæ maiorum virtute parta fuerint, per animi imbecillitatem amittere.

F^o 36 r^o.

absolu et sans contrôle, qu'il réclame, et qu'il veut effacer et détruire l'autorité des États-Généraux. Par conséquent, avant de commencer les négociations, il faut quelque chose de plus qu'une délibération. Ce n'est pas une bagatelle qu'il s'agit de discuter, mais il y va du repos et du salut de la Belgique. Veuillez songer que vous rendrez au Dieu tout-puissant, dont le commandement vous a confié la défense de la patrie, un compte sévère des mesures prises par vous. Je sais que les Espagnols et leurs adhérents vous ont tendu des pièges et des plus perfides, dont vous ne vous doutez point. Il faut bien prendre garde de vous y laisser prendre par votre imprévoyance et votre candeur. Il me semble que vous vous mettriez suffisamment en garde contre ces séductions, si, avant tout, vous n'entamiez de négociation avec don Juan qu'après la sortie du pays des Espagnols et de toute la soldatesque étrangère; si vous lui déclariez catégoriquement (déclaration, dont les effets doivent suivre immédiatement), que vous ne renoncerez pas pour cela à vos projets, mais que vous emploierez tous vos efforts à secouer le joug de la tyrannie étrangère, et à vous mettre en mesure de ne plus le reprendre après l'avoir secoué. Prévenez sérieusement aussi, les habitants des provinces, qu'aucun d'entre eux ne doit se rallier à don Juan; il faut interdire cela à tout prix. Ces adhésions isolées pourraient, en effet, devenir pour eux un moyen commode de s'égorger de leurs propres mains et de dissoudre l'union qu'ils ont contractée. Le refus de reconnaître don Juan leur est garanti par plusieurs chartes, notamment par la Joyeuse-Entrée, la loi

« Iccirco præstare, ut mittant ad Austriacum unum quærimoniæ suarum exemplar, et alterum privilegiorum omnium, una cum mandatis, ut videret ne quid contra ea molitur; sed iuxta illorum sententiam gubernationem iustituet. Illum haut dubiè, quia Rex hoc iussit, et ipse id facere promisit, obtemperaturum. Sin tergiversetur, tum protestentur, invitos se non ad rebellionem sed ad arma cogi, iniustam vim vi iusta repulsuros. Probabunt, inquit, tam iustam et bonam causam mortales omnes. Ea autem protestatio, quo apertius et acrius a vobis proponetur, eo plus adferet emolumenti. Sic quondam Gandavi Rex Philippus coactus fuit polliceri,

¹ La première Joyeuse-Entrée, connue sous ce nom, est celle de Jeanne et Wenceslas. Elle porte la date du 3 janvier 1356. — Ce sujet a été parfaitement traité jadis par M. FAIDER, aujourd'hui avocat général à la cour de cassation, dans les *Études sur les constitutions nationales*, Bruxelles, 1842; et plus récemment, dans le beau mémoire, déjà cité, de M. le professeur Edm. POULLET, *Histoire de la Joyeuse Entrée de Brabant*.

La charte de Cortenberg, octroyée par Jean II, duc de Brabant, porte la date du 27 septembre 1312. L'acte original repose aux archives communales de Louvain. Le texte en a été souvent reproduit. *Placcaerten van Brabant*, t. I, p. 222; *Luyster van Brabant*, t. I, p. 69; *De Middelaer*, II, 359; Mgr NAMÈCHE, *Cours d'histoire nationale*, III, 619.

Le *Luyster van Brabant* donne également les deux confirma-

de Cortenberg et autres privilèges concédés à Anvers, en 1226 et 1320, confirmés plus tard par la duchesse Jeanne, l'an 1371, par Wenceslas et son épouse, l'an 1372 et 1373¹. C'est pour chacun d'eux un devoir de sauvegarder ces privilèges avec soin; ils ne peuvent, à moins d'un extrême déshonneur, renoncer par faiblesse d'esprit aux avantages que leurs ancêtres ont conquis par leur courage.

« Il faut donc envoyer à don Juan une supplique renfermant l'exposé de tous vos griefs; une copie contenant la liste de tous vos privilèges avec les chartes qui les octroient, afin qu'il ne se permette aucune tentative qui leur soit hostile et que ce soit conformément à ces actes de l'autorité souveraine, qu'il organise le gouvernement. Il n'est point douteux qu'il se rangera à cet avis, vu les ordres du Roi et ses propres promesses. Mais si don Juan balance et demeure indécis, les États doivent protester à l'instant, que c'est bien malgré eux qu'ils ont été poussés, non à la révolte, mais à prendre les armes; et que c'est par la force légitime qu'ils repousseront une injuste violence. Cette protestation, plus vous l'accentuerez

tions dont la charte de Cortenberg fut l'objet de la part de Jeanne et Wenceslas, en 1371 et 1372, p. 144, 146.

L'acte de 1372 fut donné à la suite de la captivité du duc Wenceslas après la bataille de Bâstweiler. Il fut la condition du subside considérable que nobles et villes du Brabant votèrent pour pourvoir aux nécessités du trésor.

Il est probable, dit M. POULLET, que les dispositions de la charte de 1312 n'avaient pas toujours été pleinement observées sous le règne orageux du prince luxembourgeois; aussi le principal objet de la charte renouvelée est-il *de la mettre bien et complètement en observance dans toute sa puissance et teneur*.

evocaturum se hispanos; quod aliter nunquam ab illo impetrari potuisset.

F^o 36 v^o. « Præterea petit a vobis Austriacus, militem quem ad vestram defensionem collegistis : a quibus haut dubie soli sibi sacramentum dici volet. Hoc ipso quid an non clare significat, se vobis non fidere? Tradite illi quem petit militem, quid profuturam vobis putatis inermem congregationem? An coactos vos iri ignoratis, datas ab eo leges accipere? quas si quis recuset, confestim acerbe castigatum ceteris exemplo fore, ne libere loquantur?

« Equidem vel inde apparere non bona fide agere Austriacum, quod eos propriis armis exuere, atque iisdem se armare conetur. Quanto ægrius, ipsum fidere Ordinibus, qui nihil umquam in se receperint, quod non præstiterunt, et quorum de salute agitur; quam ipsi fidem habere Ordines, toties ab hispanis vana pollicitatione deceptos? Accedere, quod diligenter sit considerandum, venisse ipsum ad regendas provincias, in quibus perpetua consuetudine fuit observatum, primo gubernatorem futurum Ordinibus; illos deinde gubernatori iusiurandum præstare. Quid dicturas existiment omnes provincias si viderint amplius illos Austriaci reverentia et observatione; quam Traiecti et Antverpiæ indignissimis direptionibus moveri? Verituras idem excidium et excidio deteriorem hispanorum servitutem.

avec franchise et vigueur, plus elle vous profitera. C'est ainsi qu'à Gand, le roi Philippe fut forcé autrefois, de promettre l'éloignement des soldats espagnols ; jamais on n'eût réussi à l'obtenir, si l'on eut agi d'une autre manière.

« Don Juan vous demande, à son tour, les troupes que vous avez enrôlées pour votre propre sûreté ; il entend sans doute que ces troupes prêtent serment à lui seul. Cela ne signifie-t-il pas clairement qu'il n'a pas en vous toute confiance ? Livrez-lui les troupes qu'il réclame. A quoi vous serviront-elles s'il les désarme ? Ignorez-vous donc qu'alors, il vous forcera de vous soumettre à ses lois ? Et si quelqu'un résiste, ne le châtiara-t-il pas à l'instant d'une façon exemplaire, pour interdire à d'autres leur franc parler ?

« Il est évident, par ce seul fait, que don Juan n'agit pas de bonne foi, alors qu'il s'efforce de dépouiller les États de leurs propres armes pour s'en revêtir lui-même. Il serait plus juste que don Juan mît toute sa confiance dans les États qui ne se sont jamais permis aucun excès de pouvoir et dont le salut est en jeu, plutôt que de voir ceux-ci se fier à lui, alors que les Espagnols les ont déjà si souvent déçus par leurs vaines promesses !

« Il faut ajouter cette remarque qu'il est nécessaire d'examiner avec soin : don Juan est arrivé pour gouverner des provinces, où ce fut une coutume observée de tout temps, que le gouverneur prête d'abord serment aux États et que ceux-ci ne le prêtent au gouverneur, qu'après avoir au préalable reçu le sien. Pensez à ce que diront toutes les provin-

« Non carere illos culpa, quod initio arcium urbi-
bus imminentium (unde omnia superiora mala pro-
fluxerunt) ædificationem non impediverint : nunc
cum easdem in sua manu habeant, non stolide so-
lum, sed sceleste etiam illarum a fundamentis ever-
sionem differre, vel saltem valli et muri civitatibus
proximi destructionem. Sed omnino potius illas
dirui debere; ne similes postea calamitates in op-
pida evomant. Non debere nimium sibi placere ip-
sos, quia ex quibusdam hispanica præsidia expule-
runt.

7
« Gravissime hoc Regem tulisse, et insignitam
sibii iniuriam illatam putare; qui etiam ob simplicis
libelli oblationem adeo superioribus annis excandue-
rit. Forte paratum iam singulis ipsorum locum,
quem in eo quo excipiendi destinantur convivio
obtineant : quantumvis egregia oblivionis et aboli-
tionis nomina ipsorum auribus occinantur. Nimi-
rum numquam Reges iniurias oblivisci, sed quam-
diu vindictam sumere prohibentur, illas dissimula-
tione transmittere et opportunitatem sumendi sup-
plicii opperiri. Patere hoc per omnes superiores
Regis actiones, rorantibus adhuc vulneribus recenti,

ces, si elles vous voient plus préoccupés de témoigner à don Juan votre respect et votre obéissance, qu'émus des horreurs du pillage de Maestricht et d'Anvers! Elles redouteront le même fléau et craindront de voir par ce moyen, s'aggraver encore le joug des Espagnols.

« Vous n'êtes pas exempts de tout reproche pour n'avoir pas empêché, dès l'origine, la construction de ces citadelles, qui sont pour les villes une menace permanente; elles sont la source de tous les maux dont vous avez eu à souffrir dans le passé. Maintenant que le sort de ces citadelles est entre vos mains, ce serait non pas une folie mais un crime, que de remettre à une autre époque leur destruction de fond en comble, ou du moins, de ne pas faire démolir la partie du rempart et du mur qui est la plus rapprochée de la cité. Mais il vaut beaucoup mieux les raser tout à fait, de peur que nos villes soient exposées à des calamités pareilles à celles que nous avons déjà vues peser sur elles.

« Il ne faut pas trop exalter les succès que vous avez remportés par l'expulsion de quelques garnisons espagnoles. Le Roi s'en est vivement offensé; il y a vu une très grave injure, lui qui jadis montra une si grande colère quand on lui présenta une simple requête à ce propos. Peut-être, a-t-il déjà fixé le lieu où il se propose de détenir chacun d'entre vous, après le festin qu'il vous offrira, tout en faisant retentir à vos oreilles les beaux noms d'oubli et de pardon. Les rois sachez-le bien, n'oublient jamais les offenses reçues; tant que la vengeance leur demeure interdite, ils savent dissimuler et attendre l'heure,

contra toties datam fidem, Egmondani, Hornensis et aliorum nobilium plebeiorumq sanguine. Naturam non hominem modo, sed bruta quoq animalia docuisse, quod vi consequi nequeat arte et fraudibus adipisci. Solos scilicet Regem et Austriacum artificii huius ignaros; quod nemo non faceret, in tanta necessitate prætermisso. Quanto credant cum dolore Regem, qui pro lubricine, non pro ratione imperare solitus sit accepisse: mandata sua impune neglecta, et in publico orbis theatro apparuisse, a subditis illum vi et potentia vinci? Credantne igitur, eum quidquam omissurum eorum, quæ cuiquam in mentem venire quant, ad recuperandam potentiam pene perditam? Sed defuturas, inquam illi vias, quibus ad optatum finem perveniat. Aquam citius mari defore, quam fraudes et laqueos principibus, quibus subditorum mentes irretiant.

F^o 37 v^o.

« Unum nunc laqueum tendi, promissionem exteri militis educendi. Hanc eam vim habituram, quam habuit altera Regis promissio. Abeuntem Belgio Gandavi Ordinibus promississe, se tertio a discessu suo mense hispanos e Belgio evocaturum: nihilominus tamen remansisse postea plusquam septemdecim vel

l'occasion opportune d'ordonner le supplice. Toute la conduite antérieure du Roi ne prouve-t-elle pas cela à l'évidence? Le sang encore chaud de d'Egmont, de Hornes et d'autres nobles et plébéiens, répandu au mépris de la foi jurée si souvent, ne témoigne-t-il pas contre lui? La nature n'a-t-elle point appris, non pas seulement aux hommes, mais même aux animaux, à arracher par la ruse et la fraude, ce qu'ils ne peuvent obtenir de vive force? Vous seuls, vous ne vous doutez point des artifices du Roi et de don Juan; vous passerez sur bien des choses que personne n'accorderait dans une aussi terrible position. Soyez assurés que c'est avec une douleur extrême que le Roi habitué à se conduire, non d'après la raison, mais d'après son caprice, a eu connaissance du mépris dont ses ordres étaient l'objet et de la défaite que ses sujets, devenus plus forts et plus puissants que lui, lui ont infligée à la face du monde entier. Croyez-vous donc qu'il négligera un seul des moyens que puisse inventer l'imagination humaine, pour récupérer son pouvoir à peu près anéanti? Mais, me dites-vous, les ressources lui feront défaut pour parvenir à ses fins. Ah! on aura vidé l'océan, avant que les princes soient à bout de moyens pour enlacer leurs sujets dans le filet de leurs ruses!

« En ce moment, on ne vous tend qu'un seul piège : ce piège c'est la promesse d'éloigner les soldats étrangers. Cette promesse aura le sort de son aînée. En quittant Gand, le Roi avait promis aux États de rappeler les troupes espagnoles, endéans les trois mois qui suivraient son départ. Ces troupes n'en res-

octodecim mensibus, ac ne tum quidem abituros, nisi miseranda eorum clades ad Gerbin accepta fuisset. Cogitent itaq̃ potentissimi se Regis iracundiam provocasse, et amisso medio ad extremitates recidisse, ut vel succumbendum sit fortiter, vel constanter venientis fortunæ impetus sustinendos. Neq̃ id difficillimum fore, si unanimi consensu invicem iuvent, et divino, naturali et civili iure concessis amicis, pro salute et libertate sua strenue utantur.

« Ceterum si forte Austriacus pro tempore hispanos et socios exire Belgio iubeat, ipsiq̃ excedant; tum illud præterea ipsos postulare debere, neq̃ desistere donec impetrent. Ut non solum omnia antiqua privilegia restituantur, et in posterum inviolata servantur; sed etiam, ut statuum Ordinibus liceat Austriaco status et financiarum conciliarios arbitrato ipsorum adiungere. Item iis concedi bis vel ter in anno, vel quandocumq̃ volent conventus generales celebrandi potestatem, ad cognoscendum an respu-

¹ Zerbi ou Gerbi, *Meninx*, *Lotophagitis insula* des anciens est une île de l'État de Tunis, dans le golfe de Gabès. Les Turcs la nomment Dscherbe. En 1560, une flotte chrétienne, composée de plus de deux cents voiles fournies par l'Espagne, Gènes, Venise, Malte, la Sicile, Naples, le pape, et placée sous le commandement d'André Doria, cingla vers l'Afrique. Le 4 mai, elle jeta l'ancre; le 7, eut lieu le débarquement des troupes; le 16, le scheick de l'île capitula. Mais Piali-Pacha, hongrois renégat, grand amiral des Ottomans, vint surprendre la flotte chrétienne

tèrent pas moins ici dix-sept à dix-huit mois, et elles n'auraient pas même quitté le pays après ce séjour prolongé, si n'était survenu le terrible désastre de Zerbi¹. Songez donc que vous avez provoqué la colère d'un Roi très puissant; il n'y a plus de moyen terme pour vous; il faut pousser les choses à l'extrémité : il vous reste l'alternative de succomber avec courage, ou de profiter de tous les coups de la fortune qui vous vient en aide.

« Cela ne sera pas fort difficile, si vous vous aidez tous en agissant de commun accord; si vous employez courageusement à votre salut et à votre liberté, les armes que le droit divin, naturel et civil, vous ont mises entre les mains.

« Peut-être don Juan ordonnera-t-il aux Espagnols et à leurs alliés, de quitter pour quelque temps la Belgique; et ceux-ci la quitteront. Voici ce qu'il faut faire alors : demander plus et sans relâche, jusqu'à ce que vous ayez réussi dans votre demande. Non seulement il faut obtenir le rétablissement des antiques privilèges, et la garantie qu'ils ne seront plus violés à l'avenir; mais encore, comme le permet la constitution des États, on doit pouvoir adjoindre à Don Juan quelques nouveaux conseillers d'État et des finances à désigner par les Ordres ou États des pro-

et lui fit éprouver une défaite totale, le 20 mai. Vingt galères et vingt-sept transports furent jetés à la côte. Après un siège de quatre-vingts jours, le château de Zerbi tomba, à son tour, aux mains des musulmans. Piali fit son entrée triomphale à Constantinople, le 27 septembre suivant. DE HAMMER, *Histoire de l'empire ottoman*, livre XXXIII. Philippe II rappela alors les garnisons espagnoles de Belgique, pour remplir les cadres de son armée affaiblis par ce désastre.

F^o 38 r^o.

blica bene administret.^r an non, et administrationis formam corrigendum et in publicum statuendum, prout expedire iudicabunt. Deinde ut omnes arces urbibus impositæ diruantur. Item ne liceat summo Belgii gubernatori, militum delectum habere, sine generalium Ordinum consensu. Denique omnia militaria præsidia eorumdem arbitrato per provinciam dividi et disponi. Quæ cuncta videri sibi necessario ab Austriaco impetranda, priusquam ad gubernationem admittatur. Alioquin timendum, ne dum cupiant illi gratificari, et tranquillitati publiæ consulere se putent; se ipsos fallant, et in, maiorem priore, dissensionem incidant. Plerosq enim esse in Belgio, qui numquam nec Regis nec Austriaci dictis promissione fidem adhibaturi sint, si videant adeo concidisse Ordinum auctoritatem, in quorum virtute fiduciam omnem posuerant.

« Orare se illos, diligenter hoc concilium suum perpendant; profectum ab homine illis amicissimo, et qui fortunas vitamq suam exponere pro communi libertate non dubitet : cuius voluntatis ostendendæ optet sibi quandoq facultatem dari ¹. »

¹ Nous ne trouvons pas le texte de la lettre du prince d'Orange,

vinces. Il faut aussi que les États-Généraux puissent se réunir deux ou trois fois par an, ou même quand ils le jugent bon, afin de s'assurer de la bonne administration du pays, de modifier la forme du gouvernement et de statuer sur les affaires publiques, comme ils le jugeront expédient. Ensuite toutes les citadelles établies dans les villes, seront démolies. Le gouverneur-général de la Belgique n'aura point de troupe d'élite, sans le consentement des États-Généraux. Ce sera également aux États-Généraux à distribuer et à échelonner à leur choix les diverses garnisons du pays. Il faut nécessairement, me semble-t-il, que don Juan souscrive à toutes ces conditions, avant que vous le reconnaissiez en qualité de gouverneur-général. Sinon, il est à craindre qu'en désirant lui être agréables et en ne paraissant occupés que d'assurer la tranquillité publique, vous vous fassiez illusion à vous-mêmes et que vous tombiez dans des divisions plus funestes encore que celles qui ont précédé. Les Belges, pour la plupart, ne se fieront jamais aux paroles ou aux promesses, soit du Roi, soit de don Juan, s'ils voient déchoir jusque-là, l'autorité de ces États-Généraux sur lesquels ils avaient fondé toutes leurs espérances.

« Prenez en considération sérieuse, je vous en prie, les conseils que je vous donne; ils émanent d'un homme qui vous est profondément attaché; qui n'hésiterait pas un instant à exposer pour votre commune liberté, sa fortune et sa vie et qui souhaite d'avoir quelque jour l'occasion de vous prouver sa bonne volonté à votre égard. »

insérée dans les *Mémoires* de del Rio, mentionnée dans la *Liste*

Hæc eo consilio scripserat Orangius (cuius Gallicam epistolam ad verbum transtuli) ut Regem populo magis odiosum faceret, et aucta tot impedimentis ac scrupulis diffidentia, pacem turbaret; quam suæ præmeditatæ tyrannidi, plane officere intelligebat. Et si pax fieret, ut illa fieret iis conditionibus per quas Regia potestas Ordinum generalium (quibus se facile imperaturum confidebat) auctoritati subiiceretur. Sed ea epistola non nisi inita pace, edicto perpetuo publicato Ordinibus reddita fuit. Crediderim si prius illam accepissent, longe plura ab Austriaco postulâtuos, quæ ipso concedere nolente, iam forte ab illo tempore susceptum bellum fuisset, in quod postea inæquali sorte inviti incidimus. Sed, ut dixi, litteræ illæ pace confecta redditæ: quæ Marchæ XVII februarii, inter Austriacum et generales Belgii Ordines; facta, cuius condiciones hæ fuerunt.

F° 38 v°.

chronologique de lettres de et à Guillaume, placée par le savant M. GACHARD, au t. V de la Correspondance de Guillaume le Taciturne.

Nous remarquons, quant à la date, une variante entre notre texte latin *Prid. kal. Jan.*, c'est à dire le 31 décembre 1576, et le texte espagnol qui porte 4. *de Enero de 1577*, en latin *Prid. nonas*. Qui a fait ici erreur? Nous ne savons pas. La liste chronologique de M. GACHARD ne signale aucune missive de Guillaume adressée aux États, soit le 31 décembre 1576, soit le 4 janvier de l'année suivante.

Pour le fond, cette lettre est semblable à celle citée par Hooft, au livre XI de ses *Nederlandsche Historien*, p. 484, de l'édition de 1677. — P. BOR, dont l'œuvre restera longtemps encore une source documentaire des plus marquantes pour nos troubles,

Je viens de traduire littéralement cette lettre française. Orange l'avait écrite dans le but de rendre le Roi plus odieux au peuple et de faire aussi que la conclusion de la paix fût plus difficile encore, en soulevant des obstacles et des difficultés de tout genre. Il comprenait que tout cela était utile au projet qu'il méditait depuis longtemps, celui d'imposer sa tyrannie au pays. Si l'on signait la paix, elle se signerait, espérait-il, à des conditions telles qu'elles soumettraient la puissance royale à l'autorité des États; pour lui, il était persuadé qu'il deviendrait aisément maître de ces derniers. Mais cette lettre ne parvint à son adresse qu'après la conclusion de la paix et la publication de l'Édit-Perpétuel. Je crois que si les États l'eussent reçue plus tôt, ils eussent formulé beaucoup plus de demandes; et si don Juan eût refusé d'y accéder, on aurait vu commencer peut-être dès ce moment la guerre à laquelle nous avons été conduits malgré nous, avec des

cite intégralement la lettre du Taciturne, comme del Rio, et lui assigne la date du 30 novembre. Livre X, fol. 195, 196 de la première édition.

La correspondance échangée à cette époque entre le Taciturne et les États se réduit à ceci : Il vaudrait mieux que toute négociation fût rompue avec don Juan. Toutefois, si les États veulent traiter avec lui, il faut proposer comme *préalables-indispensables*, si l'on veut nous permettre l'emprunt de cette locution à l'histoire de la révolution brabançonne, le renvoi des troupes étrangères et l'acceptation pure et simple de la Pacification de Gand.

Le prince croyait voir dans ces préliminaires à tout accord un moyen de rendre impossible l'acceptation de don Juan. Sa sagacité habituelle se trouva ici en défaut. Don Juan souscrivit à ces deux conditions.

Edictum
perpetuum
Marchinense.

I. Offensiones, iniurias, damna utrimq re vel
verbis facta et illata, obliterari et pro non illatis
vel factis haberi.

II. Confirmari Gandensem pacem ab Austriaco et
eumdem polliceri, se sancte et religiose illam serva-
tuum, et ab aliis observari curaturum ; generalem
quoq Ordinum conventum, ex sententia tertii capi-
tis eiusdem pacis, indicturum.

¹ Les *Placcaerten van Brabant*, t. I, p. 595, donnent le texte flamand de l'Édit Perpétuel. MENDOÇA, au t. II de ses *Commentaires*, p. 459, donne le texte français. C'est celui que nous reproduisons.

chances inégales. Mais, ainsi que je l'ai dit, cette lettre n'arriva qu'après la signature du traité de paix conclu à Marche, le 17 février, entre don Juan et les États-Généraux de Belgique. Voici quelles furent les conditions de cet accord ¹ :

I. Premièrement que toutes offences, injures, meffaicts, accusations, et en général, tous faicts et actes réels, faicts, advenus et accomplis, à cause des susdites altérations, changemens et troubles, par tous et un chacun des habitans et manans de nosdits pays, en quelque lieu et manière que ce soit, tant en général, qu'en particulier, seront et demeureront oubliés et estimés comme non advenus, tellement que nul des susdits habitans n'en sera jamais tourmenté, fâché, ou recherché.

II. Que puisque les évêques, abbés, et autres prélats et personnes ecclésiastiques de nosdits pays, comme aussi ceux de la faculté en théologie et ès droicts de l'Université de Louvain, ont par diverses lettres patentes dressées là dessus, advisé et attesté, que selon l'estat des affaires, auquel estoyent pour lors nosdits Pays-Bas, le traicté de paix faict et arresté en nostre ville de Gand, le 8 de novembre dernier passé, entre les Estats susdits, d'une part, et nostre cousin Guillaume de Nassau, chevalier de nostre ordre, prince d'Orange, et les Estats de nos pays de Hollande et Zélande, avec leurs associés et alliés, de l'autre, ne contenoit rien qui préjudiciast à nostre sainte foy et à la religion catholique, apostolique et romaine, mais au contraire servoit à l'avancement d'icelle, et que pareillement ceux de nostre Conseil d'Estat ont

III. Regem militibus suis Hispanis, Italis, Burgundis, Germanis et ceteris exteris, hoc tempore in Belgio militantibus iubere, ut terrestri itinere, tuto, libere, sine ullo impedimento toto Belgio excedant. Neque liceat Regi eosdem redire iubere, vel alios admittere in Belgium : nisi extero bello, vel simili alia necessitate, Ordinibus generalibus cognita et probata, id exigente.

advisé, attesté et certifié, que suyvant l'estat des affaires, auquel nosdits pays étoient pour lors, ledit traicté de paix ne contenoit semblablement rien qui fût préjudiciable à la grandeur, à l'autorité et subjection, que nosdits pays nous doivent, et notamment, que le mesme a esté attesté et certifié par les susdits seigneurs de l'Empire, et subdélégues du susdit prince et duc de Juliers, en conformité de ce que les susdits evesques, abbés et autres prélats et personnes ecclésiastiques, avec ceux de nostre Conseil d'Estat, en ont attesté. Voylà pourquoy nous avons aggréé, approuvé et ratifié, aggréons, approuvons et ratifions par ceste le présent traicté de paix en tous ses poincts et articles, promettant en foy et parole de Roy et prince, autant que ledit traicté de paix nous touche et concerne, de le garder et observer, pour jamais inviolablement, et de le faire pareillement entretenir et garder par tous, et un chacun de ceux auquel il touche. Suyvant quoy, nous accordons et ordonnons, que la convocation de l'assemblée des Estats-Généraulx de nosd. Pays-Bas, mentionnée en l'article troisiésme du susdit traicté de paix, sera faicte en telle façon et manière, et avec tels effets que contient le susdit article.

III. Item nous accordons, statuons et ordonnons, que tous et un chacun de nos gens de guerre, Espaignols, Allemands, Italiens, Bourguignons et autres estrangers, tant à cheval qu'à pied, estans présentement en nosdits Pays-Bas, partiront libres, francs, et sans empêchement hors de nosdits pays, sans y pouvoir retourner, ou sans qu'autres y pourront derechef estre envoyés, n'ayant point de guerre hors

IV. Hispanis, Italis et Burgundis militibus præfigi terminum quadraginta dierum, computandorum a die factæ illis ab Austriaco insinuationis; ut vel ante, si fieri possit, vel infra saltem hunc terminum toto Belgio, Luxemburgensi etiam ducatu, relictis omnibus opidis et arcibus quas tenent excedant. Interea honeste ipsos se gerere, et ab omni molestia et vexatione provincialium abstinere.

V. Germanos milites egredi Belgio, postquam Ordines generales, ipsis satisfecerint, de illa summa pecuniæ, quam subducto calculo, et iis quæ æquum erit deduci, ipsis deberi apparebit: ut infra duodevicesimo capítulo latius dicetur.

F^o 39 r^o.

VI. Debere autem eosdam milites opidis et arcibus exeuntes, in iis relinquere commeatum, appa-

du pays, et généralement n'en ayant point de besoin, comme les Estats-Généraulx desdits pays le sçavent et le trouvent bon.

IV. Et quant au temps et terme du partement de nosdits gens de guerre, nous accordons, statuons et ordonnons que d'entre eux seulement, les Espaignols, Italiens et Bourguignons partiront vingt jours après l'insinuation, que nostredit bon frère leur fera faire incontinent, hors de nostre chasteau et ville d'Anvers, et de tous nos autres chasteaux, villes et forteresses de nosdits Pays-Bas, lesquelles ils tiennent, et occupent présentement où ils se trouvent, et hors de tous nos Pays-Bas, et notamment hors de nostre Duché de Luxembourg en vingt autres jours ou plustost, si faire se peut, à quoy nostredit frère s'employera de tout son pouvoir, et durant ledit temps de quarante jours, il faudra que tous et un chacun de nos gens de guerre se comportent honnestement et paysiblement, sans brusler, piller, opprimer, ou endommager en aucune façon nosdits Pays-Bas, ni les pays voisins et habitans.

V. Et quant au terme et temps du partement des soldats Allemands, il faudra qu'ils partent hors de nos Pays-Bas, incontinent après que les Estats auront accordé avec eux, sur ce qu'on trouvera selon rayson et équité, leur estre redevable, après qu'on aura faict conte et desconte avec eux, et qu'on aura rabattu ce qu'il faut, comme cela se verra plus amplement cy après, au quinziésme article de nostre présente lettre, où nous en disposerons.

VI. Nosdits gens de guerre, Espaignols, Allemands, Italiens, Bourguignons, et autres, en par-

ratum, et omnia belli instrumenta, quæ ibi tunc erant. Ea quæ cuncta cum ipsis arcibus et opidis a Rege tradi committiq, et sententia concilii status, in manus provincialium, ad hoc per provinciæ privilegia idoneam personam et conditionem habentium, et (quoad hanc primam vicem) etiam Ordinibus generalibus acceptorum.

VII. Quoad extorsiones, concussiones et iniurias Regionum militum vel præfectorum, provincialibus factas; item delicta et crimina, quæ per præviam inquisitionem in hisce provinciis perpetrasse comparentur: mandaturum Regem vel hic vel in Hispania vel alibi, ubi expedire putabit, ex æquo et bono cognosci, et sententias severissime exequi iussurum.

VIII. Captivos occasione tumultuum istorum liberaliter sine luitione ulla utrimq liberari. Guilihelmum Philippum Comitem Buranum in Belgium remitti, statim ac Orangius a sua parte satisfecerit iis omnibus, quæ in futuro generali Ordinum conventu concludentur.

tant hors de nos chasteaux, et villes, y laisseront tous les vivres, provisions, artillerie et munition de guerre qui y sont, lesquels chasteaux et villes avec lesdits vivres, provisions, artillerie et munition nous mettrons, avec l'avis de nostredit Conseil d'Estat, ès mains de personnages nés en nosdits Pays-Bas, et qualifiés selon que portent les privilèges desdits pays, et qui pour ceste fois seront agréables aux susdits Estats.

VII. Et quant aux oppressions, contributions et compositions faictes par quelques uns de nos gens de guerre, quels qu'ils pourroyent estre, en nos Pays-Bas, durant le temps qu'ils s'y sont tenus, nous ferons faire en cela, selon que le droict, la raison et l'équité le requerra, et selon qu'il sera possible de le pouvoir accomplir et exécuter, aussi ferons-nous faire recherche, et information, tant des chefs et capitaines de nosdits gens de guerre, que de tous et un chacun de nos soldats, qui en quelque façon et manière que ce pourroit estre, pourroyent avoir forligné et forfait en nosdits Pays-Bas, ou ès pays voisins. Et nous en ferons droict et justice, soit en nos Pays-Bas, ou en nos royaumes d'Espagne, ou ailleurs, selon que nous trouverons estre le plus expédient.

VIII. Nous accordons, statuons et ordonnons aussi, que tous et un chacun des prisonniers détenus à cause des susdits changemens, altérations et troubles, de part et d'autre, seront délivrés et relâchés francs et libres, sans payer rançon. Bien entendu que touchant le renvoy de nostre cousin Philippe Guillaume de Nassau, comte de Bueren, ès

IX. Quæstiones omnes et controversias de præfecturis, magistratibus, muneribus et officiis, iis restituendis; qui propter superiores tumultus spoliati fuerunt; remitti et suspendi, usq ad dicti conventus finem; ut tunc illæ omnes ab ordinariis provinciarum singularum curiis et iudicibus, quibus causæ cognitio committetur, diligenter examinatæ decidentur.

Fo 39 vo.

X. Promittere Regem, fide Regia, servaturum se et defensurum, atque fratri suo Austriaco, et aliis futuris sive generalibus, sive particularibus Belgii gubernatoribus mandaturum : ut servant et defendant, omnia antiqua Belgarum privilegia, et omnes eorumdem ritus et consuetudines : neque se in iisdem provinciis usurum, vel illos uti passurum, in conciliis, vel aliis ullis muneribus ad publicam administrationem pertinentibus, operæ peregrinorum, sed provincialium tantum.

nosdits Pays-Bas, nous pourvoyrons, et ferons qu'il sera remis franc et libre en nosdits Pays-Bas, aussi tost que l'assemblée des Estats-Généraulx, se tiendra, et que le prince d'Orange aura de son costé satisfait réellement et de faict, à ce qui sera arresté en ladite assemblée.

IX. Item nous accordons, statuons et ordonnons, que le débat, différent et la difficulté, touchant le rétablissement de quelques seigneurs et officiers, en leurs gouvernemens, estats et offices, desquels ils ont esté démis, à cause des susdits changemens, troubles et altérations, sera suspendu jusques à l'assemblée susdite des Estats-Généraulx. Et lors ladite question ou différent sera mis en justice, et rapporté au Conseil et à la justice ordinaire de nosdits Pays-Bas respectivement, afin que la cognoissance en ayant esté prinse, on en face une fin, selon raison.

X. En après, nous promettons en foi et parole de prince, d'entretenir et maintenir par nostredit bon frère et par tous autres gouverneurs, et par un chacun d'iceux, tant généraulx que particuliers, lesquels sont ou pourront estre envoyés en nosdits Pays-Bas, par nous ou nos succeurs, et de faire entretenir et maintenir tous et un chacun les anciens privilèges, usances et coustumes de nosdits Pays-Bas, et que nous ne nous laisserons pas servir, souz nostre gouverneur, ou souz celuy de nostre susdit frère ou autres gouverneurs de nosdits pays, en conseil, ou autrement, d'aucuns autres au gouvernement et administration de nosdits Pays-Bas, sinon de ceux qui sont naturels et nés en nosdits pays.

XI. Viciissim Ordines polliceri cultum perpetuum et observationem, defensionemque in toto Belgio Sacrosanctæ fidei Catholicæ Apostolicæ Romanæ, et debitæ Regiæ Ma.^{ti} auctoritatis et obedientiæ : neq*i* iis umquam se repugnaturus.

XII. Eosdem fœderibus, omnibus a principio superiorum tumultuum cum exteris initis, renuntiare.

XIII. Eosdem dimittere et e provincia egredi curare, omnes externos milites ab iis vel pro iis collectos et colligi iussos, et impedire ne alii Belgium ingrediantur.

XIV. Præterea summæ sexcentorum millium florenorum (computatis ad XI. grossos flandricos singulis florenis) quos Regiæ Ma.^{ti} Ordines promise-rint; eosdem statim dimidium legatis Imperii et ducis Juliacensis delegatis tradere, ut illi Austriaco dent, aut quibus ille ex eorundem sententia dari iusserit; ad externos milites omnes arcibus et urbibus cunctis educendos : exceptis Germanis, qui sint remansuri, donec ipsis satisfiat, ut infra dicetur. Alterum dimidium Ordines Genuæ, secundo, ab Hispanorum ex

XI. Les Estats susdits ont réciproquement promis, sur leur conscience, foy et honneur, devant Dieu et devant tous hommes, d'entretenir et maintenir, doivent entretenir et maintenir, et qu'ils entretiendront et maintiendront en toutes choses, et par tout nostre saincte catholique foy, apostolique et romaine, et l'autorité et obéissance laquelle nous est deue, et de n'y contrevenir jamais.

XII. Item, les mesmes Estats ont aussi pareillement et en la mesme manière, promis de renoncer, doivent renoncer et renonceront à toutes et chacune les alliances et confédérations faictes pour leur asseurance et défense, avec des estrangers, depuis les changemens, altérations et troubles susdits.

XIII. Les mesmes Estats ont aussi promis de congédier et renvoyer, doivent congédier et renvoyer, et congédieront et renvoyeront hors de nosdits Pays-Bas, toute et une chacune la gendarmerie estrangère, laquelle ils ont levée, ou auront peu faire lever, et d'empescher, doivent empescher et empescheront que nulle autre n'entre en nosdits Pays-Bas.

XIV. Item, les susdits Estats, en tesmoignage, et pour certifier la sincère et naturelle affection qu'ils portent à nostre service, nous ont libéralement présenté et accordé la somme de six cens mille livres, de quarante gros la livre, monnoye de Flandres. De laquelle somme, ils mettront en argent prest, la moitié ès mains des susdits sieurs ambassadeurs de l'Empire, et subdélégués du susdit prince et duc de Juliers, afin d'estre délivrée par les susdits sieurs ambassadeurs et subdélégués proportionnellement ès mains de nostre susdit bon frère, ou à celui qui

F^o 40 r^o. urbe et arce Antverpiensi discessu mense, iis hominibus quibus Austriacus solvi volet numeraturos.

XV. Polliceri generales Ordines soluturos se Germano militi stipendia; quæ, collatis rationibus et deducendis deductis, deberi apparebit. Qua in re Regem et Austriacum statuum Ordines, potestate, auctoritate et fide sua cavebunt; tam apud eos, qui dictarum rationum commentarios habent, ut illos exhibeant; quam ipsos Germanos, ut æquis conditionibus contenti sint. Idem Ordinibus addicere legatos Imperii et Juliacensis delegatos, se huic negotio auctoritatem suam interposituros. Donec autem sic Germanis satisfactum fuerit; licere illis pacifice et amice commorari in Belgii urbibus, quas illis rex e status concilii sententia præscribet, eruntq; interea in Regis et Ordinum protectione.

sera commis par lui, à la discrétion et selon que les susdits sieurs ambassadeurs et délégués le trouveront bon, afin de faire partir nos susdits gens de guerre, Espagnols, Italiens, Bourguignons, et autres estrangers, hors de nostre chasteau et ville d'Anvers, et hors de tous et un chacun de nos chasteaux, villes et forteresses, hormis les susdits Allemands, jusques à ce qu'on ayt entièrement descompté avec eux, comme sera dit cy après. Et lesdits Estats transporteront l'autre moitié, pour la faire tenir par suffisantes lettres d'eschange à Gennes, pour en deux mois, après que les susdits Espagnols, Italiens et Bourguignons, seront partis hors de nostre susdite ville et chasteau d'Anvers, estre délivrée ès mains de ceux qui en auront procuration de nostredit bon frère.

XV. Davantage lesdits Estats, en la manière que dessus, ont promis de prendre, et ont prins à leur charge de contenter les Allemands susdits, de la solde, laquelle, après qu'on aura faict les comptes et descomptes, et qu'on aura rabbatu ce qu'il fault rabattre, on trouvera, selon rayson et équité, leur estre encores redevables. En quoy nous et nostredit frère promettons d'assister lesdits Estats, et les ayderons de tout nostre pouvoir, autorité et crédit, tant envers ceux qui ont lesdits contes et registres en main, qu'envers les susdits Allemands, pour les induire et esmouvoir à se laisser contenter de ce qui sera trouvé estre raisonnable. Selon la présentation qu'en ont aussi faicte les susdits sieurs ambassadeurs de l'Empire, et subdélégués du susdit prince et duc de Juliers, qui ont promis de faire le mesme envers les

XVI. Statim a dicto Hispanorum, Italarum et Burgundorum discessu ab Ordinibus Austriacus recipietur, exhibito Regii mandati diplomate, præstito solemni iuramento, et ceteris solennibus ceremoniis celebratis; in Regium gubernatorem vicarium et præfectum generalem Belgii, et eidem ut soli omnem observantiam, honorem, et obedientiam debitam præstabunt. Manente nihilominus illibata et firma pace Gandense, cum iis quæ ab illa dependent.

XVII. Jubere Regem ut omnes successores sui in suo læto introitu; et Austriacus, et futuri omnes generales sive particulares in Belgicis provinciis gubernatores; item omnes præsides, consilarii, magistratus et iudices, ante dignitatis, muneris vel

F° 40 v°.

susdits Allemands, aussi qu'ils prieront la susdite Majesté impériale, qu'il luy plaise employer son autorité, envers les susdits Allemands, qui pourront demeurer paysiblement en nos susdits Pays-Bas, en telle place que nous leur enseignerons, selon l'advis de nostre susdit Conseil d'estat, pour la défense et assurance de nous et des susdits Estats, jusques à ce qu'on leur aura faict entière satisfaction.

XVI. Item, les susdits Estats ont en la manière susdite promis, et seront tenus, après le partement des susdits Espagnols, Italiens et Bourguignons, hors de nosdits Pays-Bas, de recevoir et recevront nostre susdit bon frère, en exhibant et délivrant nos lettres patentes de commission, servantes à ceste fin, et lesquelles ont esté là dessus expédiées, et en faisant le serment, comme il appartient et selon qu'on a accoustumé de faire, en y adjoustant et observant aussi les autres solemnités, desquelles on a accoustumé de se servir, et lesquelles on faict et observe en tel cas, comme gouverneur, lieutenant et capitaine général, estably de nostre part en nosdits Pays-Bas. Et les Estats seront tenus de luy porter et faire, luy porteront et feront, comme tel, le respect, l'honneur et l'obéissance qu'il appartient. Tellement toutesfois, que le susdit traicté de paix faict en nostre susdite ville de Gand, demeurera en sa vertu et vigueur, en tout ce que dessus, et de ce qui en dépend.

XVII. Item, nous statuons et ordonnons que nos successeurs, à leur joyeuse entrée, nostre susnommé bon frère, et tous autres gouverneurs, qui par nous, ou nos successeurs, seront commis en nosdits Pays-Bas, tant généraulx que particuliers, et semblable-

officii sui susceptionem, solemniter iurent : se omnia pacis istius capita bona fide observaturos, et ab aliis observari curaturos.

XVIII. Postremo Regem confirmare quaslibet, reddituum, pensionum, obligationum et fideiussionum constitutiones ab Ordinibus factas, et faciendas ; iis omnibus, quorum pecuniis adiuti fuerunt vel adiuvabuntur occasione superiorum tumultuum, præsertim Regina Angliæ.

Hunc pacis tractatum, placuit edictum perpetuum vocari, atq̃ ita deinceps nominabimus. Quo promulgato magna per totum Belgium lætitia, Bruxellæ etiam : ubi tamen paulo minoribus indiciis, quam Gandensis pax fuerat, publice demonstrata. Et a plerisque notatum Hæsium cum quibusdam suæ factionis, gratiarum actioni in D. Gudulæ, non interfuisse.

Ultraiectina
arx.

Circa idem tempus Ultraiectina arx, a comite Bossutano longa obsidione et tormentis labefactata,

¹ L'édition espagnole ajoute : « Cuyo caste I lano era Fran-

ment tous et un chacun nos présidens, conseillers, officiers et justiciers, à leur arrivée, entrée et commencement de leur administration en leur gouvernement, estats et offices, seront tenus de jurer, et jureront d'entretenir et observer, et de faire entretenir et observer, autant qu'en eux est, nostre présente ordonnance, accord et compact.

XVIII. Finalement, nous agréons et approuvons et tenons pour bon, tous et un chacun les échanges, transports de rentes et pensions, et autres obligations et assurances, que les susdits Estats ont faict et passé, lesquelles ils pourront encores faire et passer, avec tous et un chacun de ceux qui les ont fourni et conté, et qui encores les pourront assister, et leur pourront fournir et conter quelques deniers, pour s'en servir et ayder, à cause des susdits troubles, et singulièrement à très-haute et très-puissante princesse, nostre très-chère sœur la Royne d'Angleterre.

Ce traité de paix, on se plût à l'appeler l'Édit perpétuel, c'est par cette dénomination que nous le désignerons désormais. Sa promulgation causa une vive allégresse par la Belgique entière. Bruxelles prit part aussi à la joie commune; cependant cette joie fut moins démonstrative que l'avait été celle qu'elle fit voir à la nouvelle de la Pacification de Gand. On remarqua dans le public que de Hèze et ceux de sa faction n'assistaient point aux actions de grâce qui se célébraient dans l'église de Sainte-Gudule.

Vers la même époque la citadelle d'Utrecht¹, que le comte de Boussu assiégeait depuis longtemps et dont

La cittadella
d'Utrecht
se rend.

cisco Fernandez Davila ».

Jusiurandum
quod in
Hollandiam et
Zelandiam
redeuntes præ-
stabant.

F^o 41 r^o.

geminata Austriaci iussione tandem se Ordinibus deditit, et præsidarii hispani Antverpiam abierunt. Orangius autem ex verbis Gandensis pacis redeuntes Hollandos et Zelandos, qui superiori bello religionis caussa exulaverant; non, nisi certo quodam iureiurando præstito, admittere in patriam volebat. Cuius duas formulas invenio. priore iurabant, se Philippo Regi fidelitatem et obedientiam ut Comiti et domino suo; sub iusta gubernatione Orangii, legitimi gubernatoris, vicarii et summi præfecti, Hollandiæ et Zelandiæ; et ordinum dictarum provinciarum, præstaturos: iura, immunitates et privilegia earumdem conservaturos, defensuros et recuperaturos: hispanos et socios eorum expulsuros: constitutiones et sanctiones ab Orangio et dictis Ordinibus promulgatas et promulgandas sanctè observaturos; et eorum, quos intelligent palam vel occultè contra illas moliri, nomina delaturos: nihil facturos se vel suasuros, quod religioni (quam vocant reformatam) in iisdem provinciis stabilitæ, officere aut nocere possit, nec aliam ullam religionem in eas provincias introducturos, donec aliud a dictis Ordinibus constituatur. Deniq totius pacis Gandensis firmam observationem, et in omnibus ita ut probos incolas et bonos cives decet, sese gesturos iurabant.

les murailles étaient ébranlées, se rendit enfin aux États sur l'ordre répété que sa garnison reçut de don Juan ; la garnison se retira à Anvers.

Quant au prince d'Orange, il s'appuyait sur un article de la Pacification de Gand pour exiger un serment de tous les Hollandais et Zélandais qui, avaient émigré, lors des récents troubles religieux ; il ne voulait les laisser rentrer dans leur patrie qu'après avoir prêté un certain serment, dont je connais deux formules. En vertu de la première formule, l'on jurait au roi Philippe fidélité et obéissance comme à son comte et seigneur, sous le gouvernement légitime du prince d'Orange, son véritable lieutenant, son représentant, chargé de la haute administration de la Hollande ainsi que de la Zélande et sous celui des États desdites provinces. L'on jurait de maintenir, défendre et recouvrer les droits, privilèges et immunités de ces mêmes provinces ; d'expulser les Espagnols et leurs alliés ; de respecter religieusement les statuts et ordonnances déjà promulgués et qui devaient être promulgués dans la suite, par le prince d'Orange et lesdits États ; de dénoncer nominativement ceux qui, en public ou en secret, machineraient le renversement de ces statuts et ordonnances ; de ne faire ou de ne conseiller aucune mesure qui pût être préjudiciable ou nuisible à la religion soi-disant réformée, établie dans ces mêmes provinces et de n'y introduire aucune autre religion, jusqu'à ce que les États que la chose concerne, en aient décidé autrement. Enfin l'on jurait l'observation entière de tous les articles de la Pacification de Gand et de se conduire en toute circon-

Serment prêté
par ceux
qui rentraient
en Hollande et
en Zélande.

Posterior iusiurandi formula paullo succinctior et brevior fuit. nam quæ in priore de reformata religione tuenda, de constitutionum observatione et contra molientium delatione, continebantur in hac prætermissa. Vix quisquam inventus; etiam curiarum provincialium senatoribus et, ut aiunt, ipso Hollandici concilii Præsidi alacriter iurantibus; qui formulam iurisiurandi aversaretur. Tanta bonorum recuperandorum cupiditas (aucta propter principis in resarciendis damnis parsimoniam dum illi quæ iacturam passis repartiri debuerant fisci rationibus maluit applicari) miseros mortales occæcarat.

F^o 41 v^o. Attamen non deerant, quibus iniquum videbatur, in Hollandiam et Zelandiam redeuntibus, non nisi iureiurando præstito recipi; qui tamen in reliquis provincias revertebantur, purè, sine ulla mora vel conditione, bonorum suorum possessionem recuperare. Acerbius etiam Orangium iuratis, vel non reddere bona, quod divendita, alienata vel consumpta dicebat; vel non nisi partem aliquam reddere, per fraudem longissimo tempore vili præcio iisdem elocatis, receptis tamen non paucis præventæ solutionis nomine nummis. Ceteros frustratoriis assignationibus, vel denegata portione reddituum, quæ a Divi Johannis anni superioris die ceciderat, ludificaba-

stance ainsi qu'il convient à des citoyens probes et honnêtes.

La seconde formule de serment était quelque peu plus concise et plus brève. Elle omettait ces passages où la première s'étendait sur la protection accordée au culte réformé, sur le maintien des ordonnances et la dénonciation de ceux qui en méditaient le renversement.

A peine se trouva-t-il quelqu'un pour repousser cette formule de serment. Les membres des cours provinciales prêtèrent ce serment avec empressement, jusques y compris, dit-on, le président de la cour de Hollande. Tant il est vrai que le désir de recouvrer leurs biens avait aveuglé ces pauvres mortels ! Le prince d'Orange avait rendu ce désir plus vif encore, par la lésinerie qu'il montra dans la réparation des dommages causés ; il préféra appliquer aux besoins du trésor les ressources qu'il aurait dû répartir entre ceux qui avaient pâti des événements.

Il ne manqua toutefois pas de personnes qui trouvèrent inique, qu'on ne reçut les habitants de Hollande et de Zélande rentrant dans leurs foyers, qu'après cette formalité du serment, tandis que ceux qui reprenaient la route de toutes les autres provinces, rentraient simplement en possession de leurs biens, sans le moindre délai et sans condition. Les mêmes personnes remarquaient plus sévèrement que le prince d'Orange, tantôt ne restituait pas leurs biens à ceux qui avaient fait le serment prescrit ; tantôt prétextait, que les biens avaient été vendus, aliénés ou employés ; d'autres fois, le prince ne restituait qu'une partie de ces biens, parce qu'il les avait

tur : maxime si catholicos esse , vel Regis studiosos intelligebat.

Cautum fuerat Gandensi pace, ut eæ urbes, quæ Orangii iugum depulerant, ad eiusdem imperium certis conditionibus reverterentur. Quo prætextu, Harlemienses, Schoonhovienses, Amstelodamenses et Ultraiectinos premere cœpit. Quorum primi deditionem fecerunt, certis legibus; quarum illa præcipua, ut princeps oppidanos catholicam religionem servare et exercere pateretur : illi vicissim unum in oppido templum (quod vocant D. Mariæ in Backenes) calvinistis, ad habendas nefarias suas conciones et impios ritus celebrandos, concederent : quibus conditionibus ab una Orangium, altera parte civitatis Episcopum¹ subscripsisse scio.

Schoonhovienses non dissimilibus conditionibus deditionem Orangio fecerunt. Cui summopere displicebat pacem cum Austriaco generales Ordines iniisse neq minus moleste id Hollandiæ et Zelandiæ

¹ *Godefridum Mierlo*... Ces mots sont raturés dans le manuscrit. Godefroid de Mierlo, dominicain, docteur en théologie de l'université de Cologne, fut sacré évêque de Harlem en 1571. Chassé de sa ville épiscopale par les calvinistes, en 1578, il se retira à Munster. Il mourut à Deventer, en 1588.

loués en fraude et à vil prix pour un terme fort long ; ayant reçu en avance sur les baux de ces propriétés des sommes considérables. Il remettait à d'autres émigrés des créances illusoires, ou leur refusait la somme de leurs revenus, échue depuis la Saint-Jean de l'année précédente, surtout s'il les savait catholiques ou zélés partisans du roi.

La Pacification de Gand avait également stipulé que les villes qui avaient secoué le joug du prince d'Orange reviendraient sous son autorité, à certaines conditions. Cet article fut le prétexte dont il se servit pour faire sentir le poids de sa vengeance aux habitants de Harlem, de Schoonhoven, d'Amsterdam et d'Utrecht. Les habitants de Harlem capitulèrent, en déterminant quelques conditions, dont voici la principale. « Le prince permettra aux citoyens de conserver et d'exercer le culte catholique ; de leur côté, ceux-ci accordent un seul temple (Notre-Dame de Backenes²) aux calvinistes à l'effet que ces sectaires y tiennent leurs abominables réunions et y célèbrent les rites impies de leur culte. » Je sais que ces conditions ont été souscrites par le prince d'Orange d'une part, par l'évêque de la ville, d'autre part.

Les habitants de Schoonhoven se rendirent à Guillaume à des conditions à peu près semblables. Le prince éprouvait un vif déplaisir par suite de la paix que les États-Généraux avaient conclue avec

² *Bakenes, Baeckenes, Bakenisse*, dont l'étymologie demeure incertaine, est la plus vieille partie de Harlem, l'ancienne ville. Les uns prétendent qu'il y eut jadis en cet endroit un bois de Bacchus, les autres soutiennent qu'il y avait là, avant l'endiguement sous le comte Guillaume II, vers 1255, une bouée (en flamand *baek, baken*) destinée à avertir les marins.

ordines tulerunt, eumque animi sui affectum aper-
tissime generalibus Ordinibus Bruxellæ congrega-
tis, per litteras Middelburgi xix februarii scriptas
F^o 42 r^o. et postea Dordraci typis excusas testati fuerunt.

Statuum
Hollandiæ et
Zelandiæ litteræ.

« Quibus querebantur, adeo a maiorum suorum
virtute statuum Ordines degenerasse : ut non modo,
quod illi cunctis suis congregationibus obtinere
consueverant, nova et ampliora privilegia non im-
petraverint; sed ne antiqua quidem illæsa servave-
rint; neq iis quæ acceperant, abunde cavere scive-
rint. Ipsis enim per edictum perpetuum .generales
Ordinum conventus indicendi potestatem quæ ad
ipsos pertinebat, oblique ademtam. Eisdem novis
iurisiurandi formulis adstrictos. Comitibus Burani
contra iura omnia et privilegia Belgii abducti et
detenti liberationem dilatam et ipso tractatu, qui
ad restaurationem privilegiorum fuerat institutus.
hoc Gandensi paci aperte repugnare. Cuius etiam
paci confirmandæ promissionem sibi videri cavil-
latoriam; haut absimilem illi; quam olim Dux Par-
mensis magno reip. malo præstiterat. Deniq tam
fœdam illos patriæ maculam inussisse, ut nulla
neq aquæ copia neq temporis diuturnitate elui
queat.

don Juan, et les représentants de la Hollande et de la Zélande s'en montraient fort blessés. Ils exprimèrent très ouvertement ce sentiment de leur âme, dans la lettre qu'ils écrivirent aux États-Généraux réunis à Bruxelles. Elle était datée de Middelbourg, 19 février et, plus tard, elle fut imprimée à Dordrecht.

« Les États de Hollande et Zélande se plaignent de voir les États-Généraux dégénérés du courage de leurs ancêtres, au point non seulement de n'avoir demandé des privilèges nouveaux et plus étendus, ainsi que faisaient leurs agents à chacune de leurs réunions, mais encore de n'avoir pas même sauvegardé leurs antiques franchises dans toute leur intégrité, de n'avoir pas su mettre à l'abri de toute insulte celles qu'ils avaient reçues.

Lettre des
États
de Hollande et
Zélande.

« L'Édit Perpétuel leur enlève par une voie détournée, le pouvoir qui leur appartenait, de convoquer la réunion générale. De nouvelles formules de serment leur lient les mains. L'élargissement du comte de Buren, éloigné et détenu au mépris de tous les droits et privilèges du pays, est remis à un autre temps, par ce traité même qui a été signé pour obtenir le rétablissement des franchises. Une telle conduite est ouvertement contraire à la Pacification de Gand. La promesse de confirmer la Pacification leur paraît ambiguë; elle ne ressemble pas mal à celle qui fut faite jadis par la duchesse de Parme, au grand détriment de l'État. Enfin ils ont imprimé au front de la patrie une tache déshonorante, telle que l'abondance des eaux, ni la durée du temps ne parviendront à l'effacer.

F^o 42 v^o.

« Solvisse pecuniam illis, a quibus immanes iniurias acceperant : transegisse cum iis, quos prodicionis et rebellionis publico edicto, communi consensu reos declaraverant : ac eosdem prædones turpi tolerantia pecunias, cijmelia, merces et bona sua passos impune et secure secum asportare. Neq factam satis honorificam eo tractatu Reginæ Angliæ et Alençonii Ducis, quibus tantum debeant, mentionem. Minus idonee Hollandis et Zelandis cautum; quorum legati id ipsum veriti in Gandensi conventu diserte dixerint : se, si cum Austriaco ageretur, non nisi melioribus et certioribus conditionibus contentos fore. Nunc illo edicto, de ipsis nullum verbum fieri; neq etiam de restitutione bonorum, quæ in Burgundia fiscus sibi vindicaverat. simili incuria omissam stipulationem, arcium in opidis dirutione, unde paria præteritis pericula ipsis immineant. Requirit se particularem et specialem oblivionis illius generalis interpretationem; quæ valde necessaria erat, propter ultimas Austriaci Huyo Marcham redeuntis minas. Quem videri solum ad tempus Ordinibus morem gerere velle, postea pœnas sumturum. Cur enim, si non iccirco, additum ab illo fuisse; pro prima tantum vice gubernatoribus præfecturum se, quos ordines probabunt? Hæc et alia multa sibi displicere, et cupere non tam temere et festinanter pacem illam initam fuisse.

« Vous avez payé, continuent-ils, des sommes d'argent à ceux qui vous avaient infligé de cruelles injures ; vous avez transigé avec ceux que , de commun accord et par un édit public, vous aviez flétris comme traîtres et rebelles ; par une tolérance honteuse, vous avez permis à ces mêmes brigands d'emporter avec eux en toute impunité et sécurité de l'argent, des meubles précieux, des marchandises et leurs propres biens. Ce traité ne fait pas mention, en des termes suffisamment honorables de la reine d'Angleterre et du duc d'Alençon auxquels les États sont redevables de tout. On a pourvu, moins qu'il n'était dû, aux intérêts des Hollandais et des Zélandais ; aussi leurs députés, craignant cette issue des négociations avaient-ils expressément déclaré que si l'on traitait avec don Juan, ils réclameraient des conditions meilleures et plus déterminées. Maintenant cet édit ne les mentionne d'aucune façon ; il garde également le silence au sujet de la restitution des biens que le fisc s'est adjugés en Bourgogne. C'est par suite d'une incurie analogue qu'on a omis la stipulation qui concerne la démolition des citadelles dans les villes ; et les cités se trouvent de nouveau menacées des fléaux d'autrefois. Les États de Hollande demandent une interprétation particulière et spéciale de ce pardon général qui a été accordé ; cette interprétation est très. nécessaire par suite des dernières menaces que don Juan a fait entendre lors de son retour de Huy à Marche. Il semble aux Hollandais que c'est pour un temps seulement que don Juan condescendra aux vœux des États ; plus tard , il prendra sa revanche. Pourquoi, s'il n'en était point

« Quamobrem tametsi iustas querendi causas habeant, nolle tamen rem actam improbare pertinacius, neq Hispanis et sociis ullam differendi discessus causam præbere; sed orare deum ut pax inita felicem habeat successum. Promittere se pacem Gandensem sancte et religiose perpetuo servaturos : Edictum vero Marchense se non pure, ut illam, sed conditionaliter approbare. Scilicet, ut ante omnia Ordines generales ad se mittant authenticum instrumentum ab ipsis et omnibus provinciarum et urbium gubernatoribus et militiæ præfectis subscriptum; quo polliceantur se, si forte ad constitutum diem hispani et socii Belgio non excesserint, non amplius quicquam cum Austriaco tractaturos; sed armis, ut ceperant, hispanorum expulsionem maturaturos. Item ab eorum discessu vel expulsionem neq Austriacum, neq alium ullum pro gubernatore Belgii habituros, qui non prius sustulerit omnia quæ ullo modo privilegiis iuribus aut immunitatibus Belgarum, et paci Gandensi repugnant; et eorum ratione iuste dolentium provincialium querimoniis satisfecerit : Item eius pacis beneficio omnes in possessionem bonorum et iurium suorum in toto Belgio et Burgundiæ comitatu restituerit : Deniq omnia dicta, privilegia, iura et immunitates de novo confirmaverit et stabiliverit¹. »

Po 43 1^{re}.

¹ Notre auteur s'est borné à résumer cette déclaration du prince d'Orange et des États de Hollande et Zélande sur le traité fait avec Don Juan d'Autriche. Nous croyons utile, dans

ainsi, eut-il ajouté que, c'est pour la première fois seulement qu'il admettra dans ses conseils ceux-là seuls dont les États auront ratifié le choix ! »

« Ces choses-là et une foule d'autres, concluent-ils, nous déplaisent ; nous eussions préféré voir signer la paix moins inconsidérément et moins promptement. Quoique nous ayions cependant de justes motifs de plainte, nous ne voulons point improuver avec trop d'aigreur le fait accompli, ni fournir aux Espagnols et à leurs alliés un prétexte de retarder leur départ ; nous prions Dieu que le traité ait d'heureuses suites. Nous promettons d'observer la Pacification saintement et religieusement. Quant à l'édit de Marche, nous ne l'observerons pas purement, comme la Pacification, mais avec certaines réserves. Avant tout, les États-Généraux doivent nous envoyer une copie authentique de l'édit, souscrite par eux-mêmes, par tous les gouverneurs des villes et provinces, ainsi que par les chefs de l'armée. Dans cet écrit, ils s'engageront à refuser de reprendre avec don Juan toute négociation ultérieure, si les Espagnols et leurs alliés n'ont pas quitté la Belgique à jour fixe ; mais encore à provoquer l'expulsion des Espagnols, les armes à la main, comme ils avaient déjà commencé. De même, à partir de la retraite volontaire ou de l'expulsion des Espagnols, les États-Généraux ne reconnaîtront comme gouverneur des Pays-Bas ni don Juan, ni aucun autre, à moins qu'il n'ait au préa-

l'intérêt du lecteur, de donner in extenso cette pièce capitale. Nous en empruntons le texte original à M. GACHARD, *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 225. On trouvera cette déclaration à l'Appendice.

Id eo consilio scripserant, ut si pacem initam rescindere nequirent: diffidentiam saltem augerent, et ne qua ipsis quandocumq; vellent, a pactis resiliendi occasio deesset. Vera Ordines iudicabant, quæ superiore epistola continebantur; sed pace inita non posse illa executioni mandari, nisi præsentè Austriaco censebant. A quo per legatos summis precibus contendere cœperunt, ut ad se propius accederet. Qui victus precantium pertinacia, et qui iam constituerat, cuivis se periculo quietis publicæ causa exponere; tametsi nonnulli monebant, ne temere se Ordinibus committeret; Namurcum venit, ut mutuam fiduciam eliceret, et comitate acerbiteratem illorum molliret. Ibi Ordinum legatis pollicetur, curaturum, ut Rex pacem a se cum ipsis factam, confirmet, et

Austriacus
Namurcum
venit.

¹ Les négociations à Huy entre les députés des États-Généraux durèrent du 23 au 26 janvier. Voir dans les *Actes des États-Généraux des Pays-Bas* (1576-1585), publiés par M. GACHARD, t. I, p. 115, l'analyse du verbal rapport du seigneur élu évêque d'Arras, messire Bucho Aytta, archidiacre d'Ypres, les seigneurs de Champagny, de Zweveghem et le pensionnaire Adolphe de Meetkerke, de leur besoingné à Huy avec Monseigneur don Jehan d'Autriche.

lable fait disparaître tout ce qui, de quelque manière que ce soit porte atteinte aux privilèges, droits ou immunités des Belges et aux stipulations de la Pacification ; et jusqu'à ce qu'il ait fait droit, de ce chef, aux plaintes des habitants lésés. Le bienfait de cette paix doit remettre tous les habitants de la Belgique entière et du comté de Bourgogne, en possession de leurs droits; enfin toutes les chartes, privilèges, droits, immunités doivent être confirmés et garantis à nouveau. »

Les États de Hollande et Zélande et Guillaume avaient écrit cette lettre dans le but, sinon d'obtenir la rupture du traité, du moins dans celui d'accroître la défiance et de trouver l'occasion de le dénoncer quand ils le jugeraient bon. Les États-Généraux croyaient vraies les assertions contenues dans la lettre mentionnée; mais ils estimaient que, la paix une fois conclue, la présence de don Juan était indispensable pour la mettre à exécution. Les États-Généraux commencèrent par envoyer leurs députés auprès de don Juan pour le supplier fortement de se rapprocher d'eux. Don Juan vaincu par leurs instances et résolu d'ailleurs à braver tout danger en vue du repos public, arriva à Namur¹ en dépit de ceux qui l'engageaient à ne pas s'abandonner trop vite aux États; il se décida à cette mesure, pour leur donner une preuve de mutuelle confiance et pour calmer par sa douceur leurs esprits aigris. A Namur, il promit² aux représentants des États qu'il veillerait à ce que le roi ratifiât le traité qu'il avait

Arrivée
de don Juan
à Namur.

² C'est le 26 février qu'il leur donna *sa parole de prince*. M. GACHARD. *Actes des États-Généraux*, n° 424.

regio sigillo muniat; idq se iam biduo ante a Rege per litteras postulasse. Quibus etiam rogantibus, ut collectum custodiæ causa militem dimitteret; et offerentibus maiorem militum numerum, eumq ducem, quem ille deligeret, morem gessit.

F° 43 v°.

Arschotano
se committit.

Militem suum dimittit, Arschotanium custodiæ corporis sui præficit : qui e sponte sua et ab Ordinibus rogatus, deducendi ipsum Namurco Lovanium usque munus suscepit. Prius tamen prudenti consilio, ab ordinibus iusiurandum exegerat; omni studio illos, quod ipse munus susceperat, adiuturos et defensuros, neque passuros, ulla ratione, a quoquam mortalium, quicquam fieri vel attentari, contra Austriacum, familiam, vel Comites eius; neq in præiudicium Arschotani, vel familiæ, militum, aut comitatus ipsius. Hoc iusiurandum Ordines præstiterunt, et eidem permisisse, tot milites ex iis, qui ipsis militabant, eligeret, quot illi sufficere videbantur; et approbaverunt, quæcunque, pro muneris illius functione, ab eo fierent. Deinde Arschotanus coram Leodiense Episcopo et imperii legatis iuravit, fideliter se et strenue eo munere quod sibi Austriacus et Ordines iniunxerant, defuncturum.

conclu avec eux et le munit du sceau royal ; il leur dit que depuis dix jours déjà, il avait expédié au Roi la lettre dans laquelle il lui adressait cette demande. Dans cette entrevue, les députés le prièrent de licencier les troupes qu'il avait réunies pour la garde de sa personne. Il accepta avec empressement l'offre qu'ils lui firent de lui fournir des soldats en nombre plus grand que ceux qu'il renvoyait ; il accepta également pour ces troupes un commandement du choix des États.

Don Juan renvoya ses soldats ; il remit au duc d'Arschot le commandement de ses gardes du corps. Ce duc avait offert de son propre mouvement d'escorter don Juan de Namur à Louvain et sur la demande des États, il accepta cette charge. Il avait toutefois agi avec prudence en exigeant sous serment des États la promesse de lui venir en aide de toute manière, de le défendre dans l'accomplissement de l'œuvre qu'il avait entreprise, et de ne tolérer, sous aucun motif, de la part de qui que ce fût une insulte ou tentative, quelle qu'elle pût être, contre don Juan, sa famille ou son entourage ; et de ne permettre non plus rien qui pût être préjudiciable au duc d'Arschot, à sa famille, aux militaires sous ses ordres ou à ses officiers. Les États-Généraux prêtèrent ce serment. Ils permirent à don Juan de choisir parmi les troupes qui étaient à leur solde autant d'hommes qu'il le jugerait suffisant pour sa garde et ratifièrent tout ce qu'il ordonnerait à cette fin. Puis le duc d'Arschot, en présence de l'évêque de Liège et des envoyés de l'Empereur, jura qu'il s'acquitterait en toute fidélité et courage de la mission que don Juan et les États-Généraux lui avait confiée.

Don Juan
se confie au
duc d'Arschot.

Lovanium
venit
Austriacus.

Paucis diebus Namurci Austriacus hæsit, et IV. Martii Lovanium venit; ubi magna opidanorum, et studiosorum (quorum in nobilissima Academia non exiguus erat numerus) lætitia fuit exceptus; quam illi spectaculis, ludis aliisque quibus poterant indicibus significaverunt.

Multos ibi dies maturando hispanorum discessu et mittendis ad Orangium legatis, atque humanissime excipiendis nobilibus, quotquot eo veniebant impendit. Tandem XX. die Martii hispani, ut Austriaco parerent, Antverpiensi arce et civitate excesserunt.

Hispani
Antverpia et
Lyra excedunt

Arx, clavibus a Martino Hoyo Sancii Avilæ vicario traditis, militiæ ritu, Arschotano commissa; qui solemne sacramentum, præeunte Joanni Escovedo præstitit, cuius hæc formula; « Ego Philippus
« Croyus Arschoti dux Juro per Deum et Beatam
« virginem Mariam, et sanctorum quattuor Evangeliorum verba, hanc me, arcem servaturum et
« tuiturum Regi Philippo, Domino nostro, nec illam
« ulli mortalium traditurum, nisi ipsimet vel successoribus eius, vel accepta eorundem expressa
« iussione ».

¹ A trois heures de l'après-midi. Le duc d'Arschot en prit possession avec dix enseignes. Le lendemain, 21, Julien Romero abandonnait Lierre, à midi.

² *L'histoire des guerres civiles advenues en Flandre et des causes d'icelle*, Lyon, 2^e édition, 1579, ajoute qu'Escovedo répliqua :

« Si vous le faites ainsi, Dieu vous veuille aider : sinon, le

Don Juan s'arrêta quelques jours à Namur. Le 4 mars, il arriva à Louvain. Les habitants et les étudiants qui fréquentaient en grand nombre la célèbre Université de cette ville, le reçurent avec une grande joie. Ils lui témoignèrent leur allégresse par des représentations dramatiques, par des jeux, par tous les moyens en leur pouvoir.

Arrivée
de don Juan
à Louvain.

Don Juan consacra beaucoup de temps à activer le départ des Espagnols, à envoyer des députations vers le prince d'Orange et à recevoir avec une politesse exquise les nobles qui affluaient vers lui de toute part. Enfin, le 20 mars, les Espagnols en exécution des ordres de don Juan, quittèrent la citadelle et la ville d'Anvers¹.

Martin del Hoio, lieutenant de Sanche d'Avila, remit avec les solennités militaires requises en pareille circonstance, les clefs de la citadelle au duc d'Arschot. Celui-ci prêta le serment ci-joint, dont la formule lui fut d'abord lue par Jean Escovedo.

Les Espagnols
sortent
d'Anvers
et de Liège.

« Moi, Philippe de Croy, duc d'Arschot, je jure par Dieu, par la bienheureuse Vierge Marie, et par les paroles des quatre Saints Évangiles de garder et de tenir cette citadelle pour le service du roi Philippe notre souverain et de ne la rendre sinon à sa propre personne ou à ses successeurs sans son commandement exprès². »

diabie vous emporte et corps et âme ». A Maestricht, selon qu'il avait été stipulé, se devait faire l'échange des prisonniers. Les Espagnols avaient en leur pouvoir le comte d'Egmont, les seigneurs de Floyon et de Capres, Antoine de Goignies. Les États rendaient le seigneur de Billy, la femme du colonel Mondragon, le gouverneur de Zutphen et quelques autres personnages.

F^o 44 r^o.Causa moræ
hispanorum.Austriaci
liberalitas.

¹ Havreus, Egmondanus et Hæsius; sed Arscho-
tano illam petenti necessario magis, quam sponte
cesserunt. Altero die Antverpiense præsidium cum
Lyrensibus hispanis, Lyra egressis, simul Traiectum
ad Mosam petierunt. Invito Austriaco in hanc usq[ue]
diem ibi hæserant, quia statuum Ordines, sexcenta
florenorum millia; quæ dare Austriaco promiserant,
solvere hactenus distulerant; vel quorundam scelere,
pacem initam hoc modo se turbaturos sperantium,
vel quod exhausto ærario, difficulter illius summæ
dimidium congregari poterat: in quo egregia Austri-
aci munificentia apparuit: nam liberaliss. ut his-
panorum discessum acceleraret, centum florenorum
Ordinibus millia de suo mutuo dedit. quod verebatur
ne diuturnior mora aliquam rerum mutationem ad-
ferret. Equidem sæpe parum abfuit, quin hispanus
miles Antverpia non exiret: nisi Austriacus publico
edicto in præcipuis civitatis locis affixo, rebellionis
notam ab status concilio illis superiore anno inus-
tam delevisset: ac præfecti, duces, centurionesq[ue]
nocturnis excubiis et vigiliis, urbem circumeuntes,
ne qui nocturni cœtus haberentur, diligentissime
cavissent.

¹ Le copiste avait résumé le serment du duc d'Arschot en une ligne et demie d'écriture. L'auteur des Mémoires, en revisant le manuscrit, a placé le texte officiel du serment dans une note marginale. Mais en raturant les trois dernières lignes du folio 43, v^o, il a, par inadvertance, sans doute, supprimé le verbe et le régime de la proposition dont les trois nominatifs *Havreus*, *Egmondanus* et *Hæsius* sont le sujet. Nous restituons donc le passage comme suit: *Prætenderant arcis custodiam sibi...*

Le marquis d'Havré, le comte d'Egmont, le baron de Hèze demandaient le commandement de la citadelle; la nécessité, plutôt que leur propre mouvement, engagea les États à en confier la garde au duc d'Arschot qui l'avait réclamée. Dès le lendemain, la garnison espagnole prit la route de Maestricht, de concert avec les troupes qui quittaient Lierre. Si les troupes avaient reculé leur départ jusqu'à ce moment, c'était bien contre le gré de don Juan. Les États-Généraux avaient retardé l'échéance du paiement des six cent mille florins qu'ils avaient promis à don Juan de verser.

Causas
du retard que
mettent
les Espagnols
à quitter le pays

Il en est qui, dans leur perversité, espéraient par ces retards, rendre la paix douteuse, vu que l'épuisement du trésor n'avait permis de réunir à grande peine, que la moitié de la somme exigée. Don Juan prouva sa grande générosité en cette circonstance. Pour aider le départ des Espagnols, il prêta aux États-Généraux cent mille florins de sa cassette privée. Il craignait non sans motif que ces délais n'apportassent quelque changement fâcheux dans l'état des choses. Peu s'en fallut, en effet, que les troupes espagnoles ne sortissent point d'Anvers. Don Juan fit afficher aux principaux endroits de la cité, un décret officiel relevant les troupes de la note d'infamie que le conseil d'État leur avait infligée, l'année précédente; et les commandants, les officiers supérieurs et chefs subalternes mirent la plus grande activité à parcourir la ville durant toutes les nuits escortés d'une patrouille, à l'effet d'interdire toute réunion.

Générosité
de don Juan.

Equites etiam prope Turnhautum tumultuantes et peditatui comminantes si Antverpia exiret, priusquam sibi quoq debita stipendia persolverentur. Escovedi solertia et prudentia pacati. Ubi Traiectum pervenerunt, castris positis aliquamdiu ibi consederunt, præter solutionem, commeatum ceteraq tam longo itineri necessaria exspectantes.

Fo 41 v^o.

Legatio
Austriaci et
statuum
ad Orangium.

Interea Austriaci et Ordinum nomine missus ad Orangium et socios Leoninus, re infecta redierat; quod ille respondisset, Ordinibus Hollandiæ et Zelandiæ absentibus, nihil sibi statuere licere. Paulo post placuit redire Leoninum; ille Dordraci Orangium cum Ordinibus Hollandiæ et Zelandiæ invenit, et mandata sua exponit, in hanc sententiam; « Generales Ordines ab iis postulare, ut ex pacis Gandensis sententia, aliquid pecuniarum contribuant Schotis et ceteris militibus sibi ab Orangio subsidio missis, exauctorandis. Ut ad commercium et communis negotiationis facilitatem libertatemq, ea vectigalia, quæ belli tempore Orangius Oceano et Schaldi fluvio imposuerat salviconductus, licentiæ et similitum nomine, tollantur : et naves bellicas in ostio fluminis prope Antverpiam stantes retrahant; una cum oneraria (quam vocant, den Uuytlegger) prope Buscoducis in Mosa flumine ad ancoras deligata,

¹ Sa lettre de créance est datée du 24 mars 1577. M. Gachard en donne le texte. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. III, 275.

² Dans les premiers jours du mois d'avril. M. Gachard publie des lettres du Taciturne, datées du 1^{er} et du 6 avril. Une lettre du prince, publiée par M. Groen van Prinsterer dans les *Ar-*

Escovedo par son habileté et sa prudence réussit à apaiser la cavalerie concentrée à proximité de Turnhout, et qui menaçait de faire un mauvais parti aux fantassins, si ceux-ci quittaient Anvers avant d'avoir intégralement reçu les arrérages de leur solde. Arrivées à Maestricht, ces troupes s'y arrêterent quelque temps; elles y attendaient, en outre de leur solde, les vivres et tout ce qu'il leur fallait pour entreprendre un aussi long voyage.

Sur ces entrefaites¹ Elbertus Leoninus avait été chargé de se rendre auprès de Guillaume d'Orange, tant au nom de don Juan qu'au nom des États. Il revint sans avoir rien pu faire, le prince ayant déclaré qu'il ne lui était loisible de rien décider en l'absence des États de Hollande et Zélande. Leoninus ne tarda pas à retourner; il trouva le prince et les États réunis à Dordrecht² et leur fit connaître ses instructions. Les États-Généraux sollicitaient d'eux, qu'en exécution de la Pacification de Gand, ils apportassent leur quote-part en argent, ce qui permettrait auxdits États-Généraux de renvoyer les Écossais et les autres troupes que le prince d'Orange avait envoyés à leur secours. Pour venir en aide au commerce, pour la facilité et la liberté du négoce, les États-Généraux demandaient l'abolition des impôts dont le prince d'Orange, durant la guerre, avait frappé l'Océan et l'Escaut sous le couvert de

Don Juan
et les États
députent
vers le
prince d'Orange.

chives de la Maison d'Orange-Nassau, et portant la date du 27 avril, nous apprend que le Taciturne est indisposé. Il ne tarda pas à quitter Dordrecht. La lettre qui suit immédiatement celle du 27 avril, est écrite à Leyde, le 4 mai. Voir la *Liste chronologique des lettres de et à Guillaume le Taciturne*. M. GACHARD, t. V, p. 415.

F^o 45 r^o.

aut saltem hanc longius a civitate deducant, ne per eam, mercium evehendarum et advehendarum commoditas difficilior reddatur. Ut scilicet hoc modo toti Belgio pristina, bella interrupta, quies et felicitas restituatur. Hæc illos eo libentius facere debere, quia Austriacus decreverit, pro sua parte pacis conditiones exactissimè observare. Patere hoc iis, quæ iam egerit. Præterea constituisse, Arschothanum ad Orangium mittere, ut illi (quæ supra narrata fuerunt) exponat : præcipuè non modo ab Austriaco probatam pacem Gandensem ; sed etiam in se recepisse, eandem Regem confirmaturum. Imo si Rex illam approbare nolit, disertè illum significasse, se cum Ordinibus communi consilio et armis Regem coacturum. Eidem placere, si nondum Orangius cum sociis satis idoneè sibi cautum putent ; aliam qualem ipsi postulabunt, cautionem dare. Laturum eundem Orangio opem ad impetrandam Comitibus Burani liberationem, et bonorum in Luxemburgo et Burgundia fisco adscriptorum restitutionem. Eam ad rem cupere, ab Orangio et sociis locum deligi, in quo cum Arschothano, de supradictis colloquium instituatur. Videri tamen commodius, de iis transigi posse, si Austrianus et Orangius coram inter se, non per legatos vel internuntios, tractent. Quare orare et obtestari Austriacum, ut vel acceptis obsidibus ad se veniat Orangius ; vel datis, quo volet loco ipsius adventum opperiat. Putare sic satisfactum, querelis omnibus, quas Orangio scripto quodam Middelburgensi ad generales Ordines miserant. »

sauf-conduit, permission et autres qualificatifs de ce genre ; ils demandaient l'éloignement de la flotte de guerre stationnée à l'embouchure de l'Escaut, non loin d'Anvers ainsi que du vaisseau garde-côte (appelé *Uuytlegger*) qui était à l'ancre dans la Meuse, près de Bois-le-Duc, ou du moins qu'on éloignât davantage ces navires de cette ville, pour ne pas rendre plus difficile le mouvement de va et vient des marchandises. De cette façon l'interruption de la guerre rendrait à la Belgique entière son repos et sa félicité antérieurs. « Vous devez, disaient-ils, consentir d'autant plus volontiers, que don Juan a décidé, de son côté, qu'il observerait très exactement les conditions de la paix. Ce qu'il a déjà fait, garantit ce qu'il fera. On a décidé en outre d'envoyer le duc d'Arschot auprès du prince d'Orange à l'effet de lui exposer de vive voix ce qui vient d'être dit ; pour lui représenter surtout que non seulement don Juan a ratifié la Pacification de Gand, mais qu'il a pris sur lui de la faire confirmer par le roi. Don Juan a même été jusqu'à dire ouvertement que, si le roi se refuse à cette ratification, de commun accord avec les États, il l'y forcerait par les armes. Don Juan serait charmé que le prince d'Orange demandât pour lui et ses alliés telle garantie qu'il désire, et elle lui sera accordée. Il viendra en aide au prince et lui fera restituer ses biens, dont le fisc s'était saisi, en Luxembourg et en Bourgogne. Il désire que le prince d'Orange et ses alliés choisissent un endroit où l'on puisse avoir une entrevue afin de délibérer sur tous ces points. On pourrait traiter avec plus de facilité encore si don Juan et le prince d'Orange traitaient eux-mêmes

Aprilis.

Responsum, datis Leonino litteris ad ordines generales et Austriacum, V. Aprilis; « Laudare ordines
« Hollandiæ et Zelandiæ cum Orangio, egregiam
« Austriaci voluntatem, eiq summas agere gratias
« et orare, ut liberalissimis promissis opera respon-
« deant. Exspectare se Arschothani adventum Gertru-
« dibergæ. Ibi de postulatis ipsorum, et toto Belgii
« statu commodè agi posse ».

Hispanorum
et
sociorum
discessus ex
Belgio.

Fo 45 v^o.

Eadem separatis litteris Orangius Austriaco por-
tridie scripsit. Dilata autem fuit Arschothani pro-
fectio, in hispanorum et sociorum discessum : quem
magno studio Austriacus procurabat : sed moram
adferebat non nova numeratæ pecuniæ penuria; neq
fides supererat, Regio decreto. superioribus annis
profligata. Sed tamen Escovedo solita industria rem

¹ Pour trouver de l'argent, les États-Généraux envoyèrent Gaspar Schetz, trésorier général, et Guillaume de Rouck, receveur du Brabant, à Anvers, avec charge d'y emprunter deux cent à trois cent mille florins, à l'intérêt de douze pour cent au maximum et de traiter avec les marchands génois pour une autre somme de trois cent mille florins. Par lettre du même jour, 19 février, les États-Généraux prièrent ceux du Tournaisis de leur avancer, endéans les dix jours, six mille florins. Le 21 du même mois, ils députèrent deux envoyés vers les quatre mem-

personnellement, sans députés ou intermédiaires. En conséquence don Juan prie et supplie le prince d'Orange de venir à lui, en acceptant des otages ; ou bien d'en donner et d'attendre son arrivée dans le lieu qu'il voudra. De cette façon, il donnera pleine satisfaction à toutes les plaintes manifestées par le prince, dans une dépêche envoyée de Middelbourg aux États-Généraux. »

On remit à Léoninus, le 5 avril, la réponse que l'on envoyait aux États-Généraux et à don Juan. Les États de Hollande et Zélande ainsi que Guillaume, louaient les excellentes dispositions de don Juan ; ils l'en remerciaient hautement et souhaitaient que les faits correspondissent à des paroles aussi généreuses. Ils attendaient la venue du duc d'Arschot à Gertruidenberg. On pourrait s'occuper là en toute commodité de l'objet de leurs demandes et de la situation générale du pays.

Avril.

Le prince d'Orange écrivit, le lendemain, à don Juan. Celui-ci était tout absorbé par l'affaire du renvoi des Espagnols et de leurs alliés, ce qui fut cause que le duc d'Arschot ne partit pas immédiatement.

Les Espagnols
et
leurs alliés
quittent
la Belgique.

Le manque de numéraire, chose qui n'était pas nouvelle, occasionnait aussi des retards¹ ; la parole

bres de la Flandre, à l'effet d'en obtenir un contingent de cent mille florins. Le 22, nouvelle lettre à ceux du Tournaisis ; c'est quinze mille florins qu'ils demandèrent, vu les besoins urgents de leur propre armée.

La reine Elisabeth d'Angleterre ayant prêté sans intérêt vingt mille livres sterling aux États-Généraux, ceux-ci donnèrent une lettre de garantie à la ville de Gand.

Par nouvelle dépêche du 1^{er} mars, ils demandèrent à la Flandre deux cent mille florins.

expediit, persuasis mercatoribus, spe recipiendæ solutionis antiquorum nominum, ut in Italia, stipendia militum persolverent.

Sic circa Aprilis finem, acceptis tantum syngraphis Traiecto egressi, paucis diebus in Luxemburgensem ducatum, extra fœderatas provincias perverunt.

Ægrè ferebant pleriq ipsorum præfecti et duces, non licuisse sibi Austriacum convenire, neq in conspectum eius admissos ita se quodam præiudicio tacitè damnatos : quo vultu, quo ore, qua fronte in Hispania Regem adituros, a quo, tanquam proditores, provincia tot annis fortissimè defensa, ignominiosissimè nunc eiiciantur? Quid dicturos Italos, quid Gallos? nullibi tuto se neq honestè consistere posse. quem enim, quos res insolentiæ, avaritiæ, libidinis et crudelitatis, tacitè condemnet, apud se habitare permissurum? Vulgus opima præda ditatum, vel eam secum asportare lætabatur, vel consumtam erepta ulterius prædandi occasione desiderabat. Miserrima autem erat præsidiariorum militum, qui in arcibus habitaverant conditio; quorum pleriq ductis iampridem uxoribus, liberorum sarcina gravabantur. Multi confecto senio et truncato ex vulneribus corpore, vix viæ laboribus pares erant : hi se ab aris et focus et quasi patria avelli querebantur. Constantiores etiam, præter ignominie dolorem, ingens feminarum, lixarum et calorum multitudo

royale compromise par les précédents événements, n'inspirait plus de confiance. Escovedo réussit enfin à conclure l'affaire ; il avait déterminé des marchands à payer aux troupes leur solde en Italie, leur faisant espérer que ce serait pour eux le moyen de liquider d'anciennes créances.

Ce fut donc vers la fin d'avril que les troupes espagnoles, sur la foi de simples billets, sortirent de Maestricht. Il ne leur fallut que quelques jours pour traverser le duché de Luxembourg et sortir du territoire de la Confédération.

Les chefs et les commandants supportaient, pour la plupart, avec regret de n'avoir pu entretenir don Juan, et de n'avoir pas même été admis en sa présence. Ils se considéraient comme condamnés tacitement par une prévention dirigée contre eux. De quel front, avec quelle attitude, avec quelles paroles aborderaient-ils le Roi à leur arrivée en Espagne, alors que c'est ce même Roi qui les expulse ignominieusement, comme traîtres, de cette province qu'ils ont défendue si vaillamment durant tant d'années ? Les Italiens et les Français, que diront-ils ? Nulle part, ils ne pourront trouver ni sécurité ni estime. Quel est l'homme en effet qui consentirait à recevoir chez lui ceux que le Roi flétrit indirectement du chef d'insubordination, d'avarice, de luxure et de cruauté ? Quant à la masse chargée de butin, les uns se réjouissaient de l'emporter avec eux ; les autres regrettaient d'avoir dissipé le fruit de leurs rapines, puisqu'on leur avait enlevé l'occasion ultérieure de s'enrichir par le brigandage. La condition des soldats qui avaient occupé les citadelles était

F^o 46 r^o. (nam computatis iis pene triginta hominum et iumentorum millia constat fuisse) turbabat.

Neq defuerunt qui Belgarum ingeniis perspectis et longa consuetudine cognitis vero vaticinio, brevi se redituros, fidei Catholicæ, Regii imperii et bonorum defensores, augurabantur.

His animis deducendi agminis cura Mansfeldio Comiti data; propter Vargæ, Avilæ, Romeri et Baldesii dissensionem; qui singuli negabant se sub alterius imperio futuros ut ventum in Insubriam, non minorem ibi regis offensionem senserunt, male accepti a Marchione Aijamontio, Mediolani gubernatore: a quo (ut creditum regis iussu) tantum non relegati fuere, in steriles Liguriæ montes (quos Linguas vocant) ubi summa rerum omnium, præterquam uvarum et ficuum penuria; quas anni tempus

tout particulièrement misérable; ils se trouvaient chargés, pour la plupart, de femmes et d'enfants. Beaucoup d'entre eux ressentaient les atteintes de la vieillesse; ils avaient le corps criblé de blessures; ces raisons les rendaient peu propres à supporter les fatigues d'un long voyage. Ils éclataient en doléances, comme si on les eût arrachés à leurs autels, à leurs foyers, à leur patrie en quelque sorte. Les plus braves mêmes, sans parler de la honte qu'ils ressentaient de l'affront, se troublaient à la seule pensée qu'il fallait emmener avec eux une multitude considérable de femmes, de valets et de goudjats; au total il s'agissait d'environ trente mille têtes d'hommes et de chevaux.

Il ne manqua pas de gens avisés qu'une longue pratique des affaires avait initiés à la connaissance intime du caractère des Belges, pour faire une prédiction vérifiée bientôt par l'événement; ils auguraient que ces troupes ne tarderaient pas à être rappelées afin de défendre la foi catholique, l'autorité royale et les honnêtes gens.

C'est dans cette disposition des esprits que le comte de Mansfeld reçut la charge de ramener les troupes. On se résolut à ce choix à cause des dissensions qui existaient entre Vargas, Avila, Romero et Valdes; qui tous refusaient de se trouver sous les ordres l'un de l'autre. Arrivées en Lombardie, les troupes se virent de la part du Roi l'objet d'un affront non moins grave; le marquis d'Ayamonte, gouverneur de Milan (que l'on croit avoir agi par l'ordre du Roi) leur fit une mauvaise réception. Celui-ci, les relégua dans ces stériles montagnes de la Ligurie, appelées les

suppeditabat. Non pauci illic itineris labore et egestate et indignatione confecti misere interierunt.

Bonniveti
et
aliorum contra
Austriacum
conspiratio.

Dum Hispani erant in itinere, Lovanii Havreus et Mondoucetus (qui regis Gallorum negotia Bruxellæ agebat) ad Austriacum deferunt, Orangii suasu, Lallainium, Champagneum et alios quosdam ex Ordinibus conspirasse, de tradendo ipso in custodiam. Datum negotium criminis perpetrandi duobus gallis nobilibus, Bonniveto et Bellangrevillio, et aliquot militum manipulis circa urbem dispositis. Quo cognito missus Bruxellam ad Ordinum conventum Octavius Gonzaga, rem aperit, nominatis solum gallis nobilibus, quod eos ceterorum nomina delaturos confidebat. Ambo capti fuere et domi suæ manere clementi sententia iussi. Erant indicia et præsumptiones contra illos manifestæ adeo et prægnantes; ut non pauci, inter quos etiam D. Gertrudis Abbas, a quinquennio iam Orangio addictissimus, palam professi fuerint, in arctiorem custodiam reos coniici, et ad eruendam veritatem, in hoc crimine, tum propter eius naturam, tum propter clara indicia, tormenta adhiberi debere.

F^o 46 v^o.

¹ Les *Langues*, petit pays d'Italie, dans la partie méridionale du Piémont et du Montferrat. Les *Langues hautes* ont pour capitale Alba; les *Langues basses* sont au sud d'Asti. — Ce pays est renommé, depuis longtemps déjà, pour la fertilité de son sol et sa nombreuse population.

Langues¹, où il y avait disette extrême de toutes choses nécessaires à la vie, sauf de raisins et de figues, que la saison leur fournissait en abondance. Beaucoup de ces infortunés succombèrent là sous le poids de la fatigue, de la misère et du découragement.

Pendant que les Espagnols étaient en marche, don Juan reçut à Louvain une dénonciation de la part du marquis d'Havré et de Mondoucet, ambassadeur de France à Bruxelles. Ceux-ci lui révélèrent, qu'instigués par Guillaume d'Orange, le comte de Lalaing, le sire de Champagny et quelques autres membres des États complotaient contre lui et voulaient le garder à vue. Deux seigneurs français, Bonnivet et Bellangreville se seraient chargés de faire réussir la conspiration, aidés par quelques escouades de soldats disposées aux environs de la ville. A cette nouvelle, Octave Gonzague envoyé à Bruxelles, exposa l'affaire aux États; il se borna à citer le nom des seigneurs français, dans l'espoir que les États lui désigneraient les autres coupables. On se saisit de leurs personnes; et l'on usa de clémence à leur égard, en les consignnant chez eux. Les indices et les présomptions à leur charge étaient si clairs et si abondants, que plusieurs membres des États, parmi lesquels il suffira de citer l'abbé de Sainte-Gertrude, depuis cinq années déjà partisan avoué de Guillaume d'Orange, déclarèrent publiquement qu'il fallait jeter les prévenus dans une étroite prison; il faudrait, ajoutaient-ils, en présence d'une telle accusation, tant pour son caractère que pour l'évidence des preuves, employer la torture pour leur arracher la vérité.

Bonnivet
et autres
complotent
contre
don Juan.

Attamen singulari perfidia et scelere ab Ordinibus omnis inquisitio omissa, et rei quasi innocentes dimissi; vel quia crimen ad multos eorum pertinebat, vel quia Alençonium ducem; cuius se clientes esse, et ab eo missos Bruxellam fuisse, rei dicebant, offendere Ordines verebantur.

Austriaco
delatum
imperium.

Quam iniuriam Austriacus propter temporis necessitatem dissimulare coactus fuit: Sicut et aliam animo suo longe gravio rem, quod et Belgicis proceribus quidam summo loco, si vellet merum Belgii imperium, se et nobilitatis plerosque promptos ostentaverat: quam impiam oblationem, quasi scelere contaminaret, adeo aversatus fuit, ut bis terve vix se continere valuerit; quin loquentem pugione confoderet.

Austriacum
Bruxellam
proficiscitur.

Urgebant Austriacum Arschotanus, Havreus et vicecomes Gandensis ut Bruxellam Lovanio proficisceretur, sic provincialium animos comparari, et gubernationem citius posse adipisci. Hoc Berlaijmontio non probabatur, credenti non satis decorum neque tutum, tam factiosam ipsum et concitatam urbem, sine imperio, ut privatum ingredi: exspectandum paulisper, donec ad gubernationem admitteretur.

Fº 47 rº.

Austriacus propensior erat in priorem sententiam, quia tot beneficiis se sibi Belgas devinxisse arbitrabatur, ut vel sola præsentia sua statim omnium be-

Néanmoins par une perfidie et une scélératesse étrange, les États s'abstinrent de toute enquête. Les prévenus furent renvoyés de la plainte, soit que l'accusation dût atteindre beaucoup de coupables, soit que les États craignissent de froisser le duc d'Alençon, dont les prévenus se disaient être protégés et chargés par lui d'une mission à Bruxelles.

Les conjonctures du moment obligèrent don Juan à dissimuler cet outrage, aussi bien qu'un autre plus blessant encore. Un membre de la plus haute noblesse lui déclara qu'il était disposé avec la plupart des seigneurs à lui offrir, s'il le voulait, la souveraineté de la Belgique. Don Juan repoussa cette offre déshonorante avec tant d'indignation qu'il mit deux ou trois fois la main à son épée; il eût peine à se modérer, et à ne point percer son interlocuteur d'un poignard, comme s'il se fut déjà souillé de ce forfait.

La souveraineté
offerte
à don Juan.

Le duc d'Arschot, le marquis d'Havré, le vicomte de Gand pressaient don Juan de quitter Louvain et d'arriver à Bruxelles. Ils voyaient dans cette démarche l'apaisement des esprits et le moyen pour lui de prendre plus tôt la direction du gouvernement. Berlaymont ne partageait pas cette manière de voir; il ne lui paraissait ni convenable ni rassurant que le prince entrât, sans caractère officiel et comme un simple particulier, dans une ville aussi remuante et aussi surexcitée; d'après lui, il fallait attendre quelque peu, jusqu'à ce que don Juan fût admis au gouvernement général.

Don Juan
se met en route
pour
Bruxelles.

Don Juan penchait plutôt pour le premier avis. Il pensait que tant de bienfaits lui avaient attaché les Belges; au point qu'il suffirait de sa seule présence

nevolentiam allicere et pacare turbata deberet. Nimirum plebis Bruxellensis animos ignorabat, apud quam consilia siccorum, quam vinolentorum somnia; et sapientum cogitata, quam optata furiosorum, minus poterant: præterea, ex suo, ceterorum ingenia metiebatur. Ita Arschothano creditum, et Havreus Bruxellam profectus, ab Hæzio urbis præfecto, suo et militum suorum nomine, item a Burgimagistris, scabinis, quæstoribus, Senatu et quinque Gildis
 « iuramentum exegit; non modo ullam dicto factove
 « Austriaco vel comitibus eius iniuriam aut contumeliam factam iri sed omnia quoque benevolentiae et gratitudinis signa, se illi et domesticis ipsius, ac comitibus exhibituros ».

Malus.

Quo iureiurando accepto. Austriacus cum solis suis domesticis et inermi nobilium multorum comitatu, et octoginta militum Arschothani custodia, Kal. Maij, post prandium, Bruxellam ingreditur. Obviam processere statuum Ordines, civitatis magistratus, et multa civium armatorum millia, diversis animis. Boni gaudebant, omnia brevi adventu ipsius pacanda sperantes. Mali mœrebant, propter peccatorum conscientiam sibi timentes. Pleriq; apparatus illum ostendendæ potius potentiae et virium, quam benevolentiae et caritati adscribebant; et quanto magis falsa erant, quæ fiebant, tanto impensius plura lætitiæ signa præberi notabant. Exceptæ etiam quorundam temerè fortassis iactæ voces, dicentium, post festum Palmarum, et lætum Salvatoris nostri hierosolymis introitum, crucis diem et passionis statim consecutam.

F° 47 v°.

même pour lui conquérir les sympathies de tous et apaiser les troubles. Il ne s'était pas rendu compte de l'esprit du peuple de Bruxelles. La populace est moins accessible aux conseils des gens sobres qu'à ceux des gens pris de vin; elle cède moins aux pensées des sages qu'aux désirs des énergumènes; puis, don Juan jugeait les autres d'après son propre cœur. Il crut donc à la parole du duc d'Arschot. Le marquis d'Havré partit pour Bruxelles; il exigea du baron de Hèze, gouverneur de la ville, un serment tant en son propre nom qu'au nom des troupes sous ses ordres; il exigea le même serment des bourgmestres, échevins, receveurs, du conseil et de cinq gildes, à savoir : « Non seulement par paroles ou par actes don Juan et son entourage ne seront l'objet d'aucune injure ou affront; mais lui, ses familiers et son entourage seront l'objet de toutes les démonstrations possibles de bienveillance et de gratitude. »

Mal.

Après la prestation de ce serment, don Juan suivi de ses serviteurs seuls, entouré d'un grand nombre de seigneurs, tous sans armes, entra à Bruxelles, le 1^{er} mai, après midi, escorté par quatre-vingts hommes de la garde du duc d'Arschot. Les États-Généraux, le magistrat de la cité, des milliers de citoyens armés, allèrent à sa rencontre. Des sentiments divers agitaient cette foule. Les bons citoyens se réjouissaient dans l'espoir que la présence du prince suffirait à tout apaiser promptement. Les mauvais citoyens craignaient pour eux-mêmes, en se rappelant le souvenir de leurs fautes. On regardait généralement l'appareil dans lequel don Juan s'était montré, plutôt comme une ostentation de

Comperi parum ab insignita contumelia accipienda tunc Austriacum abfuisse. Nam vix horæ unius intervallo antequam urbem ingrederetur, Cornelius Strattensis, (qui ex malo caussidico repente seditiosorum antesignanus evaserat, homo egeus, audax vécors, inanissimus, præposterus, et plane perversus, sine quo nihil hactenus tumultuosè ant nefariè Bruxellæ admissum fuerat;) ad urbis portam, qua Austriacus ingredi debebat, venit animo turbato, custodes portæ multis verbis obiurgat. cur adeo stolidi essent, ut Austriacum ingredi patiantur? paratas ab eo insidias, et hunc introitum toti opido funestum futurum. Neq hoc a se dici temerè, neq angustias temporis pati, ut quæ comperisset, ipsis declararet. Tantum orare per communis patriæ salutem, sibi fidem adhiberent, atq Austriacum cum comitatu suo excluderent.

Quibus facile vulgum ad deteriora credulum moverat, iam portam venienti occludere, et cratem

puissance et de force, que comme une marque de condescendance et d'affection; et l'on observait, en outre, que plus les choses que l'on faisait étaient fausses, plus on affectait de les faire avec joie. Quelques voix furent également entendues, était-ce peut-être manque de réflexion, disant que le dimanche des Rameaux et la joyeuse entrée de Notre Seigneur à Jérusalem, avaient été aussitôt suivis du jour de la croix et de la passion.

Peu s'en fallut, je le sais, que don Juan ne fut alors l'objet d'un infâme outrage. Car une heure seulement avant son entrée en ville, Corneille Van der Straeten se présenta à cette porte de la ville dont le prince devait franchir le seuil. Van der Straeten, mauvais avocat, était devenu tout d'un coup le porte-étendard de la sédition; sans fortune, audacieux jusqu'à l'extravagance, d'une frivolité déplorable, faisant tout à rebours, complètement perverti, il s'était trouvé mêlé à tous les désordres et à tous les forfaits dont Bruxelles avait été le théâtre récent. Cet homme, en proie à l'agitation, se mit à apostropher les gardiens de la porte avec un flux de paroles. Pourquoi, leur dit-il, êtes-vous assez insensés que de permettre l'entrée à don Juan? Il prépare des pièges et cette entrée sera fatale à toute la cité. Je n'affirme rien au hasard; mais le temps me fait défaut pour vous donner de plus longues preuves de ce que j'avance. Je ne vous demande qu'une seule chose : croyez-moi par intérêt pour le salut public, et repoussez don Juan et son entourage.

Le vulgaire toujours crédule se laissait déjà aller à de graves extrémités; déjà l'on s'était mis en

ferream objicere cœperant, cum advenere a magistratu nonnulli, qui Stratensem increpitum dimisere, et civibus persuaserunt, ne tam scelestum facinus committant. Sufficere præterita, novo se odio ne onerent. Væcordem illum sinant dicere; quæ ira, mala mens, et ebrietas ipsi suggesserant. Sibi credant, hunc adventum toti provinciæ, ipsis potissimum plane salutarem fore.

Sic admissus in urbem Austriacus. Sub noctem ludi comedia ante domum civicam exhibita, celebrati; ubi incertis ex causis in foro orta seditio, quæ
F^o 48 1^o. ipsa per se paucis convulneratis sedata.

Austriacus
ad
gubernationem
admissus.

Duo sequentes dies ab ordinibus deliberando consumti; reciperentne Austriacum ad gubernationem, necne; et si reciperent, quibus id conditionibus. Tandem (quia sperabant facillime se ab illo impetraturos, ut non nisi, quos ipsi probarent, domesticis uteretur: atq. ita non solum actiones, sed cogitationes etiam ipsius præscire et præcavere se posse putabant: unicum id potentiæ suæ confirmandæ retinendæq. instrumentum esse iudicantes) placuit recipi, et admitti. exacta prius ab eo, nova quadam et ante diem illum inusitata, iurisiurandi formula; « qua iurabat, se omnia pacis Marchæ initæ capita « inviolabiliter secuturum, et observari pro viribus

mesure de fermer la porte et d'abaisser la herse de fer, quand survinrent quelques membres du magistrat qui renvoyèrent Van der Straeten après l'avoir réprimandé. Ils déterminèrent les citoyens à ne pas se rendre coupables d'un pareil acte. C'est assez du passé, dirent-ils; il ne faut pas engendrer de nouvelles haines. Souffrez que nous vous disions que Van der Straeten est un extravagant; la colère, son mauvais génie et l'ivresse lui ont suggéré le langage qu'il a tenu. Ayez confiance en nous. La venue de don Juan sauvera le pays tout entier et vous autres tout spécialement.

C'est ainsi que don Juan fut reçu dans la ville. Vers la soirée, il y eut une représentation dramatique devant la maison communale. Au milieu de la réjouissance, un soulèvement éclata sur la grand'place, soulèvement provoqué on ne sait comment, et qui s'apaisa de soi-même, tout en occasionnant quelques blessures.

Les États-Généraux consacrèrent les deux jours suivants à délibérer sur la question de savoir s'ils admettraient, ou non, don Juan au gouvernement; et s'ils l'admettaient, à quelles conditions. Enfin il leur plut de le recevoir et de l'admettre à gouverner, par ce qu'ils espéraient obtenir très-facilement que don Juan ne s'entourât que de personnes approuvées par eux. De cette façon, ils pourraient connaître à l'avance non seulement ses actions, mais encore ses pensées et se mettre en garde contre lui, seul moyen qu'ils jugeaient capable de s'assurer du pouvoir qui leur échappait. Ils dressèrent en conséquence une nouvelle formule de serment, inusitée

Don Juan
est admis au
gouvernement
général.

« curaturum. » Hoc iusiarandum præstitit IIII. Maii.
atq ita gubernationem suscepit.

¹ Dans ses *Documents inédits*, I, p. 358 et suiv. M. GACHARD a donné des détails concernant l'arrivée de don Juan à Bruxelles,

jusqu'alors. Don Juan jurait de maintenir inviolablement toutes les stipulations de la paix de Marche et de veiller dans la mesure de ses forces à leur observation. Il prête ce serment le 4 mai et prit ainsi possession du gouvernement ¹.

dûs à Barthélemy Liébart, député du Tournaisis aux États-Généraux.

APPENDICE.

Déclaration du prince d'Orange et des états de Hollande et Zélande sur le traité fait avec don Juan d'Autriche.

Middelbourg, 19 février 1577.

Monseigneur le prince d'Orenge et les Estatz d'Hollande et Zélande, après avoir veu la lettre de crédençe que, de la part de Messieurs les Estatz-Généraulx des pays de par deçà, M. de Willerval et maistre Paulus Buys, advocat d'Hollande, en compaignie de Monsieur l'ambassadeur de l'Empereur, à ce bien instamment requis, ont apporté audict seigneur prince, et par icelle entendu que lesdicts seigneurs Estatz désiroient avoir leurs advis sur aulcuns articles concluz, en manière d'édict perpétuel, au nom du Roy, tendans à establir pacification entre les pays de par deçà et don Jehan d'Autriche, lesquelz articles pareillement leur ont esté exhibez, ilz ont respondu et respondent ce que s'ensuyt :

C'est assçavoir que, en regard desdicts articles, ilz n'ont pu, sinon grandement louer et approuver le saint zèle et louable désir et intention que mesdicts seigneurs les Estatz monstrent d'avoir à remectre une fois nostre pauvre et affligée patrie à ung repos et tranquillité si longtems désirée, et se sont persuadez bien fermement que lesdicts seigneurs Estatz ne se soyent en cela proposé nul aultre but, sinon de délivrer une fois ce pauvre

peuple, affligé de tant de misères et calamitez, desquels ilz sont desjà presque du tout accablez par la cruelle et insupportable tyrannye de la superbe nation espaignole, et de la forme illégitime du gouvernement par eulx introduict, et, quant et quant, de donner à l'advenir bon ordre et remède asseuré pour ne tomber d'ores en avant, en semblables inconveniens, par une ferme et inviolable manutention des privilèges, droictz et libertez anchiennes du pays, et singulièrement que leur intention ait esté, par lesdicts articles, maintenir en tout et partout la dernière pacification, faicte et conclue en la ville de Gand le vij du mois de novembre dernièrement passé, ainsy que, en toutes leurs lettres, actes et protestations, ilz ont toujours promis et asseuré : chose certes digne de louenge éternèlle, mesme envers toute la postérité.

Mais toutefois, après que lesdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande eussent bien particulièrement et par le menu rapporté lesdicts articles, de poinct en poinct, tant à la présente disposition des affaires, et à la nécessité qui, les contrainct de bien peser toutes circonstances, comme aussy au temps passé de noz ancestres, lesquelz n'ont jamais, en semblables occurences, obmis de requérir et obtenir privilèges noulveaux et bien louables de leurs princes, il leur estoit advis que par iceulx articles n'estoit encoire entièrement ny du tout satisfait au zèle et désir dessus mentionné desdicts seigneurs Estatz.

Car premièrement, il sembloit que lesdicts privilèges anciens du pays, que eulx désirent par toutes voyes establir, s'y trouvoient par, voye indirecte fort intéressez, tant en ce que la liberté de convocquer les Estatz-Généraulx y estoit obliquement ostée à ceulx à quy, de tout droict, d'anchienneté elle appartient, comme en ce que les Estatz du pays sont astraintz à obligations et sermens nouveaulx, et inusitez. Puis meisme l'on y pouvoit

remarquer infraction manifeste d'iceulx en la détention innique du comte de Buren, que tout le monde sçait avoir esté enlevé, contre tout droict, raison et privilèges d'iceulx pays : ce qui sambloit d'autant plus à considérer que, iceulx privilèges se trouvant enfraintz ainsy, du beau commencement, en ung acte qui devoit expressément tendre au restablissement et conservation d'iceulx, mesmes au regard d'une personne particulière et qui ne avoit mesfaict en chose quelconque, donnoit bien peu d'occasion d'espérer qu'ilz seroient entretenuz, par cy-après, envers le peuple et villes en général, contre lesquelz on ne fauldra de trouver matière pour les charger de crimes de rébellion et de lèse-majesté joint que, par le faict susdict, est contrevenu manifestement à ladicte Pacification de Gand, combien que le préjudice quel'on faict à icelles, et la totale annihilation à laquelle pourroit sembler que lesdicts articles tendent, appert plus évidemment en ce que l'approbation et aggréation d'icelle n'est aulcunement simple ni cathégorique, ainsy que la raison et l'importance d'ung tel faict requéroit, mais dépendant enthièrement de certaines astrictions et relations limitées et subjectes à une infinité de cavillations et de tout semblables à celles qui du temps de Madame de Parma, ont esté cause d'ungne horrible effusion de sang; contre lesquelles meismes avoit esté, par les députez desdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande, protesté et obtenu acte publicq, sur l'aggréation faicte par le conseil d'Estat, presque en termes semblables. Puis aussy y trouvoient lesdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande aulcuns pointz tellement préjudiciables, selon leur jugement, à la réputation et honneur de la patrie, qu'il sembloit qu'à jamais en eust peu demeurer engravé une tache de déshonneur à la mémoire et au nom de nostre postérité, de ce que nous aurions mis en composition avecq ceulx

que nous avons, par édict publicq et par auctorité du Roy et des Estatz, declarez (rebelles), et particulièrement, par une instruction, faict accuser devant les Estatz du Saint-Empire, comme schelms, meschans et rebelles, et qui ont faict ligues et conspirations avec les Espaignolz; meisme, que plus est, que nous aurions souffert, et à nostre eschient, laissé emporter noz bagues, joyaulx argent, denrées, marchandises et brantschatz hors de nostre patrie, sans aulcune contradiction.

En oultre, il sembloit ausdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande que le respect, honneur et gratitude, que devons, tant à la Sérénissime royne d'Angleterre, comme à Monseigneur le Duc, frère du Roy de France, lesquelz nous ont, à nostre besoing, monstré si bonne et enthière volonté et affection de nous assister de leurs moyens, pour nous tirer hors de l'oppression et servitude en laquelle nous nous trouvions, n'y estoit assez deuement poisé ny respecté, puisque la raison eust bien voulu que l'on les y eust comprins en termes plus exprès et honorables.

Et finalement, ne trouvoient que, par lesdicts articles, fust pourveu d'aulcune assurance aux habitans des pays d'Hollande et Zélande, ausquelz, au traicté dernier de Breda, l'on a faict offres beaucoup plus avantageuses et raisonnables d'assurances; et encoire dernièrement, au traicté de la Pacification faicte à Gand, eust esté faict le semblable, n'estoit que leurs députez, déclairans, et de bouche et par escript, qu'ils n'entendoient en sorte quelconque traicter avecq aultres que avecq les Estatz meismes, vouloient monstrier la bonne foy de laquelle ilz procédoient en leur endroit: protestans toutesfois que, si l'on eust esté d'intention de recevoir don Jehan, et qu'il eust fallu traicter avec luy en ceste façon comme l'on faict maintenant, qu'ilz eussent demandé aultres assurances, comme la raison et disposition des affaires le requéroit.

Et toutesfois, par ces articles, non seulement il ne se faict nulle mention d'asseurances, mais non pas meismes de restituer les particuliers en leur enthier touchant les biens, Estatz et gouvernemens qu'ilz ont en plusieurs lieux de par deçà, et pareillement en la France-Conté de Bourgoingne : ce que toutesfois, suivant le pied de la Pacification (laquelle pour lors, ne se faisant qu'avec les Estatz-Généraulx des pays de par deçà, ne pouvoit spécifier ce poinct expressément), sembleroit, selon toute raison, devoir être conditionné.

Et qui, plus est, ilz n'y pouvoient remarquer aucune assurance meismes pour les aultres provinces et tout le povre peuple de par delà, considéré qu'il n'y avoit nulle mention de démolition des citadelles et chasteaulx, à l'occasion desquelz sont sortis des maux infiniz, commeà ung chascun est notoire, ny mesmes aucune particularité ny explication de ceste oubliance dont il y est faicte mention : ce que ne peult estre, sinon suspect audict peuple, lequel, ayant esté ouvertement menassé, encor meismes au dernier recès de Huy, auroit certes bon besoin d'estre bien assuré pour l'advenir, lorsque, le pays estant désarmé, don Jehan sera estably en auctorité de gouverneur ; meisme quand ce ne seroit que pour le regard des exemples du passé. Voire, au contraire, il semble que l'on veuille s'accommoder aux Estatz, en matière de gouverneurs qui soient à leur gré, tant seulement pour ce coup, comme sy, par cy après, l'on estoit d'intention de leur retrancher tous moyens de se tenir assurés contre la mauvaise volonté de ceulx que l'on prétendrait de leur donner pour gouverneurs.

Brief, il y avoit pluisieurs semblables articles et aultres lesquelz sembloient ausdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande très dignes d'estre bien poisés et remarqués, et pourtant estoient l'intention de les mettre particulièrement par escript, pour les en-

voyer à mesdicts seigneur les Estatz, et leur déclarer, quant et quant, qu'à l'advis desdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et de Zélande, il estoit maintenant temps de demander et pour suyvre, à l'exemple de nos ancestres, d'obtenir ampliation et extension des privilèges, droictz et libertez qu'avons receuz d'eulx, meismes en une telle conjoincture et opportunité qui se présente, pour ne tumber une aultre fois, par cy-après en semblables inconveniens. Mais, comme ilz estoient empeschez à déduire les pointz susdicts et aultres semblables, et les mettre par escript, pour la fin susdicte, voicy qu'on leur apporte copie des lettres que mesdicts seigneurs Estatz avoient escript audict don Jehan, par lesquelles ilz ont veu que, sans attendre leur responce, il leur a pleu de conclure avecq promesses de les faire publier et de le recevoir déans le pays. Dont certes lesdicts seigneurs prince et Estatz d'Hollande et Zélande ont esté bien esbahys de veoir ung tel changement, considéré que la date desdictes lettres estoit presque du meisme temps (comme aussy elle leurs furent délivrées après ung petit intervalle) que ledict sieur de Willerval les estoit venu trouver : car, oultre la contrariété que trouvoient en ce faict, encoire leur sembloit ceste acceleration d'une affaire de telle conséquence, et de laquelle dépend entièrement le salut ou la ruine de tout le pays de par deçà, estre assez précipitée; et toutesfois, comme ilz estiment et croient fermement que cela ayt esté faict pour tant plus-tost veoir le pays délivré des Espaignolz et aultres estrangers oppresseurs de la patrie, ilz ne peuvent aultre chose, sinon de souhaiter, comme ilz souhaitent de tout leur cœur, et prier Dieu que l'issue en puisse estre telle comme tous les bons patriotz désirent.

De leur part, puisque maintenant il seroit superflu d'alléguer raisons au contraire, ou débattre sur une chose faicte, ilz promectent et asseurent mesdicts sei-

gneurs les Estatz que par tous les moyens, ilz espèrent que telle est l'intention d'iceulx dictz seigneurs : ce que ilz prient, en toutes occasions, vouloir monstrier par les effectz, ainsy que de leur costel ilz sont pretz de faire. Et toutesfois, affin que l'on voye, par l'effect qu'ilz ne désirent aultre chose que de procurer la retraicte desdicts Espaignolz et aultres éstraingiers, et le restablissement de la paix et tranquillité, ensemble et des anciens privilèges, droictz et libertez du pays, ils sont contentz de approuver et signer les articles susdicts, moyennant et à condition que, préallablement, il plaise à mesdicts seigneurs les Estatz résoudre fermement et irrévocablement, et de ce leur donner acte obligatoire, en forme deue, signé des gouverneurs, des provinces, chiefz et collonelz, que, en cas que, après le terme prins et accordé audict don Jehan pour la sortie des Espaignolz estant expiré, lequel commencera à estre compté d'ung certain jour de ce mois présent que eulx meismes luy dénommeront, lesdicts Espaignolz ne soient sortiz réellement et de fait hors des pays de par deçà, que alors, pour une fois éviter les délais et longueurs qui jusques à présent nous ont esté si dommageables, lesdicts seigneurs Estatz rompront et retrancheront toute ultérieure communication avecq luy, et poursuyveront ladicte retraicte par voye d'armes, sans jamais plus entendre à aucun traité ou communication, quelle qu'elle puisse estre, et que aussy il leur plaise donner acte et obligation semblable, en forme de réversal, que après ladicte retraicte des éstraingiers, eulx, ny lesdicts gouverneurs, chiefz et collonelz ne recepvront, advoueront, ne recognoistront ledict don Jehan, ny aultre, pour gouverneur du pays, jusques à ce que, préallablement, il ayt restably et entièrement satisfait à tous les pointz qui sont aucunement répugnantz et contraires audicts privilèges droictz et libertez du pays, ou aucunement en

préjudice de la pacification de Gand, en conformité de laquelle tous et ung chascun seront mis en la possession de leurs biens, tant de Bourgoingne que de par deçà ; ains que tous lesdicts privilèges et libertez soient confirmez, ratifiez et establiz, selon ce que lesdicts seigneurs Estatz ont solennèlement promis, au temps de ladicte pacification de Gand, par leur lettre escripte à leurs députez, en date du xxvii^e jour d'octobre dernier 1576.

Faict à Middelbourg, le xix^e jour de febvrier 1577.

GUILLE DE NASSAU.

Par ordonnance des Estatz d'Hollande et de Zélande :

C. TAYMON.

TABLE DES MATIÈRES.

MÉMOIRES DE MARC-ANTOINE DEL RIO.

LIVRE PREMIER.

	Pages.
<u>Au souverain pontife, Grégoire XIII.</u>	<u>3</u>
<u>Description de la Belgique soumise à Philippe II, roi</u>	
<u>d'Espagne</u>	<u>7</u>
<u>Gouvernement et administration de la Belgique. . . .</u>	<u>9</u>
<u>1559. Le roi Philippe quitte la Belgique.</u>	<u>15</u>
<u>Commencement des troubles en Belgique</u>	<u>17</u>
<u>Plaintes des grands</u>	<u>21</u>
<u>Exigences des Belges</u>	<u>23</u>
<u>Factions en Belgique</u>	<u>25</u>
<u>1565. On se ligue contre les Pragmatiques de Charles-</u>	
<u>Quint</u>	<u>27</u>
<u>1566. Présentation à main armée de la requête du Com-</u>	
<u>promis</u>	<u>Ib.</u>
<u>Assemblée de Saint-Trond et ses résolutions . . .</u>	<u>29</u>
<u>L'iconoclastie et insultes à la majesté divine et</u>	
<u>humaine</u>	<u>31</u>
<u>Rébellion de l'hérésie</u>	<u>33</u>
<u>1567. Arrivée et gouvernement du duc d'Albe</u>	<u>35</u>
<u>Premier édit du duc d'Albe</u>	<u>37</u>
<u>Second édit.</u>	<u>Ib.</u>
<u>1568. Succès de la guerre entreprise par le prince</u>	
<u>d'Orange et son frère.</u>	<u>39</u>
<u>La paix</u>	<u>41</u>
<u>Le dixième et le vingtième denier</u>	<u>Ib.</u>

	Pages.
1572. Seconde expédition du prince d'Orange en Belgique	43
Victoires du duc d'Albe	47
Sac de Malines	Ib.
1573. Destruction de Naarden	49
Siège d'Harlem et d'Alkmaar	51
Premier soulèvement des Espagnols	Ib.
Bossut et pris	53
Requesens succède au duc d'Albe	Ib.
Abolition des édits de ce dernier.	Ib.
1574. Expédition du comte Louis de Nassau. Bataille de Mook	55
Seconde mutinerie des Espagnols	Ib.
1575. Requesens convoque les Etats-Généraux	57
Cause de la haine vouée par les Belges aux Espagnols	59
Conférences à Bréda.	63
Requesens conduit la guerre.	67
Victoires du seigneur d'Hierges	Ib.
Valeur des Espagnols.	Ib.
Ziericzee assiégée et emportée	Ib.
1576. Les Brabançons favorables au prince d'Orange	Ib.
Complot d'expulser les Espagnols	69
Mort de Requesens	71
Le Hainaut s'arme	Ib.
Le conseil d'État remplace Requesens	73
Causes qui éloignèrent le duc d'Arschot du Roi	75
Troisième mutinerie des Espagnols, la plus grave de toutes	79
Mission et prévision du comte d'Altaemps	81
Les mutins s'emparent d'Alost	85
Bruxelles en fureur et en agitation.	87
Rassenghien envoyé en Espagne	93
Les conseillers d'État faits prisonniers et en butte à des vexations.	Ib.
Défense de la séquestration	97
Motifs de la mesure qui fit relâcher quelques conseillers d'État	101
Le pouvoir en Belgique tombe aux mains de la populace	Ib.
Actes de Jérôme Roda.	103
Nouvel édit contre les Espagnols	Ib.

	Pages.
1576. Défaite des Belges près de Tirlemont	103
Prise et sac de Maestricht.	107
Anvers pris par les États. Repris par les Espagnols	Ib.
État de la guerre en Belgique	113
La citadelle de Valenciennes capitule.	117
La citadelle de Gand se rend. Éloge d'une femme.	Ib.

LIVRE DEUXIÈME.

1576. Arrivée de don Juan. Ses instructions.	119
Premières entrevues.	125
Le seigneur d'Isque retourne à Bruxelles. Il est atteint d'aliénation mentale	131
8 novembre. Articles de la Pacification de Gand.	133
Députations à don Juan.	153
La Gueldre se réunit aux États, ainsi que la Frise.	Ib.
Billy est arrêté.	155
Défection des troupes de Mondragon	157
Armée des États	Ib.
Rapacité et déprédation de la noblesse	161
1577. Union de Bruxelles	165
Rassenghien captif	169
Ambassade de l'empereur Rodolphe II	175
Don Juan arrive à Marche	179
Avis du conseil d'État sur la Pacification	Ib.
Avis des théologiens.	193
Missive du prince d'Orange aux États-Généraux.	199
17 février. Édit perpétuel de Marche en Famenne	221
La citadelle d'Utrecht se rend.	237
Serment prêté par ceux qui restaient en Hollande et en Zélande	239
Lettre des États de Hollande et Zélande	245
Arrivée de don Juan à Namur	251
Don Juan se confie au duc d'Arschot	253
Arrivée de don Juan à Louvain.	255
Les Espagnols sortent d'Anvers et de Lierre	Ib.
Causes du retard que mettent les Espagnols à quitter le pays	257
Générosité de don Juan	Ib.

	Pages.
<u>1677. Don Juan et les États députent vers le prince d'Orange</u>	<u>259</u>
<u>Les Espagnols et leurs alliés quittent la Belgique</u>	<u>263</u>
<u>Bonnivet et autres complotent contre don Juan</u>	<u>269</u>
<u>La souveraineté offerte à don Juan.</u>	<u>271</u>
<u>Don Juan se met en route pour Bruxelles</u>	<u>Id.</u>
<u>Don Juan est admis au gouvernement général.</u>	<u>277</u>

APPENDICE.

<u>Déclaration du prince d'Orange et des États de Hollande et Zélande sur le traité fait avec don Juan d'Autriche</u>	<u>281</u>
---	------------

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

IMPRIMÉ A BRUXELLES
CHEZ M. WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI
AUX FRAIS ET PAR LES SOINS
DE LA
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE
AOUT MDCCCLXIX

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE

1^{re} SÉRIE. — XVI^e SIÈCLE

Numéros.

1. **MÉMOIRES DE FERY DE GUYON**, *escuyer, bailly général d'Anchin et de Pesquencourt*, avec une introduction et des notes, par M. DE ROBAULX DE SOUMOY, membre du conseil héraldique, auditeur militaire, etc.
2. **MÉMOIRES DE VIGLIUS & D'HOPPERUS**, *sur le commencement des troubles des Pays-Bas*, avec notices et annotations, par M. ALPH. WAUTERS, archiviste de la ville de Bruxelles.
- 3, 7, 12. **MÉMOIRES ANONYMES SUR LES TROUBLES DES PAYS-BAS**, 1565-1580, tomes I, II et III, avec notice et annotations, par feu M. J.-B. BLAES.
- 20 et 24. **MÉMOIRES ANONYMES SUR LES TROUBLES DES PAYS-BAS**, 1565-1580, tomes IV et V, avec annotations, par M. AL. HENNE, auteur de *l'Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, etc.
- 4 et 21. **MÉMOIRES DE PASQUIER DE LE BARRE & DE NICOLAS SOLDROYER**, 1565-1575, tomes I et II, avec notice et annotations, par M. ALEX. PINCHART, chef de section aux archives générales du royaume.
5. **MÉMOIRES DE JACQUES DE WESENBEKE**, avec une introduction et des notes, par M. CH. RAHLENBECK.
6. **MÉMOIRES DE FRÉDÉRIC PERRENOT**, *sieur de Champagny*, avec notice et annotations, par M. DE ROBAULX DE SOUMOY, membre du conseil héraldique, auditeur militaire, etc.
- 8 et 17. **LES COMMENTAIRES DE DON BERNARDINO DE MENDOÇA**, *l'un des lieutenants du duc d'Albe*, 1567-1577, tomes I et II, traduction nouvelle de M. LOUMYER, avec notice et annotations par M. le général GUILLAUME.
9. **MÉMOIRES DE PHILIPPE WARNY DE VISENPIERRE** *sur le siège de Tournay en 1581*, publiés par A.-G. CHOTIN.
- 10 et 11. **MÉMOIRES DE PONTUS PAYEN**, *avocat d'Arras*, tomes I et II, avec notice et annotations par M. ALEX. HENNE, auteur de *l'Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, etc.
- 13 et 16. **MÉMOIRES DE FRANCISCO DE ENZIMAS (D'RYANDER)**, tome I en deux parties et tome II, texte latin inédit avec la traduction française du XVI^e siècle en regard, 1543-1545, avec notice et annotations, par M. CH.-AL. CAMPAN.

15. **MÉMOIRES SUR EMMANUEL DE LALAING**, *baron de Montigny*, avec notice et annotations, par feu M. J.-B. BLAES.
19. **HISTOIRE DES TROUBLES ADVENUES A VALENCIENNES**, avec notice et annotations, par M. DE ROBAULX DE SOUMOI, membre du conseil héraldique, auditeur militaire, etc.
22. **MÉMOIRES SUR LES TROUBLES DE GAND, 1577-1579**, par *François Halewyn, seigneur de Zveveghem*, avec une introduction et des notes, par M. KERVYN DE VOLKAERSBEKE.
23. **LES SUTILS MOYENS PAR LE CARDINAL GRANDVELLE AVEC SES COMPLICES INVENTEZ, POUR INSTITUER L'INQUISITION**, avec une introduction et des notes, par M. CH. RAHLENBECK.
31. **MÉMOIRES DE MARTIN-ANTOINE DEL RIO SUR LES TROUBLES DES PAYS-BAS**, texte latin inédit, avec traduction, notes et notice, par M. l'abbé AD. DELVIGNE, chanoine et professeur au Petit Séminaire de Malines, tome I^{er}.

2^e SÉRIE. — XVII^e SIÈCLE

25. **BERGUES SUR LE SOOM, assiégée le 18 juillet 1622 et des assiégée le 3 d'octobre ensuivant selon la description faite par les trois pasteurs de l'église d'icelle**, avec une introduction et des notes, par M. C.-A. CAMPAN.
26. **ABRÉGÉ HISTORIQUE DU RÈGNE D'ALBERT ET ISABELLE, 1592-1602**, avec une introduction et des notes, par M. ADRIEN CAMPAN.
27. **TROUBLES DE BRUXELLES de 1619, justification apologétique de l'avocat Rombaut Van Uden**, avec une introduction et des notes, par M. L. GALESLOOT.
- 28 et 29. **HISTOIRE GÉNÉRALE DES GUERRES DE SAYOIE, DE BOHÈME, DU PALATINAT ET PAYS-BAS**, par le SEIGNEUR DU CORNET, *gentilhomme belgeois*, tomes I et II, avec une introduction et des notes, par M. A. DE ROBAULX DE SOUMOI, membre du conseil héraldique, etc.
30. **RELATIONS DES CAMPAGNES DE 1644 & 1646**, par JEAN ANTOINE VINCART, *secrétaire des avis secrets de la guerre*. — Texte espagnol avec traduction en regard, introduction et notes, par M. PAUL HENRARD, capitaine commandant d'artillerie.

3^e SÉRIE. — XVIII^e SIÈCLE

- 14 et 18. **PROCÈS DE FRANÇOIS ANNEESSENS, doyen du corps des métiers de Bruzelles, 1719**, tomes I et II, avec notice et annotations, par M. L. GALESLOOT.

in

POUR PARAÎTRE INCESSAMMENT

CONSIDÉRATIONS D'ÉTAT SUR LE TRAITÉ DE LA PAIX avec les sérénissimes archiducs d'Autriche, manuscrit de 1607, avec une introduction et des notes, par M. CHARLES RAHLENBECK.

SOUS PRESSE

HENRI IV ET LA PRINCESSE DE CONDÉ, correspondance officielle relative au séjour de la princesse à Bruxelles; publiée avec une introduction et des notes par M. PAUL HENRARD capitaine commandant d'artillerie.

EN PRÉPARATION

MÉMOIRES SUR LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, par le conseiller WYNANTS, avec une introduction et des notes, par M. A. ORTS, membre de la Chambre des représentants.

JOURNAL DES TROUBLES DES PAYS-BAS, pendant la révolution dite *Brabançonne*, par GEORGES-JOSEPH GÉRARD, secrétaire de l'Académie impériale de Bruxelles, avec une introduction et des notes, par M. ALEX. HENNE, auteur de l'*Histoire de Charles-Quint*, etc.

On trouve au siège de la société de l'histoire de Belgique, 11, Place du Musée, et chez Muquardt, libraire, les publications de la société des *Bibliophiles de Belgique*.

1^o CORRESPONDANCE DE MARGUERITE DE PARME (ne se vend plus séparément).

2^o LETTRES DE VAN MALE sur la vie intérieure de Charles-Quint. fr. 5

3^o MÉMOIRES DU DUC CHARLES DE CROY " 10

Les trois ouvrages réunis. " 25

This book may be kept

FOURTEEN DAYS

A fine of TWO CENTS will be charged
for each day the book is kept overtime.

Demco 291-B5





b89095277059a

FOURTEEN DAYS

A fine of TWO CENTS will be charged for each day the book is kept overtime.

[illegible]

Demco 291-B5



89095277059



B89095277059A